

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Aide financière aux études</b> .....	<b>3</b>
MÉTRO : Les étudiants comptent sur les 85 M\$ d'Ottawa – Mardi 28 octobre 2008.....	3
24 HEURES : 7 \$ par jour pour se nourrir... : Les étudiants demandent à Québec de bonifier l'aide aux études - Mardi 28 octobre 2008 .....	3
LE DEVOIR : En bref - Aide demandée - Édition du mardi 28 octobre 2008 .....	4
LA PRESSE : Les étudiants réclament une bonification des prêts et bourses – Mardi 28 octobre 2008 .....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL : Aides aux étudiants : besoin de plus d'argent – Mardi 28 octobre 2008 .....	4
CYBERPRESSE : Québec invité à bonifier l'aide aux études – Lundi 27 octobre 2008.....	4
RADIO-CANADA : Société : Aide financière aux études : Les étudiants reviennent à la charge- Mise à jour le lundi 27 octobre 2008 à 16 h 21....	5
<b>Québec : IEDM et droits de scolarité</b> .....	<b>5</b>
LE DEVOIR : Financement des universités - Mise en garde contre la formule «Étudiez maintenant et payez plus tard!» - Édition du vendredi 24 octobre 2008 .....	5
RADIO-CANADA / MAURICIE : Droits de scolarité : Les étudiants de l'UQTR s'opposent à toute hausse - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008 à 12 h 03 .....	5
LA TRIBUNE : Frais d'études variables: l'UdeS et Bishop's joueraient une carte gagnante – Mardi 21 octobre 2008 .....	5
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Étude de l'IEDM : Des réticences à l'UQAC - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 15 h 57 .....	6
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Éducation : Une étude douteuse - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 12 h 20.....	6
LA PRESSE / LA TRIBUNE : Selon l'Institut économique de Montréal : les droits de scolarité devraient varier selon les programmes – Lundi 20 octobre 2008 .....	6
<b>Cégeps : Entre la classe et les Mcjobs</b> .....	<b>6</b>
LE SOLEIL : « Éditorial : Le devoir d'encourager, par Jean-Marc Salvet – Jeudi 23 octobre 2008.....	6
LE SOLEIL : À chaque étudiant sa raison – Jeudi 23 octobre 2008.....	7
LE SOLEIL : Les cégeps doivent être moins tolérants, selon le président de la Fédération – Jeudi 23 octobre 2008.....	7
LA PRESSE / LE SOLEIL : Entre la classe et les Mcjobs, une génération de cégepiens sacrifiée – Mercredi 22 octobre 2008 .....	7
LE SOLEIL : Même au cégep, l'appui parental est déterminant – Mercredi 22 octobre 2008 .....	8
RAPPEL : LE DEVOIR : Opinion : Les cégepiens d'aujourd'hui - Une génération coincée entre la classe et les McJobs, par Jacques Roy, Professeur au Cégep de Sainte-Foy et membre-chercheur à l'Observatoire Jeunes et Société - Édition du mercredi 06 décembre 2006 .....	8
<b>Cégeps</b> .....	<b>9</b>
LE DEVOIR : Québec dépose deux projets de loi - Cégeps et universités pourraient être sous haute surveillance - Édition du vendredi 31 octobre 2008 .....	9
LE SOLEIL : Faux enlèvement frôlant le drame – Vendredi 31 octobre 2008 .....	9
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Une simulation qui tourne mal - Mise à jour le jeudi 30 octobre 2008, 11 h 50.....	9
LA TRIBUNE : Des cours du Cégep à Très-Saint-Sacrement ? – Jeudi 30 octobre 2008 .....	10
LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummondville fait le point sur des rumeurs de fusillade – Mercredi 29 octobre 2008 .....	10
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Un étudiant menaçait de «faire un grand ménage» au Cégep de Drummondville – Lundi 27 octobre 2008... 10	10
THE GAZETTE : Editorial : Opus-card planning wastes students' time – Thursday, October 23, 2008 .....	11
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Transport en commun : Le Cégep [de Rimouski] appuie les revendications étudiantes - Mise à jour le mercredi 22 octobre 2008, 16 h 01 .....	11
LE QUOTIDIEN : CAMPS: De nouveaux aspects du projet présentés – Vendredi 10 octobre 2008 .....	11
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep Ahuntsic : Bousculade aux portes de l'école - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 14 h 30.....	11
LE NOUVELLISTE : L'Association des cadres des collèges du Québec dénonce la sortie de Claude Villemure – Jeudi 09 octobre 2008.....	11
LA TRIBUNE : Le Cégep et Nova Envirocom s'illustrent – Jeudi 09 octobre 2008 .....	12
LE DEVOIR : Éditorial : Collégial - À chacun sa tâche, par Marie-Andrée Chouinard – Édition du mardi 07 octobre 2008 .....	12
LE DEVOIR : Les enseignants au collégial manifestent – Édition du mardi 07 octobre 2008 .....	12
LA TRIBUNE : Manif des profs au Cégep – Mardi 07 octobre 2008 .....	13
LA PRESSE : PHOTO : Manifestations de profs de cégep – Mardi 07 octobre 2008 .....	13
LE SOLEIL : Les profs de cégep en colère : Les enseignants dénoncent le choix du gouvernement .....	13
24 HEURES : Réinvestissement fédéral en éducation : Le torchon brûle entre les enseignants des cégeps et le gouvernement Charest – Mardi 07 octobre 2008 .....	13
THE GAZETTE : MORE CASH FOR CLASSROOMS, TEACHERS URGE – Tuesday, October 07, 2008 .....	13
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégeps : Des professeurs manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 16 h 15 .....	14
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Éducation : Les enseignants du collégial manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008, 14 h 52 .....	14
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Cégeps : De l'argent mal placé - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 12 h 45.....	14
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Éducation : Les enseignants du collégial manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 11 h 39.....	15
LE DEVOIR : En bref - Débrayages d'enseignants dans les cégeps – Édition du lundi 06 octobre 2008 .....	15
LA PRESSE : Les enseignants des cégeps veulent l'attention de Québec – Lundi 06 octobre 2008 .....	15
LE SOLEIL : Animateurs québécois recherchés... partout dans le monde – Lundi 06 octobre 2008.....	15
LA VOIX DE L'EST : Les diplômés à l'honneur au Cégep de Granby – Lundi 06 octobre 2008 .....	15
LE DEVOIR : La vice-présidente du comité exécutif de Montréal démissionne à son tour – Édition du vendredi 03 octobre 2008 .....	16
LE NOUVELLISTE : Laxisme au Collège Shawinigan – Vendredi 03 octobre 2008 .....	16
LE NOUVELLISTE : Collège Shawinigan : Aucune fraude mais quatre personnes ont démissionné - Vendredi 03 octobre 2008 .....	16
THE GAZETTE : Sénécal quits city executive committee : Mayor's regime is weakening: Labonté – Friday, October 03, 2008 .....	17
MÉTRO : Francine Sénécal quitte le comité exécutif [pour devenir directrice générale du Cégep du Vieux Montréal?] – Vendredi 03 octobre 2008 17	17
CYBERPRESSE : Comité exécutif de Montréal : Francine Sénécal quitte le bateau – jeudi 02 octobre 2008 .....	18
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Ville de Montréal : Francine Sénécal démissionne - Mise à jour le jeudi 2 octobre 2008 à 11 h 27.....	18
<b>Québec : Universités</b> .....	<b>18</b>
LE SOLEIL : Projet de loi sur la gouvernance des universités: Courchesne serre la vis – vendredi 31 octobre 2008 .....	18
LA PRESSE : Nouveau campus de l'UQO à ... Saint-Jérôme – Mardi 28 octobre 2008 .....	19
RADIO-CANADA / QUÉBEC : L'impasse serait dénouée : Mise à jour le vendredi 24 octobre 2008 à 11 h 09.....	19
LE DEVOIR : En bref - Entente conclue à l'Université Laval – Édition du vendredi 24 octobre 2008.....	19
LA PRESSE : Les universités québécoises généralement appréciées de leurs étudiants – Vendredi 24 octobre 2008 .....	19
LE SOLEIL : L'Université s'entend avec ses profs – Vendredi 24 octobre 2008 .....	19
LE SOLEIL : Grève à l'Université Laval : bisbille autour de la reprise des cours pendant la relâche – Jeudi 23 octobre 2008 .....	20
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Les négociations reprennent - Mise à jour le mercredi 22 octobre 2008 à 10 h 43 .....	20
LE DROIT : Ontario : Des étudiants demandent la réduction des droits de scolarité – Mercredi 22 octobre 2008 .....	20
LE SOLEIL : Grève à Laval: reprise des négociations -Mercredi 22 octobre 2008 .....	20
RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : L'Institut de technologie agroalimentaire : Entente avec l'Université Laval - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008, 17 h 17 .....	20
RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : Cap sur la formation technique - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008 à 15 h 05.....	21
LA PRESSE : Le financement de l'enseignement postsecondaire du fédéral : les provinces proposent une trêve – Mardi 21 octobre 2008.....	21

LE SOLEIL : Grève à l'Université Laval: des cours pendant la relâche, mais pas d'examens – Mardi 21 octobre 2008.....	21
LE DROIT : Une suspension contestée à l'UQO – Mardi 21 octobre 2008 .....	21
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Quand les professeurs font grève - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 10 h 38.....	22
LE DEVOIR : En bref - Grève à l'Université Laval - Édition du lundi 20 octobre 2008.....	22
LE SOLEIL : Trois jours de grève à l'Université Laval – Vendredi 17 octobre 2008 .....	22
LE DEVOIR / LE SOLEIL : En bref - La FEUQ veut des stages rémunérés - Édition du mercredi 15 octobre 2008 .....	22
LE DEVOIR : Primaire et secondaire - Les futurs enseignants voudraient bien voir leurs stages être rémunérés : les stagiaires en éducation consacrent en moyenne 60 heures par semaine à leur stage – Édition du mardi 14 octobre 2008 .....	22
LE DEVOIR : Gouvernance des universités: la CREPUQ ne veut pas d'un modèle unique - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 octobre 2008.....	23
LE DEVOIR : Les frais universitaires ont augmenté de 5,4 % au Québec – Édition du vendredi 10 octobre 2008 .....	23
LE DROIT : Financement des universités par les villes : Une pratique courante – Vendredi 10 octobre 2008.....	23
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Frais de scolarité universitaires : Jeudi 09 octobre 2008.....	24
Les frais de scolarité augmentent moins rapidement pour les étudiants des deuxième et troisième cycles que pour ceux du premier cycle .....	24
Note aux lecteurs.....	24
Les étudiants des programmes de premier cycle en dentisterie paient les frais moyens de scolarité les plus élevés au Canada .....	24
Les étudiants étrangers paient plus dans tous les cycles.....	24
Les frais supplémentaires obligatoires sont à la hausse .....	24
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Rejet de l'offre patronale - Mise à jour le mercredi 8 octobre 2008 à 13 h 30 .....	26
24 HEURES : Inscriptions à la hausse dans les universités – Lundi 06 octobre 2008.....	26
24 HEURES : Davantage d'inscriptions à l'UdeM – Lundi 06 octobre 2008 .....	26
LA PRESSE : Nouveau bac de deux ans pour étudiants pressés à l'UdeM – Mercredi 08 octobre 2008 .....	26
LE DEVOIR : En bref - Les inscriptions augmentent dans les universités québécoises – Édition du samedi 04 et du dimanche 05 octobre 2008 ..	26
LE DROIT : UQO: 9 étudiants contestataires menacés de suspension : Jean-Roch Villemare et Éloi Bureau serait du nombre – Vendredi 03 octobre 2008.....	27
LE DEVOIR : Idées : Pour des états généraux de l'université, par Jacques Pelletier et Normand Baillargeon, respectivement professeurs au département d'études littéraires et au département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM et membres du collectif de rédaction de la revue À Bâbord – Édition du Jeudi 02 octobre 2008 .....	27
<b>Manifestation Montréal-Nord – 11 octobre 2008.....</b>	<b>28</b>
LE DEVOIR : En photo - Manifestation dans le calme - Édition du mardi 14 octobre 2008.....	28
LA PRESSE : Fredy Villanueva: une enquête indépendante réclamée – Dimanche 12 octobre 2008 .....	28
THE GAZETTE : Community calls for end to violence : Montreal-North : peaceful protest targets police, gangs – Monday, October 13, 2008.....	29
JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : Calme et pacifique : Plus de 500 personnes participent à la marche dénonçant la brutalité policière - Mise à jour: dimanche 12 octobre 2008, à 07:06 .....	29
LE DEVOIR : Montréal-Nord ne peut pas se permettre d'autres violences - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 octobre 2008.....	30
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Montréal-Nord : Une manifestation pacifique : Mise à jour le samedi 11 octobre 2008 à 21 h 49 .....	31
LA PRESSE : Marche à Montréal-Nord en hommage à Fredy Villanueva : « Notre manifestation sera pacifique » - Samedi 11 octobre 2008 .....	31
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Montréal-Nord : Une manifestation pacifique - Mise à jour le vendredi 10 octobre 2008 à 14 h 22 .....	31
THE GAZETTE : No violence, protest march planners urge : MONTREAL NORTH DEMO Coalition of community groups seeks independent inquiry into shooting – Saturday, October 11, 2008 .....	32
CYBEPRESSE : Montréal-Nord: «Notre manifestation sera pacifique» - Vendredi 10 octobre 2008 .....	32
LE DEVOIR : Montréal-Nord - La manifestation de demain se veut «familiale» et non violente – Édition du vendredi 10 octobre 2008 .....	32
LA PRESSE : Mort de Fredy Villanueva : une manifestation prévue samedi – Vendredi 10 octobre 2008.....	33
JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : Manifestation de protestation : Les policiers seront discrets, mais « ce sera tolérance zéro en cas de violence », dit Gérald Tremblay - Mise à jour: vendredi 10 octobre 2008 06:06.....	33
24 HEURES : Les commerçants de Montréal-Nord inquiets – Vendredi 10 octobre 2008 .....	34
THE GAZETTE : Tremblay pours \$2.2 million into Montreal North : SPORTS, LIBRARIES, SOCIAL PROGRAMS - But ` soccer fields won't put food on the table,' local protest group says – Friday, October 10, 2008.....	33
JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord   Manifestation : On s'attend à du grabuge - Mise à jour: Jeudi 09 octobre 2008, à 05:12.....	34
<b>UQAM : Suite .....</b>	<b>34</b>
MÉTRO : Une centaine d'emplois menacés – Mardi 28 octobre 2008 .....	35
LE DEVOIR : Négociations avec Busac - Pas question de mêler le dossier de l'OSM à celui de l'UQAM, dit Québec - Édition du jeudi 23 octobre 2008 .....	35
LE DEVOIR : 1ère page : UQAM: Québec et Busac ne négocient pas – Édition du mercredi 22 octobre 2008 .....	35
24 HEURES : Crise financière à l'UQAM : Les étudiants continuent de s'interroger – Mercredi 15 octobre 2008 .....	36
THE GAZETTE : Editorial : UQAM bailout was Quebec's least bad option – Tuesday, October 14, 2008.....	36
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM   400 M\$: Trop tard - Une fuite en avant, croit l'opposition - Mise à jour: samedi 11 octobre 2008, à 09:09..	36
LE DEVOIR : Editorial : UQAM - Monsieur Net, par Marie-Andrée Chouinard – Édition du vendredi 10 octobre 2008.....	36
THE GAZETTE : \$400-million UQAM bailout « good for Quebec society » - Student associations fear the move does not address root causes of the crisis – Saturday, October 11, 2008 .....	37
LE DEVOIR : 1ère page : Québec épongera la dette de l'UQAM : Le fiasco immobilier coûtera près de 400 millions aux contribuables – Édition du vendredi 10 octobre 2008 .....	37
LA PRESSE : Gouffre financier de l'UQAM: Québec éponge la dette du Complexe des sciences – vendredi 10 octobre 2008.....	38
MÉTRO : Brève : Dettes de l'UQAM : Une partie assumée par Québec – Vendredi 10 octobre 2008 .....	38
THE GAZETTE : First page : UQAM bailout : Tax payers to pick up \$400M tab – Time to « turn the page » Science complex alone to cost Quebec \$180 million, minister says – Friday, October 10, 2008 .....	39
UQAM : New rector Corbo shows tenacity: minister .....	39
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Aventure immobilière : Québec sort l'UQAM du gouffre - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 17 h 09.....	39
<b>Le Devoir : Cahier spécial : Doctorats .....</b>	<b>39</b>
Doctorats : avenue du savoir – Mercredi 08 octobre 2008.....	39
Il faut du courage pour être «docteur» .....	39
«Special Individualized Programs» à Concordia - Un étudiant peut proposer son propre programme d'études : « La charge de travail est considérable » .....	40
Centre international de recherches et d'études en management - Une «petite» école a pour étudiants les gestionnaires de haut vol : « On se restreint à une trentaine de participants par session de quatre semaines ».....	41
1500 étudiants québécois sont visés – Revenu Canada déclare que les «postdocs» ne sont pas des étudiants : les bourses de recherche sont devenues impossibles au Canada .....	41
Université de Sherbrooke - Un programme spécifique vise à l'enrichissement des compétences - «Nous cherchons à augmenter le taux de réussite des doctorants» .....	42
Université du Québec en Outaouais - Les sciences sociales appliquées auront elles aussi leurs docteurs – « Quand on est petit, on est condamné à innover » .....	43
École nationale d'administration publique - Quand l'État est mis en pièces... : « Nos étudiants travaillent de très près avec leur directeur de recherche afin de privilégier une grande synergie.....	43

Soutien aux étudiants - En 2001, l'Université de Montréal ne comptait que 24 % de diplômés après cinq années d'inscription - Ce sont 40 % des étudiants inscrits au doctorat qui abandonnent au Québec .....	44
<b>Élections fédérales: Éducation .....</b>	<b>44</b>
RADIO-CANADA / CANADA 2008 : [Saguenay-Lac-Saint-Jean] Cégep de Jonquière : Promesse de centre sportif - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 15 h 04.....	44
RADIO-CANADA / CANADA 2008 / QUÉBEC : Cégep de Sainte-Foy : Luc Harvey participe à un débat - Mise à jour le mercredi 8 octobre 2008 à 17 h 47 .....	45
LE QUOTIDIEN : De grands absents au débat de l'UQAC - Mardi 07 octobre 2008 .....	45
LA PRESSE : Cinq jeunes à La Presse : Pas tellement de gagnants, mais un perdant... - Jeudi 02 octobre 2008 .....	45
RADIO-CANADA / [Estrie, Mauricie, Centre] Saint-Maurice-Champlain : Trois candidats défendent leur plateforme - Mise à jour le mercredi 1 octobre 2008 à 12 h 13 .....	45
RADIO-CANADA / CANADA 2008 : [Manitoba] Parti conservateur : L'université, cette «zone interdite» - Mise à jour le mardi 30 septembre 2008 à 16 h 24.....	46
<b>Répression.....</b>	<b>46</b>
LE DEVOIR : La Cour suprême rabroue le SPVM et la Couronne : 67 manifestants accusés d'attroupement illégal sont acquittés - Édition du jeudi 02 octobre 2008 .....	46
<b>Réflexions, idées.....</b>	<b>47</b>
LE DEVOIR : ESSAIS : Essais québécois - La gauche : entre vertu, révolution et réforme, par Louis Cornélien - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 octobre 2008 .....	47
LE DEVOIR : Idées : Les colonnes du temple néolibéral ébranlées, par Jacques Rouillard, Professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal - Édition du vendredi 03 octobre 2008 .....	47
<b>Les titres du Courrier international .....</b>	<b>48</b>
les titres du 31 octobre 2008.....	48
les titres du 30 octobre 2008.....	49
les titres du 29 octobre 2008.....	49
les titres du 28 octobre 2008.....	50
les titres du 27 octobre 2008.....	50
les titres du 24 octobre 2008.....	51
les titres du 23 octobre 2008.....	51
les titres du 22 octobre 2008.....	52
les titres du 21 octobre 2008.....	53
les titres du 20 octobre 2008.....	53
les titres du 17 octobre 2008.....	54
les titres du 16 octobre 2008.....	54
les titres du 15 octobre 2008.....	55
les titres du 14 octobre 2008.....	55
les titres du 13 octobre 2008.....	56
les titres du 10 octobre 2008.....	56
les titres du 9 octobre 2008.....	57
les titres du 7 octobre 2008.....	58
les titres du 6 octobre 2008.....	58
les titres du 3 octobre 2008.....	59
les titres du 2 octobre 2008.....	59
les titres du 1er octobre 2008.....	60

## Aide financière aux études

### MÉTRO : Les étudiants comptent sur les 85 M\$ d'Ottawa - Mardi 28 octobre 2008

<p>Jennifer Guthrie, Métro</p> <p>Les Fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ) du Québec sont reparties en campagne hier pour inciter le gouvernement à investir les 85 M\$ attendus d'Ottawa en 2009 dans l'aide financière aux études.</p> <p>La FECQ et la FEUQ ont demandé à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de s'engager à utiliser l'entièreté des 85 M\$ que Québec pourra récupérer du Programme canadien de subventions aux étudiants pour améliorer l'aide financière aux études.</p> <p>«Avec ces sommes, Québec pourrait ajuster le calcul de la contribution parentale dans le calcul de prêts et bourses, mais surtout, baisser le plafond de prêts maximal pour diminuer l'endettement étudiant, a expliqué le président de</p>	<p>la FEUQ, David Paradis. Dans un contexte de crise économique, ce n'est vraiment pas le moment de s'endetter davantage.»</p> <p>Le calcul de la contribution parentale est jugé scandaleux par la FECQ. «On considère qu'une famille qui a un revenu brut de 30 000 \$ par année peut contribuer aux études de ses enfants, mais avec 30 000 \$, une famille est sous le seuil de la pauvreté», a déclaré le président de la FECQ, Xavier Lefebvre Boucher.</p> <p>Les Fédérations étudiantes invitent le gouvernement à suivre les recommandations du Comité consultatif sur l'accessibilité aux études et à faire passer le seuil de revenus à partir duquel une famille doit contribuer aux études des enfants de 30 000 \$ 45 000 \$.</p> <p><b>Plus proche de la réalité</b></p>	<p>La FECQ et la FEUQ voudraient également que les dépenses admises soient ajustées pour correspondre au coût de la vie.</p> <p>«On considère que les étudiants ont besoin de 7 \$ par jour pour manger, a rappelé M. Lefebvre Boucher. C'est à se demander si le gouvernement pense que les étudiants sont encore des êtres humains!»</p> <p>S'appuyant sur la crise financière qui se dessine au Québec, la FECQ et la FEUQ ont rappelé que la province avait besoin de diplômés pour pouvoir répondre aux besoins en main-d'œuvre.</p> <p>«Si le Québec n'investit pas dans l'aide financière aux études, on se dirige vers un suicide économique et social», a illustré Xavier Lefebvre Boucher.</p>
---	---	--

### 24 HEURES : 7 \$ par jour pour se nourrir... : Les étudiants demandent à Québec de bonifier l'aide aux études - Mardi 28 octobre 2008

<p>La Presse Canadienne et Jean-Claude Grenier</p> <p>Une fois de plus, les membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec et de la Fédération étudiante universitaire du Québec montent aux barricades pour redemander au gouvernement Charest d'augmenter les sommes prévues dans le programme d'aide aux études.</p>	<p>«Le premier ministre Jean Charest ne doit pas perdre de vue que le Québec doit se diriger vers une économie du savoir pour assurer son avenir. Si le Québec n'injecte pas les sommes nécessaires dans le programme d'aide financière aux études, il se dirigera vers un suicide économique et social.» a commenté hier en conférence de presse Xavier Lefebvre-Boucher, président de la FECQ.</p>	<p>«On peut s'interroger sur les calculs du gouvernement. Selon leurs données, 7 \$ par jour est suffisant pour se nourrir. C'est à se demander si on considère encore l'étudiant comme un être humain. Cette somme n'est même pas l'équivalent d'un repas à la cafétéria.» poursuit-il.</p> <p><b>Économie de 71 M \$</b></p>
--	--	--





David Paradis de la FEUQ et Xavier Lefebvre-Paradis de la FECQ réitèrent leurs demandes auprès du gouvernement Charest.

Photo: Éric Bolté

Les deux associations étudiantes estiment que le gouvernement du Québec a économisé 71 millions \$ sur le dos des étudiants depuis 1994.

À quelques semaines du prochain budget, les deux fédérations réclament du gouvernement qu'il ajuste les dépenses admises de même que la contribution des parents dans ses calculs d'aide-financière, qu'il implante des mesures de conciliation études-famille et qu'il remette aux étudiants

les sommes obtenues d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de subventions aux étudiants.

**30 000 \$ à 45 000\$**

À l'instar du Comité consultatif sur l'accessibilité aux études, les deux groupes demandent de faire passer de 30 000 \$ à 45 000 \$ le revenu familial à partir duquel les parents sont censés contribuer monétairement aux études de leurs enfants. Ils exigent de plus que l'on cesse de prendre en compte les pensions alimentaires dans les calculs puisque cet argent est destiné aux enfants.

## LE DEVOIR : En bref - Aide demandée - Édition du mardi 28 octobre 2008

La Presse canadienne

Les deux fédérations étudiantes du Québec invoquent la situation économique mondiale pour réitérer plusieurs de leurs revendications qui visent à bonifier l'aide du gouvernement provincial à leurs membres. Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a rappelé en conférence de presse, hier à Montréal, que le Québec veut et doit se diriger vers une économie du savoir pour assurer son avenir.

D'après lui, si le Québec n'investit pas dans l'aide financière aux études, il se dirigera plutôt vers un «suicide économique et social». «On calcule qu'on a besoin de moins de 7 \$ par jour pour manger, a-t-il lancé. C'est à se demander si on considère encore que l'étudiant est un être humain!» M. Lefebvre Boucher demande au gouvernement de rattraper son «irresponsabilité du passé». En vue du dépôt du prochain budget, la FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réclament du gouvernement qu'il ajuste les dépenses admises de même que la contribution des parents dans ses calculs d'aide financière, qu'il implante des mesures de conciliation études-famille et qu'il remette aux étudiants les sommes obtenues d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de subventions aux étudiants.

## LA PRESSE : Les étudiants réclament une bonification des prêts et bourses - Mardi 28 octobre 2008

### Les étudiants réclament une bonification des prêts et bourses

MARIE ALLARD

Pour lutter contre la crise financière mondiale, les fédérations étudiantes incitent Québec à favoriser l'accès aux études.

Une bonification du système de prêts et bourses – qui ne prévoit que 7 \$ par jour pour manger, moins qu'il n'en faut pour acheter un menu du jour dans une cafétéria – est réclamée.

Quant aux parents, ils ne devraient pas avoir à contribuer financièrement aux études de leurs enfants si leur revenu familial est inférieur à 45 000\$, estiment la FEUQ et la FECQ. Actuellement, ils doivent le faire dès qu'ils gagnent 30 000 \$.

Enfin, les étudiants demandent que les 85 millions de dollars attendus du nouveau Programme canadien de subventions aux étudiants servent aussi à améliorer les prêts et bourses.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Aides aux étudiants : besoin de plus d'argent - Mardi 28 octobre 2008

AIDES AUX ÉTUDIANTS

### Besoin de plus d'argent

PC | Les deux fédérations étudiantes du Québec invoquent la situation économique mondiale pour réitérer plusieurs de leurs revendications qui visent à bonifier l'aide du gouvernement provincial à leurs membres.

Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a rappelé en conférence de presse, hier à Montréal, que le Québec veut et doit se diriger vers une économie du savoir pour assurer son avenir.

D'après lui, si le Québec n'investit pas dans l'aide financière aux études, il se dirigera plutôt vers un «suicide économique et social».

«On calcule qu'on a besoin de moins de 7 \$ par jour pour manger, a-t-il lancé. C'est à se demander si on considère encore que l'étudiant est un être humain! Ce n'est même pas l'équivalent d'un diner à la cafétéria du campus. C'est ridicule.»

**La réalité a changé**

M. Lefebvre Boucher demande au gouvernement de rattraper son «irresponsabilité du passé». Il affirme que le gouvernement a économisé 71 millions \$ sur le dos des étudiants depuis 1994.

En vue du dépôt du prochain budget, la FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réclament du gouvernement qu'il ajuste les dépenses admises de même que la contribution des parents dans ses calculs d'aide financière, qu'il implante des mesures de conciliation études-famille et qu'il remette aux étudiants les sommes obtenues d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de subventions aux étudiants.

«La réalité étudiante a beaucoup changé ces dernières années, a noté David Paradis, président de la FEUQ. Ce n'est pas compliqué: les étudiants, aujourd'hui, doivent composer autant avec les livres qu'avec la poussette et les couches. Il faut faire en sorte que l'aide financière aux études puisse supporter nos étudiants parents.»

La FECQ et la FEUQ se lancent maintenant dans une tournée des régions devant leur permettre de récolter des appuis.

## CYBERPRESSE : Québec invité à bonifier l'aide aux études - Lundi 27 octobre 2008

Bernard Barbeau, La Presse Canadienne, Québec  
Les deux fédérations étudiantes du Québec invoquent la situation économique mondiale pour réitérer plusieurs de leurs revendications qui visent à bonifier l'aide du gouvernement provincial à leurs membres.

Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a rappelé en conférence de presse, lundi à Montréal, que le Québec veut et doit se diriger vers une économie du savoir pour assurer son avenir. D'après lui, si le Québec n'investit pas dans l'aide financière aux études, il se dirigera plutôt vers un «suicide économique et social».

«On calcule qu'on a besoin de moins de 7 \$ par jour pour manger, a-t-il lancé. C'est à se demander si on considère encore que l'étudiant est un

être humain! Ce n'est même pas l'équivalent d'un diner à la cafétéria du campus. C'est ridicule.»

M. Lefebvre Boucher demande au gouvernement de rattraper son «irresponsabilité du passé». Il affirme que le gouvernement a économisé 71 millions \$ sur le dos des étudiants depuis 1994.

En vue du dépôt du prochain budget, la FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réclament du gouvernement qu'il ajuste les dépenses admises de même que la contribution des parents dans ses calculs d'aide financière, qu'il implante des mesures de conciliation études-famille et qu'il remette aux étudiants les sommes obtenues d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de subventions aux étudiants.

«La réalité étudiante a beaucoup changé ces dernières années, a noté David Paradis, président de la FEUQ. Ce n'est pas compliqué: les étudiants,

aujourd'hui, doivent composer autant avec les livres qu'avec la poussette et les couches. Il faut faire en sorte que l'aide financière aux études puisse supporter nos étudiants parents.»

Les deux groupes estiment notamment que, comme l'a recommandé le Comité consultatif sur l'accessibilité aux études, on doit faire passer de 30 000 \$ à 45 000 \$ le revenu familial à partir duquel les parents sont censés contribuer monétairement aux études de leurs enfants. Ils réclament de plus que l'on cesse de prendre en compte les pensions alimentaires dans les calculs, cet argent étant destiné aux enfants.

Le Programme canadien de subventions aux étudiants remplace la Fondation canadienne des bourses du millénaire. Comme Québec bénéficie d'un droit de retrait avec compensation, la FECQ et la FEUQ lui demande d'utiliser les 85 millions \$

attendus dans la baisse de la contribution parentale.

La FECQ et la FEUQ se lancent maintenant dans une tournée des régions devant leur permettre de récolter des appuis. Elles espèrent gagner l'appui

de groupes sociaux, chambres de commerce et syndicats.

## RADIO-CANADA : Société : Aide financière aux études : Les étudiants reviennent à la charge- Mise à jour le lundi 27 octobre 2008 à 16 h 21

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) estiment qu'en raison de la situation économique mondiale, le gouvernement provincial devrait bonifier l'aide aux études. Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Xavier Lefebvre-Boucher, met en garde Québec contre un « suicide économique et social » s'il n'investit pas dans l'aide financière

aux études. Pour lui, le Québec veut et doit se diriger vers une économie du savoir pour assurer son avenir. En perspective de la présentation du prochain budget, la FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont énuméré un certain nombre de revendications, comme l'ajustement des dépenses admises, de même que la contribution des parents dans ses calculs d'aide financière,

l'implantation de mesures de conciliation études-famille, et la remise aux étudiants des sommes obtenues d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de subventions aux étudiants. La FECQ et la FEUQ ont donné le coup d'envoi, lundi matin à Montréal, à une tournée provinciale pour recueillir des appuis à leurs revendications.

## Québec : IEDM et droits de scolarité

### LE DEVOIR : Financement des universités - Mise en garde contre la formule «Étudiez maintenant et payez plus tard!» - Édition du vendredi 24 octobre 2008

La Presse canadienne

[Les propositions récentes de l'Institut économique de Montréal \(+Annexes\)](#) sur les droits de scolarité des études universitaires sont dénoncées par deux chercheurs de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) qui y voient une pente glissante sur laquelle les Québécois auraient tort de s'engager. Un débat public s'impose sur le sujet, ont fait valoir hier en conférence de presse les chercheurs de l'IRIS Philippe Hurteau et Éric Martin, qui soulignent que l'augmentation actuelle à la charge des étudiants décriée par le gouvernement du Québec, de 500 \$ sur cinq ans, donne jusqu'à 2012 pour examiner ce qui se fait ailleurs, aux États-Unis et en Australie par exemple. Les chercheurs suggèrent de prendre le temps de regarder ce qui a échoué ailleurs avant de l'importer au Québec.

«L'Australie a vécu, à la fin des années 1980, la transition dans laquelle le Québec s'engage aujourd'hui. Le Québec va se trouver rapidement

avec l'explosion du financement étudiant en vue d'accélérer le désengagement de l'État», a prévenu le chercheur Hurteau. «Les universités ont crié famine, mais le gouvernement a favorisé des baisses d'impôt puis s'est tourné vers les étudiants», a signalé son collègue Martin.

Les chercheurs constatent que les pressions sont fortes pour que se poursuive la hausse des droits de scolarité au Québec, voire qu'on les dérégle, quitte à instaurer pour les étudiants des systèmes de report d'endettement, des remboursements proportionnels aux revenus (RPR), comme l'a proposé cette semaine l'Institut économique de Montréal.

«Dans ce modèle, les étudiants deviennent des investisseurs finançant en grande partie leur formation et recherchant le meilleur endroit pour étudier afin d'obtenir un haut retour sur investissement, soit un salaire plus élevé après la diplomation», a résumé M. Martin.

Les chercheurs notent que diverses avenues sont suggérées de part et d'autre, qui vont de l'ajustement à l'inflation des droits de scolarité, à leur augmentation pour rejoindre la moyenne canadienne, ou encore à l'adoption du modèle australien qui repose sur le désengagement progressif de l'État et, en contrepartie, sur l'augmentation des frais pour les étudiants assortie d'un programme de remboursement proportionnel aux revenus (RPR), une fois sur le marché du travail. Autrement dit, étudiez maintenant et payez plus tard.

En Australie, l'État ne finance plus l'éducation qu'à hauteur de 40 %. Les étudiants et les fondations privées font le reste. Mais des signaux rouges s'allument de plus en plus souvent dans ce pays. Plusieurs considèrent que la contribution des étudiants est devenue trop importante, qu'elle ne cesse d'augmenter et que l'importance de leur dette en fin d'études nécessitera des années de remboursement.

### RADIO-CANADA / MAURICIE : Droits de scolarité : Les étudiants de l'UQTR s'opposent à toute hausse - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008 à 12 h 03

L'Association générale des étudiants (AGE) de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dénonce une suggestion de l'Institut économique de Montréal concernant les droits de scolarité dans les universités. L'organisme estime que les droits devraient être proportionnels aux coûts de la formation. Selon l'AGE, cette façon de faire empêcherait les étudiants défavorisés de s'inscrire à certains programmes.

L'Institut économique de Montréal croit que les étudiants devraient payer davantage pour suivre un programme où l'équipement et les ressources humaines coûtent plus chers, comme la médecine, notamment. L'organisme considère que cette

solution permettrait en partie de résoudre le problème du sous-financement des universités québécoises.

Le président de l'AGE de l'UQTR, Jonathan Fortier, soutient que cette façon de faire serait injuste. « Inévitablement, seulement les étudiants provenant de la classe riche pourraient avoir accès aux études. La barrière à l'entrée de l'université ne sera plus le niveau de connaissances et les habiletés des étudiants, ça va vraiment être une barrière économique. »

#### Déréglémentation

M. Fortier s'oppose également à une autre suggestion de l'Institut économique de Montréal, qui

propose une déréglémentation complète dans 10 ans pour permettre à chaque université de fixer ses droits de scolarité.

Le président de l'association étudiante affirme qu'une déréglémentation aurait pour effet de créer une grande compétition entre les universités et que celles de plus petite taille perdraient au change puisqu'elles verraient leurs sources de revenus diminuer.

L'AGE croit que la solution au sous-financement des universités passe par des transferts fédéraux aux provinces.

### LA TRIBUNE : Frais d'études variables: l'UdeS et Bishop's joueraient une carte gagnante - Mardi 21 octobre 2008

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Si les frais d'études variaient en fonction des programmes des étudiants, l'Université de Sherbrooke aurait 9,7 millions de dollars de plus dans ses coffres, tandis que l'Université Bishop's bénéficierait d'un peu plus d'un million \$ supplémentaire.

C'est ce qui ressort de [la note économique de l'économiste Mathieu Laberge, économiste à l'Institut économique de Montréal \(IEDM\)](#). (+Annexes)

Comme on l'expliquait dans ces pages lundi, l'auteur propose une «augmentation asymétrique

des droits de scolarité», c'est-à-dire différenciée selon les programmes d'études. Cela permettrait selon lui d'augmenter les revenus des universités québécoises d'environ 110 millions \$ par année. Les autres provinces canadiennes, l'Australie et le Royaume-Uni appliquent déjà plusieurs éléments de cette méthode dans la perception de leurs frais de scolarité.

Ainsi, les droits de scolarité pourraient être fixés en proportion du coût de formation. Par exemple, selon Mathieu Laberge, en 2007-2008, les étudiants en médecine et en médecine vétérinaire

«ne payaient respectivement que 12,3 % et 5,4 % du coût de leur formation».

Cette réforme devrait être alors accompagnée de la mise en place d'un programme de remboursement proportionnel au revenu, question de diminuer l'impact sur les étudiants les plus défavorisés.

Avec cette façon de faire, l'UdeS percevrait annuellement un montant supplémentaire plus important que l'Université du Québec à Montréal (UQAM), par exemple. Les programmes de la faculté de médecine permettraient à eux seuls



d'aller chercher le tiers de ces revenus supplémentaires.

Rencontré en marge d'une conférence de presse, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, s'est montré prudent. Il a men-

tionné que l'institution sherbrookoise n'avait pas pris position et qu'il fallait explorer toutes les pistes de solution possibles.

## RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Étude de l'IEDM : Des réticences à l'UQAC - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 15 h 57

La proposition de l'Institut économique de Montréal (IEDM) de moduler les frais de scolarité universitaires en fonction du domaine d'étude est mal accueillie par le Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Dans une étude publiée lundi, l'IEDM propose que les étudiants universitaires québécois paient 40 % des coûts réels de leur formation d'ici 2017.

Par exemple, un étudiant inscrit en histoire, dont la formation est peu coûteuse et l'emploi qui s'y rattache est peu rémunéré, devrait déboursier beaucoup moins d'argent pour ses études qu'un étudiant inscrit en médecine ou en génie aéronautique.

Selon l'étude de l'IEDM, l'UQAC pourrait obtenir 1,68 million de dollars en revenus supplémentaires si elle pouvait augmenter les frais de scolarité en fonction du programme d'étude des étudiants.

### Précarité des étudiants

Or, la vice-présidente du Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC, Vanessa Guy, considère que la proposition de l'IEDM aurait des répercussions très négatives sur les étudiants, notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux études.

« Le gros problème en arrière de cette étude-là, c'est l'accessibilité des études, surtout en région », affirme Mme Guy.

Celle-ci tient à rappeler que 65 % des 6500 étudiants de l'UQAC sont inscrits à l'aide financière aux études. Elle insiste aussi pour dire que 75 % des étudiants inscrits à l'UQAC travaillent dans le cadre de leurs études.

« On voit ici une situation financière plutôt précaire. Et avec une hausse des frais de scolarité, ça amènerait encore plus de problèmes financiers du côté des étudiants », plaide Mme Guy.

Elle ajoute que la proposition de l'IEDM ne ferait qu'accentuer l'écart entre les classes sociales.

La réforme proposée par l'IEDM serait mise en place de façon progressive entre 2012 et 2017 afin de laisser le temps aux étudiants de mieux orienter leur choix de carrière.

## RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Éducation : Une étude douteuse - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 12 h 20

La proposition de l'Institut économique de Montréal (IEDM) de moduler les frais de scolarité universitaires en fonction du domaine d'étude ne fait pas l'unanimité auprès de la direction de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Dans une étude publiée lundi, l'IEDM (+Annexes) propose que les étudiants universitaires québécois paient 40 % des coûts réels de leur formation à compter de 2017.

Par exemple, un étudiant inscrit en lettres, dont la formation est peu coûteuse et l'emploi qui s'y

rattache est peu rémunéré, devrait payer 80 dollars pour une session. En revanche, un étudiant inscrit en médecine serait dans l'obligation de déboursier 11 000 dollars par session.

L'étude démontre que l'UQAT pourrait obtenir 511 000 dollars en revenus supplémentaires si elle pouvait augmenter les frais de scolarité en fonction du programme d'étude.

La direction de l'UQAT accueille cependant avec réserve les résultats de l'étude de l'IEDM. « Nos étudiants dans le secteur du génie, le secteur forestier, où on utilise des équipements de pointe,

les frais de scolarité pour ces étudiants-là augmenteraient de façon très importante », affirme Denis Martel, vice-recteur de l'UQAT.

« Et à mon avis, ça risque effectivement de réduire l'accessibilité », ajoute-t-il.

La réforme proposée par l'IEDM serait mise en place de façon progressive entre 2012 et 2017 afin de laisser le temps aux étudiants de mieux orienter leur choix de carrière.

## LA PRESSE / LA TRIBUNE : Selon l'Institut économique de Montréal : les droits de scolarité devraient varier selon les programmes - Lundi 20 octobre 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Vous voulez être médecin? Vous devrez payer. Mais écrivain? Alors, gardez vos sous: vous pourriez en avoir besoin plus tard. Une nouvelle étude obtenue par *La Presse* suggère que les droits de scolarité à l'université devraient varier en fonction des programmes d'études. Cette réforme permettrait de corriger en partie le sous-financement chronique des établissements postsecondaires de la province, sans compromettre l'accessibilité aux études.

[L'Institut économique de Montréal propose que les étudiants paient à partir de 2017 l'équivalent de 40% des coûts réels de leur formation \(+Annexes\)](#). Ce sont donc les étudiants dont le domaine de formation nécessite des équipements de pointe ou des ressources humaines plus importantes qui verraient leur facture augmenter de la façon la plus marquée. Elle passerait de 1768 \$ à 10 760 \$ par trimestre pour un futur vétérinaire formé à l'Université de Montréal. À l'opposé, la facture d'un étudiant au baccalauréat en lettres

serait réduite de 81\$. À l'heure actuelle, les étudiants reçoivent tous la même facture, à quelques dollars près, même s'il coûte beaucoup plus cher de former un médecin qu'un avocat. Cette formule permettrait aux universités d'empocher 110 millions par année.

Des études ont déjà démontré qu'il y a un lien direct entre la hausse des droits de scolarité et la baisse de la fréquentation universitaire. L'auteur de l'étude, Mathieu Laberge, affirme que ces liens ne s'appliquent pas en l'occurrence. « Près de la moitié des étudiants ne verront aucun changement à leur facture. » Quant aux autres, dit-il, ils seront amplement compensés par les salaires plus généreux associés à leur profession. « Les Québécois doivent prendre conscience du lien entre le coût et le rendement des études. La médecine aura un coût important, mais elle offre aussi un meilleur retour sur l'investissement. »

Les problèmes de liquidité des étudiants seraient compensés par la mise en place d'un système de remboursement proportionnel au revenu, qui leur

permettrait de ne payer leurs droits de scolarité qu'à la toute fin de leurs études et en fonction de leur salaire.

M. Laberge propose que cette réforme entre progressivement en vigueur à partir de 2012. « C'est encore loin, mais il faut dès maintenant préparer le terrain; le statu quo n'est pas acceptable. Les universités québécoises accusent par rapport à leurs voisins du Canada et des États-Unis un sérieux retard en matière de financement, qui nuit à leur crédibilité sur la scène internationale. »

Dans ces conditions, M. Laberge suggère même que les universités soient complètement libres de fixer leurs droits de scolarité après 2017 en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Cette ouverture à la concurrence, qui s'attirera certainement les critiques des fédérations universitaires, permettrait aux universités d'augmenter à leur guise les droits de leurs programmes les mieux cotés, de façon à mieux financer les services offerts à tous les étudiants.

## Cégeps : Entre la classe et les Mcjobs

### LE SOLEIL : « Éditorial : Le devoir d'encourager, par Jean-Marc Salvat - Jeudi 23 octobre 2008

(Québec) Il est loin d'être certain que le gouvernement du Québec doive légiférer pour limiter le travail rémunéré des cégépiens, même s'il a beaucoup et même trop augmenté depuis 30 ans. Le voudrait-il, de toute façon, qu'il ne le pourrait pas.

C'est un solide travail de recherche que le sociologue Jacques Roy, professeur au Cégep de Sainte-Foy, nous donne à lire dans son essai *Entre la*

*classe et les Mcjobs* : portrait d'une génération de cégépiens.

À lire et à réfléchir.

Les données qu'il dévoile dans son ouvrage sont éloquentes : 72 % des cégépiens ont un emploi rémunéré. Et 27 % travaillent plus de 20 heures par semaine.

Ces cégépiens-travailleurs consacrent généralement plus d'heures à leur emploi qu'à l'étude à la

maison. Les chiffres font sursauter. En les lisant, plusieurs se demandent si le gouvernement ne devrait pas intervenir. La question se pose.

Le chercheur Roy ne se réjouit pas de cette situation, mais son étude n'est pas à nos yeux une thèse alarmiste. Elle démontre qu'un emploi de quelques heures par semaine ne nuit pas aux études. Pas pour la majorité des cégépiens, en tout cas. Il faut garder cet élément à l'esprit.

Mais attention : l'équilibre est rompu quand le travail rémunéré occupe plus de 20 heures par semaine. C'est à partir de ce niveau que les étudiants s'en ressentent, que les notes peuvent piquer du nez. Cela étant, le gouvernement du Québec ne peut pas interdire à des cégépiens de travailler à l'extérieur. Il ne peut pas les contraindre à se consacrer uniquement à leurs études.

Les jeunes dont on parle ont entre 17 et 20 ans. Ils ont 19 ans en moyenne. Ce sont de jeunes adultes. Or, ces adultes ont le droit de faire ce qu'ils veulent.

D'ailleurs, combien d'entre eux choisiraient d'abandonner leurs études si quelque génie gouvernemental parvenait à les obliger à choisir entre le travail à temps partiel et le cégep?

Plusieurs, sûrement. Il y a suffisamment de jeunes qui décrochent sans qu'on en rajoute par une intervention mal avisée. Gare aux remèdes aggravant le mal!

Là où un examen gouvernemental serait le bienvenu, par contre, c'est en ce qui a trait aux cégépiens ayant des responsabilités familiales. Car il y en a.

Ce sont généralement ces derniers qui travaillent pour subvenir à des besoins de base, pour payer le logement et l'épicerie. Ils sont fortement représentés dans le groupe des étudiants travaillant plus de 20 heures par semaine, un niveau mettant leurs études en péril.

Si une intervention gouvernementale devait être menée, ce serait de ce côté. Si les étudiants de ce groupe étaient mieux supportés, plusieurs auraient la possibilité de réduire le nombre d'heures qu'ils consacrent au travail rémunéré. L'essai de Jacques Roy nous apprend que la majorité de ceux qui travaillent le font par choix. Pas par nécessité.

Ils le font pour accroître leur autonomie financière, pour se payer des extras. Des vêtements à la

mode, des sorties, un téléphone cellulaire avec toutes les fonctions imaginables ? éventuellement une voiture.

Le gouvernement est sans moyen d'intervention devant cette situation. Et il est normal qu'il en soit ainsi.

Les parents ont cependant un devoir à leur égard, même quand il s'agit d'un «grand» de 19 ans. Ils sont de fait les mieux placés pour détecter des signes de fatigue ou de découragement.

Les mieux placés, donc, pour les encourager à s'investir le plus possible dans les études. Pour les inviter à ne pas dépasser un certain plafond d'heures quand ils travaillent à l'extérieur tout en étudiant au cégep.

Le soutien moral est plus important que le soutien financier.

L'un des grands mérites de cette recherche est de tous nous renvoyer à nos devoirs. Ainsi qu'à nos responsabilités de parents.

## LE SOLEIL : À chaque étudiant sa raison – Jeudi 23 octobre 2008



Thierry, Éric et Pierre-Luc étudient tous les trois en génie mécanique au Cégep Limoilou. Ils travaillent tous pendant leurs études, au moins 15 heures par semaine.

Le Soleil, Steve Deschênes

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) «Je voudrais bien travailler moins, mais mon boss veut pas. J'ai pas le choix. Avec la

pénurie de main-d'œuvre, il manque d'employés.»

Thierry, 17 ans, étudie en génie mécanique au Cégep Limoilou. Entre ses nombreux cours, il trouve le temps de travailler

26 heures par semaine à faire de l'entretien dans un garage. Pour l'instant, il tient le coup. «Je vais l'essayer pour un bout de temps», lance-t-il. Habitant chez «papa et maman», comme il dit, Thierry utilise son salaire pour mettre de l'essence dans son auto et faire des sorties avec sa blonde.

Thierry est loin d'être le seul à conjuguer boulot et études à temps plein. Ses deux autres amis rencontrés autour de la table de baby-foot, dans le hall du Cégep Limoilou, travaillent aussi de 15 à 20 heures par semaine. Selon les travaux du sociologue Jacques Roy, publiés dans nos pages hier, les cégépiens n'ont jamais autant travaillé : 72 % d'entre eux reçoivent un chèque de paye pendant l'année scolaire. De ce nombre, 27 % consacrent plus de 20 heures par semaine à leur emploi. Pour eux, le risque de sacrifier les études

au profit de l'emploi est bien réel, déplore le chercheur et professeur du Cégep de Sainte-Foy.

C'est d'ailleurs ce qu'a compris Stéphanie, étudiante en sciences humaines au Cégep Limoilou. L'hiver dernier, elle travaillait jusqu'à 30 heures par semaine dans un restaurant et a failli rater sa session. «Je ne sais pas comment j'ai fait. Je faisais mes devoirs la nuit, je dormais trois heures par jour. Mon père m'a dit de me calmer un peu et il m'a aidée à payer mes études. Maintenant, je travaille juste 15 heures, c'est plus facile.» Puisqu'elle habite chez son père, son argent sert principalement à payer son cellulaire et sa carte de crédit. «C'est poche quand tu sors avec tes amis et que t'as pas d'argent», lance-t-elle.

Selon les travaux de M. Roy, seulement 15 % des cégépiens travaillent pour assurer leur subsistance. La grande majorité d'entre eux travaillent surtout pour améliorer leur niveau de vie.

## LE SOLEIL : Les cégeps doivent être moins tolérants, selon le président de la Fédération – Jeudi 23 octobre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, pense lui aussi que les étudiants travaillent trop. Afin de leur rappeler que leur premier métier est d'étudier, les cégeps doivent être «moins tolérants» et doivent éviter d'accommoder les étudiants en fonction de leur emploi, estime-t-il.

M. Boucher, présent à Québec hier lors du congrès annuel de la Fédération, réagissait ainsi à la mise en garde lancée par le sociologue Jacques Roy dans nos pages hier. Selon les travaux de ce professeur du Cégep de Sainte-Foy, 27 % des

cégépiens qui occupent un emploi y consacrent plus de 20 heures par semaine, ce qui peut nuire sérieusement à leurs études.

Le président de la Fédération déplore aussi la situation. «C'est un problème de société, comme si c'était entré dans les moeurs», lance-t-il. Mais il considère que les cégeps doivent aussi faire leur part en envoyant les bons signaux aux étudiants. «On est tous un peu complice, on accommode», dit M. Boucher.

Surtout en décembre, lorsque les employeurs mettent de la pression pour que les jeunes travaillent plus alors qu'il s'agit d'une période crucia-

le pour eux, juste avant la remise des travaux et les examens. Certains cégeps ont tendance à répondre un peu trop facilement aux demandes des étudiants, dit-il. «Les profs laissent aller, les directions de collèges aussi. Les étudiants exercent des pressions... Mais il n'y a aucun compromis à faire dans l'engagement envers ses études. Il faut faire réaliser à l'étudiant qu'il doit tout faire pour réussir et obtenir son diplôme. C'est le message à retenir.»

## LA PRESSE / LE SOLEIL : Entre la classe et les Mcjobs, une génération de cégépiens sacrifiée – Mercredi 22 octobre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Exit le mythe du cégépien paresseux! Les jeunes d'aujourd'hui n'ont, au contraire, jamais autant travaillé : 72 % des cégépiens ont un boulot. Et ce n'est pas tout : un jeune sur quatre travaille plus de 20 heures par semaine, compromettant ainsi ses chances de réussir à l'école. Le sociologue Jacques Roy tire la sonnette d'alarme.

Dans son nouvel essai lancé aujourd'hui, le chercheur braque les projecteurs sur cette génération qui sacrifie son éducation sur l'autel du marché de l'emploi. L'ouvrage Entre la classe et les Mcjobs : portrait d'une génération de cégépiens met en

lumière un des changements les plus marquants chez les jeunes des années 2000 : depuis 1970, le nombre de cégépiens qui conjuguent études et boulot a presque... quadruplé, passant de 20 % à 72 %, et ce, autant chez les filles que chez les garçons.

Selon une enquête réalisée par M. Roy et son équipe auprès de 1729 élèves, les cégépiens consacrent même plus d'heures au travail (17 heures en moyenne) qu'à l'étude à la maison (12 heures). «C'est majeur, lance Jacques Roy. Comme société, on est en train de manquer le bateau!»

À petites doses, le travail ne nuit pas nécessairement à la réussite scolaire, précise-t-il. Ce n'est pas parce qu'un élève travaille quelques heures par semaine qu'il ne passera pas sa session. Mais à partir de 20 heures par semaine, «la lumière rouge commence à allumer». La moyenne scolaire de ces étudiants est alors nettement à la baisse.

Selon la même enquête, 27 % des cégépiens consacrent 20 heures et plus à un emploi, tout au long de l'année scolaire. Et la grande majorité occupent un emploi qui n'a absolument rien à voir avec leur formation au cégep.

Pourtant, la réussite scolaire et les études arrivent assez haut dans l'échelle de valeurs des cégépiens



interrogés (septième rang), devant le travail, qui occupe le 13e rang. En tête de liste, le respect, l'honnêteté, la famille, l'amitié et l'amour.

À bout de souffle entre le boulot au resto et les cours de philo, un élève peut rapidement devenir surchargé et fatigué, ajoute M. Roy. D'ailleurs, 56 % des jeunes interrogés ont affirmé se sentir stressés. «Le stress fait partie intégrante du quotidien des cégépiens», indique le chercheur.

#### **Autonomie financière**

Pour la grande majorité des élèves, travailler reste un choix : seulement 15 % occupent un boulot pour payer le loyer, l'épicerie ou les factu-

res d'électricité. La grande majorité (79 %) bosent d'abord pour accroître leur autonomie financière. «Ils travaillent beaucoup plus pour se donner un meilleur confort», explique Jacques Roy. Sorties entre amis, téléphone cellulaire, vêtements dernier cri... «Tout ça se passe dans une inconscience collective, dans un certain laisser-aller. C'est comme si les gens avaient démissionné», déplore-t-il.

Selon le professeur du Cégep de Sainte-Foy, c'est toute la société qui est à blâmer. L'éducation doit redevenir une priorité. Les employeurs doivent faire comprendre aux jeunes que les études doi-

vent passer avant le boulot. Les parents et les cégéps doivent aussi marteler le même message.

«Il y a des cégéps qui ont commencé à modifier leurs horaires en fonction de l'emploi des élèves. Or, ça envoie un message pervers, comme si l'éducation était moins importante que l'économie marchande. Mais pourtant, la première job d'un cégépien, c'est d'étudier!» dit-il.

Selon lui, le Québec est mûr pour un grand débat de fond sur l'éducation des jeunes, afin d'éviter d'hypothéquer toute une génération alors que l'avenir est à l'économie du savoir et aux emplois spécialisés.

## **LE SOLEIL : Même au cégep, l'appui parental est déterminant – Mercredi 22 octobre 2008**

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Au cégep, plusieurs parents interviennent peu dans la vie scolaire de leurs enfants, voulant respecter leur désir d'autonomie. Mais même une fois qu'ils sont adultes, l'appui des parents peut être déterminant.

Selon l'enquête réalisée par le sociologue Jacques Roy, les parents sont très présents dans la vie des cégépiens interrogés : 72 % vivent toujours dans la maison familiale et la majorité se disent encouragés par leurs parents à poursuivre leurs études.

D'ailleurs, 70 % ont droit à un soutien financier pour payer l'inscription ou les manuels scolaires.

Pour M. Roy, soutien parental et réussite scolaire vont de pair. Les jeunes qui peuvent compter sur leurs parents ont en général de meilleures notes, ne travaillent pas 25 heures et plus par semaine, se sentent moins déprimés et persèverent davantage dans leurs études.

«Le lien avec la réussite scolaire est très grand, mais il s'agit d'une réalité invisible. Les médias n'en parlent pas. Plusieurs parents pensent que

lorsqu'un jeune a 18 ans, il faut le laisser faire. Mais on commence à peine dans le réseau collégial à voir comment les parents peuvent mettre l'épaule à la roue. Il n'y a pas encore de modèle, au cégep. Le soutien parental fait rarement partie des plans d'intervention pour la réussite scolaire», dit-il. Et pourtant... Même au cégep, les parents peuvent faire la différence, conclut le chercheur.

## **RAPPEL : LE DEVOIR : Opinion : Les cégépiens d'aujourd'hui - Une génération coincée entre la classe et les McJobs, par Jacques Roy, Professeur au Cégep de Sainte-Foy et membre-chercheur à l'Observatoire Jeunes et Société - Édition du mercredi 06 décembre 2006**

Signe des temps: majoritairement, les cégépiens occupent un emploi pendant l'année scolaire! Ils y consacrent davantage d'heures qu'à leurs études en dehors de la classe, soit 17,3 heures par semaine pour un travail rémunéré, comparativement à 11,7 heures pour leurs travaux scolaires sur une base hebdomadaire, selon les résultats d'une enquête nationale réalisée au printemps dernier auprès de 1729 collégiens (Roy, 2006). Plus du quart des cégépiens (27 %) accordent 20 heures et plus à un emploi pendant les études. C'est appréciable!

Force est de constater que la dualité emploi-études constitue une caractéristique dominante dans l'évolution de la jeunesse au Québec. Ainsi, en 1975, 17 % des cégépiens combinaient le travail rémunéré avec les études; cette proportion a doublé en 1988 pour atteindre 34 % des étudiants au collégial. Selon les résultats de notre enquête à l'échelle du Québec, sept collégiens sur dix (72 %) sont engagés dans la conciliation travail-études. Filles comme garçons! Des tendances analogues sont également observées à la fin du secondaire et à l'université.

L'objet de cet article est de dégager les principales tendances inhérentes à ce phénomène social à la lumière de l'enquête nationale et de cerner quelques enjeux précis.

#### **Genèse du phénomène**

Le travail rémunéré pendant l'année scolaire n'est pas un ennemi des études en soi. À faible dose, il peut même, pour certains étudiants, s'avérer un facteur contribuant au développement personnel et à l'engagement dans les études. À forte dose, il compromet la trajectoire scolaire des étudiants. Mais avant d'aborder la question particulière de l'influence du travail rémunéré sur les études, abordons la genèse de certains facteurs expliquant l'explosion de ce phénomène social chez les cégépiens, en constante progression depuis deux décennies.

Différents facteurs sociaux ont concouru à la montée de ce nouveau mode de vie chez les cégépiens intégrant l'emploi et les études. Nous mentionnerons ici ceux qui nous sont apparus les plus importants. En premier lieu, à l'instar des autres groupes d'âge dans la société, la quête

d'autonomie est devenue une valeur de référence; chez les étudiants, elle s'exprime par leur volonté d'être autonomes, tant sur le plan des choix de vie, d'études et de carrière que sur le plan financier. Lorsqu'on interroge les cégépiens sur les principaux motifs les conduisant à occuper un emploi pendant les études, l'autonomie personnelle et financière vient de loin en premier lieu. Suivent, dans l'ordre, l'acquisition de nouvelles compétences contribuant à leur propre développement personnel (capacité de communiquer en public, de mieux gérer son temps, de développer leur sens des responsabilités, etc.) et l'idée de s'offrir un meilleur confort en complétant leurs études. Notons cependant que 15 % de tous les cégépiens ont souligné qu'ils occupaient un emploi pour assurer leur subsistance; ces étudiants sont plus âgés, ne vivent pas avec leurs parents et ont parfois des responsabilités familiales et de couple. En second lieu, les idéologies dominantes dans la société, liées à la consommation et au divertissement, à la productivité et à la compétence professionnelle, ont tôt fait de gagner les nouvelles générations de cégépiens. Ils sont dans «l'esprit du temps» sans en contester les fondements. Au contraire, ils y adhèrent manifestement, carburant pour plus d'un étudiant sur quatre à des semaines de près de 60 heures en incluant le temps en classe, les heures d'études et l'emploi.

Pour une minorité, cela signifie deux jobs à temps plein: une à l'école, l'autre au travail. Au mythe du cégépien paresseux se substituerait plutôt le syndrome du workaholic chez certains, selon nos résultats. Ces derniers ne sont pas sans inquiéter des intervenants du réseau collégial, qui se demandent si on n'est pas en train de sacrifier une génération de cégépiens qui, à 30 ou 40 ans, auront brûlé la chandelle par les deux bouts. Le débat est ouvert. Mais décidément, la société des loisirs n'a pas grand-chose à voir avec la réalité actuelle de la majorité des cégépiens.

#### **Réussite scolaire et enjeux**

La progression fulgurante du travail rémunéré pendant les études n'est pas sans interroger l'impact de ce phénomène sur le parcours scolaire des cégépiens. Bien que l'emploi, à raison de 10, 15 ou 20 heures par semaine, puisse pour cer-

tains se poser en obstacle aux études, c'est à compter de 25 heures sur une base hebdomadaire que les facteurs de risque à la réussite scolaire se multiplient de façon systématique quand on retient l'ensemble des cégépiens.

C'est ainsi que ces étudiants (25 heures et plus par semaine consacrées à un emploi) sont trois fois plus nombreux à cumuler des échecs scolaires; ils accordent moins de temps à leurs travaux scolaires; ils ont moins d'intérêt pour leurs études; enfin, un étudiant sur six (16 %) appartenant à ce groupe songe à abandonner son programme d'études.

Bien sûr, d'autres facteurs se greffent, composant ainsi une toile de fond défavorable à la réussite et à la persévérance scolaires. Par exemple, toujours pour ce groupe d'étudiants, le soutien parental aux études, notamment le soutien financier, est plutôt absent. De plus, leur système de valeurs les éloigne des études, accordant moins d'importance à celles-ci et davantage à d'autres valeurs, par exemple le fait de gagner rapidement de l'argent.

La question du travail rémunéré chez les cégépiens, à la faveur des tendances révélées par l'enquête nationale, nous conduit donc en conclusion à déterminer les trois enjeux suivants pour le réseau collégial. En premier lieu, il importe que les collèves offrent à leurs étudiants un lieu collectif où il fait bon être et où on fait la promotion du savoir d'une manière constante et affirmée. Cette promotion du savoir apparaît capitale pour contrer certains discours ambiants dans la société qui dévalorisent le monde des connaissances et de l'éducation, quand ils ne font pas l'apologie de la bêtise et de l'ignorance. L'enquête nationale a, de fait, mis en évidence le rôle de premier plan qu'exercent les valeurs dans le parcours scolaire des cégépiens.

En second lieu, certains étudiants connaissent des difficultés scolaires en ignorant qu'ils consacrent trop d'heures à un emploi. Surtout au premier semestre! Il serait avantageux pour ces étudiants que des enseignants et d'autres intervenants du collège, à travers leurs contacts avec eux (tutorat, consultation, supervision de stages, etc.), trouvent l'occasion de faire le point avec ces étudiants

pour les aider à mieux cheminer, à faire les choix nécessaires. Malgré leur moue et leurs allures d'indifférence, ils ont besoin d'adultes responsables qui pourraient leur rappeler cette évidence pas toujours entendue en milieu collégial selon laquelle la première tâche d'un étudiant, c'est d'étudier. Rappel élémentaire, direz-vous. Enfin, d'autres étudiants sont conscients de leur fragilité devant la dualité emploi-études. Mais en raison de mécanismes existants sur le marché du

travail, ils n'ont pas toujours la capacité de dire non à l'employeur. Ils savent qu'ils sont interchangeables, que les listes d'ancienneté peuvent les recaler et même leur faire perdre leur emploi si, par exemple, ils refusent de travailler des heures supplémentaires pour préparer le temps des Fêtes dans des commerces et des boutiques alors qu'ils sont en pleine période d'examen et de remise des travaux scolaires, début décembre. D'autres exemples pourraient également être

évoqués. Sur cette question, il importe de mentionner que certains collèges ont pris les devants, surtout en région, afin de développer avec le milieu socioéconomique une concertation pour que les employeurs respectent certaines conditions de travail destinées à ne pas nuire aux études, à la réussite et à la persévérance scolaire des étudiants. Il en va, croyons-nous, de la responsabilité collective des collèges d'intervenir à ce chapitre dans leur communauté respective.

## Cégeps

### LE DEVOIR : Québec dépose deux projets de loi - Cégeps et universités pourraient être sous haute surveillance - Édition du vendredi 31 octobre 2008

Clairandrée Cauchy  
Chose promise, chose due. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait annoncé qu'elle ressermerait la gouvernance des universités. Elle s'est exécutée hier en déposant un projet de loi en ce sens, qui risque cependant de mourir au feuillement dans quelques jours, pour cause d'élections.

Le projet de loi 107 fixe des balises à la composition des conseils d'administration des universités. Un texte très similaire a aussi été déposé sur la gouvernance des cégeps.

Si la loi sur les universités est adoptée, les conseils d'administration (CA) devront compter de 13 à 25 membres, dont au moins les deux tiers d'administrateurs indépendants et le quart provenant de la communauté universitaire (le recteur ainsi que des représentants des employés et des étudiants). Les CA devront compter autant de femmes que d'hommes.

Autre nouveauté, les administrateurs seront dorénavant rémunérés, selon les politiques définies par les CA (ou par le gouvernement, dans le cas du réseau de l'Université du Québec). Le gouvernement aurait par ailleurs le loisir de nommer directement trois administrateurs externes pour les constituantes du réseau UQ et un administrateur pour les universités à charte, les autres étant nommés directement par le CA ou par la communauté universitaire. Le nombre de membres nommés par Québec s'en trouverait réduit.

Trois comités devraient aussi obligatoirement être créés: de gouvernance et d'éthique, de vérification et un autre sur les ressources humaines.

La ministre Courchesne exige par ailleurs dans le projet de loi que toutes les décisions sur les orientations stratégiques ou financières ou sur le plan d'immobilisation fassent l'objet au préalable d'une consultation formelle de la communauté universitaire, qui disposera d'au moins 30 jours pour consulter les documents.

Cette volonté de transparence devrait aussi se traduire par la divulgation obligatoire d'information sur les sites Internet, tels la liste des administrateurs, leur assiduité aux réunions ou encore leur rémunération.

Outre les rapports annuels qui sont déjà déposés à l'Assemblée nationale, les universités devront aussi fournir leur procès verbaux à la ministre. Des informations liées à des indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis par la ministre devront aussi être produites.

#### Les cégeps

Le deuxième projet de loi sur les collèges, déposé hier, constitue presque un calque de celui sur les universités. On y précise que les CA doivent être formés de 17 membres, dont 11 étant des administrateurs indépendants. Parmi les six autres, on trouve deux étudiants, deux enseignants, un autre membre du personnel du collège et le directeur général. En comparaison, les CA de collèges comptaient auparavant 19 membres, dont huit de l'interne.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, voit d'un bon oeil les nouvelles règles de

gouvernance, saluant notamment le «rééquilibrage» entre les administrateurs internes et externes. M. Boucher a insisté hier sur la «congruence» entre les législations applicables aux universités et aux collèges, et a réservé ses commentaires définitifs à plus tard, après une lecture plus attentive.

#### Réactions

La Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec, qui avait émis de sérieuses réserves sur le principe d'une loi, s'est pour sa part abstenue de commenter hier, sur le vif.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a eu pour sa part une réaction mitigée. D'une part, le président de la FEUQ, David Paradis, ne voit pas la «valeur ajoutée» de la présence de deux tiers de membres externes. D'autre part, il se réjouit des exigences accrues en matière de reddition de compte. «Cela faisait longtemps qu'on demandait une amélioration de la transparence et de l'imputabilité. Il est temps que le débat se fasse, et le projet de loi va le permettre», a fait valoir M. Paradis.

Réagissant de façon préliminaire, la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU) a elle-aussi remis en question la pertinence d'une représentation aussi importante des administrateurs externes. «Nous nous interrogeons sur la définition de la notion d'indépendance», a noté la présidente de la FQPPU, Cécile Sabourin, émettant aussi des réserves sur la pertinence du fait que les CA définissent eux-mêmes la rémunération de leurs membres.

### LE SOLEIL : Faux enlèvement frôlant le drame - Vendredi 31 octobre 2008

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski) Une simulation d'enlèvement à laquelle ont participé 23 étudiants en techniques policières et des professeurs du Cégep de Rimouski a failli très mal tourner quand quatre voitures de patrouille et six policiers de la Sûreté du Québec (SQ) sont arrivés sur les lieux... n'ayant jamais été avertis qu'il s'agissait d'un faux enlèvement.

Un professeur en techniques policières du Cégep avait oublié d'informer la SQ du report de l'activité qui devait avoir lieu la semaine dernière.

Un étudiant aurait été mis en joue par un policier qui croyait toujours qu'il s'agissait d'un réel enlèvement dans cet événement survenu dans un chalet situé dans la municipalité de Saint-Anaclet, à l'est de Rimouski.

Un autre étudiant aurait crié aux policiers qu'il s'agissait d'une simulation répondant au nom de

code ? cela ne s'invente pas! ? «Opération planifiée».

#### Révision des protocoles

«Nous allons réviser de fond en comble tous les protocoles. Il faut comprendre que c'est le deuxième incident du genre en

34 ans d'existence du programme et qu'il y a une gestion du risque à l'extérieur de nos murs pour ce genre d'activités qui fait partie de la formation de nos étudiants», a expliqué Jean-Pierre Villeneuve, directeur général du Cégep. Un enseignant participant à cette simulation est Mario Beaulieu, un ex-membre de la SQ.

C'est un voisin, qui n'avait pas eu non plus l'information à propos de cette simulation, qui a averti la SQ, croyant à un véritable enlèvement.

«Un résident de chalet a entendu vers 14h mercredi des cris et ce qui semblait être des coups de

feu. Nous sommes intervenus comme s'il s'agissait d'un véritable enlèvement. C'est le professionnalisme de nos policiers qui a empêché qu'il y ait des incidents», a affirmé Claude Ross, responsable de l'unité d'affaires publiques de la SQ pour l'Est du Québec.

Un nouveau protocole a été mis en place comprenant le port obligatoire pour les étudiants de gilets les identifiant aux techniques policières du Cégep de Rimouski, l'installation sur les lieux d'un panneau rappelant la simulation et un double contrôle par la mise au parfum du service 9-1-1 et du Centre des télécommunications de la SQ.

Près de 260 étudiants suivent la formation en

### RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Une simulation qui tourne mal - Mise à jour le jeudi 30 octobre 2008, 11 h 50

Un cours de Techniques policières du cégep de Rimouski a failli mal tourner mercredi. Un professeur avait décidé de simuler une prise d'otage dans un chalet du lac Gasse à Saint-Anaclet.

Celui-ci n'avait cependant pas informé les policiers d'une telle activité. Un voisin croyant à une réelle prise d'otage a alors alerté les autorités policières.

Trois auto-patrouilles ont donc été dépêchées sur les lieux. La Sûreté du Québec (SQ) s'explique mal le fait de ne pas avoir été avisé de cet exerci-



ce. Pourtant, le professeur impliqué est un ancien haut gradé de la SQ.

Le directeur du cégep, Jean-Pierre Villeneuve, estime qu'il faudra tirer des leçons de l'incident. « Ça sera une belle occasion pour revoir les techniques policières du Cégep de Rimouski.

gles, de s'assurer que le contrôle des conditions dans les lesquelles se font les simulations est bien fait. Il faut se rappeler que le programme existe depuis 34 ans, ici à Rimouski, c'est la deuxième

fois qu'il arrive un incident lors du déroulement de ces activités-là », dit-il.

Il ajoute que des simulations représentent toujours un certain risque, mais habituellement l'ensemble des conditions devrait être contrôlé.

## LA TRIBUNE : Des cours du Cégep à Très-Saint-Sacrement ? – Jeudi 30 octobre 2008

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Accueillir des étudiants dans l'église Très-Saint-Sacrement, voilà l'une des options qu'envisage le Cégep de Sherbrooke.

En fait, une transaction a été conclue il y a un certain temps déjà, mais celle-ci est conditionnelle au feu vert et à une subvention du ministère de l'Éducation. « On attend une réponse du Cégep afin de savoir s'il veut concrétiser le projet, expli-

que l'abbé Daniel Jodoin, curé de la paroisse Bon-Pasteur. Ce serait une bonne nouvelle pour nous et pour eux aussi. »

Interrogé à ce sujet en marge d'une conférence de presse, le directeur général du Cégep de Sherbrooke, Sylvain St-Cyr, a souligné qu'il pourrait en dire davantage « sous peu ». L'abbé Jodoin espère et s'attend à une réponse ces jours-ci.

L'église Très-Saint-Sacrement, située au 210 de la rue Kennedy Nord, à côté de la Maison Aube-Lumière, a cessé d'accueillir les fidèles en 2006.

Rappelons que l'institution collégiale, qui connaît une importante croissance de sa clientèle, a dû installer des unités modulaires mobiles au début de la dernière rentrée scolaire. L'établissement accueille plus de 6000 étudiants. Dès l'automne prochain, il élargira sa plage horaire.

## LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummondville fait le point sur des rumeurs de fusillade – Mercredi 29 octobre 2008

Jean-Pierre Boisvert, La Tribune

(DRUMMONDVILLE) Des informations laissant craindre une fusillade au Cégep de Drummondville, la semaine dernière, ont été finalement sans conséquence mais la direction du collège a jugé bon, mercredi, de faire le point sur cet incident qui a engendré peur et insécurité. Une enquête policière est en cours.

Le jeudi 23 octobre, en avant-midi, un rumeur circulait à l'intérieur de l'établissement voulant qu'un étudiant (dont l'identité n'a pas été dévoilée par la direction) avait l'intention de se présenter avec une arme au collège le lendemain matin.

Aussitôt avisées de cette information, les autorités ont immédiatement contacté la Sûreté du Québec, qui, à l'instar du Cégep, n'a pas pris cette menace à la légère. Les policiers ont alors rencontré et interrogé durant 12 heures le suspect. Pendant ce temps, la direction du collège a renforcé la sécurité et a émis une première note à l'intention de ses étudiants et du personnel, validée par la Sûreté du Québec.

Le vendredi 24 octobre, la SQ a avisé la direction que le suspect venait d'être relâché puisqu'il n'y

avait pas lieu de porter des accusations. Le Cégep a alors émis une deuxième note interne, validée une fois de plus par les policiers.

Depuis lors, l'étudiant interrogé a décidé d'abandonner temporairement ses études, même si rien ne laisse présager qu'il aurait pu avoir un quelconque lien avec cet incident. La SQ, de son côté, poursuit ses recherches afin d'identifier la source première ayant déclenché cette triste affaire.

« C'est ce que j'appelle un non-événement mais il n'en demeure pas moins que la source de cette rumeur doit être identifiée », a déclaré le directeur général du Cégep Normand Bernier. « L'étudiant en question, que nous avons rencontré, a quitté temporairement ses études et nous avons pris des mesures pour l'aider dans ses démarches présentes et futures, tant au plan personnel que scolaire. Nous sommes prêts à l'aider avec des cours à distance. Est-ce quelqu'un a cherché à ternir sa réputation ? Nous l'ignorons et j'espère que la SQ trouvera la source de cette rumeur. »

« L'affaire a créé de l'incertitude et, pour que le climat revienne à la normale, nous avons augmenté le nombre d'agents de sécurité. Mais, en

aucun temps, la sécurité des étudiants, du personnel et des autres usagers n'a été compromise », a tenu à préciser M. Bernier, ajoutant que le collège offre des services d'aide à l'ensemble de la communauté collégiale sur demande.

Au local de l'Association étudiante, on admet que la tension a monté d'un cran la semaine dernière. « On sentait de l'insécurité. Plusieurs ont cru à un canular alors que d'autres ont pris la chose au sérieux, au point où certains étudiants ne se sont pas présentés à leurs cours le vendredi matin. Depuis, la tension a baissé », a dit Chloé Tanguay. Selon un autre étudiant, Maximilien (qui veut taire son identité), l'affaire aura au moins permis d'augmenter le nombre d'agents de sécurité: « Nous sommes passés d'un à trois agents et ce n'est pas de trop pour un collège de 2 000 étudiants. Au Cégep de Sherbrooke, ils sont 2 500 étudiants et il y a six agents de sécurité. »

« Moi je n'étais pas au courant, je l'ai su seulement lorsque j'ai lu la note interne », a dit un autre.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Un étudiant menaçait de « faire un grand ménage » au Cégep de Drummondville – Lundi 27 octobre 2008

par Maxime Rioux

Un peu plus d'une centaine d'étudiants du Cégep de Drummondville ne se sont pas rendus à leurs salles de cours, vendredi, car ils craignaient qu'une rumeur à l'effet qu'un des leurs prévoyait de « faire un grand ménage » dans l'établissement d'enseignement soit bel et bien fondée. Quelques jours avant, le présumé auteur de cette mauvais blague aurait tenté d'étrangler une étudiante en pleine cafétéria.

Bien que l'étudiant à l'origine du branle-bas de combat ait été interrogé par la police pendant une douzaine d'heures et que le Cégep ait émis un communiqué pour aviser la population étudiante de la situation, le directeur général de l'établissement parle cependant d'un « non-événement ».

Cette triste saga a débuté dans la semaine du 6 octobre, alors qu'un étudiant du cégep a tenté d'étrangler une étudiante dans des circonstances nébuleuses.

L'individu, adepte de théâtre, était surveillé par la direction depuis qu'il avait posé ce geste lourd de conséquences.

« Dans une des cafétérias, une étudiante a affirmé, évidemment sans peser ses mots, qu'elle préférerait mourir à la suite de son examen. Le jeune homme, qui aurait entendu cette phrase, a alors tenté d'étrangler la jeune femme pour, selon ses dires, lui faire comprendre qu'il ne fallait pas

avoir peur de la mort, a expliqué Normand W. Bernier. Cet incident a évidemment contribué à isoler un peu plus l'élève de ses compatriotes. »

À la suite de ce geste pour le moins inusité, la direction du cégep avait rencontré l'élève et surveillait davantage ses agissements.

### Fusillade

Jeudi, ce même étudiant aurait poussé l'audace jusqu'à proférer des menaces à l'endroit du cégep sur un site Web. Cela a fait en sorte que ce dernier a été à nouveau rencontré, cette fois par la police.

Un message de menace indiquant qu'une fusillade se produirait au Cégep de Drummondville, vendredi (17 octobre) aurait été inscrit sur le blogue du site Web [www.vampirefreaks.com](http://www.vampirefreaks.com).

Ce site Web est le même qui a permis à Kimveer Gill, responsable de la tuerie du Collège Dawson, de faire connaître ses sombres desseins aux internautes. Ce triste événement avait mené aux décès d'une étudiante et de l'auteur de la fusillade.

« Actuellement, rien ne laisse présager que ces menaces viennent de l'étudiant en question », a fait savoir Normand W. Bernier, directeur général du Cégep de Drummondville. Au terme d'un interrogatoire d'une douzaine d'heures, les enquêteurs ont d'ailleurs relâché l'individu, faute de preuves.

Les policiers recherchent donc actuellement le véritable auteur des menaces qui ont été proférées virtuellement.

Qu'à cela ne tienne, la direction n'a pas voulu prendre de risques.

« Vendredi matin, il y avait un peu plus d'agents de surveillance au cégep. C'est aussi le cas ce matin (lundi) », a fait savoir M. Bernier, qui a assuré que tout ce qui devait être fait dans les circonstances a été bien fait.

### Solutions

Dans ce dossier, la direction du Cégep soutient que tout se termine de belle façon.

« Nous souhaitons rencontrer l'étudiant afin de lui proposer une entente qui lui permettrait de poursuivre ses études d'une autre façon. Par exemple, des cours à distance pourraient s'avérer une possibilité. Nous ne voulons pas le pénaliser, mais en même temps, nous ne voulons pas pénaliser les autres élèves », a exposé Normand Bernier.

À l'heure d'aller sous presse, lundi, l'étudiant en question ne s'était pas encore présenté à l'établissement d'enseignement et la direction du collège attendait de ses nouvelles.

### Enquête de la SQ

De son côté, l'agent d'information régional Louis-Philippe Ruel confirme que la Sûreté du Québec a bel et bien reçu un appel de menaces venant du

cégep de Drummondville, le jeudi 23 octobre, au début de l'après-midi.  
Le dossier a été transféré au Bureau régional d'enquête.

«On ne prend pas de chances avec ce genre de dossier-là», a-t-il assuré.  
Plusieurs étudiants et membres de la direction ont été rencontrés, mais aucune arrestation n'a été jugée nécessaire.

«Toutes les vérifications ont été faites, mais à la lueur des informations recueillies, il n'y avait pas matière à porter des accusations», a indiqué en terminant M. Ruel.

## THE GAZETTE : Editorial : Opus-card planning wastes students' time – Thursday, October 23, 2008

Thousands of Montreal students have wasted hours in interminable lineups downtown this fall, and it's not over yet. Why didn't the Montreal-area mass-transit authorities that banded together to introduce the new Opus card make the process simpler? We hope they do much better next spring, when it's time to register seniors. Early yesterday afternoon at least 50 students stood in line for the Opus photo process at the makeshift MTC photo booth in an underground downtown mall, the only site in town. Queues have reportedly been much longer through much of the last month now, and will likely lengthen again as the Oct. 31 deadline approaches. There must have been a better way. The Opus card, being introduced with much fanfare – and many problems – offers reduced rates for students under 26 and for seniors over 64.

That certainly makes sense – these groups use mass transit a lot, and are often on tight budgets. The catch is that to prevent abuse, each student must provide a photo, which becomes part of the card. For high schools, this is not much of a problem: Photo days have been held at high schools this month, and except for those home sick or slacking off, everybody's picture gets taken. The catch is that students were expected to file their requests for cards, online, at least two days before photo day. We suppose that some high-school students somewhere are that organized; we know that many others are not. The problem is much worse for CEGEP and university students. Photo days were held at those institutions quite early in their school years. This was, we suspect, a particular challenge for first-year students, struggling to adjust to so many

changes and to find their way around some very large campuses. Now the only way to claim discount fares is to show up at that downtown "service centre." They call this service? We think it's something less. It also seems a little perverse to demand a \$10 fee "for fare privilege." It's just part of the service charge, we suppose, but the idea of paying a fee for a privilege just seems clumsy. Actually "clumsy" is the right word for this whole process. Students are used to being herded around and standing in lines, we suppose – although that's not the same as liking it. We hope the Montreal Transit Corp. and other agencies will do better by the time seniors are due to get their cards, next spring.

## RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Transport en commun : Le Cégep [de Rimouski] appuie les revendications étudiantes - Mise à jour le mercredi 22 octobre 2008, 16 h 01 .

Les administrateurs du cégep de Rimouski appuient les revendications étudiantes sur le transport en commun. Ils demandent à la Ville de poursuivre sa réflexion.  
Le directeur général, Jean-Pierre Villeneuve croit que son personnel apprécierait aussi la mise en

place d'un véritable service de transport par autobus.  
L'administration du collège souhaite que la Ville considère cette requête comme une invitation polie à s'asseoir avec ses différents partenaires pour trouver des solutions au problème. Les administrateurs croient, tout comme les étu-

diants, que le nouveau service devra être un complément à celui de Taxibus.  
Le conseil d'administration du collège fait valoir qu'il y a toujours des problèmes de stationnement au centre-ville. Les administrateurs sont également d'avis qu'un véritable transport collectif aurait des impacts écologiques positifs.

## LE QUOTIDIEN : CAMPS: De nouveaux aspects du projet présentés – Vendredi 10 octobre 2008

Serge Lemelin, Le Quotidien  
(JONQUIÈRE) À cinq jours du scrutin fédéral, la direction du Cégep de Jonquière a présenté hier de nouveaux aspects de son projet de Centre d'amélioration, de maintien et de prévention en santé (CAMPS) devant être réalisé au coût de 26,5 millions \$. Un complexe sportif à l'usage des milieux de l'éducation et de la santé qui serait aussi ouvert au grand public.

Cette annonce a été faite en présence du ministre du Travail et candidat conservateur dans Jonquière-Alma, Jean-Pierre Blackburn, qui en a profité pour rappeler son appui au projet.  
Le directeur général du cégep, Michel Gravel, a assuré les journalistes que la conférence de presse était le résultat d'une longue préparation et qu'il n'a eu aucune pression de la part du ministre pour en fixer la date.

Un autre partenaire du projet, le directeur général de l'hôpital de Jonquière, Régis Harvey, a plutôt vu l'effet du hasard dans le choix du moment.  
«Votre question ne touche pas l'importance d'un projet comme cela pour une institution comme la nôtre avec la mission qu'on a de préserver la santé et le bien-être de la population. C'est définitivement ce qui nous anime pour la réalisation du projet», a précisé le dg de l'hôpital.

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep Ahuntsic : Bousculade aux portes de l'école - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 14 h 30

Une bousculade a éclaté devant le cégep Ahuntsic, jeudi. Deux groupes d'une quinzaine de personnes auraient pris la fuite.  
Un homme serait entré dans le cégep armé d'un bâton de baseball provoquant l'intervention des

agents de sécurité de l'école. Une bousculade a suivi et s'est transportée sur le parvis de l'immeuble, mais personne n'a été blessé.  
Les policiers sont intervenus et ils ont procédé à des interrogatoires et à quelques arrestations.

Des membres de gangs de rue s'affrontent autour du cégep Ahuntsic et il s'agit du troisième événement du genre à survenir depuis le début de la rentrée scolaire.

## LE NOUVELLISTE : L'Association des cadres des collèges du Québec dénonce la sortie de Claude Villemure – Jeudi 09 octobre 2008

Isabelle Légaré, Le Nouvelliste  
(Shawinigan) L'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) se porte à la défense des membres de la direction du Collège Shawinigan élaboussés, selon elle, par les récentes déclarations du président du conseil d'administration de l'institution, Claude Villemure.  
Une mise en demeure devrait d'ailleurs lui être adressée afin qu'il cesse de dénoncer publiquement l'incompétence des directions de services qui étaient en poste ces dernières années, soit durant la période où une enquête a été menée et qui révèle aujourd'hui des cas de laxisme dans l'administration.  
«Pour l'instant, personne n'a eu accès au rapport d'enquête. M. Villemure y va donc de prétentions qui ne sont pas vérifiables, empêchant ainsi les

principaux cadres visés de s'exprimer. Il favorise la dénonciation sur la place publique plutôt qu'une discussion franche et ouverte sur les supposés manquements allégués. Son principe de transparence ne vaut-il que pour l'externe?», déclare Jean Perron, président et directeur général de l'ACCQ.  
Rejoint par Le Nouvelliste, M. Perron précise que son association entamera les démarches qui s'imposent afin de protéger les droits et la réputation des cadres du Collège Shawinigan. «Nous allons étudier dans quelle mesure on a tenu à leur endroit des propos diffamatoires et démesurés», a-t-il dit.  
L'ACCQ a demandé, en vertu de la Loi d'accès à l'information, de mettre la main sur le dit rapport d'enquête qui, en plus de faire état de laxisme au

sein de la direction passée du Collège Shawinigan, conclut à l'incompétence de certaines personnes en place jusqu'à tout récemment, de même qu'aux problèmes de communication au sein de l'établissement.  
«De surcroît, en stipulant qu'aucune des cinq directions réunies il y a deux ans au sein du comité de régie n'est en poste aujourd'hui, il vise tous les cadres qui, dans les deux dernières années, ont quitté le Collège Shawinigan pour des raisons autres et légitimes. Il s'agit d'un manque de jugement tout à fait inacceptable, particulièrement de la part du président du conseil d'administration», renchérit M. Perron.  
«Le président soulève des accusations d'une gravité certaine, ce qui contribue à entacher la réputation des cadres du collège, nuisant ainsi à



leur image et à celle de toute la collectivité régionale. En agissant de cette façon, M. Villemure est loin de participer à l'instauration d'une relation de confiance et de respect mutuel», dénonce-t-il encore.

Selon le président de l'ACCQ, Claude Villemure et son équipe auraient dû rencontrer les cadres pour essayer de trouver des solutions avec eux.

«Qu'on parle d'un établissement public ou privé, on commence d'abord par régler nos problèmes entre nous. On ne met pas le feu pour l'éteindre ensuite», prétend M. Perron avant de mentionner qu'actuellement, tous les cadres du Collège Shawinigan, concernés ou non par l'enquête, se sentent pointés du doigt.

«Il n'y a pas grand-monde de motivé là-bas», fait également remarquer M. Perron qui a eu l'occa-

sion au cours des derniers jours de parler à des cadres en fonction au Collège Shawinigan.

Le porte-parole provincial des cadres déclare enfin que ce n'est pas en multipliant les sorties publiques que le président du conseil d'administration va aider la cause de l'institution collégiale shawiniganaise qui est toujours à la recherche d'une nouvelle direction générale.

## LA TRIBUNE : Le Cégep et Nova Envirocom s'illustrent – Jeudi 09 octobre 2008

La Tribune

(SHERBROOKE) Le Cégep de Sherbrooke et l'entreprise sherbrookoise Nova Envirocom se sont illustrés en remportant deux des quatre Prix québécois de l'entreprise citoyenne 2008, remis mercredi soir, à Montréal.

Le Cégep de Sherbrooke a gagné le prix « entreprise citoyenne » pour ses actions environnementales dans la catégorie « moyenne entreprise ».

Le jury a également attribué son prix « coup de cœur » à Nova Envirocom pour ses couteaux, fourchettes et cuillères compostables.

L'an dernier, le Cégep de Sherbrooke a adopté diverses mesures dans le but de réduire l'utilisation de l'automobile et l'émission de gaz à effet de

serres. Comme c'est le cas à l'Université de Sherbrooke, les étudiants du Cégep profitent désormais de la passe universelle de la Société de transport de Sherbrooke (STS).

Les employés disposent également du transport en commun à rabais.

Le Cégep offre également une réduction sur le coût de la vignette de stationnement aux personnes qui pratiquent le covoiturage pour se rendre au Cégep. Les membres de l'établissement ont aussi accès à un réseau électronique permettant de trouver des compagnons de route.

De son côté, Nova Envirocom s'est distinguée par ses couverts compostables fabriqués à partir de fécule de maïs. Pour le moment, cette vaisselle,

compostable en huit semaines, est surtout présente sur le marché des accessoires haut de gamme pour amateurs de plein air. Nova Envirocom souhaite amorcer prochainement la production de masse de couverts plus petits et plus légers à l'intention du marché de la restauration rapide.

Les Prix québécois de l'entreprise citoyenne ont été créés par la société Korn/Ferry International et le magazine *L'actualité*, en collaboration avec la Chaire en éthique des affaires de l'Université de Montréal.

## LE DEVOIR : Éditorial : Collégial - À chacun sa tâche, par Marie-Andrée Chouinard – Édition du mardi 07 octobre 2008

À quoi au juste se résume la tâche d'un enseignant de cégep? À la fois technique, philosophique et politique, la question divise encore les directions de collège et les syndicats d'enseignants, les uns reconnaissant une tâche complexe et diversifiée, les autres dénonçant une surcharge de travail. Hier matin, les membres des trois syndicats d'enseignants de cégep de la province ont manifesté devant les collèges afin de dénoncer l'indifférence du gouvernement à leur endroit. La répartition des sommes issues des transferts fédéraux et dévolues aux cégeps les indispose: ils auraient souhaité que, de ces 75 millions versés aux collèges, un montant plus imposant que les 10 % prévus soit destiné à l'enseignement. Ils accusent le ministère de l'Éducation d'avoir négligé la classe en laissant les cégeps financer des projets particuliers hétéroclites.

Deux visions s'affrontent, et ce n'est pas d'hier. Alors que les collèges font valoir des besoins de plus en plus variés et extérieurs à la seule salle de

classe, les professeurs, eux, plaident pour un ajout de ressources, car ils crouleraient sous la tâche. Qui dit vrai?

Une enquête conjointe publiée en mars 2008 a reconnu qu'au fil du temps, la fameuse tâche s'était compliquée et diversifiée. La faune estudiantine n'est plus la même, les réalités du marché du travail ont changé, de même que l'environnement technologique, et c'est sans compter l'appareil administratif qui transforme souvent le professeur en un abonné de la réunion départementale.

Mais là s'arrête le consensus. Au-delà, patrons et enseignants jouent sur la sémantique. Les premiers vous diront que la tâche a «évolué» tandis que les autres gronderont qu'elle s'est plutôt «alourdie».

Il est difficile d'y voir clair. Et délicat d'appuyer la vision des uns pour dénigrer celle des autres. Entre les ragots, qui font de certains enseignants des nonchalants bienheureux, et puis la réalité,

qui fait de la tâche du professeur un ensemble où cohabitent l'enseignement, la préparation des cours, l'encadrement et l'évaluation, un juste milieu existe, mais sur lequel on n'arrive pas à placer un chiffre.

Le comité conjoint avait pourtant promis un compte rendu quantitatif, qui renseignera sur l'évolution de la charge individuelle du professeur de cégep. Débarrassé de qualificatifs auxquels on peut faire dire ce que bon nous semble, le verdict sera chiffré. Ce document tarde à venir, mais il soutiendra assurément la prochaine négociation.

Car les syndicats n'ont dupé personne avec le tintamarre d'hier: en ciblant les transferts fédéraux, ils ont en réalité mis le pied dans ces prochaines négociations, qui se prépareront dès 2009. La tâche de l'enseignement, toujours et encore, trônera au cœur des tractations et des divisions.

## LE DEVOIR : Les enseignants au collégial manifestent – Édition du mardi 07 octobre 2008

Amélie Daoust-Boisvert

Le mot d'ordre des trois fédérations syndicales des enseignants a été entendu, et les professeurs au collégial ont manifesté hier, au lendemain de la Journée mondiale des enseignants. C'est avec calme qu'ils ont dressé des lignes de piquetage de 7h à 8h, soit avant le début des cours, pour dénoncer la faible part des transferts fédéraux de 70 millions de dollars consacrée à l'enseignement.

«Seul 10 % de l'argent est allé dans les salles de classe, alors la tâche des professeurs augmente sans cesse avec l'encadrement de jusqu'à 160 étudiants par semaine», explique Guy Desmarais, vice-président aux communications à la Fédération autonome du collégial. «Trente-deux heures et demie de travail par semaine... il n'y a pas un prof sérieux qui en fait si peu pour arriver», ajoute-t-il. Par exemple, indique Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants et enseignantes de cégep, le Cégep de Sainte-Foy a utilisé les quelques centaines de milliers de dollars qui lui ont été impartis pour éponger son déficit et enclencher une campagne de recrutement étudiant dans le contexte de la baisse des inscriptions. Ailleurs, on a aussi investi dans l'embauche

de personnel de soutien et dans le renouvellement des laboratoires informatiques. Le professeur approuve ces initiatives, «mais nous revendiquons une enveloppe à la hauteur de celle de 1994-95, équivalente à 800 à 900 millions de dollars, pour combler les besoins de l'enseignement».



Les enseignants ont distribué de l'information aux étudiants, dont une lettre adressée à la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, dans laquelle ils réclament de la rencontrer pour réviser les

ententes sur la répartition des transferts fédéraux,

Photo: Jacques Nadeau

### Une lettre

Les enseignants ont distribué de l'information aux étudiants, dont une lettre adressée à la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, signée par 9000 professeurs. Ils réclament de la rencontrer pour réviser les ententes sur la répartition des transferts fédéraux, entente qui aurait été imposée en juin dernier aux enseignants sans consultation, indique Mario Beauchemin. Il n'accuse pas les cégeps de la situation, «qui auraient les mains liées» avec des obligations de se conformer aux directives ministérielles.

Si, en ville, les cégeps font surtout face à des classes surpeuplées, en région, des programmes sont menacés par le manque de clientèle. Dans ce contexte, les syndicats indiquent qu'il n'est pas rare de jumeler les années ou de donner sept cours à préparer à un enseignant.

Mario Beauchemin se veut rassurant: il ne s'agit pas d'une escalade des moyens de pression. «Pas question pour nous de défier la loi C-43», qui stipule que l'on ne peut nuire, de quelque manière

que ce soit, au maintien des services habituels du cégep ou en entraver l'accès. L'action des enseignants s'est faite sans grincements de dents du côté des étudiants. «On ne peut qu'être en accord avec leurs revendications, le manque de financement est criant», dit Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Un point de vue

que partage le secrétaire aux relations externes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Alex Desrochers. Ils s'entendent toutefois pour dire que l'enseignement est encore de bonne qualité dans les établissements collégiaux. La ministre Courchesne a pris connaissance de la lettre des enseignants, indique son attaché de presse, Jean-Pascal Bernier. «Nous sommes en

mode réinvestissement, ajoute-t-il, et le soutien à l'enseignement tient à cœur à la ministre qui y a consacré 6,7 millions.» La possibilité d'une rencontre avec les syndicats existe, mais les négociations sont exclues.

## LA TRIBUNE : Manif des profs au Cégep – Mardi 07 octobre 2008

Gilles Fiset, La Tribune (Sherbrooke) Comme l'ont fait leurs collègues des autres cégeps de partout au Québec, les enseignants du Cégep de Sherbrooke ont manifesté, tôt lundi matin, avant la rentrée, devant une entrée principale du collège. Les membres du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke voulaient ainsi manifester leur indignation face à la décision du gouvernement du Québec de ne donner officielle-

ment aucune somme d'argent, en provenance des transferts fédéraux, à l'enseignement proprement dit. Le ministère, déplore le syndicat, a accordé aux cégeps 40 pour cent de ces montants reçus au titre de l'enseignement supérieur, tel que le réclamaient les différents intervenants du milieu collégial. Mais le gouvernement Charest a décidé qu'il n'y aurait, à même ces enveloppes, aucune somme pour soutenir la tâche inhérente des

enseignantes et des enseignants c'est-à-dire la préparation, la prestation, l'encadrement et l'évaluation. En plus des lignes de piquetage qui ont été maintenues de 7h30 à 8h30, une lettre ouverte adressée à madame Courchesne a été signée par un peu plus de 9000 enseignantes et enseignants de cégep du Québec. Ils y dénoncent les décisions de son ministère en regard des transferts fédéraux.

## LA PRESSE : PHOTO : Manifestations de profs de cégep – Mardi 07 octobre 2008



Des manifestants attendaient les élèves du Cégep du Vieux-Montréal avec des tracts ce matin Marie Allard, La Presse Des professeurs de cégep de toute la province ont manifesté ce matin pour réclamer leur part des transferts fédéraux. Même si 70 millions supplémentaires ont été injectés dans le réseau collégial, «Il n'y a rien pour les salles de classes», a

dénoncé Guy Desmarais, vice-président de la Fédération autonome du collégial. Les profs de cégep ont jusqu'à 42 élèves par classe et 160 élèves par semestre, ce qui est trop, selon M. Desmarais. Une lettre signée par 9000 enseignants de cégep a été envoyée à la ministre de l'Éducation pour lui demander de corriger la situation

## LE SOLEIL : Les profs de cégep en colère : Les enseignants dénoncent le choix du gouvernement



À l'entrée du Cégep Sainte-Foy, lundi matin, des affiches indiquaient clairement la principale demande des professeurs.

Le Soleil, Steve Deschênes

Nadia Ross, Le Soleil (Québec) Les professeurs des cégeps sont furieux. Des 70 millions \$ en transferts fédéraux, ils voulaient qu'une importante partie soit investie pour créer de nouveaux postes d'enseignant. Au lieu de cela, le ministère de l'Éducation a préféré investir cette nouvelle enveloppe dans le rétablissement d'un déficit de services né au début des années 90. Qualifiant ce choix d'inacceptable, les syndiqués de trois fédérations syndicales d'enseignement collégial ont tenu des manifestations devant une cinquantaine de cégeps, hier matin.

Selon le représentant des professeurs de Sainte-Foy, Jocelyn Armstrong, les cégeps ont besoin de 500 nouveaux professeurs. Actuellement, certains ont jusqu'à 160 élèves et peuvent avoir huit cours différents à préparer, par session. Sans compter les tâches connexes impayées qui s'ajoutent à leur horaire, depuis la réforme de 1994, ajoute-t-il. «Les professeurs sont fatigués. Ça influence énormément la qualité de l'enseignement et aussi, ça décourage la relève», a expliqué Luc Lafontaine, du Collège F.-X.-Garneau. À l'occasion de la Journée mondiale des enseignants de l'UNESCO, la coalition, incluant la Fédération autonome du collégial (FAC), la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) et la Fédération nationale des enseignants et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), a également fait parvenir une lettre à la ministre Michelle Courchesne. Signée par un peu plus de 9000 enseignantes et enseignants, la missive invite la ministre à discuter avec les syndicats. Une invitation qui n'avait toujours pas été acceptée, hier soir. «La décision de la ministre (de privilégier les manques à gagner dans les services périphériques) est prise», a dit Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Et elle a été motivée par les recommandations de cet organisme, qui estime que, depuis 1990, le réseau est sous-financé de 305 millions \$. «Les premières coupures ont affecté les services de soutien et il importe de réinvestir à cet endroit», a-t-il ajouté en entrevue téléphonique. Heureux que 40 % des transferts fédéraux aillent aux cégeps, il n'écarte pas l'idée qu'une partie puisse servir un jour à la création de nouveaux postes d'enseignant. Pour l'instant, l'entente de trois ans vise principalement un redressement des institutions qui, dans certains cas, ont d'importants déficits à combler. **Du soutien d'abord** Quant aux professeurs, ils ont droit au dixième de l'enveloppe d'Ottawa pour les soutenir dans leur enseignement. Des projets de perfectionnement, des programmes de mentor pour les nouveaux professeurs ainsi que de nouvelles ressources pour le soutien à la réussite seront mis en application dès cet automne. Et cela pourrait même se traduire par la création de quelques postes, a dit Jean-Pascal Bernier, du bureau de Mme Courchesne. «C'est libre aux cégeps de choisir ce qu'ils feront avec cette partie-là.»

## 24 HEURES : Réinvestissement fédéral en éducation : Le torchon brûle entre les enseignants des cégeps et le gouvernement Charest – Mardi 07 octobre 2008

Karine Lapierre Les représentants syndicaux des 20 000 enseignants de cégep n'écartent pas la possibilité d'une grève en cas d'échec des négociations avec Québec. Contacté par 24 Heureslundi, le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Ronald Cameron a précisé que si Québec refusait de négocier avec les enseignants, ces derniers pourraient recourir à de possibles manifestations et même contrevenir à la fameuse loi 43.

« La loi 43 nous empêche de perturber les activités académiques dans les collèges. Quelques élèves ont peut-être eu de la difficulté à entrer ce matin, mais les cours seront donnés à huit heures comme d'habitude », assure M. Cameron. « Si nous devons contrevenir à la loi, c'est certain que nous ne le ferons pas seuls. Aujourd'hui, c'est nous qui faisons un pas en avant, mais les problèmes en éducation sont criants partout », ajoute M. Cameron. Le Québec a reçu 180 M\$ du fédéral en réinvestissement dans l'éducation. De cette somme, le

gouvernement Charest en a accordé 40% aux cégeps, soit environ 70 M\$. Or, il a choisi d'investir la totalité de la somme dans des projets particuliers, entre autres d'aide à la réussite et de valorisation du français. Pas un sou ne servira à embaucher de nouveaux enseignants. Frustrés par la décision du gouvernement Charest de ne pas réinvestir les 70 M\$ de retour du fédéral directement dans l'enseignement, les syndiqués ont érigé lundi matin des lignes de piquetage devant leurs établissements respectifs.





**DAY OF PROTEST** Led by union vice- president Jo-Ann Fraser, teachers and students march outside Vanier College yesterday to protest against the Quebec Education Department's way of distributing federal transfer payments. The teachers say only 10 per cent of the funding is going toward teaching, and they want the government to reduce class sizes. At 59 CÉGEPs across the province, teachers held similar protests, and 9,023 of them signed a letter to Education Minister Michelle Courchesne expressing their unhappiness.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégeps : Des professeurs manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 16 h 15**

Les enseignants de 59 cégeps du Québec ont manifesté lundi matin devant leur collège afin d'obtenir plus de fonds du gouvernement provincial en éducation. Dans une lettre ouverte adressée à la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, au nom de 9000 professeurs des cégeps, leur syndicat dénonce les choix d'investissements de Québec pour l'enseignement. Ils estiment que les 70 millions de dollars injectés dans l'éducation collégiale au Québec, grâce aux transferts fédéraux, sont insuffisants, car seulement 10 % de ce montant sera alloué à des projets connexes à l'enseignement.

Jean-Claude Drapeau, président de la Fédération autonome du collégial, souhaite une rencontre avec la ministre Courchesne afin de se pencher sur la question du financement dans le domaine de l'éducation. M. Drapeau déplore la charge de travail des professeurs. « De plus en plus, nos groupes sont nombreux, ce qui vient limiter le temps qu'on a pour se préoccuper de l'enseignement. La réalité d'un professeur de cégep est de 40 à 60 heures (de travail) par semaine », explique-t-il. D'ailleurs, les différents syndicats d'enseignants de cégep affiliés à la CSN, à la CEQ ou à la Fédération autonome du collégial, souhaiteraient que

les classes de 45 étudiants soient ramenées à 30 ou 35, pour ainsi favoriser la réussite des élèves. Outre à Montréal, des manifestations ont eu lieu dans les régions de Québec et de la Côte-Nord. Au cégep de Sainte-Foy à Québec, les enseignants ont distribué des dépliants dans lesquels on reproche à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de ne pas avoir affecté les transferts fédéraux prévus pour l'éducation postsecondaire à des fins de services directs aux étudiants.

[audio-vidéo](#)  
[Entretien avec Jean-Claude Drapeau, président de la Fédération autonome du collégial](#)

**RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Éducation : Les enseignants du collégial manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008, 14 h 52**



Affiche pour la manifestation des enseignants du collégial

Les enseignants du collégial ont manifesté lundi matin devant les 59 établissements du Québec pour réclamer plus de ressources de la part du gouvernement Charest. Ils dénoncent l'indifférence du gouvernement Charest face à leurs revendications. Même si le réseau a reçu 70 millions de dollars supplémentaires le printemps dernier, les enseignants se plaignent que l'argent ne sert qu'à des projets périphériques qui n'ont rien à voir avec l'enseignement direct et le soutien aux étudiants. Tout comme d'autres collègues, ailleurs au Québec, une quinzaine d'enseignants du cégep de Sept-Îles ont tenu une manifestation symbolique avant le début des cours. Les enseignants tenaient à rappeler à la ministre de l'Éducation qu'il

est inadmissible que 90 % des transferts fédéraux en éducation échappent à l'enseignement. **Les étudiants pénalisés** Enseignant au cégep de Sept-Îles, Jacques Giguère a cet automne un horaire bien rempli. Sa charge de travail dépasse en effet le nombre d'heures inscrites dans son contrat si bien qu'il n'a plus de temps pour voir ses étudiants. Selon M. Giguère, il lui est devenu presque impossible d'aider ses étudiants en dehors des heures de cours. Un illogisme, dénonce-t-il. « On parle d'aide à la réussite, on parle de réinvestissement dans l'éducation où on va faire des plans d'aide à la réussite. Oui, mais, moi, mes étudiants, je ne peux plus les rencontrer », constate M. Giguère. Président du syndicat des enseignants au cégep de Sept-Îles, Marc Lavoie fait valoir que la réforme a entraîné une multiplication du nombre de cours par enseignant. Il donne l'exemple des mathématiques, où quatre parfois cinq cours différents sont offerts au lieu d'un seul pour l'ensemble des étudiants. M. Lavoie croit que le ministère de l'Éducation doit revenir à la case départ et rebâtir des programmes nationaux. **Même combat à Québec** Au cégep de Sainte-Foy à Québec, les enseignants ont distribué des dépliants dans lesquels on re-

proche à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de ne pas avoir affecté les transferts fédéraux prévus pour l'éducation post-secondaire à des fins de services directs aux étudiants. On y explique également que les enseignants, trop peu nombreux, doivent encadrer, chacun, jusqu'à 160 étudiants, soit environ 42 étudiants par classe. Les enseignants estiment que c'est beaucoup trop. Selon le président de la Fédération des enseignants du cégep de Sainte-Foy Mario Beauchemin, les enseignants n'ont pas assez de temps à consacrer à l'encadrement des étudiants. « On a un comité sur la réussite étudiante, un comité sur la révision des programmes, une commission des études, un comité pour aller faire la promotion de nos programmes dans les écoles secondaires, des journées d'accueil, alors ce qu'on dit, c'est qu'il faut engager de nouveaux professeurs afin de nous permettre d'accomplir adéquatement notre travail, parce que ça n'a plus de bon sens. »  
[Les enseignants du cégep de Sainte-Foy ont manifesté lundi matin, détails d'Alain Saint-Ours](#)  
[Jean-Thomas Léveillé s'est rendu sur les lieux de la manifestation](#)

**RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Cégeps : De l'argent mal placé - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 12 h 45**

Les professeurs des quatre cégeps de la région affirment qu'ils n'ont reçu que des miettes des transferts fédéraux qui ont été alloués à l'enseignement supérieur. Au Québec, 70 millions de dollars ont été consacrés aux cégeps. Cependant, selon les différents syndicats d'enseignants de cégep affiliés à la CSN, à la CEQ ou à la Fédération autonome du collégial, Québec et l'administration des cégeps ont choisi

d'investir dans les services périphériques plutôt que dans l'enseignement. « On a développé une image de marque. On a revampé aussi le sigle du collège. Ça ne touche pas directement l'amélioration de l'enseignement à notre avis », indique Pierre Demers, enseignant en cinéma et syndicaliste au cégep de Jonquière. M. Demers pense que les choix du cégep de Jonquière dans le partage des sommes provenant du fédéral sont inacceptables.

Quant à Hughes Bouchard, du Cégep de Chicoutimi, il dit que les institutions d'enseignement ont raté une belle occasion de soutenir des acquis en région. « On aurait aimé qu'on mette une partie de ces transferts fédéraux là pour les programmes en difficulté. Quand on en a juste, un ça va. Mais à Chicoutimi, on a six programmes en difficulté cette année. Moi je prends l'exemple chez nous de techniques forestières, il manque trois profs », souligne-t-il.



Les syndicats auraient également souhaité que les classes de 45 étudiants soient ramenées à 30 ou 35, pour ainsi favoriser la réussite des élèves.

## RADIO-CANADA / QUÉBEC : Éducation : Les enseignants du collégial manifestent - Mise à jour le lundi 6 octobre 2008 à 11 h 39

Les enseignants du collégial ont manifesté lundi matin devant les 59 établissements du Québec pour réclamer plus de ressources de la part du gouvernement Charest. Ils dénoncent l'indifférence du gouvernement Charest face à leurs revendications.

Même si le réseau a reçu 70 millions de dollars supplémentaires le printemps dernier, les enseignants se plaignent que l'argent ne sert qu'à des projets périphériques qui n'ont rien à voir avec l'enseignement direct.

Au cégep de Sainte-Foy à Québec, les enseignants ont distribué des dépliants dans lesquels on re-

proche à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de ne pas avoir affecté les transferts fédéraux prévus pour l'éducation post-secondaire à des fins de services directs aux étudiants. On y explique également que les enseignants, trop peu nombreux, doivent encadrer, chacun, jusqu'à 160 étudiants, soit environ 42 étudiants par classe. Les enseignants estiment que c'est beaucoup trop.

Le président de la Fédération des enseignants du cégep de Sainte-Foy, Mario Beauchemin, explique quant à lui que les enseignants n'ont pas assez de temps à consacrer à l'encadrement des étudiants.

« On a un comité sur la réussite étudiante, un comité sur la révision des programmes, une commission des études, un comité pour aller faire la promotion de nos programmes dans les écoles secondaires, des journées d'accueil, alors ce qu'on dit, c'est qu'il faut engager de nouveaux professeurs afin de nous permettre d'accomplir adéquatement notre travail, parce que ça n'a plus de bon sens. »

## LE DEVOIR : En bref - Débrayages d'enseignants dans les cégeps - Édition du lundi 06 octobre 2008

La Presse Canadienne

Québec -- Les 59 syndicats d'enseignants de cégeps érigeront aujourd'hui des piquets de grève devant leur collège pour exiger l'attention du gouvernement du Québec à l'égard de leurs besoins. Une lettre ouverte signée par 9000 ensei-

gnants collégiaux a été adressée à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, afin de dénoncer ses choix d'investissements concernant les récents transferts fédéraux en éducation.

Selon Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants de

cégep, bien que les cégeps aient reçu un investissement de 70 millions le printemps dernier, seulement 10 % de ce montant seront alloués aux tâches connexes à l'enseignement.

## LA PRESSE : Les enseignants des cégeps veulent l'attention de Québec - Lundi 06 octobre 2008

La Presse Canadienne, Québec

Les 59 syndicats d'enseignants de cégeps tiendront tôt lundi des lignes de piquetage devant leur collège pour exiger l'attention du gouvernement du Québec à l'égard de leurs besoins.

Une lettre ouverte signée par 9000 enseignants collégiaux a été adressée à la ministre de l'Éduca-

tion Michelle Courchesne afin de dénoncer ses choix d'investissements concernant les récents transferts fédéraux en éducation. Selon Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants de cégep, bien que

les cégeps aient reçu un investissement de 70 millions \$ le printemps dernier, seulement 10

pour cent de ce montant sera alloué aux tâches connexes à l'enseignement.

M. Cameron maintient que cette somme représente un cinquième de ce que les cégeps réclament pour aider à stabiliser les équipes enseignantes.

## LE SOLEIL : Animateurs québécois recherchés... partout dans le monde - Lundi 06 octobre 2008

Marc Larouche, Collaboration spéciale, Le Soleil

L'expertise des Québécois en matière d'animation est en forte demande. Pendant que le Cégep de Rivière-du-Loup relance sa formation GO dans les Clubs Med en Amérique du Nord, l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), en France, recrute aussi des Québécois.

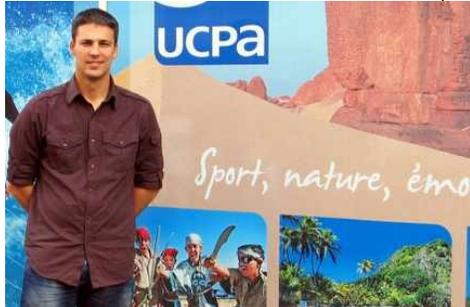
«La France connaît une pénurie d'animateurs. Il y a 50 % plus d'offres d'emploi que de candidats potentiels», raconte Vincent Leclerc. Le jeune homme, originaire de Québec, a été engagé dans les centres UCPA, spécialisés dans les vacances sportives, après avoir complété une formation en loisirs au Cégep de Rivière-du-Loup.

«Les métiers de l'animation nécessitent une bonne compréhension de la langue, c'est une autre raison qui me pousse à recruter des Québécois. Ils sont très appréciés en France, pour leur dynamisme et leurs compétences, mais aussi pour l'accent typique.»

Jusqu'au 14 octobre, M. Leclerc visitera différents cégeps qui offrent la formation de technique d'intervention en loisirs : du Vieux-Montréal, de Rivière-du-Loup, Saint-Jérôme, Saint-Laurent et Laflèche.

Il sera aussi au Salon international du loisir de Québec, afin de proposer aux jeunes en formation ou finissants de tenter l'expérience d'une saison

en animation dans les centres UCPA des Alpes.



Sa formation en loisirs du Cégep de Rivière-du-Loup permet aujourd'hui à Vincent Leclerc d'animer des vacances sportives en Europe.

«Les gens du grand public âgés entre 22 et 35 ans et qui possèdent une formation sont aussi les bienvenus», dit-il.

Les deux types d'emplois offerts sont saisonniers, de décembre à avril. D'abord, les animateurs auront la responsabilité de divertir les vacanciers en fin d'après-midi et en soirée. Des postes de stagiaire, dont la tâche est de seconder le responsable d'animation, sont aussi offerts.

L'Association Québec-France à Québec et l'OFQJ de Montréal aideront les élus à obtenir un visa de travail. Les intéressés peuvent consulter le site

Internet [www.ucpa.com/animation](http://www.ucpa.com/animation) ou écrire à [vleclerc@ucpa.asso.fr](mailto:vleclerc@ucpa.asso.fr).

**Dans les Clubs Med**

Parallèlement, le Cégep de Rivière-du-Loup relance une formation exclusive visant à former des GO (gentils organisateurs) dans les Clubs Med de l'Amérique du Nord. Les diplômés pourront travailler avec les enfants de quatre ans et moins ou devenir adjoint administratif.

La formation théorique se déroule du 10 novembre au 19 décembre. Dès janvier, l'étudiant fera un stage rémunéré de 12 semaines dans l'un des villages du Club au Mexique, aux îles Turquoises, en République dominicaine ou à la Barbade. Les intéressés doivent avoir entre 21 et 30 ans, posséder une formation en intervention auprès des enfants, en administration ou en comptabilité.

«Les diplômés pourront ensuite postuler pour obtenir des contrats de six mois renouvelables dans les nombreux Villages vacances Club Med du monde», explique le coordonnateur, Carol Gilbert. Entre 1997 et 2002, grâce à une entente exclusive avec les Clubs Med, la formation GO Clubs Med dispensée au Cégep de Rivière-du-Loup a permis de former près de 200 experts en animation. Les intéressés peuvent contacter Carol Gilbert au 418 862-6903, poste 2448, ou à [cargil@cegep-rdl.qc.ca](mailto:cargil@cegep-rdl.qc.ca).

## LA VOIX DE L'EST : Les diplômés à l'honneur au Cégep de Granby - Lundi 06 octobre 2008

Simon-Olivier Lorange, La Voix de l'Est

Pour certains, il s'agit d'une simple formalité en route vers des études universitaires; pour d'autres, cela représente plutôt une étape parfois longue et ardue dans un cheminement personnel et professionnel. Mais dans un cas comme dans

l'autre, la conclusion des études collégiales ne laisse pas grand-monde indifférent.

C'est dans cet état d'esprit que se sont vêtus de toge et de mortier 150 étudiants du Cégep de Granby Haute-Yamaska, hier après-midi au Palace, à l'occasion de la sixième collation des grades

de l'institution. Et, sans surprise, à la tenue de circonstance était assorti un large sourire pour la plupart.

«Comme tout le monde a terminé l'année dernière et a maintenant quitté pour un peu partout, c'est surtout le fun de revoir les gens», a souligné

Annie Messier-Jalbert, qui s'apprêtait à recevoir son diplôme en sciences humaines et qui étudie désormais à l'Université de Sherbrooke en adaptation scolaire et sociale.

«Mais c'est également une grande fierté d'être passée à travers cette étape, même si elle ne durait que deux ans», a tenu à préciser son amie Sabrina Parent, maintenant inscrite à l'Université de Montréal dans la même discipline.

Les diplômés présents hier ne représentaient en fait qu'une fraction des 498 étudiants qui ont gradué en mai dernier. C'est surtout sur ce chiffre qu'a mis l'accent la directrice générale du Cégep,

Marie-Johanne Lacroix, lorsque rencontrée quelques minutes avant la cérémonie.

«Nous avons un peu moins de gens présents que les années passées, mais plus de diplômés, et c'est ça qui est important puisque c'est par le nombre de diplômés attribués que nous mesurons notre réussite, a-t-elle assuré. C'est donc la plus belle journée de l'année!»

Au cours de l'événement d'une durée d'environ deux heures, chacun des étudiants est allé cueillir son diplôme des mains de Mme Lacroix, sous les yeux de parents et amis.

Deux personnes ont par ailleurs reçu des distinctions particulières, soit Manon Suitner, une étudiante en sciences de la santé qui a décroché la meilleure moyenne de sa promotion, ainsi que Raymond Leduc, directeur en chef de l'usine d'IBM à Bromont.

Ce dernier honneur visait surtout à rendre hommage au partenariat serré qui existe entre le Cégep et cette entreprise qui emploie à l'heure actuelle quelque 350 étudiants qui fréquentent ou ont fréquenté la maison d'enseignement granbyenne.

## LE DEVOIR : La vice-présidente du comité exécutif de Montréal démissionne à son tour – Édition du vendredi 03 octobre 2008

JEANNE CORRIVEAU

Trois mois après le départ de Frank Zampino, le maire Gérald Tremblay perd une autre alliée avec la démission de la vice-présidente de son comité exécutif, Francine Senécal. Celle-ci a accepté un poste de directrice générale du Cégep du Vieux-Montréal. Elle assumera ses nouvelles fonctions à compter de janvier prochain. Bien qu'elle ait déjà quitté ses fonctions au comité exécutif, Mme Senécal continuera de siéger comme conseillère du district de Côte-des-Neiges jusqu'à la fin de son mandat, à l'automne 2009.

«Ce nouveau poste [...] marquera pour moi un retour à ma première passion, écrit-elle dans une lettre datée du 1er octobre et adressée au maire Tremblay. Le défi qu'on m'offre de relever est

emballant, le Cégep du Vieux-Montréal est une institution phare de notre métropole.»

Élue en 2001 avec l'équipe de Gérald Tremblay, Mme Senécal a occupé diverses fonctions au sein du comité exécutif. Outre la vice-présidence, elle s'est vu confier, au fil des ans, les dossiers de gestion du capital humain, de culture, de sport et de loisirs.

Détentrice d'une maîtrise en sciences politiques, Mme Senécal a travaillé à la Direction générale de la formation professionnelle et technique du ministère de l'Éducation, de 1988 à 1995. Elle a ensuite occupé les fonctions de directrice générale du Collège Lionel-Groulx avant de faire le saut en politique municipale. Elle remplacera le directeur actuel du Cégep du Vieux-Montréal, Jacques

Roussil, qui prendra sa retraite en janvier prochain.

Par voie de communiqué, Gérald Tremblay a salué hier la contribution de Mme Senécal en lui souhaitant du succès dans ses nouvelles fonctions.

Le départ de Mme Senécal soulève plusieurs questions sur l'état d'esprit de l'équipe au pouvoir, estime le chef de l'opposition, Benoit Labonté. «En cinq mois, le président et la vice-présidente du comité exécutif ont quitté leurs fonctions. Dans n'importe quelle entreprise privée, s'il y avait le départ du p.-d.g. et du premier vice-président en cinq mois, je pense que les cotes à la Bourse ne seraient pas fantastiques le lendemain», a-t-il indiqué.

## LE NOUVELLISTE : Laxisme au Collège Shawinigan – Vendredi 03 octobre 2008

Isabelle Légaré, Le Nouvelliste

Le verdict vient de tomber. La direction du Collège Shawinigan a fait preuve de laxisme ces dernières années dans l'attribution d'appel d'offres et d'octroi pour les contrats d'approvisionnement. L'image de l'institution est entachée.

Dans une entrevue accordée au Nouvelliste, le président du conseil d'administration, Claude Villemure, affirme que lui et les autres membres autour de la table ont bien l'intention de corriger le tir.

«On veut rétablir la bonne réputation du collège auprès de nos fournisseurs et gens d'affaires», dit-il avant d'ajouter: «La transparence et la rigueur des processus que nous mettons en place vont assurer la préservation et la protection du lien de confiance qui unit notre institution à notre communauté régionale.»

Hier matin, tous les employés du collège ont reçu un communiqué les informant qu'une récente analyse des procédures d'approvisionnement au département de l'informatique est à l'origine des correctifs qui seront apportés dans tous les départements et services de la maison d'enseignement collégial.

**Plainte déposée**

Mars 2007, le conseil d'administration reçoit une plainte d'un fournisseur d'appareils informatiques qui prétend que le collège n'a pas respecté sa

politique sur l'acquisition de biens et de services. Il aurait dû obtenir un contrat qui a été accordé à un autre commerçant.

Vérification faite, il faut donner raison au plaignant. M. Villemure explique qu'un employé du département a accepté, à la demande du deuxième plus bas soumissionnaire, d'effacer une facture que celui-ci avait précédemment réclamée au collège. En proposant à l'employé d'«oublier» cette somme due de quelque centaines de dollars, il se plaçait en meilleure posture pour décrocher un contrat évalué, cette fois, à quelque dizaines de milliers de dollars.

Le président du conseil d'administration prend la défense de l'employé qui a fait disparaître la facture en question. «Il n'avait aucune formation. Il a voulu faire sauver de l'argent au collège», justifie M. Villemure qui, dans un même souffle, reconnaît qu'à l'inverse les gens qui soumissionnent connaissent davantage les lois.

«Le plaignant nous a dit que cette façon de faire était illégale et que ce n'était pas la première fois que ça se produisait au collège», ajoute le président. Une avocate a aussitôt été mandatée par le conseil d'administration afin de vérifier si, en effet, il s'agissait ou non d'un cas isolé.

Août 2007, son évaluation de la situation confirme que les éléments soulignés lors des témoignages sont suffisamment sérieux pour qu'une investiga-

tion interne soit instituée. Il est écrit que le Collège Shawinigan doit s'assurer que l'acquisition du matériel informatique se fasse selon la politique des achats et les procédures réglementaires en vigueur. Il faut éviter tout conflit d'intérêts réel et potentiel.

Rappelant que le conseil d'administration du collège est formé de bénévoles avec leurs occupations professionnelles respectives, M. Villemure indique qu'il a alors été décidé de faire appel à une firme de comptables reconnue dans le réseau collégial pour ses enquêtes financières.

Tous les appels d'offres en informatique ont été vérifiés pour la période allant du 1er janvier 2003 jusqu'à la mi-mai 2008. «Il s'est avéré qu'un très haut pourcentage des politiques n'était pas suivi par la direction», laisse tomber M. Villemure.

Lorsqu'il évoque la direction, le président du conseil d'administration spécifie qu'il s'agit en fait du comité de régie formé de la direction générale, la direction des services des ressources humaines et des communications, la direction des études, la direction des ressources financières, de l'informatique et des affaires générales, ainsi que la direction des affaires étudiantes et des ressources matérielles.

## LE NOUVELLISTE : Collège Shawinigan : Aucune fraude mais quatre personnes ont démissionné – Vendredi 03 octobre 2008

Isabelle Légaré, Le Nouvelliste

«Je le dis tout de suite: il n'y a eu aucune fraude. Personne ne s'est mis de l'argent dans les poches», affirme le président du conseil d'administration du Collège Shawinigan, Claude Villemure.

Il atteste également qu'aucune des cinq directions réunies il y a deux ans au sein du comité de régie n'est en poste aujourd'hui. «Il y a eu quatre démissions alors que la cinquième personne est devenue un cadre excédentaire.»

Mandaté pour faire la lumière sur une enquête qui aura duré un an et demi, il déclare que le plus difficile a été de tenir les employés dans le néant et d'accepter le fait que leur ignorance ferait place à toutes sortes d'interprétations.

«Présentement, dans le réseau collégial, le conseil d'administration n'a pas une très bonne réputation. Les gens ne savent pas ce qui se passe mais savent qu'il se passe des choses. On se fait salir. On nous reproche de faire de l'ingérence», ra-

conte M. Villemure avant de mentionner que le conseil d'administration devait attendre les dernières recommandations d'un autre avocat impliqué dans le dossier pour rendre l'information publique.

Soulignant que les vingt personnes autour de la table du conseil d'administration sont nommées, pour la plupart, par le ministère de l'Éducation, le président affirme que lui et ses collègues prennent aujourd'hui leurs responsabilités. «On doit



s'assurer que l'argent est dépensé au bon endroit, que les contribuables sont tous traités équitablement», affirme M. Villemure.

«Parmi nos fournisseurs, le mot se passait que notre procédure d'appel d'offres était arrangée. Les gens se disaient qu'ils n'allaient pas soumissionner, que tout était décidé à l'avance», raconte le président du conseil d'administration.

L'enquête lui a également permis d'apprendre que des fournisseurs refusaient de livrer leur marchandise au cégep s'ils n'avaient pas l'assurance d'être préalablement remboursés. «Hey! On n'est pas une petite entreprise. On n'est pas sur le bord de la faillite. Le Collège Shawinigan est en excellente situation financière!», commente M. Villemure qui dénonce le fait que les retards de paiement pouvaient dépasser les 90 jours.

«Ça n'a pas de bon sens», dit-il, visiblement découragé, avant de répéter qu'aucune fraude n'a été constatée par les différents experts consultés. M. Villemure est persuadé que l'employé concerné par la plainte à l'origine de l'enquête qui s'ensuivit n'a rien à se reprocher. À partir du moment que celui-ci ignorait les principales règles entourant l'acquisition, par le collège, de biens et services, il ne pouvait pas savoir que sa décision favoriserait illégalement un fournisseur au détriment d'un autre.

«On prenait un employé sans aucune formation et on lui demandait de monter un dossier. Il le faisait au meilleur de sa connaissance», plaide le président du conseil d'administration

À savoir si le comité de régie formé des directions de services aurait dû intervenir, M. Villemure rapporte que les personnes en poste lui ont ré-

pondu que tout était conforme. Les comptables et avocats consultés lui affirmaient pourtant le contraire.

«Ça ne va pas bien quand ta direction ne connaît pas ses propres politiques!» s'insurge l'administrateur qui se désole devant autant de laxisme de la direction du collège. Rapport d'enquête à l'appui, M. Villemure fait également référence à un manque de rigueur, de compétence et de communication entre les directions, les employés et la direction générale.

Il tient cependant à se montrer rassurant. En aucun temps, ces problèmes de gestion ont nui à la qualité des services offerts aux étudiants.

L'homme se montre finalement intraitable: la nouvelle équipe de direction devra les connaître, ses politiques, et parler davantage avec ses employés. «On va la partir du bon pied», garantit M. Villemure avant de préciser que tous les postes de cadres n'ont pas encore été comblés.

isabelle.legare@lenouvelliste.qc.ca  
**Recherche désespérément une nouvelle direction**

Claude Villemure est persuadé que la situation des derniers mois au Collège Shawinigan n'a pas aidé la cause du conseil d'administration qui cherche toujours à combler le poste de direction générale. Le climat d'inquiétude et d'incertitude qui s'observe depuis un an et demi entre les murs de l'établissement a eu des échos dans tout le réseau collégial, rappelle son président.

Insistant à plusieurs reprises sur la volonté des administrateurs de prendre leurs responsabilités et, du même coup, de rétablir la bonne réputation de l'institution, M. Villemure espère que les candi-

dats vont maintenant se manifester. Le Collège Shawinigan est sans direction générale depuis le départ à la préretraite de Louise Trudel, en janvier dernier.

L'intérim est présentement assumé par Jean Lefebvre, consultant auprès du Centre collégial des services regroupés (CCSR). M. Lefebvre est en poste depuis le début de l'été. Il remplace Yves Renaud qui, en juin dernier et pour des raisons personnelles, décidait de mettre un terme à son mandat de directeur général par intérim.

C'est du moins ce qui ressort d'un communiqué envoyé à la même période aux membres du personnel du Collège Shawinigan, message dans lequel il était également précisé que suite à une séance extraordinaire du conseil d'administration, les membres du comité de sélection du directeur général avait présenté une recommandation d'embauche qui n'a pas été retenue par les membres du conseil d'administration.

À la fois président du comité de sélection et président du conseil d'administration, M. Villemure affirme que ce communiqué a été mal rédigé. Il explique que le conseil d'administration a plutôt demandé de retirer une candidature et de reprendre le processus de nomination.

Il convient que ses fonctions au sein du comité de sélection et du conseil d'administration n'ont pas toujours été faciles à dissocier.

Pendant que le comité de sélection poursuivait ses démarches pour trouver un remplaçant à Louise Trudel, le conseil d'administration recevait les premières conclusions de l'investigation qu'il avait commandée.?

## THE GAZETTE : Senécal quits city executive committee : Mayor's regime is weakening: Labonté – Friday, October 03, 2008

Mayor Gérald Tremblay has lost another member of his cabinet.

Francine Senécal, a city councillor in Côte des Neiges-Notre Dame de Grâce borough, became the third member of the Montreal executive committee, city hall's top decision-making body, to quit in the past year.

She announced yesterday she's leaving her position as vice-chair of the committee immediately because she has accepted a job as director of CÉGEP du Vieux-Montréal. The job starts in January.

"The offer couldn't be postponed," Senécal, who was director of Collège LionelGroulx in Ste. Thérèse before being elected to city council in 2002, said in an interview.

Senécal said she will complete her mandate as city councillor. She has not decided whether to seek re-election in the next scheduled city-wide race in November 2009, she said.

In a written statement, Senécal thanked Tremblay "for the trust he showed me and for the interesting challenges to serve Montrealers that he confided in me."

During the previous mandate, Tremblay removed her from responsibility for labour relations and assigned her to culture and heritage files. Observers viewed it as a demotion.

Senécal was most recently in charge of sports and recreation.

City council executive committee chairperson Frank Zampino resigned from politics in May to find work in the private sector.

And Benoit Labonté quit the committee and Tremblay's Union Montreal party in September 2007 after a falling out with the mayor.

Labonté then switched to opposition Vision Montreal party and has since become its leader and its next mayoral candidate.

"Any business that loses its CEO and its first vice-president within five months of each other will see

its stock value downgraded," Labonté said, referring to Zampino and Senécal's resignations.

"There's no smoke without fire. And two departures like that in the span of five months is a sign that the regime is certainly less solid than it was." Senécal dismissed Labonté's comment as political sniping.

She said her new job and her executive committee position would have been incompatible.

Senécal said she'll be able to blend her experience on the executive committee over the past six years with her previous experience in school administration.

The names being floated as her possible successors yesterday were LaSalle borough mayor Manon Barbe, Pierrefonds-Roxboro mayor Monique Worth, Côte des Neiges-N.D.G. borough mayor Michael Applebaum and Anjou borough mayor Luis Miranda, who crossed over to Tremblay's party from the opposition this year.

## MÉTRO : Francine Sénécal quitte le comité exécutif [pour devenir directrice générale du Cégep du Vieux Montréal?] – Vendredi 03 octobre 2008

MARIE-EVE SHAPFER, MÉTRO

La conseillère Francine Sénécal quitte le comité exécutif de la Ville de Montréal. Jusqu'à hier, Mme Sénécal était responsable des sports et des loisirs, en plus d'être vice-présidente du comité exécutif.

**En janvier, elle deviendra directrice générale du cégep du Vieux-Montréal, tout en demeurant conseillère municipale dans le district de Côte-des-Neiges.**

«Je quitte mes fonctions au sein du comité exécutif parce qu'elles m'apparaissent incompatibles

avec la nomination que je viens d'accepter», a-t-elle indiqué par communiqué.

Malgré tout, Mme Sénécal portera deux chapeaux très imposants. Mais cela ne pose pas de problème éthique, avise Bernard Larin, porte-parole du comité exécutif. «Elle est dans le district de Côte-des-Neiges. Ce n'est pas du tout dans le centre-ville», a-t-il expliqué.

**Remaniement possible des responsabilités**

Bien que personne n'est officiellement pressenti pour remplacer Mme Sénécal pour le moment, la machine à rumeurs a déjà commencé à s'emballer dans les couloirs de l'Hôtel de Ville. Les noms de

Michael Applebaum (Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce), Manon Barbe (LaSalle), Michel Bissonnet (Saint-Léonard) et Luis Miranda (Anjou) circulent.

À un an des élections municipales, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, pourrait être tenté de dynamiser son comité exécutif ou même de jouer de stratégie politique. Surtout que les deux partis de l'opposition, Vision Montréal et Projet Montréal, considèrent former une coalition en vue des prochaines élections, selon ce que rapportait hier *The Gazette*.



## CYBEPRESSE : Comité exécutif de Montréal : Francine Sénécal quitte le bateau – jeudi 02 octobre 2008

<p>Éric Clément, La Presse</p> <p>Pour la troisième fois en un an, un membre influent du comité exécutif de Montréal quitte ses fonctions : après Benoit Labonté, l'an dernier, et Franck Zampino, en juillet, c'est au tour de la vice-présidente Francine Sénécal de démissionner de ses fonctions.</p> <p>Mme Sénécal a annoncé mercredi aux membres du comité exécutif (et ce jeudi publiquement) qu'elle a accepté le poste de directrice générale du cégep du Vieux-Montréal, à compter de janvier prochain pour remplacer Jacques Roussil qui prendra sa retraite. Elle démissionne de la vice-présidence du comité exécutif mais continuera d'être conseillère du district de Côte-des-Neiges.</p> <p>Francine Sénécal avait la responsabilité des sports et des loisirs au comité exécutif. «Je quitte mes fonctions parce qu'elles sont incompatibles avec la nomination que j'ai acceptée, dit-elle à <i>La Presse</i>. Je retourne à mes anciennes amours puisque je viens du réseau des cégeps. Je me suis laissée tenter même si ça fait toujours de la peine de faire des choix comme ça.»</p> <p>Mme Sénécal demeurera conseillère «par respect des citoyens» qui l'ont élue et parce qu'elle est très impliquée dans des organismes de Côte-des-Neiges. Met-elle le comité exécutif dans l'embar-</p>	<p>ras? «J'ai eu l'occasion d'en discuter avec le maire. Je pense que c'est à lui qu'il faut poser la question. J'ai essayé de faire les choses le plus correctement possible. C'est une offre non sollicitée qui ne pouvait être reportée.»</p> <p>Le départ de Mme Sénécal «fait de la peine» au président du comité exécutif, Claude Dauphin, mais il comprend son choix. Le maire Gérald Tremblay a réagi par communiqué de presse en saluant «la contribution» de Mme Sénécal et en lui souhaitant «les plus grands succès dans ses nouvelles fonctions».</p> <p>Qui va la remplacer? Au cabinet du maire, on n'a rien à dire sur le sujet. Il est toutefois vraisemblable que Michel Bissonnet, fraîchement élu maire de Saint-Léonard, fasse son entrée au cénaclé de l'exécutif montréalais. Son amitié avec Franck Zampino ne nuit pas ni le fait d'avoir été président de l'Assemblée nationale du Québec pendant cinq ans.</p> <p>Avec le départ de Benoit Labonté, en septembre 2007, et celui de l'ex-président du comité exécutif Frank Zampino, le maire Tremblay se trouve dans une situation délicate. Les récentes recrues d'Union Montréal (Richer Dompierre, Luis Miranda ou André Bélisle) n'ont pas le prestige de ceux qui sont partis.</p>	<p>Pour le chef de Vision Montréal, le départ de Mme Sénécal a un goût de «fin de régime». « Il n'y a pas une entreprise privée qui, en l'espace de cinq mois, pourrait perdre son PDG et son premier vice-président, après avoir perdu un autre vice-président quelques mois auparavant, sans que ses cours à la bourse chutent le lendemain, dit Benoit Labonté. Par ailleurs, n'oublions pas qu'à l'élection partielle dans Ahuntsic, 63% des électeurs ont voté contre le parti de monsieur Tremblay.»</p> <p>D'ailleurs, Benoit Labonté et le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, sentent qu'ils peuvent battre ensemble Union Montréal aux prochaines élections. Ils ne cachent pas qu'une coalition entre Vision Montréal et Projet Montréal pourrait se réaliser.</p> <p>«On a manifesté de l'ouverture mais il ne faut pas travailler sur la base d'un calcul électoral mais sur des enjeux précis, avertit tout de même Benoit Labonté. On est en train d'évaluer les points communs, qui sont nombreux. On verra après pour les modalités.»</p> <p>Richard Bergeron est aussi prudent. «Il faut s'entendre sur un programme, dit-il. On verra ensuite les accords institutionnels qui sont possibles.»</p>
--	--	--

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Ville de Montréal : Francine Sénécal démissionne - Mise à jour le jeudi 2 octobre 2008 à 11 h 27

<p>La vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal Francine Sénécal quitte ses fonctions pour accepter la direction générale du cégep du Vieux-Montréal.</p> <p>Mme Sénécal, qui continuera de siéger à titre de conseillère du district de Côte-des-Neiges, pren-</p>	<p>dra la tête du cégep à compter de janvier prochain. Le directeur général de l'établissement quitte l'institution pour prendre sa retraite.</p> <p>La démissionnaire estime que ses nouvelles fonctions sont incompatibles avec son ancienne fonction au sein du comité exécutif. Le maire de</p>	<p>Montréal, Gérald Tremblay, a salué la contribution de Mme Sénécal au sein de son administration.</p> <p>Le maire de Montréal perd ainsi un deuxième collaborateur de sa garde rapprochée. L'ancien président du comité exécutif, Frank Zampino, a quitté ses fonctions en mai dernier.</p>
--	---	---

## Québec : Universités

## LE SOLEIL : Projet de loi sur la gouvernance des universités: Courchesne serre la vis – vendredi 31 octobre 2008

<p>Daphnée Dion-Viens, Le Soleil</p> <p>(Québec) Contre vents et marées, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a finalement déposé hier son projet de loi sur la gouvernance des universités. Au menu : participation accrue des membres externes siégeant au conseil d'administration et nouvelles règles en matière de reddition de comptes.</p> <p>Les vives résistances du milieu universitaire n'ont pas fait plier la ministre, décidée une fois pour toutes à améliorer la gestion, la responsabilité et la transparence des institutions. Rappelons que l'UQAM a récemment englouti plus de 300 millions \$ dans le dérapage immobilier de l'îlot des Voyageurs.</p> <p>Le projet de loi 107 déposé hier prévoit que les conseils d'administration seront composés au moins aux deux tiers de membres externes, un principe de gouvernance défendu à maintes reprises par Mme Courchesne. Au moins le quart des membres devront être issus de la communauté universitaire.</p> <p>Le texte prévoit par ailleurs la création, par le conseil d'administration, d'un comité de gouvernance et d'éthique, d'un comité de vérification et d'un comité des ressources humaines. Les règles</p>	<p>concernant la reddition de comptes seront par ailleurs renforcées.</p> <p>La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) n'a pas commenté hier le contenu du projet de loi, préférant prendre le temps de consulter ses membres avant de réagir. Au début octobre, dans le quotidien <i>Le Devoir</i>, la CREPUQ avait toutefois indiqué qu'elle ne voulait pas d'une loi imposant un modèle unique. Les recteurs auraient préféré conclure des ententes particulières leur permettant notamment de définir la composition de leur conseil d'administration.</p> <p>Le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, a refusé de commenter le projet de loi hier, tout comme le président de l'Université du Québec, Pierre Moreau.</p> <p>La participation accrue des membres externes au C. A. soulève aussi de vives inquiétudes dans les rangs des professeurs. «On y voit l'imposition de manières de penser qui appartiennent au privé et qui sont incompatibles avec la mission des universités», affirme Cécile Sabourin, présidente de la Fédération des professeurs d'université du Québec.</p>	<p>Un peu plus tôt cette semaine, la Table des partenaires universitaires (regroupant professeurs, professionnels et étudiants) a fait paraître une pleine page de publicité dans les journaux pour rejeter «toute centralisation du pouvoir entre les mains d'une nouvelle élite gestionnaire, branchée prioritairement sur le monde des affaires».</p> <p><b>Cégeps</b></p> <p>La ministre a aussi déposé hier le projet de loi 110 sur la gouvernance des cégeps, qui comprend grosso modo les mêmes mesures que celles imposées au réseau universitaire. Dans le cas des collèges, la réaction est toutefois beaucoup plus positive, du moins du côté de la Fédération des cégeps.</p> <p>«Ça fait plusieurs années qu'on réfléchit aux façons d'améliorer notre gouvernance. On est favorable au projet de loi», a affirmé hier son président, Gaëtan Boucher.</p> <p>Les craintes sont toutefois plus vives dans le milieu syndical, les professeurs ayant déjà exprimé leurs réticences devant une plus grande participation des membres externes au conseil d'administration des cégeps.</p>
--	--	--

**Nouveau campus de l'UQO à... Saint-Jérôme**

MARIE ALLARD

La construction d'un nouveau campus de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a été officiellement lancée hier à Saint-Jérôme.

Le gouvernement « accorde une allocation annuelle de 2,2 millions de dollars à l'UQO pendant une période de 25 ans » pour « la construction de ce projet d'envie », a indiqué Benoît Pelletier, ministre responsable de la région de l'Outaouais.

« Une subvention couvrant les frais de fonctionnement sera également attribuée », a-t-il ajouté.

Consécutif à un itinéraire redéfini par le Vieux-Saint-Jérôme (de 1,8 à 1,5 le pavillon de cinq étages doit ouvrir ses portes en septembre prochain.

Déjà, 600 étudiants suivent les cours donnés par l'UQO dans des locaux temporaires de Saint-Jérôme. Cela leur permet « d'éviter les pertes de temps dans la circulation vers la métropole », fait valoir le site internet de l'UQO.

**RADIO-CANADA / QUÉBEC : L'impasse serait dénouée : Mise à jour le vendredi 24 octobre 2008 à 11 h 09**

La grève semble terminée pour les professeurs de l'Université Laval. Une entente de principe est intervenue, jeudi, entre la direction de l'Université Laval et le syndicat qui représente 1140 professeurs.

Les parties se sont entendues sur les principaux points en litige, soit les salaires, le montant forfaitaire lors du départ à la retraite et le plancher d'emploi. L'entente de principe sera soumise aux professeurs d'ici deux à trois semaines.

Le président du syndicat, John Kingma, est satisfait. « Ça semble être convenable et on espère que nos membres vont l'entériner comme convention collective pour les prochaines années. »

Le nouveau contrat de travail serait d'une durée de quatre ans.

Par ailleurs, les cours annulés durant les trois jours de grève, cette semaine, ne seront finalement pas repris la semaine prochaine.

**LE DEVOIR : En bref - Entente conclue à l'Université Laval – Édition du vendredi 24 octobre 2008**

Le Devoir

Le Syndicat des professeurs de l'Université Laval et la direction ont conclu hier une entente de principe en vue du renouvellement de la convention collective, échue depuis le printemps dernier. Les professeurs avaient exercé cette semaine une portion de leur mandat de grève de 12 jours, en s'abstenant d'enseigner de lundi à mercredi. Ils réclamaient entre autres la parité avec leurs collègues de l'Université de Montréal et de l'Université de Sherbrooke, ce qui correspond à une hausse d'environ 7 % la première année. Il faudra toutefois attendre que les professeurs se prononcent avant d'en savoir plus sur le contenu de l'entente. La semaine de lecture se déroulera normalement. La direction de l'Université a en effet indiqué hier qu'elle n'exigera plus la reprise des cours manqués au cours de la grève.

**LA PRESSE : Les universités québécoises généralement appréciées de leurs étudiants – Vendredi 24 octobre 2008**

La Presse Canadienne, Montréal

Les étudiants des universités québécoises ont généralement bien noté leur établissement scolaire dans un sondage du «Canadian University Report», un magazine publié jeudi par le *Globe and Mail*.

L'Université de Sherbrooke (A), l'Université Bishop's (A) et l'Université McGill (A-) sont les institutions québécoises comptant le plus grand nombre d'étudiants satisfaits, suivies de l'Université Concordia (B+), l'Université Laval (B+), l'Université de Montréal (B) et l'Université du Québec (B).

À l'échelle du Canada, le sondage indique que ce sont les étudiants des universités de tailles moyennes (12 000 à 22 000 étudiants), petite (4000 à 12 000 étudiants) et très petite (moins de 4000 étudiants) qui ont affiché le plus haut taux de satisfaction.

Peu importe la taille de leur université, les étudiants ne veulent pas y être perçus comme un simple numéro, a indiqué l'éditeur du «Canadian University Report», Simon Beck. «Ils veulent que les professeurs s'intéressent à eux. Ils veulent fréquenter un campus où ils sentent que leur présence est appréciée et où ils ont un sentiment de communauté», a-t-il expliqué.

C'est pourquoi, selon lui, les universités de tailles moyennes, petite et très petite ont généralement obtenu de meilleures notes au sondage. Les universités plus grandes ont habituellement de plus grandes classes. Ainsi, dans la catégorie «interaction entre les étudiants et le personnel», c'est une université classée «très petite», l'Université Bishop's, qui a obtenu la meilleure note parmi les universités québécoises, soit A+, suivie d'un établissement de taille moyenne, l'Université de Sherbrooke, qui a obtenu un A. Les universités québécoises de grande taille, soit l'Université Concordia (B+), l'ensemble des campus de l'Université du Québec (B+), l'Université Laval (B), l'Université de Montréal (B) et l'Université McGill (C+) ont moins bien fait.

Bishop's (A), McGill (A-) et Sherbrooke (A-) se démarquent dans la catégorie «qualité de l'éducation». L'Université de Sherbrooke est par ailleurs l'établissement ayant reçu la meilleure note au pays pour ce qui est de la préparation au marché de l'emploi, avec un A-. Toutes les autres universités ont obtenu des B ou des C.

Le «Canadian University Report» reflète l'opinion de 43 400 étudiants au premier cycle de 55 universités canadiennes, qui ont répondu à un sondage de 100 questions. Le ratio hommes/femmes était de 40/60, reflétant la population étudiante actuelle dans l'ensemble du pays.

Les résultats obtenus ont été convertis en lettres, un A+ indiquant une note de 4,6 ou plus sur 5,0; un D est accordé pour une note de moins de 3,0.

Les responsables du sondage n'ont pas reçu le minimum de réponses de la part des étudiants de quatre universités, dont l'Université de Montréal. Le résultat de 2007 a donc été utilisé pour ces établissements.

Les résultats du sondage sont disponibles en ligne au [www.globecampus.ca](http://www.globecampus.ca).

**LE SOLEIL : L'Université s'entend avec ses profs – Vendredi 24 octobre 2008**

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec)

C'est la fin des moyens de pression à l'Université Laval. Après trois jours de grève, le syndicat des professeurs et l'administration en sont arrivés à une entente de principe, hier, en début de soirée.

Les négociations, qui étaient rompues depuis le 12 septembre, avaient repris mardi en fin de journée, à la suite des deux premières journées de grève. «Les moyens de pression ont été efficaces», s'est réjoui le président du syndicat, John Kingma. «Ç'a négocié fort des deux côtés, mais on a fait des gains.»

M. Kingma a refusé de rendre publics les détails de l'entente, qui doit d'abord être approuvée par les membres du syndicat. Une assemblée générale devrait avoir lieu d'ici deux à trois semaines. «Il reste encore un peu de négociations à faire, mais globalement, on est satisfait», a-t-il indiqué.

De son côté, le vice-recteur aux ressources humaines, Claude Paradis, s'est dit «très heureux» de mettre fin au conflit, mais refuse de parler de pertes ou de gains, préférant ne pas commenter davantage.

Les négociations achoppaient principalement sur la question de l'augmentation salariale. Les professeurs réclamaient 6 % pour atteindre la parité avec leurs collègues des autres universités québécoises, alors que l'administration leur offrait 3 %.

L'Université voulait aussi faire passer le plancher d'emploi de 1190 à 1180 professeurs, ce à quoi s'opposait le syndicat.

**Reprise des cours**

L'Université a par ailleurs profité de cette entente pour mettre fin à la confusion entourant la reprise des cours pendant la semaine de relâche. Aucun cours manqué en raison de la grève ne sera repris la semaine prochaine, a indiqué l'administration.

Cette annonce devrait simplifier la vie des étudiants qui étaient nombreux hier à se demander s'ils devaient se présenter aux cours la semaine prochaine. Mercredi, le syndicat des professeurs avait annoncé qu'aucun cours ne serait repris pendant la semaine de lecture, contrairement à ce qu'avait décidé l'Université. Les associations étudiantes avaient suivi le mot d'ordre syndical en demandant à leurs membres de respecter leur plan de cours, tel que prévu en début de session.



Mais visiblement, plusieurs étudiants n'étaient pas au courant des derniers développements hier après-midi, lorsque Le Soleil s'est rendu sur le campus.

La CADEUL, l'association des étudiants de premier cycle, s'est de son côté réjouie de ce dénouement et espère que l'entente de principe permettra

d'augmenter la qualité de l'enseignement et de la recherche.

## LE SOLEIL : Grève à l'Université Laval : bisbille autour de la reprise des cours pendant la relâche – Jeudi 23 octobre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil  
Décidément, la discorde règne sur le campus de l'Université Laval. Contrairement à ce qu'a décidé l'administration, les professeurs et les étudiants refusent de reprendre les cours manqués la semaine prochaine, pendant la relâche.  
Hier midi, le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL), qui en était à sa troisième journée de grève, a fait savoir par communiqué qu'aucun cours ne sera repris la semaine prochaine.  
«Chaque professeur devra vaquer aux activités qu'il entendait initialement réaliser durant la semaine de lecture, et ce, avant le début des moyens de pression», pouvait-on lire. Selon le Syndicat, la décision de l'administration ? qui a annoncé que les cours seraient repris les 27, 28 et 29 octobre ? déroge à la convention collective puisqu'elle n'a fait l'objet d'aucune entente.

À la suite de cette annonce, les associations étudiantes ont emboîté le pas, en demandant à leurs membres de respecter le plan de cours prévu en début de session. La grande majorité d'entre eux s'opposaient déjà à la reprise des cours pendant la relâche, a indiqué le président de la CADEUL, Simon Bérubé.  
«Sur le terrain, la réaction était très négative. Ce n'était pas une mesure acceptable. Les étudiants ont déjà d'autres activités planifiées la semaine prochaine, certains travaillent, d'autres ont acheté des billets d'avion pour rentrer chez eux...», dit-il. Selon M. Bérubé, il n'y a pas péril en la demeure puisque seulement trois jours de grève intermittents ont eu lieu jusqu'à maintenant. «On peut facilement trouver des moyens de se rattraper. Ce n'est pas pire qu'une tempête de neige ou un prof qui manque un cours parce qu'il est malade», dit

celui qui représente les étudiants de premier cycle.  
L'AELIES, l'association des étudiants de deuxième cycle, partage cette position et estime que l'administration mise sur la grogne des étudiants pour faire pression sur les professeurs.  
En fin de journée hier, l'Université Laval a, de son côté, annoncé que la décision de reprendre les cours la semaine prochaine était maintenue. L'Université «exerce ainsi son droit de gérance et sa décision ne déroge ni au Code du travail ni à la convention collective», pouvait-on lire.  
Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires de la directrice des affaires publiques de l'Université, Hélène Côté. Le président du syndicat des professeurs, John Kingma, ne nous a pas rappelés non plus.  
Après trois jours de grève, les professeurs sont de retour en classe aujourd'hui.

## RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Les négociations reprennent - Mise à jour le mercredi 22 octobre 2008 à 10 h 43

Après deux jours de grève des professeurs de l'Université Laval, les négociations ont repris, en fin de journée mardi, entre la direction et le syndicat.  
Une autre rencontre est prévue mercredi. Les pourparlers étaient rompus depuis le 12 septembre dernier, principalement en raison d'une impasse sur la question salariale.  
Sans parler du contenu des discussions, la porte-parole du Syndicat des professeurs de l'Université

Laval, Esther Déom, admet qu'il y a des signes encourageants. « Il y a une ouverture de la part des deux parties. Alors, on va voir si ça va se concrétiser, mais c'est clair que déjà, qu'on se rencontre, c'est une bonne nouvelle », dit-elle.  
Les professeurs, qui maintiennent leur grève pour toute la journée encore, seront de retour au travail jeudi. Les cours reprendront donc normalement, mais le syndicat a en poche un mandat de

grève pour neuf autres journées de grève, pouvant être utilisé à n'importe quel moment.  
Par ailleurs, il n'est pas certain que les cours annulés cette semaine en raison de la grève seront repris la semaine prochaine, lors de la semaine de lecture, tel qu'annoncé par la direction de l'Université. Le Syndicat des professeurs indique qu'il n'a pas été consulté. Il demande à ses membres de vaquer la semaine prochaine à leurs activités déjà prévues à l'horaire.

## LE DROIT : Ontario : Des étudiants demandent la réduction des droits de scolarité – Mercredi 22 octobre 2008

Le Droit  
Des étudiants des universités Carleton et d'Ottawa se sont rassemblés mercredi devant le bureau du premier ministre ontarien Dalton McGuinty pour lui présenter une pétition signée par 15 000 personnes, demandant une réduction des droits de scolarité.

Les signataires - étudiants, parents, professeurs et employés - enjoignent ainsi le gouvernement ontarien de réduire les droits de scolarité au niveau où ils étaient en 2004.  
Selon les étudiants, M. McGuinty, qui avait promis un gel de ces droits de scolarité pendant deux ans lors de sa dernière campagne électorale, a permis

aux universités de les augmenter de 20 à 36 % au cours des quatre dernières années.  
Un récent rapport de Statistique Canada indique que les étudiants de premier cycle ontariens sont ceux qui paient les droits de scolarité les plus élevés au pays après les néo-écossais alors que les étudiants diplômés de l'Ontario, eux, ont la facture la plus importante au Canada.

## LE SOLEIL : Grève à Laval: reprise des négociations -Mercredi 22 octobre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Après deux journées de grève, les négociations ont repris hier en fin de journée entre l'Université Laval et ses professeurs. Même si le syndicat juge la rencontre «encourageante», la journée de grève prévue aujourd'hui est toujours maintenue.  
Hier avant-midi, le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) a contacté l'administration pour proposer un retour à la table de négociations. La veille, l'Université avait indiqué par communiqué être prête à «reprendre les négociations avec le SPUL afin de voir com-

ment peut être réaménagé l'ensemble de son offre salariale».  
Les discussions entre les deux parties, qui ont débuté vers 16h30 hier, se sont terminées en milieu de soirée et doivent reprendre aujourd'hui. «Déjà c'est encourageant de voir qu'il y a un retour à la discussion», a indiqué le président du SPUL, John Kingma, en début de soirée hier. Il demeure toutefois prudent. «On maintient la journée de grève de demain (aujourd'hui) pour maintenir la pression», a-t-il indiqué.  
Les négociations étant rompues depuis le 12 septembre, le syndicat a déclenché depuis lundi

trois jours de grève, qui affectent 65 % des cours à l'Université. Neuf autres journées de grève intermittentes pourraient encore être décrétées par les professeurs en cas d'impasse.  
Les négociations achoppent principalement sur le salaire et le plancher d'emploi. Le syndicat demande une hausse de 6 %, pour atteindre la parité avec leurs collègues des universités québécoises, alors que l'Université offre 3 %. L'administration veut aussi réduire de 1190 à 1180 le nombre de professeurs.

## RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : L'Institut de technologie agroalimentaire : Entente avec l'Université Laval - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008, 17 h 17 .

L'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) s'entend avec et la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval pour accueillir des stagiaires et des chercheurs.

L'ITA accueillera des étudiants des trois cycles de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation. Le doyen de la faculté de l'Université Laval, Jean-Paul Laforest, a profité de la signature de cette entente pour souligner les

affinités entre l'ITA et l'université. Le mandat de la faculté est très comparable, a-t-il indiqué, à celui de l'ITA qui fait exactement la même chose que nous, mais du côté collégial.



Une douzaine de partenaires publics et privés de la Côte-du-Sud participeront d'une façon ou d'une autre à l'accueil des universitaires. À l'initiative de la Corporation de développement économique de La Pocatière, ces partenaires ont créé le carrefour Accès-Recherche pour attirer les étudiants et chercheurs.

Le porte-parole de la Corporation de développement économique de La Pocatière, François Gendron, croit qu'il s'agit d'une collaboration prometteuse. Il s'agit, souligne-t-il, d'une clientèle universitaire que nous voulons intéresser et attirer pour qu'elle vienne travailler sur nos problématiques.

Les chercheurs auront droit à un espace de travail à l'ITA, à des bourses d'études et à un hébergement gratuit au cégep de La Pocatière. L'entente de collaboration est d'une durée de trois ans.

## RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : Cap sur la formation technique - Mise à jour le mardi 21 octobre 2008 à 15 h 05

Près de 6000 jeunes de niveau secondaire de l'Estrie ont rendez-vous à l'université de Sherbrooke pour assister au premier salon de la formation professionnelle et technique. L'événement a pour objectif de mieux faire connaître aux élèves les métiers pour lesquels une pénurie de main-d'oeuvre est anticipée. Selon le nouveau régime pédagogique au Québec, les jeunes du secondaire doivent choisir dès le

milieu de leurs études s'ils se dirigent vers une formation professionnelle, technique ou universitaire. Ce salon permet ainsi aux élèves d'en apprendre davantage sur les possibilités qui s'offrent à eux. Le coordonnateur du salon, Denis Bélanger, explique que l'événement revêt également une grande importance pour les entreprises de la région. « Les entreprises font appel au monde de l'éduca-

tion pour s'assurer de former une relève qualifiée. On voit évidemment qu'il y a beaucoup de fermes d'usines dans notre région, sauf qu'il y a de nouvelles usines qui ouvrent aussi », rappelle-t-il. Plusieurs métiers qui nécessitent une formation professionnelle offrent de très bons salaires et un taux de placement élevé.

## LA PRESSE : Le financement de l'enseignement postsecondaire du fédéral : les provinces proposent une trêve – Mardi 21 octobre 2008

Denis Lessard, La Presse  
Le Québec compte toujours qu'Ottawa rétablisse le financement de l'enseignement postsecondaire à son niveau des années 90. Mais durant cette période de «turbulences» économiques, Jean Charest ne veut pas creuser le déficit fédéral. Les demandes financières du Québec «se basent sur un principe d'équité», a-t-il prévenu hier à la clôture de la réunion du Conseil de la fédération, tenue à Montréal. «On ne veut pas envoyer quiconque en déficit», a-t-il précisé. Pour lui, les demandes exprimées par Québec en campagne électorale «restent intactes», mais elles ont été faites «dans une perspective qui n'est pas à court terme». Tout juste élu, le premier ministre Stephen Harper peut clairement compter sur une trêve avec les provinces, en cette période de crise financière.

«La tempête s'en vient, elle sera peut-être plus profonde que les autres. Il ne sert à rien d'enrober tout cela de sucre», a lancé Danny Williams, premier ministre de Terre-Neuve. Pas question cette fois de sortir l'artillerie lourde contre Ottawa - durant toute la campagne électorale, M. Williams avait vertement dénoncé le gouvernement Harper. Hier, il était bien plus conciliant. En cette période de difficultés économiques, «le public ne supporterait pas qu'on ait une attitude partisane», Ottawa peut tenir pour acquis que les discussions avec les provinces «se feront sur un ton correct», ont promis M. Williams et son collègue manitobain, Gary Doer. «Nous sommes très engagés à travailler avec le gouvernement fédéral. Il n'y a pas ici de mode d'affrontement avec Ottawa. Tout le monde sent

qu'il faut agir rapidement et l'enjeu transcende les partis politiques», a observé Jean Charest. Les chefs de gouvernement provincial ont demandé à leurs ministres de travailler avec leurs homologues fédéraux. Avec Ottawa, «la conférence ne sera pas un simple tour de table», a soutenu hier M. Charest, qui présidait hier la réunion. Pour le Québec, l'économie canadienne est établie sur des bases plus solides que celle des États-Unis, mais parce qu'elle est aussi des plus ouvertes, elle ne sera pas à l'abri des secousses internationales. «L'économie est clairement internationale, l'industrie forestière aura une longue crise à cause de la construction aux États-Unis. La volatilité et l'incertitude sont globales. Il faut penser comme un pays, on ne peut plus balkaniser le Canada», a soutenu Gordon Campbell, de la Colombie-Britannique.

## LE SOLEIL : Grève à l'Université Laval: des cours pendant la relâche, mais pas d'examens – Mardi 21 octobre 2008

Marc Allard, Le Soleil  
(Québec) Les cours qui sont annulés à cause de la grève de trois jours entamée hier par les professeurs de l'Université Laval seront repris pendant que les étudiants seront en relâche, la semaine prochaine. «Pour éviter de compromettre la session d'automne 2008», la direction de l'Université Laval a décidé que les cours suspendus lundi, mardi et mercredi cette semaine seront repris les 27, 28 et 29 octobre, soit les trois premiers jours de la semaine prochaine. La Confédération des associations d'étudiants et étudiants de l'Université Laval (CADEUL), qui représente tous les étudiants inscrits au premier cycle, a craint que les nombreux examens prévus hier, aujourd'hui et demain soient reportés la semaine prochaine. Elle a par contre réussi à s'entendre avec la direction pour réduire les répercussions de ce changement d'horaire imprévu.

«Ce n'est pas une situation qui nous enchante, indique le président de la CADEUL, Simon Bérubé. Mais ce qu'on a réussi à obtenir de l'administration, c'est que par respect pour ceux qui avaient déjà réservé des billets d'avion, entre autres les étudiants internationaux, les gens qui viennent de l'Ouest canadien ou même ceux qui viennent des régions plus éloignées du Québec, il n'y aura pas d'examens au cours de la semaine prochaine.» L'Université Laval a en effet annoncé que seuls des cours, des laboratoires et des ateliers pourront être donnés la semaine prochaine. Les examens qui ont été annulés cette semaine seront reportés à des dates déterminées par chaque professeur. **Négos rompues**  
Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) a amorcé hier matin une première ronde de grève de trois jours. Toute la journée, des enseignants ont dressé des piquets de grève aux entrées du campus.

Environ 65 % des cours sont touchés par la grève. Ceux qui sont donnés par des chargés de cours continuent comme d'habitude. Les professeurs souhaitent que la grève force l'employeur à reprendre les discussions, qui sont rompues depuis le 12 septembre. «C'est le seul moyen de les faire revenir à la table des négociations», commente le président du SPUL, John G. Kingma. Le SPUL demande entre autres à la direction de diminuer le ratio d'étudiants par classe et revendique la parité avec les salaires des professeurs de l'Université de Sherbrooke et de l'Université de Montréal. Dans un communiqué publié hier après-midi, la direction de l'Université Laval s'est dite «prête à reprendre les négociations avec le SPUL afin de voir comment peut être réaménagé l'ensemble de son offre monétaire à l'intérieur du cadre budgétaire adopté par son conseil d'administration».

## LE DROIT : Une suspension contestée à l'UQO – Mardi 21 octobre 2008

Charles Thériault, Le Droit  
Un groupe d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) dénonce la suspension d'un des leurs ainsi que la tendance qu'auraient plusieurs universités et cégeps à exercer une répression envers les associations étudiantes. Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Éloï Bureau, ainsi que

l'étudiant suspendu, David Clément, ont dénoncé les agissements de la direction de l'UQO. La suspension de David Clément remonte à des incidents survenus en septembre dernier, à la cafétéria de l'université alors que des étudiants avaient organisé un boycott des services offerts par l'exploitant de la cafétéria, la compagnie Laliberté, en raison de la fermeture du café étudiant.

Lors du boycott, les étudiants ont distribué de la nourriture gratuitement à leurs collègues. Un groupe d'étudiants a alors été menacé de suspension mais seul David Clément l'a été pour le reste de la session d'automne. «On m'a reproché, en plus, d'avoir enregistré les propos du Doyen des études alors que c'est parfaitement légal», a déclaré M. Clément.



Selon Éloi Bureau, ce qui se passe à l'UQO est un cas flagrant de «muselage» de l'opinion des étudiants.  
«Il n'y pas seulement à l'UQO que ça se passe. Il y a des associations à travers le Québec qui se

voient interdire l'accès à leurs locaux et qui se voient interdit la distribution de matériel. On sent vraiment une recrudescence de la répression», a déclaré M. Bureau.

Le porte-parole de l'UQO, Jean Boileau, a justifié la suspension de David Clément en indiquant que l'étudiant a contrevenu au code de conduite de l'UQO en perturbant le fonctionnement du service alimentaire.

## **RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Quand les professeurs font grève - Mise à jour le lundi 20 octobre 2008 à 10 h 38**

Les professeurs de l'Université Laval ont dressé des piquets de grève aux entrées du campus lundi matin. Les quelque 1140 professeurs entament ainsi une première ronde de grève de trois jours. Les enseignants avaient voté à plus de 88 % pour ce moyen de pression la semaine dernière. Des centaines de cours sont touchés par ce mouvement de débrayage, soit environ 65 %. Ceux donnés par les chargés de cours ont toujours lieu. L'université invite d'ailleurs les étudiants à consul-

ter son site Internet afin de connaître la liste des cours suspendus.  
Les enseignants entament ces trois jours de grève en pleine période d'examen pour les étudiants, qui seront en relâche la semaine prochaine.  
Les enseignants souhaitent que ces moyens de pression forcent la partie patronale à retourner à la table des négociations. « Que ce soit nous ou d'autres syndicats de l'Université Laval, ce qu'on remarque, c'est que l'Université réagit beaucoup aux moyens de pression et honnêtement, c'est ce

qui nous reste parce qu'on ne peut pas aller s'asseoir à une table pendant un an à se redonner les mêmes arguments sans avancer », soutient le porte-parole du syndicat des professeurs, Esther Déom.  
La question salariale constitue le principal point en litige. Les professeurs de l'Université Laval souhaitent la parité avec ceux de l'Université de Sherbrooke, soit un rattrapage de près de 8 %. Les négociations sont rompues entre l'Université et ses enseignants depuis le 12 septembre.

## **LE DEVOIR : En bref - Grève à l'Université Laval - Édition du lundi 20 octobre 2008**

**Devoir Le**  
Les professeurs de l'Université Laval entament aujourd'hui une grève de trois jours dans le cadre de la négociation de leur convention collective, échue depuis le printemps dernier. Le syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL)

dispose d'un mandat de 12 journées de grève, à exercer au moment jugé opportun.  
Les professeurs réclament notamment la parité salariale avec leurs collègues de l'Université de Montréal et de celle de Sherbrooke, ce qui correspond à une hausse salariale d'environ 7 % la

première année. Le syndicat demande par ailleurs le maintien, voire l'augmentation, du plancher d'emploi, ainsi que le maintien des conditions de départ à la retraite.

## **LE SOLEIL : Trois jours de grève à l'Université Laval - Vendredi 17 octobre 2008**

**Le Soleil**  
(Québec) Les professeurs de l'Université Laval passent à l'offensive : trois jours de grève sont prévus en début de semaine, du 20 au 23 octobre.  
La semaine dernière, lors d'un référendum, 88 % des membres du syndicat des professeurs (SPUL) ont donné à leur exécutif un mandat de grève intermittente, échelonnée sur 12 jours. Devant l'impasse des négociations, rompues depuis le 12 septembre, les professeurs passent à l'action : ils ne donneront aucun cours lundi, mardi et mercredi, de 8h à 23h.  
«On veut provoquer un retour à la table de négociations le plus vite possible. L'employeur a indiqué dans un communiqué qu'il voulait reprendre les négociations, mais le coup de fil n'a pas suivi», déplore John Kingma, président du SPUL.  
De son côté, la directrice des communications de l'Université, Hélène Côté, se contente d'indiquer

que les étudiants seront informés le plus rapidement possible des modalités de reprise des cours et des examens. Une section Info-négo a été créée sur le site Internet de l'Université (<http://info-nego.ulaval.ca>) où l'information sera publiée en début de semaine prochaine.  
**Chargés de cours au boulot**  
De leur côté, les chargés de cours, qui ne font pas partie du même syndicat, seront au boulot la semaine prochaine. Pour aider les étudiants à savoir si leur cours est donné par un chargé de cours ou un professeur, l'Université a publié sur son site Internet (toujours dans la section Info-égo) la liste des professeurs membres du SPUL pour chacune des facultés.  
L'association des étudiants de premier cycle, la CADEUL, ne dénonce pas les moyens de pression, mais «exige un retour aux négociations le plus rapidement possible, pour mettre fin au conflit et

minimiser les impacts sur les étudiants», indique son président, Simon Bérubé.  
Le SPUL maintient que les offres de l'employeur sont insatisfaisantes. Les professeurs réclament une augmentation salariale de 6 %, pour atteindre la parité avec leurs collègues des autres universités québécoises. L'Université leur offre 3 %. Ils s'opposent par ailleurs à la baisse du plancher d'emploi, que l'administration veut faire passer de 1190 à 1180 professeurs. Cette dernière revendication est appuyée par la CADEUL, qui aimerait que le nombre d'étudiants par professeur diminue afin d'assurer une éducation de meilleure qualité.  
Le syndicat ne se gênera pas pour utiliser rapidement ses neuf autres journées de grève, a ajouté M. Kingma, qui n'exclut pas un recours à la grève générale illimitée si rien ne bouge.  
La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai dernier.

## **LE DEVOIR / LE SOLEIL : En bref - La FEUQ veut des stages rémunérés - Édition du mercredi 15 octobre 2008**

**La Presse canadienne**  
La Fédération des étudiants universitaires du Québec estime que les futurs enseignants devraient être rémunérés lors de leurs stages.  
Les étudiants en éducation jugent qu'ils sont appelés à faire le même travail qu'un professionnel de l'enseignement, soit une charge complète de 40 heures de présence en classe et 20 heures

de préparation. La FEUQ considère qu'avec toutes ces heures à consacrer au stage, il est impossible pour les futurs enseignants d'avoir un revenu décent en travaillant de manière parallèle. Les étudiants affirment qu'environ 3500 futurs enseignants hypothèquent leur qualité de vie chaque année. Ils demandent de rémunérer au moins les stagiaires au salaire minimum lors de leur dernier

stage. Cette mesure pourrait représenter une somme de 16 millions.  
Toujours selon la FEUQ, un nouveau professeur sur cinq quitte l'enseignement dans les cinq premières années de pratique. L'endettement issu des études pourrait contribuer à ces départs nombreux.

## **LE DEVOIR : Primaire et secondaire - Les futurs enseignants voudraient bien voir leurs stages être rémunérés : les stagiaires en éducation consacrent en moyenne 60 heures par semaine à leur stage - Édition du mardi 14 octobre 2008**

**Clairandrée Cauchy**  
Plusieurs centaines de futurs enseignants prendront bientôt la route des écoles primaires et secondaires pour accomplir un de leurs quatre stages obligatoires. Le dernier stage, en quatrième année du baccalauréat, implique que les étudiants prennent en charge l'ensemble de la tâche de l'enseignant pour une période allant de huit à quatorze semaines, selon les programmes. Ce stage non-rémunéré à plein temps constitue une période de vaches maigres pour les étudiants.

Tresa Murphy, étudiante en dernière année au bac en adaptation scolaire à l'Université de Montréal, anxieuse en pensant au stage de deux mois qu'elle doit effectuer cette année. La mère d'un bébé âgé de quatre ans ne pourra pas travailler pendant son stage, tout comme son conjoint, également étudiant en éducation. La petite famille devra donc survivre avec le montant mensuel de 1100 \$ versé par l'aide financière, tout en payant son loyer de 840 \$.

Le reste de l'année, Tresa Murphy se débrouille en travaillant comme auxiliaire de recherche, en faisant du tutorat ou de la révision linguistique. Elle gagne ainsi environ 1000 \$ de plus par mois.  
«Mais, pendant le stage, je n'ai plus de temps libre pour des petits boulots. Je dois être 40 heures par semaine à l'école, en plus de la préparation et des travaux liés au stage. Nous ne pouvons pas emprunter davantage, il y a déjà 17 000 \$ sur les cartes de crédit», explique la jeune femme, qui ne s'imagine pas, à l'aube de la tren-

taine, cogner à la porte de ses parents qui aident déjà ses quatre sœurs plus jeunes.

Selon un sondage effectué pour le compte de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), les stagiaires en éducation consacrent en moyenne 60 heures par semaine à leur stage, soit une quarantaine d'heures de présence à l'école et une vingtaine d'heures pour la préparation, les corrections, les rencontres de parents et les travaux universitaires.

Le sondage, réalisé en 2007 auprès de près de 503 répondants par la firme Saine marketing, révèle par ailleurs que 82 % des étudiants ont abandonné leur emploi à temps partiel ou réduit considérablement le nombre d'heures de travail pendant leur stage (55 % ont abandonné et 27 % ont réduit le nombre d'heures). Selon les auteurs de l'étude, le manque à gagner s'établirait à environ 2200 \$.

Les stagiaires s'endettent

La FEUQ entend cet automne prendre son bâton de pèlerin et faire le tour des intervenants du monde de l'éducation pour les convaincre que les stagiaires doivent être rémunérés. «Ils font le

même travail que l'enseignant, mais ils s'endettent pour le faire. C'est sans compter les frais de déplacement et de matériel pédagogique. Ceux en région doivent parfois s'éloigner encore plus de leur université d'attache, ce qui veut aussi parfois dire des frais d'hébergement», fait valoir le président de la FEUQ, David Paradis.

Selon la FEUQ, il en coûterait environ 16 millions à l'État pour rémunérer au salaire minimum les stagiaires en éducation, du moins pour une portion du troisième stage ainsi que l'ensemble du stage de quatrième année, qui nécessitent une prise en charge des classes. «Un nouvel enseignant sur cinq quitte la profession dans les cinq premières années. L'endettement ne doit certainement pas aider. Si on pouvait soutenir les étudiants, cela les inciterait peut-être à persévérer», avance M. Paradis.

L'idée de rémunérer des stages en éducation, comme c'est déjà le cas en droit, dans les programmes coopératifs ou encore pour les médecins en résidence, est appuyée par 95 % des répondants du sondage. Pour Tresa Murphy, c'est l'évidence même. «C'est très frustrant, on voit tout le

temps des gens en deuxième ou troisième année qui reçoivent des offres d'emploi des écoles. S'ils lâchent le baccalauréat ou font une pause d'une session, ils peuvent avoir un contrat de travail. Dans les écoles, on nous considère comme des employés, avec des compétences», fait-elle valoir. Futur enseignant en sciences au secondaire, Dany Gravel partage cette frustration. Il finance en partie ses études en effectuant de la suppléance. Cette source de revenus se tarira cependant à la fin du mois, quand il commencera son quatrième stage, d'une durée de deux mois, dans une école secondaire de Berthierville. Pendant cette période, on lui interdit toute suppléance, et ce, même dans l'école où il effectue son stage.

Cela donne parfois lieu à des situations cocasses: «Si le professeur qui supervise le stage est malade, un suppléant est engagé pour s'asseoir au fond de la classe ou lire le journal dans le local des profs. Cela nous fait bien rire. Il arrive que le suppléant soit moins qualifié que le stagiaire!», relate M. Gravel, soulignant que, au moment des vacances des Fêtes, il aura passé plus de temps avec les élèves que l'enseignant.

## LE DEVOIR : Gouvernance des universités: la CREPUQ ne veut pas d'un modèle unique - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 octobre 2008

Clairandrée Cauchy

Les recteurs et principaux d'université veulent bien améliorer la gouvernance de leurs institutions, mais ils mettent en garde la ministre de l'Éducation contre la tentation d'imposer des règles rigides.

En présentant son plan de sauvetage de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) de quelque 400 millions jeudi, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, réitérait son intention de déposer au cours des prochaines semaines un projet de loi sur la gouvernance des universités.

Selon les informations recueillies par Le Devoir, cette loi exigerait que les conseils d'administration soient composés, à deux tiers au moins et à 75 % au maximum, de membres indépendants sans lien avec l'université. La loi prévoirait aussi la mise en place de comités consacrés à la vérification interne, à l'éthique ainsi qu'aux ressources humaines. Les exigences en matière de reddition de compte

à l'Assemblée nationale seraient aussi accrues considérablement.

Si elle souscrit aux principes vertueux de la bonne gouvernance, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) redoute cependant une loi qui imposerait un modèle unique. «Les universités québécoises croient fermement que la mise en oeuvre des principes de bonne gouvernance doit absolument être modulée en fonction des valeurs, des traditions et de la culture de chacun des établissements universitaires», a fait valoir hier Heather Munroe-Blum, la présidente de la CREPUQ et la principale de McGill.

Plutôt qu'une loi, les dirigeants des universités préfèrent conclure des ententes particulières avec le ministère de l'Éducation, ententes dans lesquelles on pourrait notamment définir la composition des conseils d'administration.

Cette façon de voir a d'ailleurs été présentée la semaine dernière lors d'une rencontre entre les recteurs, les présidents des conseils d'administration et la ministre de l'Éducation. L'obligation d'un minimum de deux tiers de membres externes rebute particulièrement les chefs d'établissements universitaires.

Si la CREPUQ avait des réserves hier à faire entendre sur l'éventuel projet de loi sur la gouvernance des universités, elle s'est cependant bien gardée de critiquer l'octroi par Québec de 180 millions supplémentaires à l'UQAM pour la libérer de la spirale d'endettement dans laquelle elle s'enlisait.

«Pour le bien-être de la société québécoise, il fallait permettre à l'UQAM de se tourner vers l'avenir. Nous exprimons notre appui au recteur Claude Corbo et lui souhaitons de mener à bien le défi auquel son établissement fait face», a déclaré Mme Munroe-Blum.

## LE DEVOIR : Les frais universitaires ont augmenté de 5,4 % au Québec – Édition du vendredi 10 octobre 2008

Marco Bélair-Cirino

Les étudiants québécois inscrits à un programme de premier cycle universitaire paieront en moyenne 2167 \$ en frais de scolarité durant l'année 2008-09. Ils se sont vus, depuis l'année dernière, facturer la plus forte augmentation à l'échelle nationale, soit 5,4 %. Les données dévoilées hier par Statistique Canada n'ont rien de surprenant et s'expliquent par la décision du gouvernement du Québec de dégeler les frais de scolarité et d'imposer une hausse de la facture envoyée aux étudiants de 500 \$, à raison de 100 \$ par année pendant cinq ans.

«Le Québec favorisait l'accessibilité aux études dans le passé. Ce n'est plus le cas aujourd'hui», a affirmé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), David Paradis.

«Ça pose le problème de l'accessibilité aux études post-secondaires. En augmentant les frais de scolarité d'un pourcentage qui est même supérieur à celui de l'indice des prix à la consommation (IPC), on réduit l'accessibilité à l'éducation», a ajouté la porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Catherine Brunet.

Au Québec, les frais afférents obligatoires ont bondi de 3,7 %, pour passer de 620 \$ à 642 \$. «C'est ni plus ni moins que de la comptabilité créative. [...] C'est quasiment à se demander s'ils pouvaient inventer des frais sur les poignées de porte», a dit M. Paradis.

Les étudiants canadiens paieront pour leur part en moyenne 4724 \$ pour l'année universitaire en cours, soit 3,6 % de plus qu'en 2007-08.

Les frais supplémentaires obligatoires exigés par les universités canadiennes aux étudiants de premier cycle ont pour leur part grimpé de 3,3 % par rapport à l'année 2007-08, pour se chiffrer à 695 \$.

Les programmes de dentisterie et de médecine tiennent le haut du pavé des formations universitaires les plus coûteuses. Les étudiants canadiens inscrits à temps plein au premier cycle en dentisterie paieront en 2008-09 12 906 \$ en frais de scolarité, alors que leurs confrères en médecine verseront 10 392 \$.

La FEUQ estime à 12 000 \$ l'endettement moyen des étudiants au terme de leurs études. «Bonne chance, avec un endettement pareil, puis une crise du crédit pour fonder une famille ou acheter une maison», a dit David Paradis.

## LE DROIT : Financement des universités par les villes : Une pratique courante – Vendredi 10 octobre 2008

Philippe Orfain, Le Droit

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) n'est pas la seule à recevoir des millions de dollars de sa ville en subventions et en crédits d'impôt. En fait, cette pratique est chose courante dans les établissements du réseau de l'Université du Québec, de même qu'à Ottawa.

Les universités d'Ottawa, Carleton et Saint-Paul n'ont pas à payer de redevances d'aménagement, des montants qui servent à financer une partie des dépenses liées aux nouvelles infrastructures de la ville. Ottawa n'accorde cependant aucune subvention directe aux universités.

«Nous ne recevons aucune somme de la ville, mais comme toutes les universités ontariennes, nous n'avons pas à payer de taxe foncière», explique le directeur des finances de l'Université, Denis Cossette. Les universités remettent en échange 75\$ par étudiant à la province.

**1\$ par habitant en Abitibi**



À l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), la participation financière locale va bien plus loin: 75 % des municipalités de la région donnent 1\$ par habitant à l'UQAT, la seule université de l'Abitibi-Témiscamingue. Et c'est sans compter les subventions ponctuelles et les crédits d'impôts, ajoute la rectrice de l'Université Johanne Jean.

«Val d'Or nous a donné 500 000 \$ pour une station de recherche, et le village de Notre-Dame-du-Nord (1147 habitants) vient de nous consentir 350 000 \$», a-t-elle dit.

La Ville de Rouyn-Noranda vient aussi d'accorder 2 millions \$ à l'établissement pour un projet d'agrandissement du campus principal, tandis que la conférence régionale des élus versera 1,5

million \$ sur cinq ans pour le développement de la recherche.

#### **Plus de 5 millions \$ à Chicoutimi**

Les conseillers municipaux de Chicoutimi ont voté, eux, un règlement d'emprunt qui permettra à la Ville de fournir 5 millions \$ pour la construction d'un nouveau pavillon. «Lors de notre dernière campagne de financement, la Ville avait aussi donné 500 000\$. C'est très commun chez nous», a dit le directeur des Affaires publiques de l'Université du Québec à Chicoutimi, Jean Wauthier.

#### **Aucun sous pour l'UQAM, mais...**

Bien que la Ville de Montréal n'accorde aucune somme à l'UQAM, celle-ci a toujours contribué au développement immobilier de l'Université, affirme la conseillère de presse Jenny Desrochers.

«Montréal a notamment consenti des avantages, cédé des terrains et facilité l'expropriation afin de bâtir de nouveaux bâtiments. Mais nous ne recevons aucun argent de la ville directement.» Quant aux universités du Québec à Rimouski et à Trois-Rivières, elles reçoivent également certains crédits d'impôt, mais elles n'auraient reçu aucun don de leur ville.

Mardi soir dernier, le conseil municipal de Gatineau approuvait l'octroi de 1,25 million \$ à l'UQO, en plus d'effacer une dette liée à la cession d'un terrain et de lui offrir des crédits d'impôts sur tous les bâtiments construits à des fins éducatives pour les dix prochaines années.

## **LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Frais de scolarité universitaires : Jeudi 09 octobre 2008**

2008-2009

Les étudiants canadiens inscrits à temps plein à un programme de premier cycle ont payé 3,6 % de plus en moyenne pour leurs frais de scolarité au cours de l'année universitaire 2008-2009 comparativement à l'année précédente. Cette augmentation fait suite à une croissance de 2,8 % enregistrée en 2007-2008.

Les étudiants inscrits à temps plein au premier cycle ont payé en moyenne 4 724 \$ en frais de scolarité pour l'année universitaire 2008-2009, en hausse comparativement à 4 558 \$ l'année précédente. Il s'agit d'une augmentation annuelle moyenne de 4,4 % par rapport aux frais de scolarité de 3 064 \$ exigés en 1998-1999. En revanche, l'inflation a crû à un taux annuel moyen de 2,3 % entre 1998-1999 et 2007-2008, selon l'Indice des prix à la consommation.

Comparativement à l'année précédente, les frais de scolarité des étudiants inscrits à temps plein dans un programme de premier cycle au cours de l'année universitaire 2008-2009 ont augmenté au Québec, en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les frais de scolarité sont demeurés à peu près inchangés à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan, alors qu'ils ont diminué en Nouvelle-Écosse.

La Nouvelle-Écosse est la province au sein de laquelle les frais de scolarité ont été les plus élevés, malgré une importante baisse survenue à la suite de la mise en oeuvre en mars 2008 du «Nova Scotia University Student Bursary Trust», qui paie directement les établissements. En 2008-2009, 261 \$ ont été déduits des frais annuels de scolarité des étudiants inscrits à temps plein en Nouvelle-Écosse qui étudient dans l'un des 11 établissements visés par la fiducie. Le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré les frais de scolarité les moins élevés.

### **Les frais de scolarité augmentent moins rapidement pour les étudiants des deuxième et troisième cycles que pour ceux du premier cycle**

Dans l'ensemble, les étudiants inscrits à un programme de deuxième ou de troisième cycle ont connu une hausse de 3,3 % de leurs frais de scolarité par rapport à l'année précédente, comparativement à une augmentation de 3,6 % pour les étudiants inscrits au premier cycle. En moyenne, les étudiants inscrits au deuxième et au troisième cycles ont payé 5 777 \$ en frais de scolarité cet automne.

### **Note aux lecteurs**

Les données présentées dans le présent communiqué ont été recueillies dans le cadre de l'enquête Frais de scolarité et de subsistance des étudiants à plein temps dans les universités et collèges du Canada qui confèrent des grades (FSSUC). Cette enquête a été menée entre mai et juin 2008 et elle porte sur l'année universitaire 2008-2009.

Étant donné que le nombre d'établissements visés par l'enquête a augmenté pour passer de 102 en 2007-2008 à 138 en 2008-2009, veuillez noter que les frais de scolarité des établissements ajoutés ne sont pas reflétés dans les moyennes nationales et provinciales fournies dans le présent communiqué, et ce, pour des raisons de comparaison. Ces établissements ajoutés sont des collèges conférant des grades. Les résultats de cette enquête reflètent seulement les frais de scolarité des programmes menant à un grade.

Les moyennes provinciales sont calculées en pondérant les frais de scolarité par le nombre d'étudiants inscrits. Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans un programme donné n'est pas connu, ce programme est exclu du calcul de la moyenne.

Pour le Québec, depuis 10 ans, et la Nouvelle-Écosse, depuis 2007-2008, les calculs des moyennes pondérées tiennent compte de la différence entre les frais de scolarité exigés pour les étudiants de la province et ceux exigés pour les étudiants de l'extérieur de la province.

Les frais de scolarité et les frais supplémentaires obligatoires présentés ici ne représentent qu'une partie des dépenses totales qu'exige une formation universitaire. L'enquête FSSUC est une enquête administrative dont le fardeau de réponse et les besoins en ressources sont minimes. De plus, les données du présent communiqué ne tiennent pas compte de l'aide financière accordée aux étudiants.

Les frais de scolarité des étudiants inscrits au deuxième et au troisième cycles ont augmenté dans les mêmes provinces que les frais de scolarité du premier cycle (Québec, Alberta, Ontario, Île-du-Prince-Édouard et Colombie-Britannique). Les frais sont demeurés inchangés à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan, alors qu'ils ont diminué en Nouvelle-Écosse.

### **Les étudiants des programmes de premier cycle en dentisterie paient les frais moyens de scolarité les plus élevés au Canada**

En moyenne, les étudiants inscrits au premier cycle en dentisterie ont payé les frais de scolarité les plus élevés (12 906 \$), soit près de trois fois

la moyenne de l'ensemble des autres disciplines. Ils sont suivis des étudiants inscrits en médecine (10 392 \$).

Les étudiants du premier cycle inscrits dans le domaine de l'architecture et des services connexes ont connu la plus forte augmentation (+6,2 %), alors que toutes les autres disciplines ont enregistré des hausses de 4,6 % et moins.

Aux deuxième et troisième cycles, les programmes de maîtrise en administration des affaires (MBA) réguliers et de MBA pour cadres ont été les plus coûteux. Les programmes de MBA réguliers ont coûté plus du double des autres disciplines, alors que les programmes de MBA pour cadres ont coûté environ quatre fois le coût des autres disciplines. Cependant, parmi tous les programmes de deuxième et de troisième cycles, les programmes de MBA pour cadres sont ceux qui ont enregistré la deuxième plus faible augmentation de 2007-2008 à 2008-2009. Les augmentations les plus élevées se sont produites en dentisterie et en pharmacie.

### **Les étudiants étrangers paient plus dans tous les cycles**

Les frais de scolarité des étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de premier cycle ont augmenté de 3,9 % en moyenne pour s'établir à 14 495 \$. Terre-Neuve-et-Labrador (+8,9 %) et l'Ontario (+5,1 %) ont enregistré les plus importantes augmentations.

Les étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de deuxième ou de troisième cycle ont connu une augmentation moyenne de 2,9 % en 2008-2009 comparativement à l'année précédente, les étudiants du Québec (+3,9 %), de l'Ontario (+3,2 %) et de la Saskatchewan (+3,2 %) ayant enregistré les plus fortes augmentations.

### **Les frais supplémentaires obligatoires sont à la hausse**

Le groupe de services compris dans les frais supplémentaires obligatoires varie d'un établissement à un autre et peut changer au fil du temps. Il comprend généralement les frais pour les activités sportives, les services de santé offerts aux étudiants, les associations étudiantes et les autres frais s'appliquant aux étudiants canadiens inscrits à temps plein.

À l'échelle nationale, les frais supplémentaires obligatoires ont augmenté de 3,3 % par rapport à l'année précédente. En moyenne, les étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont payé 695 \$ de frais supplémentaires obligatoires en 2008-2009, en hausse comparativement à 673 \$ l'année précédente.

En 2008-2009, les frais supplémentaires obligatoires des étudiants inscrits au premier cycle ont



varié entre 827 \$ en Nouvelle-Écosse et 423 \$ au Nouveau-Brunswick. L'Alberta (+10,6 %) a affiché la hausse la plus marquée des frais supplémentaires obligatoires pour les étudiants inscrits au premier cycle, tandis que le Nouveau-Brunswick a enregistré la plus forte hausse (+17,2 %) pour les étudiants inscrits au deuxième et au troisième cycles.

Les frais supplémentaires obligatoires ne sont généralement pas touchés par les politiques de réglementation des frais. De plus, ces frais sont normalement établis, en partie, par les ministères provinciaux, les établissements et les organisations étudiantes.

**Définitions, source de données et méthodes :** numéro d'enquête [3123](#).

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 ([educationstats@statcan.gc.ca](mailto:educationstats@statcan.gc.ca)), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441.

<b>Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens inscrits à temps plein au premier cycle, par province</b>							
	2007-2008	2008-2009	2007-2008 à 2008-2009				
	dollars courants		variation en %				
<b>Canada</b>	<b>4 558</b>	<b>4 724</b>	<b>3,6</b>	Commerce, gestion et administration publique	4 637	4 828	4,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2 632	2 632	0,0	Éducation	3 545	3 666	3,4
Île-du-Prince-Édouard	4 440	4 530	2,0	Génie	5 099	5 310	4,1
Nouvelle-Écosse	6 110	5 932	-2,9	Droit	7 382	7 720	4,6
Nouveau-Brunswick	5 590	5 590	0,0	Médecine	10 029	10 392	3,6
Québec	2 056	2 167	5,4	Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	4 239	4 389	3,5
Ontario	5 388	5 643	4,7	Sciences physiques et de la vie, et technologies	4 534	4 682	3,3
Manitoba	3 271	3 276	0,2	Mathématiques, information et sciences de l'information	4 746	4 947	4,2
Saskatchewan	5 015	5 015	0,0	Sciences sociales et de comportements	4 165	4 318	3,7
Alberta	5 122	5 361	4,7	Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	4 400	4 551	3,4
Colombie-Britannique	4 922	5 040	2,4	Dentisterie	12 516	12 906	3,1
<b>Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens inscrits à temps plein au deuxième et au troisième cycles, par province</b>				<b>Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens inscrits à temps plein au deuxième et au troisième cycles, par discipline</b>			
	2007-2008	2008-2009	2007-2008 à 2008-2009		2007-2008	2008-2009	2007-2008 à 2008-2009
	dollars courants		variation en %		dollars courants		variation en %
<b>Canada</b>	<b>5 592</b>	<b>5 777</b>	<b>3,3</b>	Agriculture, ressources naturelles et conservation	3 873	3 967	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	3 686	3 686	0,0	Architecture et services connexes	4 068	4 194	3,1
Île-du-Prince-Édouard	2 875	2 954	2,7	Sciences humaines	3 460	3 578	3,4
Nouvelle-Écosse	7 357	7 242	-1,6	Commerce, gestion et administration publique	5 225	5 395	3,3
Nouveau-Brunswick	5 119	5 119	0,0	Programme de maîtrise en administration des affaires régulier	14 545	15 053	3,5
Québec	2 370	2 488	5,0	Programme de maîtrise en administration des affaires pour cadres	22 142	22 647	2,3
Ontario	8 486	8 797	3,7	Éducation	4 353	4 476	2,8
Manitoba	4 602	4 602	0,0	Génie	4 287	4 447	3,7
Saskatchewan	3 533	3 535	0,1	Droit	3 813	3 874	1,6
Alberta	6 150	6 399	4,0	Médecine	5 811	6 008	3,4
Colombie-Britannique	6 431	6 580	2,3	Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	3 759	3 917	4,2
<b>Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens inscrits à temps plein au premier cycle, par discipline</b>							
	2007-2008	2008-2009	2007-2008 à 2008-2009				
	dollars courants		variation en %				
Agriculture, ressources naturelles et conservation	4 064	4 181	2,9	Sciences physiques et de la vie, et technologies	4 067	4 249	4,5
Architecture et services connexes	3 999	4 246	6,2	Mathématiques, information et sciences de l'information	4 042	4 166	3,1
Sciences humaines	4 342	4 478	3,1	Sciences sociales et de comportements	3 709	3 838	3,5

Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	4 305	4 457	3,5	Pharmacie	1 909	2 006	5,1
Dentisterie	7 187	7 560	5,2	Médecine vétérinaire	2 774	2 903	4,7
Sciences infirmières	4 286	4 469	4,3				

## RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Rejet de l'offre patronale - Mise à jour le mercredi 8 octobre 2008 à 13 h 30

Mardi, en assemblée générale spéciale, environ 450 professeurs de l'Université Laval ont rejeté à 99 % la dernière proposition patronale d'augmenter les salaires de 3 %. Le syndicat réclame des augmentations de 6 % pour atteindre la parité avec leurs collègues des autres universités québécoises.

Les professeurs ont aussi voté à 94 % en faveur d'une grève de 12 jours intermittents, qui pourrait être déclenchée au moment jugé opportun. Toutefois, comme moins de 50 % des membres du syndicat ont voté, un référendum devra être tenu pour valider ce mandat de grève. Cette consultation auprès des membres du Syndicat des professeurs de l'Université Laval se tient

jusqu'à vendredi, et c'est à ce moment qu'on saura si les professeurs sont susceptibles ou non de débrayer.

Les négociations entre les deux parties sont suspendues depuis le 12 septembre dernier. Les discussions achoppent principalement sur les salaires.

## 24 Heures : Inscriptions à la hausse dans les universités - Lundi 06 octobre 2008

# Inscriptions à la hausse dans les universités

PAR JEAN-CLAUDE GRENIER

Le nombre d'étudiants inscrits à l'université est légèrement à la hausse dans le réseau québécois, révèle un document de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. Les recteurs observent surtout un engouement marqué pour les études supérieures de deuxième et troisième cycle.

**Ces chiffres excluent les inscriptions de la Télé-université.**

La CREPUQ a recensé 259 304 inscriptions à l'université au trimestre d'automne 2008, ce qui représente une augmentation de 0,5 %. De ce nombre, 170 523 étudiants se sont inscrits à temps plein dans les institutions québécoises et 87 781 à temps partiel.

### CYCLES SUPÉRIEURS

C'est aux cycles supérieurs que l'on observe les meilleures croissances d'inscriptions à l'automne 2008. L'organisme explique l'augmentation du nombre d'étudiants à la maîtrise et au doctorat notamment par le recrutement d'étudiants étrangers, par l'implantation de nouveaux programmes et par un meilleur encadrement des étudiants aux cycles supérieurs.

### FEMMES

Les femmes constituent 56,3 % des inscriptions au deuxième cycle et 47,7 % au troisième cycle. En tout, les femmes comptent pour plus de la moitié des étudiants universitaires, soit 57,8 %.



PHOTO ARCHIVES

On constate une nette augmentation du nombre d'étudiants à la maîtrise et au doctorat.

## 24 HEURES : Davantage d'inscriptions à l'UdeM - Lundi 06 octobre 2008

# Davantage d'inscriptions à l'UdeM

24 HEURES

L'Université de Montréal et ses écoles affiliées, HEC Montréal et l'École Polytechnique, accueillent cet automne 465 étudiants de plus qu'à pareille date l'an dernier, soit une hausse de près d'un pour cent (0,8 %) pour un total de 57 622 étudiants. Ces chiffres, et quelques autres bonnes nouvelles, proviennent de la compilation annuelle des données préliminaires sur l'inscription dévoilée par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Le nombre de nouveaux inscrits à temps plein au premier cycle a bondi de 6,1 % portant à 6450 le nombre de ces nouveaux étudiants qui entament leurs études à l'UdeM cette année. Ce nombre s'élève à 8938 (+5,7 %) si on compte aussi HEC Montréal et l'École Polytechnique.

« La hausse, bien que relativement modeste en termes de pourcentage, se maintient, année après année, explique le registraire, Pierre Chenard. En soi, il s'agit d'une excellente nouvelle qui confirme l'attrait de l'Université de Montréal auprès des étudiants. Cette croissance est d'autant plus réjouissante que notre université compte une très forte proportion de programmes contingentés qui accueillent déjà, et depuis longtemps, le

maximum d'étudiants. La croissance se poursuit donc du côté des programmes non contingentés de premier cycle. »

La prudence s'impose dans l'analyse de ces données en raison de leur caractère préliminaire. En effet, les données définitives ne seront connues qu'une fois la session terminée. Toutefois, certaines tendances se dégagent assez clairement. On remarque par exemple que la croissance des inscriptions à l'UdeM et ses écoles affiliées se fait sentir à tous les cycles d'études : 0,6 % au premier cycle, 1,8 % au deuxième cycle et 0,5 % au troisième cycle.

Pour plus de détails, allez au [www.crepuq.qc.ca](http://www.crepuq.qc.ca)

### VOUS AVEZ UN SCOOP ?

**24** Vous avez une nouvelle qui pourrait faire la manchette? Une idée de reportage exclusif?

[scoop@24-heures.ca](mailto:scoop@24-heures.ca)

## LA PRESSE : Nouveau bac de deux ans pour étudiants pressés à l'UdeM - Mercredi 08 octobre 2008

Marie Allard, La Presse

Les étudiants pressés peuvent désormais faire leur baccalauréat en deux ans - au lieu de trois - à l'Université de Montréal. Ce cheminement intensif est offert pour la première fois cette année en informatique, en communication, en sciences politiques et en mathématiques. Pour avoir leur diplôme, les étudiants devront suivre autant de cours que ceux du baccalauréat ordinaire, mais en six semestres consécutifs, y compris deux étés. À peine 15 jours de vacances sont prévus à Noël, puis en août. « Il faut être très motivé », dit Jean-François Angers, directeur adjoint au département de mathématiques et de statistique de l'Université de Montréal.

Ce département a observé une hausse de 20 % des inscriptions cette année grâce au nouveau parcours accéléré. « Une quarantaine d'étudiants se sont montrés intéressés à le suivre », précise M. Angers. Ils ont jusqu'au printemps pour s'inscrire aux cours de l'été prochain.

Les avantages de la voie rapide ? En informatique, l'Université espère retenir les étudiants qui partaient avant la fin, tant l'attraction du marché du travail est forte. En statistique, les étudiants accèderont vite à la maîtrise, essentielle pour travailler dans le domaine. « En trois ans et demi, ils auront un bac et une maîtrise, indique M. Angers. Ce sera essouffant, mais intéressant. » Les adultes qui retournent aux études apprécie-

ront aussi de pouvoir gagner leur vie un an plus tôt que prévu, surtout s'ils ont des enfants.

« Comme dans n'importe quelle nouvelle tendance en enseignement, notre préoccupation, c'est que la qualité des programmes soit maintenue, dit Francis Hogue, 22 ans, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. L'été, les départements offrent souvent moins de cours qu'en automne ou en hiver. On a hâte de voir quels seront les résultats de la première cohorte. C'est sûr qu'on va regarder ça avec attention. »

## LE DEVOIR : En bref - Les inscriptions augmentent dans les universités québécoises - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 octobre 2008

Le nombre d'inscriptions dans les universités québécoises a légèrement augmenté cet automne, pour atteindre 258 304, soit une hausse de 0,5

% . Cette augmentation est attribuable aux étudiants à temps plein (dont le nombre s'est accru de près de 1 %) et à ceux des cycles supérieurs

(+1,8 % pour la maîtrise et +2,9 % pour le doctorat), tandis qu'on constate un léger recul pour le baccalauréat (-1,3 %) et les étudiants à temps

partiel (-0,2 %), selon [les données rendues publiques hier par la Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec \(CREPUQ\)](#). La part des femmes continue de croître: elles représentent aujourd'hui 57,8 % des effectifs totaux, mais seulement 47,7 % des inscrits au

troisième cycle. À l'UQAM, qui traverse une situation financière difficile depuis deux ans, on note une diminution du nombre d'étudiants pour les premier et deuxième cycles (-1,5 % et -1,1 %), mais une croissance de 2,6 % pour le troisième cycle. C'est à l'Université du Québec en Abitibi-

Témiscamingue que le nombre d'étudiants augmente le plus. Les données détaillées sur la fréquentation des universités sont [disponibles sur le site Internet](#) [www.crepuq.qc.ca](http://www.crepuq.qc.ca).

## LE DROIT : UQO: 9 étudiants contestataires menacés de suspension : Jean-Roch Villemaire et Éloï Bureau serait du nombre – Vendredi 03 octobre 2008

Patrick Duquette, Le Droit  
L'Université du Québec en Outaouais menace de suspendre neuf étudiants contestataires, dont le fils du maire Marc Bureau et l'ex-candidat du parti indépendantiste, Jean-Roch Villemaire.  
La direction leur reproche une série de gestes incluant de l'intimidation, de même qu'un «comportement provocant et indécent» lors du boycott de la cafétéria, le mois dernier.  
Les étudiants, tous en sciences sociales, ont été convoqués par huissier devant un comité de discipline. Sept étudiants se sont présentés en bloc, vendredi matin, mais ont refusé de comparaître sur une base individuelle.  
«Nous sommes tous accusés des mêmes choses, alors on exige de répondre aux accusations sur une base collective», a expliqué vendredi Jean-Roch Villemaire.  
L'ex-candidat du parti indépendantiste lors de l'élection partielle dans Hull, le printemps dernier, déplore d'avoir été convoqué à moins de douze heures d'avis devant le comité de discipline.

«Nous n'avons su que la veille que nous étions convoqués. Nous n'avons eu ni le temps de nous préparer ni de consulter un avocat», dit M. Villemaire.  
Le fils du maire de Gatineau, Éloï Bureau, a réagi par communiqué à titre de secrétaire aux relations internes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Le groupe revendique 42 000 membres au Québec.  
Sans préciser qu'il fait partie des étudiants menacés de suspension, Éloï Bureau dit trouver «aberrant que l'on dénie leur droit fondamental à se défendre collectivement dans un processus juste et équitable.»  
**Boycott de la cafétéria**  
Les étudiants menacés de suspension forment la pointe radicale d'un vaste mouvement étudiant. Depuis la rentrée, ce mouvement cherche à bouger dehors le gestionnaire des cafétérias et cafés-bars du campus.  
Environ 700 étudiants ont signé une pétition pour que l'UQO confie ses services de restauration à

une coopérative étudiante plutôt qu'à la compagnie Laliberté.  
Les étudiants en sciences sociales ont décidé d'en faire plus en organisant le boycott de la cafétéria. Pendant plusieurs jours, ils ont distribué gratuitement de la nourriture et du café aux étudiants.  
La nourriture ne respectait pas les normes de sécurité alimentaire, déplore l'UQO, et mettait en danger la santé des universitaires.  
L'UQO se défend de vouloir réprimer durement les contestataires.  
«Il y a eu des discussions à maintes reprises avec eux et on les a avertis plusieurs fois de ne pas distribuer de nourriture», a dit Jean Boileau, porte-parole de l'UQO.  
Au final, le mouvement étudiant obtiendra gain de cause. L'UQO mettra fin prématurément à son contrat avec Laliberté, le 31 décembre prochain.

## LE DEVOIR : Idées : Pour des états généraux de l'université, par Jacques Pelletier et Normand Baillargeon, respectivement professeurs au département d'études littéraires et au département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM et membres du collectif de rédaction de la revue À Bâbord – Édition du Jeudi 02 octobre 2008

L'université, au Québec comme partout en Occident, traverse actuellement une crise majeure. Ce n'est pas la première, bien entendu. Mais ce pourrait être la dernière si elle devait, à terme, se conclure par sa disparition sous la forme de l'institution de savoir et de sagesse qu'elle a incarnée au cours du dernier millénaire.  
Au Québec, cette crise se présente d'abord comme une crise financière. C'est sa dimension la plus visible, celle qui frappe davantage l'opinion publique. Elle se traduit par des déficits budgétaires considérables dans chacun des établissements. Elle se manifeste aussi dans le sous-financement chronique dont souffre l'ensemble du réseau, auquel il faudrait injecter une somme supplémentaire d'environ 350 millions de dollars annuellement pour tout juste le mettre au diapason de son équivalent canadien. Elle s'exprime enfin dans les déboires spectaculaires provoqués par certaines aventures dans le développement immobilier, dont l'Îlot Voyageur apparaît comme un révélateur exemplaire et une préfiguration annonciatrice des désastres à venir.  
**L'autre crise**  
Une crise peut cependant en cacher une autre. La crise financière recouvre en effet une crise politique qui se cristallise dans les débats qui ont cours sur ce qu'il est convenu d'appeler la «gouvernance» des institutions. L'enjeu concerne la capacité des universités de s'administrer elles-mêmes et d'assumer concrètement leur autonomie. Cette capacité leur est refusée par les spécialistes autoproclamés de la gouvernance qui prônent, au nom de la compétence et de l'efficacité, une présence accrue et majoritaire du milieu des affaires dans leurs conseils d'administration, qui deviendraient du coup assimilables aux comités de direction des entreprises.  
La gouvernance implique donc elle-même un enjeu plus large, d'ordre social et culturel, qui concerne le statut même de l'institution universi-

taire et la nature de sa mission. Celle-ci doit-elle demeurer ce qu'elle est essentiellement depuis l'origine, c'est-à-dire un lieu de production et de transmission de connaissances, un espace de réflexion libre et désintéressée? Ou doit-elle se transformer en une entreprise comme les autres, dont l'activité se déploie à partir d'un savoir entendu comme facteur productif stratégique dans le capitalisme globalisé?  
**Plusieurs dimensions**  
Dans la réalité concrète des orientations et des pratiques universitaires, le virage dans cette direction est déjà bien engagé. Et ce, d'autant plus qu'il est soutenu plus ou moins consciemment par plusieurs des acteurs du milieu, les administrateurs, bien sûr, mais aussi par des professeurs qui en minimisent les conséquences, pourtant désastreuses, à terme, pour leurs propres pratiques d'enseignement et de recherche.  
La crise n'est donc pas sectorielle et localisée. Elle est multifactorielle et pluridimensionnelle. Elle est globale et vitale dans la mesure où elle met en jeu toutes les dimensions de l'institution aussi bien que sa nature et ses raisons d'être. Elle appelle donc une prise de conscience collective qui pourrait -- c'est une suggestion --, prendre la forme d'états généraux.  
**À crise globale, solution globale**  
La formule des états généraux n'est pas miraculeuse. Mais elle peut fournir le cadre et l'occasion d'une réflexion commune aux acteurs d'un milieu, et il lui arrive de favoriser des changements majeurs, voire de précipiter des révolutions. Ça s'est déjà vu et plus d'une fois.  
Dans le milieu universitaire, une organisation comme la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) serait bien placée pour lancer une initiative de ce genre. Les syndicats et des associations de professeurs, de chargés de cours, d'étudiants, d'employés et de cadres (intermédiaires) devraient y être invités

sans exclusive, abstraction faite des différends habituels liés aux intérêts de groupes et de chapeaux. Les milieux syndicaux et associatifs, notamment ceux qui interviennent dans le monde de l'éducation, pourraient et devraient sans doute être également associés à l'entreprise.  
Les administrateurs devraient-ils en être? Ce n'est pas sûr, compte tenu, à de rares exceptions près, de leur appartenance idéologique, sinon sociale, à la classe dirigeante qui entend normaliser l'université et qui s'appuie sur eux pour mettre en place ses contre-réformes libérales.  
**Tournant**  
Ce forum tout à fait exceptionnel, justifié par la métamorphose inquiétante qui transforme de fond en comble l'institution, permettrait de discuter librement des grands enjeux actuels: nature et responsabilités de l'université, principes et pratiques de gouvernance, statut et place, notamment des professeurs et des étudiants, dans le système, statut et rôle des professeurs et des chargés de cours, conceptions de la recherche et de ses priorités, liens entre l'université et la société, etc. La plupart de ces questions demeurent bien entendu à approfondir, et les états généraux pourraient être le lieu tout indiqué pour le faire.  
Une rencontre de ce type pourrait donc favoriser des échanges productifs sur ces questions décisives et, idéalement, conduire à l'adoption d'orientations communes et de stratégies d'action partagées. Elle pourrait constituer un tournant marquant de la lutte contre la dérive de l'université et de sa relance sur des fondements repensés à la lumière de sa mission séculaire aussi bien que des préoccupations contemporaines.  
L'idée est lancée. Il revient maintenant aux organisations qui possèdent les moyens financiers et opérationnels de la mettre en œuvre, de prendre l'initiative avant qu'il ne soit trop tard et qu'il ne reste plus que le requiem d'une université défunte à entonner.



# Manifestation Montréal-Nord – 11 octobre 2008

LE DEVOIR : En photo - Manifestation dans le calme - Édition du mardi 14 octobre 2008



Photo: Jacques Nadeau

Devoir Le

Une manifestation pour rappeler la mémoire du jeune Fredy Villanueva, mort lors d'une intervention policière en août dernier, s'est déroulée de façon pacifique, samedi après-midi, à Montréal-Nord.

Près de 600 personnes ont participé à la marche organisée par la Coalition contre la répression et les abus policiers. Cette coalition regroupe une vingtaine d'organisations montréalaises. Elles ont voulu dénoncer l'enquête de la Sûreté du Québec sur la mort de Fredy Villanueva. Les protestataires exigent la tenue d'une enquête indépendante. Les

services policiers étaient prêts à tout débordement. Toutefois, ils n'ont pas eu à intervenir. L'un des organisateurs de la manifestation, Roger Petit-Frère, a indiqué que, selon lui, le problème à Montréal-Nord en était un de pauvreté et de chômage.

## LA PRESSE : Fredy Villanueva: une enquête indépendante réclamée – Dimanche 12 octobre 2008

Daphné Cameron, La Presse

(Montréal) Des centaines de manifestants ont marché dans les rues de Montréal-Nord hier après-midi pour demander une enquête indépendante sur la mort de Fredy Villanueva et pour protester contre la répression policière. La manifestation s'est déroulée sans violence, bien que la foule ait constamment hué et injurié les agents du Service de police de la ville de Montréal (SPVM).

«Assassins», «criminels», «plus jamais», a scandé la foule le long du trajet de 6km qui s'est terminé dans le parc Henri-Bourassa, devant l'endroit où Fredy Villanueva a été abattu par un policier du SPVM il y a deux mois. «C'est une manifestation pacifique, il n'y aura pas de débordements, a précisé la porte-parole de la Coalition contre la répression et les abus policiers, Nargess Mustapha. Nous exigeons une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva ainsi que la fin des abus et de l'impunité policière.»

La Coalition contre la répression et les abus policiers a été créée pour organiser la manifestation d'hier. Elle regroupe plusieurs organismes, dont la maison des jeunes de Côte-des-Neiges, Montréal-Nord Républik, l'Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal et le Collectif opposé à la brutalité policière.

### Conflit d'intérêts?

Selon la Coalition, la Sûreté du Québec, chargée de l'enquête sur les circonstances de la mort de Fredy Villanueva, est en conflit d'intérêts. «Des policiers ne peuvent pas enquêter sur des policiers», a déclaré devant les manifestants l'un des porte-parole du groupe, Will Prosper.

Plusieurs citoyens et artistes de la scène hip-hop montréalaise se sont également greffés à la Coalition pour dénoncer le profilage racial dans les quartiers défavorisés de la métropole.

«Il y a autant de bons que de mauvais policiers, a lancé Kervens Larrié, rappeur et ami de Fredy Villanueva. Mais je vis à Montréal-Nord et, trop

souvent, ils ont tendance à mettre tous les Noirs dans le même paquet. Les citoyens sont tannés. C'est ça qui a causé l'émeute, à mon avis.»

Éric Denis, un enseignant qui travaille à Anjou, est venu protester avec sa petite fille de 1 an. Il dit avoir été victime de profilage racial.

«On m'a déjà passé les menottes parce que je me trouvais devant un immeuble qui venait d'être cambriolé. Donc, je peux comprendre que les jeunes soient frustrés lorsqu'ils sont arrêtés sans raison. Il faut que les policiers soient mieux formés pour travailler avec la clientèle de Montréal-Nord. Il nous faut un renouveau de société.»

«Pour que les abus cessent, il faudrait que les policiers soient accusés quand ils commettent des crimes. Pour l'instant, ils ont l'impunité», a ajouté le porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière, François Du Canal.

Selon les organisateurs, entre 450 et 500 personnes ont participé à la manifestation d'hier.

# Community calls for end to violence

## MONTREAL NORTH

Peaceful protest targets police, gangs

Standing in front of a fire station on Charlevoix St. in Montreal North, nine police officers stood with their arms crossed as a group of 600 people walked by chanting slogans against them.

"Police assassins! Police assassins," the crowd chanted, as firefighters watch from a distance behind the fire station's window. They also screamed "police everywhere, justice nowhere."

It has been two months since Freddy Villanueva, 38, was killed during an altercation with Montreal police, but the memory of that event was still fresh Saturday, as about 600 people came to search for an end to police brutality and call for a public inquiry into Villanueva's death.

The day after Villanueva was killed, the Montreal North neighbourhood where he grew up erupted in a riot, as a police officer was shot, the area's fire station was torched, and so were several police cars. No one was killed in that violence, but Montreal's chief of police said the following day that there has been a breakdown in the relationship between police and residents of their community, whom he said feel as if they are constantly dogged by racial profiling.

Much of that anger was still apparent Saturday, as protesters went on a five-kilometre march which began in Pilon Park about 2 p.m., near the intersections of Pleix and Henri Bourassa Blvds in Montreal North, and ended at 6 p.m. in the parking lot behind the Henri Bourassa arena.

"We're still in the dark about what happened," said Rony



A police officer leads demonstrators during a peaceful march in Montreal North on Saturday. About 600 people took part in the protest.

Bastien, a spokesperson for Montreal Nord République, a citizens group that organized the march. The shooting has been investigated by the Sûreté du Québec, but Bastien said that's not a transparent process.

"When police investigate other police, it's not impartial," he said. "We want justice, and we need to know what happened. We want to put pressure on the authorities to call for an independent inquiry."

The SQ investigation has wrapped up and the report is still in the hands of prosecutors as they decide whether to lay charges. The Quebec coroner's office, which also receives a copy of the report, will decide whether to call for an inquest into the death.

While there were concerns the protest could turn violent, the march was peaceful, as it wound through the streets of Montreal North, and ended at the spot where Villanueva was killed. As protesters walked down Henri Bourassa, many cars honked in support of their cause.

As the march finished, guests had a moment of silence for Villanueva. Some protesters held up signs saying: "If police increase repression, we'll intensify expressions." Others said: "Stop racial profiling."

Many of the protesters wore three dice around their necks to symbolize solidarity with Villanueva, and his two friends, who were also shot during the altercation that occurred after they were playing dice. Others

wore T-shirts with Villanueva's photograph on them, which read: "Truth and justice for Freddy Villanueva."

A school friend of Villanueva took to the stage and performed a hip hop song, while waving red and blue bandannas. After his performance, Kervin Caribé, 17, said the community needs to be unified. He said residents must shed their attachments to the rival street gangs Bloods and Crips, whose members wear either red or blue.

"When you put blue and red together, it's a symbol for peace," said Caribé, who goes by the name of Master K. "We have to all come together to stop the violence."

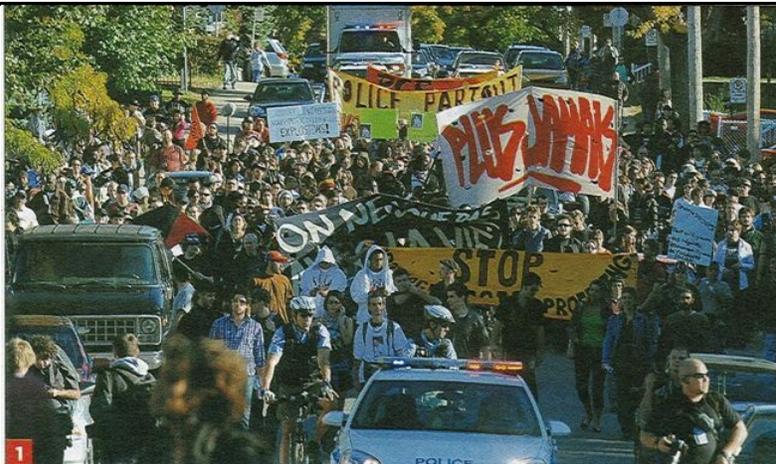
Several other protesters were also holding red and blue bandannas together.

The Montreal North community also got the support of the Collective Opposed to Police Brutality, a group which is known to hold violent protests. A group demanding justice for Mohamed Amas Bennis, 35, who was gunned down by police in 2005, also came out to support.

As the protesters walked by his house on Rolland Blvd., a man, who identified himself as a "hard working Italian," said he's tired of hearing the protesters' claims of injustice.

"These people are all scum of the earth," said the 37-year-old man who has been living in the area his whole life. "I think police did their job that night. I think it's time for this to end. They've protested two or three times already."

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : Calme et pacifique : Plus de 500 personnes participent à la marche dénonçant la brutalité policière - Mise à jour: dimanche 12 octobre 2008, à 07:06





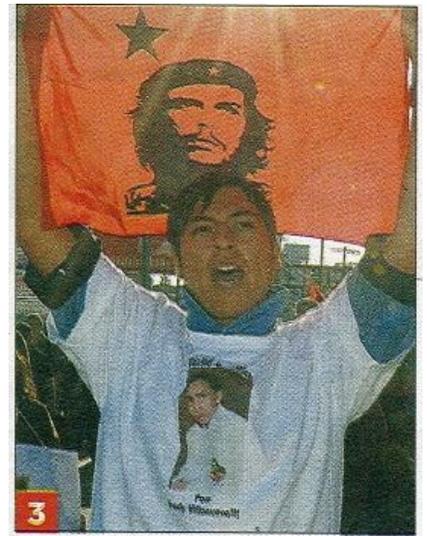
Louis Mathieu Gagné Jean-Michel Nahas  
La manifestation visant à se souvenir du jeune Fredy Villanueva et à dénoncer la brutalité policière s'est déroulée de façon pacifique hier à Montréal-Nord, malgré la crainte de grabuge et de vandalisme.  
Plus de 500 hommes, femmes et enfants ont marché pendant plus d'une heure dans les rues de ce quartier qui a été le théâtre de la mort du jeune de 18 ans, atteint par des tirs policiers en août.

Les organisateurs et manifestants ont réclamé à nouveau une enquête transparente pour faire la lumière sur cette affaire qui a provoqué une violente émeute le lendemain du drame.  
«On veut une enquête publique, indépendante. [...] Ce n'est pas normal que la police enquête sur la police», a dit Nargess Mustapha, du regroupement Montréal-Nord Républik.  
Cette manifestation, organisée par la Coalition contre la répression et les abus policiers, a aussi eu pour but de dénoncer la répression policière.  
«Il faut mettre fin aux abus, au profilage racial et à l'impunité des policiers», a indiqué François du Canal, porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière.  
Des propos qui ont trouvé écho chez certains manifestants. «Il faut que la situation change en faveur de la paix pour éviter qu'un autre jeune tombe sous les balles», a dit Geraldo Juarez.  
«On critique beaucoup les policiers sans vraiment savoir ce qu'ils vivent. Il y a toujours deux côtés à une médaille», a affirmé pour sa part Louise Dubois.

#### Attendus de pied ferme

Les manifestants étaient attendus de pied ferme par les policiers. Des agents à vélo ont accompagné la marche du parc Pilon jusqu'au parc Henri-Bourassa -là où Fredy Villanueva a été abattu -, parfois sous les huées de la foule, parfois sous les slogans «Policiers, assassins» et «Police partout, justice nulle part».  
Aucun geste répréhensible n'a cependant été relevé. «Il n'y a eu aucun acte de vandalisme et aucune arrestation», a confirmé hier soir Olivier Lapointe, porte-parole de la police de Montréal.  
Certains commerçants, avisés cette semaine de ce qui s'en venait, ont cru bon de s'enfermer dans leurs magasins.  
«Je m'attendais à pire, mais finalement ça va bien», a indiqué Danny Hotte, un marchand.  
Bien qu'heureux du déroulement de la manifestation, Will Prosper de Montréal-Nord Républik s'est

dit déçu d'une chose : l'absence des groupes communautaires qui travaillent auprès des jeunes.  
«Ils ont sans doute eu peur de perdre leurs subventions», conclut-il.  
\* \* \*



PHOTOS LE JOURNAL - GILLES RENAUD

**1.** Plusieurs centaines de personnes ont sillonné les rues de Montréal-Nord hier, sous les regards de policiers décidés à éviter des actes de vandalisme. **2.** Le commandant Roger Bélair a félicité Will Prosper de Montréal-Nord Républik pour le bon déroulement de la manifestation. **3.** C'est munis d'affiches, de drapeaux de toutes allégeances et de chandails honorant Fredy Villanueva que les manifestants ont scandé des slogans anti-policiers.

## MANIE

« Ce qu'ils ont dit... »

« Ce n'est pas un 15 mars. Les gens vont respecter la consigne d'une manif familiale. Il y a des jeunes, des grands-parents, c'est une foule diversifiée. »  
- François Du Canal, porte-parole du COBP

« On veut la vérité et la justice pour Fredy, sa famille et les gens de Montréal-Nord. »  
- Will Prosper, de Montréal-Nord Républik

« On dénonce l'arrogance et l'impunité de la police. On dénonce le fait qu'il y a eu 43 personnes tuées en 21 ans sans répression. »  
- Jaggi Singh, activiste

« Ce n'est pas un problème unique à Montréal-Nord. [...] J'espère que les autorités en sont conscientes. »  
- Amir Khadir, porte-parole, Québec solidaire

« Nous n'avons pas peur de marcher avec des paniers, des rebelles, des anarchistes car ils sont nos fils et nos filles. »  
- Jacqueline Perez, collectif des mères et grands-mères pour la vie et la justice

« C'est vrai qu'il y a des gangs de rue mais il y a des policiers qui abusent de leurs pouvoirs et qui provoquent les jeunes. »  
- Bruno Wilner, père et grand-père, résident de Montréal-Nord

## LE DEVOIR : Montréal-Nord ne peut pas se permettre d'autres violences - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 octobre 2008

Jeanne Corriveau  
Montréal-Nord ne peut pas se permettre d'autres manifestations de violence, a averti hier Solidarité Montréal-Nord, un regroupement d'organismes créé à la suite de l'émeute du 10 août dernier. Mais s'il faut en croire les représentants de Montréal-Nord Républik et du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), qui organisent la manifestation de cet après-midi, l'événement devrait se dérouler dans le calme. Ils l'ont répété hier.  
«Le quartier ne peut pas se permettre de revivre des événements violents», croit Victor Henriquez, porte-parole de Solidarité Montréal-Nord, qui a commenté hier l'intention d'une coalition d'organismes de manifester cet après-midi dans les rues de Montréal-Nord. S'il reconnaît que les jeunes ont de la difficulté à faire entendre leurs voix, il en appelle au calme: «Nous comptons sur les gens pour la rendre [la manifestation] pacifique.

L'image de Montréal-Nord fait partie de la solution.»  
Solidarité Montréal-Nord, qui réunit 22 organismes et institutions du quartier, n'a pas l'intention de participer à l'événement, pas plus que la famille de Fredy Villanueva, tué par un policier le 9 août dernier, a-t-il indiqué.  
**Manifestation familiale**  
De leur côté, les organisateurs de la «manifestation familiale» assurent qu'ils souhaitent la tenue d'une marche pacifique et qu'ils prendront les moyens nécessaires pour qu'il en soit ainsi. «Les gens de Montréal-Nord ne veulent pas d'émeute et ils ne veulent surtout pas qu'il y ait des gens qui viennent de l'extérieur pour faire du grabuge ici. Les seules personnes qui sortiraient gagnantes d'une émeute, ce seraient les policiers», a soutenu le porte-parole de Montréal-Nord Républik, Will Prosper, lors d'une conférence de presse hier

matin, tout près du parc Henri-Bourassa où Fredy Villanueva a trouvé la mort.  
Le COBP est réputé pour ses manifestations qui se soldent généralement par du grabuge et des arrestations. Comment croire que, cette fois-ci, l'événement se déroulera sans anicroche? «C'est une manifestation familiale et on n'est pas au centre-ville. Ce n'est pas le même contexte», a rétorqué le représentant du COBP, François Du Canal.  
Au sujet des investissements de 2,2 millions annoncés la veille par le maire Gérald Tremblay, Will Prosper a indiqué qu'il s'agissait d'un bien petit pas dans la bonne direction: «On va aménager des terrains de soccer. C'est bien, mais ça ne met pas du pain sur la table des gens. Il y a des problèmes d'exclusion et de chômage qui sont graves, mais les solutions présentées ne les règlent pas», a-t-il dit.

Les manifestants se rassembleront au parc Pilon, Montréal-Nord, à 14h, pour ensuite marcher dans les rues de

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Montréal-Nord : Une manifestation pacifique : Mise à jour le samedi 11 octobre 2008 à 21 h 49



Comme le désiraient les organisateurs et le maire Tremblay, c'est dans le calme que s'est déroulée, samedi, la manifestation contre la répression policière à Montréal-Nord.

Plusieurs centaines de personnes ont pris part à l'événement. Malgré des slogans parfois hargneux

et agressifs envers les policiers, il n'y a eu aucun grabuge.

Les organisateurs, soit le Collectif opposé à la brutalité policière et Montréal-Nord Republik, réclament la tenue d'une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva et la fin de ce qu'ils qualifient de profilage racial dans l'arrondissement.

*Des cas de brutalité policière, [...] [il] faut les dénoncer quand il y en a. [Il ne] faut pas les laisser aller.*

— Manifestante

Le Service de police de la Ville de Montréal avait déployé plusieurs unités dans le secteur afin de contenir tout débordement.

### Campagne de peur

Les organisateurs avaient dénoncé vendredi ce qu'ils appellent la campagne de peur de la police

qui, disent-ils, laissait entendre qu'il pourrait y avoir du grabuge.

Jeudi, le maire Tremblay a lancé un avertissement clair aux manifestants. « On souhaite que cette manifestation-là se déroule de façon pacifique, mais c'est tolérance zéro pour l'atteinte de l'intégrité de nos policiers, de nos policières, mais également de la propriété publique [et] privée », a-t-il déclaré.

Fredy Villanueva a été tué par balle lors d'une intervention policière, le 9 août dernier. Le lendemain, de violentes émeutes ont éclaté et ont été attribuées par la police à des éléments perturbateurs qui s'étaient mêlés à des manifestants.

La famille Villanueva a indiqué avant la manifestation de samedi qu'elle n'y participerait pas.

[audio-vidéo](#)

[Marie-Maude Denis était sur place.](#)  
[Le compte-rendu de Maxime Coutié](#)

## LA PRESSE : Marche à Montréal-Nord en hommage à Fredy Villanueva : « Notre manifestation sera pacifique » - Samedi 11 octobre 2008

Hugo Meunier, La Presse

«Nous le répétons aujourd'hui, notre manifestation sera pacifique.»

D'une même voix, des représentants du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), de Montréal-Nord Republik et du Centre de formation Jean-Paul-Lemay assurent que la manifestation prévue demain à Montréal-Nord en hommage à Fredy Villanueva sera «pacifique et familiale.»

Devant un arbre enseveli de fleurs déposées en mémoire du jeune homme, derrière le centre communautaire de la rue Rolland, les intervenants ont du même coup dénoncé la «campagne de peur orchestrée par le Service de police de Montréal», en prévision de l'événement.

Compte-tenu de la présence de certains groupes ayant mauvaise réputation, notamment le COBP, les policiers montréalais ont cru bon prévenir cette semaine les commerçants de la tenue de la manifestation.

Les organisateurs de la marche ont aussi réservé des critiques acerbes à l'endroit d'un quotidien montréalais, coupable selon eux de les avoir discrédités.

Le COBP n'a visiblement pas apprécié se faire associer à un groupe d'agitateurs.

Pourtant, leur marche organisée chaque année au mois de mars tourne systématiquement au vinaigre. Les casseurs profitent de l'événement pour briser des vitrines, allumer des feux et jouer au chat et à la souris avec les policiers dans les rues du centre-ville.

Le COBP s'est défendu hier de ne pas avoir la crédibilité nécessaire pour prendre part à la mar-

che pacifique de demain après-midi. «Nous ne sommes pas une bande d'agitateurs, mais à cause de nos activités, nous sommes ciblés par la police et salis par les médias», a déploré le porte-parole François Du Canal, vêtu d'un chandail sur lequel on peut lire «police partout, justice nulle part.»

La manifestation débutera à 14h au parc Pilon, à l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Pie-IX. Une douzaine de groupes y participeront, dont la Maison des jeunes de Côte-des-Neiges, l'Association générale étudiante du cégep du Vieux Montréal et Republik, réunis sous la chape de la nouvelle Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP). «Les gens de Montréal-Nord ne veulent pas d'émeutes», a martelé Will Prosper, porte-parole de Montréal-Nord Republik. «Si on voit des gens avec des masques, on va leur dire de les enlever, parce qu'on n'a pas honte de qui on est», a ajouté M. Prosper.

Les intervenants portaient des colliers fabriqués avec des dés, une façon symbolique de se rappeler que Fredy Villanueva jouait à ce jeu le jour où il a été tué.

L'organisme Montréal-Nord Republik s'est dit fier d'être associé au COBP, «le seul groupe qui défend la population quand la police commet un crime.»

Les organisateurs profiteront de cette marche pour revendiquer une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva, la fin du profilage racial et la reconnaissance que l'insécurité sociale va de pairs avec les inégalités économiques.

St-Villeneuve

Plusieurs noms importants du hip hop québécois ont collaboré à la composition d'une chanson hommage à Fredy Villanueva. La chanson intitulée «Villeneuve» sera interprétée durant la manifestation, par Le Voyou, S.P, Cobna, La Dame de Pique, Le Dramatik, Cris de Metazon, Clermont, Vagalum avec un refrain de Dupuis.

«La ligne est mince entre le profilage criminel et racial», peut-on notamment entendre dans cette chanson aux paroles crues et d'actualité.

Un des artistes, Le Voyou, dit avoir participé au projet pour supporter les gens de Montréal-Nord, qui subissent selon lui beaucoup de répression policière. «Je pense que la manifestation va bien se passer, par respect pour la famille de Villanueva», a-t-il expliqué hier.

Un des passages de la chanson, en revanche, peut semer la confusion. «Laissez-moi m'exprimer comme l'a fait Rémy Mercier», entend-on.

Le Rémy Mercier mentionné est un expert en arts martiaux expulsé du Canada vers Haïti en 1995, après avoir menacé de tuer tout policier qui abattrait un Noir. En 2000, il a été embauché pour enseigner des techniques d'autodéfense aux futurs policiers haïtiens. Le chef de police l'a plus tard mis à la porte en apprenant son passé.

Questionné quant à l'utilisation de son nom dans la chanson, Le Voyou le voit d'un oeil positif. «Après ses paroles assassines, il est devenu entraîneur pour la police. C'est un signe que tout le monde peut changer», a résumé le chanteur.

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Montréal-Nord : Une manifestation pacifique - Mise à jour le vendredi 10 octobre 2008 à 14 h 22

Les organisateurs de la manifestation contre la répression policière qui se déroulera samedi à Montréal-Nord ont fait le point vendredi.

Ils assurent que la manifestation sera pacifique et paisible et ils ne prévoient pas de débordements.

Les organisateurs en ont profité pour dénoncer ce qu'ils appellent la campagne de peur de la police qui, disent-ils, laisse entendre qu'il pourrait y avoir du grabuge.

La manifestation est organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière et par Montréal-Nord Republik. Ils sont appuyés par différents groupes communautaires et par des artistes.

Jeudi, le maire Tremblay a lancé un avertissement clair aux manifestants. « On souhaite que cette manifestation-là se déroule de façon pacifique, mais c'est tolérance zéro pour l'atteinte de l'intégrité de nos policiers, de nos policières, mais

également de la propriété publique [et] privée », a-t-il déclaré.

Les organisateurs réclament la tenue d'une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva et la fin de ce qu'il qualifient de profilage racial dans l'arrondissement.

La famille Villanueva a déjà indiqué qu'elle n'y participera pas.

**THE GAZETTE : No violence, protest march planners urge : MONTREAL NORTH DEMO Coalition of community groups seeks independent inquiry into shooting – Saturday, October 11, 2008**

**No violence, protest march planners urge**

**MONTREAL NORTH DEMO Coalition of community groups seeks independent inquiry into shooting**

More than 30 protesters who took part in an anti-police brutality rally on March 15 that was organized by the collective were arrested on charges ranging from mischief to assault after the event got out of hand. Du Canal said the Montreal North march, supported by a loose coalition of community groups across the city, will be different. "It's not March 15, and it's not downtown." Groups outside Montreal North say they joined the condition to highlight concerns about police brutality and racial profiling. "We stand in solidarity with groups in Montreal North to combat this issue," said Leah Delgado, spokeswoman for Front & Henri, a community group in Notre-Dame-de-Grace. Youth in N.D.G. also have been victims of police violence and "the insidious discrimination" of racial profiling, she said. Community leader Roger Peltier said he hopes the Haitian community turnout in numbers for the march. "What happened in Montreal North concerns them, he said, citing problems with racial profiling, unemployment and under-representation in local government that in local government. Peltier is director of the Centre de formation Jean-Paul Lery, a non-profit organization that helps youths (that jobs or return to school. "Sixty per cent of the children are Haitian," he said.

**CYBEPRESSE : Montréal-Nord: «Notre manifestation sera pacifique» - Vendredi 10 octobre 2008**

La Presse  
«Nous le répétons aujourd'hui, notre manifestation sera pacifique.» D'une même voix, des représentants du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), de Montréal-nord Republik et d'un autre organisme local assurent que la manifestation prévue demain à Montréal-Nord en hommage à Freddy Villanueva sera pacifique et familiale. Devant les fleurs déposées en souvenir du jeune homme, derrière le centre communautaire de la rue Rolland, les

intervenants ont du même coup dénoncé la «campagne de peur orchestrée par le Service de police de Montréal», en prévision de l'événement. Ils ont aussi réservé des critiques acerbes à l'endroit d'un quotidien montréalais, coupable selon eux d'avoir discrédité les organisateurs de cette marche. Le COBP n'a visiblement pas apprécié se faire associer à un groupe d'agitateurs. Pourtant, leur marche organisée chaque année au mois de mars tourne systématiquement au vinaigre.

Les casseurs profitent de l'événement pour briser des vitrines, allumer des feux et jouer au chat et à la souris avec les policiers dans les rues du centre-ville. Le COBP s'est défendu hier de ne pas avoir crédibilité nécessaire pour prendre part à la marche pacifique de demain après-midi. «Nous ne sommes pas une bande d'agitateurs, mais à cause de nos activités, nous sommes cibles par la police et salis par les médias», a déploré François Du Canal, le porte-parole.

**LE DEVOIR : Montréal-Nord - La manifestation de demain se veut «familiale» et non violente – Édition du vendredi 10 octobre 2008**

JEANNE CORRIVEAU  
Les organisateurs de la «manifestation familiale» de demain, dans Montréal-Nord, assurent qu'un mot d'ordre sera donné aux participants afin que l'événement se déroule pacifiquement. De passage dans Montréal-Nord pour annoncer des investissements dans le quartier, le maire Gérard Tremblay a rappelé que le principe de tolérance zéro serait appliqué en cas de grabuge. La marche débutera demain à 14h au parc Pilon. La coalition de 11 groupes qui organise l'événement souhaite dénoncer la répression policière et les inégalités sociales. Parmi eux figurent Montréal-Nord Republik, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) et le Parti communiste révolutionnaire. En prévision de l'événement, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pris soin de donner des conseils aux commerçants du voisinage, leur suggérant notamment de ne pas laisser de poubelles devant leur établissement «au cas où». «Quand on parle aux gens de la communauté, ils nous disent qu'ils n'ont pas beaucoup d'intérêt à participer à la manifestation avec les gens du COBP», a indiqué Ian Lafrenière, du SPVM. Le porte-parole de Montréal-Nord Republik, Will Prosper, assure que l'événement se veut pacifique

et que personne ne portera de cagoule. «Il y a des enfants et des personnes plus âgées qui vont être présents. [...] On ne veut absolument pas de violence, de combat ou de grabuge. Notre but, c'est de nous assurer qu'il n'y a pas», a-t-il expliqué. Des membres de la Coalition ont d'ailleurs été désignés pour s'assurer que la sécurité sera maintenue, a-t-il ajouté. Montréal-Nord Republik est ce groupe qui, le 20 août dernier, avait perturbé le déroulement de l'assemblée du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord pour réclamer la démission du maire Marcel Parent. Le COBP, dont la manifestation contre la brutalité policière de mars dernier s'était soldée par 47 arrestations et des vitres cassées, accuse les médias et les policiers d'être responsables de sa mauvaise réputation. «On n'a jamais tué personne, alors ça fait drôle de se faire dire par la police que nous, on est violents, quand on sait qu'ils [les policiers] ont tué 43 personnes à Montréal dans les 22 dernières années», a commenté François Du Canal, membre du COBP. «Les groupes ont le droit de s'exprimer, mais ils doivent le faire dans un climat de calme et, surtout, dans le respect des autorités, a pour sa part indiqué le maire Tremblay. Je souhaite que cette

manifestation se fasse de façon pacifique, mais ce sera tolérance zéro pour toute atteinte à l'intégrité de nos policiers et à la propriété publique et privée.» Le maire était de passage dans Montréal-Nord, hier matin, pour annoncer des investissements de 2,2 millions de dollars afin de répondre aux demandes formulées par les groupes communautaires du quartier. Ces sommes serviront notamment à doter le parc Henri-Bourassa de deux nouveaux terrains de soccer synthétiques. Des organismes communautaires, dont un itinéraire pour tous et le Centre l'Escale de Montréal-Nord, recevront un soutien financier pour des projets particuliers. Cette aide permettra aussi au Café-jeunesse multiculturel d'embaucher trois travailleurs de rue supplémentaires. D'autres projets devraient voir le jour au cours des prochains mois, a indiqué le maire: «Je suis déterminé à poursuivre le dialogue à la recherche de solutions concrètes qui sont les seuls vrais antidotes aux débordements de colère», a dit le maire.



MORT DE FREDY VILLANUEVA

# Une manifestation prévue samedi

ÉMILIE CÔTÉ

Si les organisateurs de la manifestation prévue samedi dans Montréal-Nord assurent qu'elle se fera dans le calme, la présence de certains groupes inquiète les policiers et même des membres de la communauté.

La manifestation débutera à 14h au parc Pilon, à l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Pie-IX. Une douzaine de groupes y participeront, dont la Maison des jeunes de Côte-des-Neiges, l'Association générale étudiante du cégep du Vieux Montréal et

Republik, «un regroupement de citoyens fondé afin que justice soit rendue à la suite du décès de Fredy Villanueva». «C'est une marche familiale. Je ne veux pas qu'il y ait d'émeutes», assure Will Prosper, porte-parole de Republik.

«J'ai l'engagement que ça va être une manifestation pacifique et familiale», renchérit l'intervenant haïtien Roger Petit-Frère, directeur du Centre de formation Jean-Paul-Lemay.

En plus de réclamer une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva, les mani-

festants de samedi prochain revendiquent la fin du «profilage racial et de l'impunité policière». «Nous voulons la reconnaissance du principe qu'il y aura de l'insécurité sociale tant qu'il y aura des inégalités économiques», ajoute M. Petit-Frère.

Avec la présence annoncée de groupes comme la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est et le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), les policiers ont cru bon d'aviser les commerçants de la tenue de la manifestation. Pour Will Prosper, «c'est une campagne de peur contre la population».

Certains membres de ces groupes «ont des mauvaises fiches de conduite», indique Ian Lafrenière, chef du module médias au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). «Personne n'est venu dire aux gens du poste de quartier qu'il y avait une manifestation, souligne le porte-parole. Nous n'avons aucune idée du genre de manifestation qu'il va y avoir. Il faut dire aux commerçants d'être prudents.»

«J'espère que cette manifestation sera pacifique, car c'est tolérance zéro pour toute atteinte à l'intégrité de nos policiers et des propriétés

privées et publiques», a pour sa part dit le maire Gerald Tremblay, hier, en conférence de presse.

### Des gens inquiets

La manifestation ne fait pas l'unanimité chez les intervenants qui aident les jeunes de Montréal-Nord. Franklin Brismar est l'un des fondateurs d'Évolu-Jeunes, un organisme qui racroche les 19-30 ans par le basketball. «Ça m'inquiète ce genre de manifestation-la. On ne sait jamais ce qui peut se passer.»

Selon lui, le temps n'est pas à l'agitation. «On vient d'avoir une bonne nouvelle de la Ville (voir autre texte). Il y a des choses positives sur le terrain.»

Dave Wang est propriétaire du dépanneur Tony, rue Langelier. La manifestation de samedi le rend «très nerveux», car les émeutes survenues il y a deux mois lui ont fait perdre des dizaines de milliers de dollars. «Ils ont volé des cigarettes, de l'argent et ils ont tout saccagé. J'ai dû fermer le dépanneur pendant trois semaines.» M. Wang ne veut pas revivre le même cauchemar. Il pense fermer son commerce lors de la manifestation. «Je n'ai pas le choix, dit-il. Les assurances ne m'ont pas encore remboursé.»

D'autres commerçants ont espoir que la manifestation se fasse sans heurts. «Je ne suis pas inquiet parce que ça aura lieu le jour, indique Hérard Thélia, propriétaire de la boutique électronique Global Micro. C'est le soir que ça fait peur.»

Avec la collaboration d'Éric Clément

**Nous déménageons**  
**INDIPORT**  
Des milliers de tapis orientaux finement noués à la main provenant de l'Inde, du Pakistan, de la Chine et d'Iran sont disponibles.

**VANTARDISEZ? OH QUE NON, DÉTROMPEZ-VOUS!** promotion

## INFORMATION, OUI!

Le Chondrin de Flex-O-Flex aide à soulager les douleurs dans les os et les articulations et contribue également à la formation des tissus conjonctifs.

Le Chondrin de Flex-O-Flex renferme beaucoup, beaucoup de chondroïtine, une composante majeure du liquide synovial qui lubrifie les articulations.

Le Chondrin de Flex-O-Flex contient également des substances défensives produites par la bête de mer. Le Chondrin de Flex-O-Flex contient un mélange de racine de réglisse, de racine de griffe de chat, de fleurs de reine des prés et d'écorce de saule blanc, donc un tourbillon de molécules végétales médicinales. Le Chondrin de Flex-O-Flex peut faire partie intégrante du système de vie de nos articulations.

La santé des articulations on la fait! Le Chondrin de Flex-O-Flex est une solution entièrement naturelle et sa formule est exclusive, nulle part, on trouvera une formule tout comme Chondrin de Flex-O-Flex.

Le Chondrin de Flex-O-Flex est un incontournable pour les articulations, le savez-vous? Flex-O-Flex le sait!

À propos de Chondrin de Flex-O-Flex: produit d'origine naturelle et purifié par les autorités gouvernementales canadiennes. N° de produit de santé naturel: NPN 80055/6771/1. Adresse commerciale: 1000 Avenue de la Santé, Montréal, Québec, H3T 2M4. Téléphone: 514 393-1111. Site Web: www.flexo-flex.com. © 2008 Flex-O-Flex. Tous droits réservés. Aucune garantie n'est donnée. \*Ce médicament n'est pas un médicament.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : Manifestation de protestation : Les policiers seront discrets, mais « ce sera tolérance zéro en cas de violence », dit Gerald Tremblay - Mise à jour: vendredi 10 octobre 2008 06:06

Claude Giguère et Joanie Godin, Le Journal de Montréal

Les policiers ont l'intention de laisser les protestataires manifester librement demain à Montréal-Nord mais ils observeront de près l'évolution de la marche, au cas où les esprits s'échaufferaient.

Selon ce que le Journal a appris, des effectifs policiers seront laissés en périphérie. Les groupes d'intervention sont mobilisés et toute demande de congé a été refusée cette semaine.

Le maire Tremblay reconnaît le droit des manifestants de s'exprimer mais avertit que cela doit être fait dans un climat de respect. «Ce sera tolérance zéro» en cas de violence ou de vandalisme, prévient-il.

Organisée par la Coalition du 11 octobre, qui regroupe 16 groupes communautaires, étudiants et anarchistes, la marche débutera à 14 h à l'angle de Pie-IX et Henri-Bourassa. Cette coalition

revendique une enquête publique à la suite de la mort de Fredy Villanueva, l'arrêt des abus policiers et une meilleure justice sociale.

L'un de ces groupes, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), croit qu'il n'y aura pas de grabuge s'il n'y a pas de provocation. Un de ses membres plaide qu'il ne s'agit pas d'un groupe d'agitateurs et se désole que les gens ne prennent pas la peine de parler de la cause. Il accuse les policiers et les médias de mener une campagne de salissage contre le COBP.

### Citoyens divisés

La moitié des groupes de la coalition ne provient pas du secteur, ce qui en laisse certains perplexes. Claude, 16 ans, a peur qu'ils «énervent les cops». Trois autres ados se disent ravis. «On y sera, c'est certain», lancent-ils.

Chez les commerçants, avisés par les policiers du risque de grabuge, les opinions divergent quant

aux risques réels. Isabelle, commis d'un club vidéo, craint plus le dévoilement du résultat de l'enquête sur la mort de Villanueva que la manifestation de demain. «Si les policiers sont blancs, ça va péter...»

Franklin Brismard, qui travaille auprès des jeunes de la rue, croit qu'il faudra plus que des subventions ou des manifestations pour changer les choses. «Les problèmes, ils durent depuis 20 ans. Des parcs neufs, oui, mais des emplois aussi», réclame-t-il.

Le maire Tremblay était d'ailleurs de passage dans le quartier, hier, pour annoncer des investissements de 1,76 million dans les infrastructures sportives et les parcs, ce qui s'ajoute à d'autres sommes plus modestes vouées à des projets culturels et communautaires.

## THE GAZETTE : Tremblay pours \$2.2 million into Montreal North : SPORTS, LIBRARIES, SOCIAL PROGRAMS - But 'soccer fields won't put food on the table,' local protest group says - Friday, October 10, 2008

Two months after a police shooting and street rioting rocked Montreal North, Mayor Gerald Tremblay has announced \$2.2 million in new

sports, cultural and social services for youth and families in the area.

The projects include a new children's playground, two soccer pitches for pickup games, additional books and video games for adolescents who use



the library, and a range of community support programs for youth in difficulty.

"We promised quick action, and solutions with lasting effect, and that's what we have done," Tremblay said during a news conference yesterday at the Maison culturelle et communautaire de Montréal Nord.

"It's a first step in the right direction," said Jean-Pierre Beauchamp, of Initiative Montréal-Nord en santé, one of dozens of community groups that have been working together for the past two months to identify the most pressing problems in the area.

Montreal North resident Mario Joseph, 26, welcomed the city's plan.

"Youth want people to listen to them, and what the city did today was pretty good," said Joseph, of Évolu-Jeune, a group of friends who "succeeded" in school and work and now get together in their spare time to run youth activities in the area.

But the injection of new city funding failed to impress Montréal-Nord Républik, a protest group formed after Montreal police fatally shot 18-year-old Fredy Villaneuva Aug. 9 during an altercation in Henri Bourassa Park.

The group is helping organize a march tomorrow through Montreal North to demand an independent investigation into the shooting. The rally is also meant to protest against alleged police brutality and racial profiling, and demand better social conditions for area residents.

"Soccer fields won't put food on the table," Will Prosper, spokesperson for Montréal-Nord Républik, said yesterday.

The march starts at 2 p.m. from Pilon Park at the corner of Henri Bourassa and Pie IX Blvds. The destination: Henri Bourassa Park, site of the Villaneuva shooting.

Prosper said the rally will be peaceful.

"It's a family march - we don't want anyone hiding behind masks."

Police say they will have officers in the area to direct traffic and watch for trouble.

Merchants are being warned to keep an eye on their businesses and remove potentially dangerous items, such as garbage cans, from outside their shops, police said.

Rally organizers have not asked the city for a permit, so the exact route of the march is not yet known, said Commander Roger Belair of Station 39 in Montreal North.

Tremblay appealed to marchers to remain calm and respectful, especially to police authorities who "work under difficult circumstances."

The mayor said he has yet to see the Sûreté du Québec report on the police shooting. A team of prosecutors is to decide whether to lay charges against the police officer involved.

Tremblay said he hoped the report would "make it clear what really happened."

## 24 HEURES : Les commerçants de Montréal-Nord inquiets – Vendredi 10 octobre 2008

### Les commerçants de Montréal-Nord inquiets

PAR KARINE LAPIERRE

Les commerçants de la rue Rolland se disent nerveux à l'annonce d'une manifestation organisée par Montréal-Nord Républik et la Coalition contre la brutalité policière, qui doit avoir lieu demain.

« Oui, on a peur », a répondu Isabelle, employée dans un club vidéo de la rue

Rolland. Le commerce a subi des dommages lors des événements d'août dernier, alors qu'on avait mis feu à son enseigne, et que l'eau aspergée par les pompiers avait causé des bris à l'intérieur.

« Nous allons rester ouverts quand même et voir comment la situation évolue. C'est sûr qu'on va

fermer s'il commence à y avoir de la casse », poursuit la vendeuse.

« On a un peu peur, dit Harry, propriétaire d'un restaurant de fast-food au coin de la rue Rolland. Ce ne sont même pas des gens du coin qui viendront manifester, ils ne savent rien aux réalités de notre quartier. »

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord | Manifestation : On s'attend à du grabuge - Mise à jour: Jeudi 09 octobre 2008, à 05:12

Joanie Godin, Le Journal de Montréal



Des membres du Collectif opposé à la brutalité policière lors d'une manifestation en mars dernier.

© Le Journal de Montréal, Hugo-Sébastien Aubert Les policiers de Montréal craignent qu'un groupe d'agitateurs reconnus pour faire du grabuge organise une manifestation «familiale» samedi avec des résidents de Montréal-Nord.

La manifestation, prévue samedi à 14 heures au parc Pilon, a été mise sur pied conjointement par le groupe de résidents Montréal-Nord Républik et le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP). Celui-ci est reconnu pour ses manifestations qui tournent habituellement à la casse.

Le Journal a appris que des policiers ont averti hier plusieurs commerçants du secteur qu'ils couraient quelques risques, samedi, au cours de

cette manifestation «pas nécessairement pacifique».



«On a profité du recensement annuel des entreprises pour les aviser de ne rien laisser traîner à l'extérieur de leur commerce, comme des poubelles, des bancs ou de la brique, qui pourraient être utilisés pour faire du grabuge», explique Ian Lafrenière, du Service de police de Montréal. Les

commerçants qui ont reçu la visite des policiers sont loin d'être rassurés.

«C'est très inquiétant, je crois que je rêve et que je suis en enfer. J'ai donc pris la décision de fermer samedi, déclare Claude A. Barazin, propriétaire de Vitre-Art. Je me demande surtout pourquoi on en est rendu là au Québec.»

#### Agitateurs

Patrick Hébert, membre du groupe Montréal-Nord Républik, reconnaît que son groupe est associé au COBP, mais assure que le tout se passera pacifiquement.

«Il n'est pas question qu'il y ait quelque chose de violent», jure-t-il.

Pourtant, même si la manifestation prévue se dit familiale, le groupe n'écarte pas la possibilité d'avoir recours à la violence dans un communiqué publié sur son site Internet et qui invite les gens à participer.

«Tant qu'on ne fournira pas à toute la population des conditions de vie dignes des possibilités humaines, des révoltes légitimes éclateront», peut-on y lire.

Les policiers ne croient cependant pas que le collectif pourra rassembler assez de gens pour qu'il y ait danger.

«Ce ne sont pas des gens de la communauté. Pour l'instant, les gens du secteur n'ont pas l'intention de se joindre à eux», conclut le sergent Lafrenière, se voulant rassurant.

## UQAM : Suite ...

## MÉTRO : Une centaine d'emplois menacés – Mardi 28 octobre 2008

Caroline St-Pierre, Métro

Les employés de soutien de l'UQAM, qui voient plus de 100 de leurs postes menacés avant la fin de l'année, ont lancé une campagne publicitaire afin de dénoncer les compressions qu'ils jugent directement liées aux déboires financiers de l'institution.

«Nous ne sommes pas responsables de cette situation et, pourtant, c'est nous qui payons en perdant nos emplois», a affirmé le président du syndicat, Roland Côté.

Selon lui, l'entente intervenue le 9 octobre entre l'université et le gouvernement, qui vise à éponger la dette liée au projet immobilier de l'UQAM,

est insatisfaisante. «La situation de l'UQAM est loin d'être réglée, a indiqué M. Côté. L'entente règle le problème hypothécaire de l'université, mais non son problème de sous-financement.»

L'entente oblige l'université à atteindre «la voie de l'équilibre budgétaire», une exigence qui, selon le syndicat, entraînera des coupures de 4M\$ et la suppression de près de 70 emplois au cours des prochaines semaines, en plus des 40 autres perdus au printemps dernier.

Jean-Pascal Bernier, l'attaché de presse de la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, convient que les problèmes budgétaires de l'UQAM sont loin d'être réglés. «Mais il faut regarder

der l'ensemble des investissements faits par le gouvernement», soutient-il.

M. Bernier a souligné que le gouvernement a accepté de rembourser la dette de 180 M\$ liée au Complexe des sciences, en plus d'avoir injecté 200 M\$ dans l'îlot Voyageur et débloqué une subvention conditionnelle de 85 M\$.

La campagne publicitaire, intitulée «On n'est pas coupables», sera diffusée sur les ondes de Rythme FM, RockDétente et 98,5 FM, au cours des deux prochaines semaines.

Les représentants de l'UQAM ont refusé de commenter la situation.

## LE DEVOIR : Négociations avec Busac - Pas question de mêler le dossier de l'OSM à celui de l'UQAM, dit Québec - Édition du jeudi 23 octobre 2008

Kathleen Lévesque, Clairandréa Cauchy

La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, refuse de lier le règlement du dossier de l'îlot Voyageur entre l'UQAM et Busac à l'octroi du contrat de construction de la future salle de l'OSM pour lequel Busac est candidat.

C'est le député de l'Action démocratique du Québec, Éric Laporte, qui a soulevé la question à l'Assemblée nationale sur la possibilité que la ministre puisse ne pas considérer «d'octroyer le contrat à Busac tant et aussi longtemps que le litige avec l'îlot Voyageur ne sera pas réglé». M. Laporte a interrogé le gouvernement sur son incapacité à «libérer l'UQAM de l'emprise de Busac».

Le promoteur immobilier Busac fait partie d'un consortium qui est en lice pour construire la nouvelle salle de concert.

Pour la ministre des Finances, ce n'est pas une façon de gouverner. «On travaille à la solution du dossier de l'UQAM», a affirmé Mme Jérôme-Forget sans toutefois nier que les négociations avec Busac sont au point mort, comme le révélait hier Le Devoir. Tout au plus a-t-elle indiqué qu'elle refusait de négocier sur la place publique.

Depuis plus d'un an, le gouvernement a annoncé la reprise de l'îlot Voyageur. C'est donc Québec qui doit négocier directement avec Busac pour démêler l'écheveau qu'est le contrat commercial avec l'UQAM. Parallèlement, le gouvernement cherche un repreneur pour assurer le développement de ce secteur du centre-ville de Montréal.

D'ici là, le projet de l'îlot Voyageur, qui devait permettre à l'UQAM d'asseoir son autorité au centre-ville et de freiner son déficit d'espace, a toutes les allures d'un squelette de béton. Le

député péquiste Sylvain Simard s'est désolé de voir le chantier à moitié complété avec des structures déjà dégradées. Il l'a décrit en Chambre comme le «monument à la mauvaise gestion libérale», allant même jusqu'à le rebaptiser «îlot Fournier».

Mis sur la défensive, l'ancien ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a tenu à souligner la «tromperie des dirigeants» de l'UQAM, comme l'a mentionné dans son rapport le vérificateur général. Sa collègue Jérôme-Forget a soutenu qu'il s'agissait «d'imposture», rappelant que le contrat signé entre l'UQAM et Busac l'a été «clandestinement».

## LE DEVOIR : 1ère page : UQAM: Québec et Busac ne négocient pas – Édition du mercredi 22 octobre 2008

Clairandréa Cauchy, Kathleen Lévesque

Plus d'un an après que le gouvernement du Québec eut annoncé qu'il dégageait l'Université de Québec à Montréal (UQAM) des implications financières du projet de l'îlot Voyageur, les négociations avec le promoteur immobilier Busac, propriétaire du chantier, sont au point mort. Selon les informations obtenues par Le Devoir, les pourparlers entre les représentants du ministère des Finances et la firme Busac pour dénouer les liens contractuels entre le promoteur immobilier et l'UQAM n'ont jamais réellement commencé. Pourtant, lorsque les ministres impliquées dans le dossier ont été interrogées, soit la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne et celle des Finances Monique Jérôme-Forget, elles ont fait état d'intenses discussions pour résoudre le problème. Encore il y a deux semaines, alors qu'elle annonçait que le gouvernement épongerait la dette de 180 millions liée à la construction du Complexe des sciences en plus de celle liée à l'îlot Voyageur, la ministre Courchesne disait avoir bon espoir d'arriver à un règlement pour le chantier de l'îlot Voyageur. «C'est un terrain bien situé, un endroit de choix au centre-ville de Montréal. Il faut comprendre que c'est sur le plan contractuel et juridique très complexe», affirmait-elle.

De fait, le chantier de l'îlot Voyageur ne bouge plus depuis belle lurette. Et les discussions entre Québec et Busac sont au même point. «La dette est épongée, mais la plaie demeure. Le squelette est toujours là à la vue de tout le monde», souligne-t-on dans les coulisses de l'UQAM.

Interrogée la semaine dernière sur l'absence de négociations, la ministre des Finances s'est abstenue de commenter, refusant de dire s'il y avait bel et bien eu des pourparlers entre ses procureurs et

ceux de Busac. «Le dossier avec M. Busac, c'est un dossier que je vais rendre public en temps et lieu. [...] Je ne suis pas prête à en parler maintenant. Je vais en parler quand j'aurai quelque chose à dire», a indiqué Mme Jérôme-Forget.

À son cabinet, on a dit ignorer à quel rythme vont les échanges entre les avocats des parties. De la même façon, on refuse de se prononcer sur l'échéancier pour un règlement.

La grande argentière de Québec reconnaît toutefois que le promoteur immobilier pourrait tenter une poursuite contre l'UQAM si le dossier traînait en longueur. «C'est tout à fait possible. Je ne vais pas commencer à parler de cela parce que je veux d'abord trouver une solution à ce problème. Dans le moment, je ne suis pas en poursuite, je suis dans la recherche d'une solution», a ajouté Mme Jérôme-Forget.

Busac aurait jusqu'en 2009 pour tenter des procédures judiciaires contre l'UQAM pour bris de contrat, après quoi le délai de prescription serait dépassé. L'entente entre l'UQAM et Busac prévoyait une rémunération de l'ordre de 90 millions, dont l'ampleur devait varier en fonction des coûts de construction, selon l'analyse effectuée par le Vérificateur général dans son rapport publié en juin dernier.

Négociation: de report en report

En mai 2007, Lucien Bouchard, associé chez Davies Ward Phillips Vineberg, a été embauché par l'UQAM pour négocier la fin des travaux avec Busac. Le promoteur, propriétaire de l'ensemble du périmètre de l'îlot Voyageur grâce à un prêt garanti par l'UQAM, devait construire et céder à l'université le stationnement et les résidences étudiantes. Les trois autres composantes du projet -- soit la gare d'autocars (pratiquement

terminée), le pavillon universitaire et la tour de bureaux -- devaient être construites par Busac et faire l'objet d'un bail en emphytéose d'une durée de 30 ans. La construction de cette portion du projet était financée par une émission d'action de 269 millions garantie par l'UQAM dont le gouvernement du Québec s'est porté acquéreur pour ne pas perturber sa position sur les marchés financiers.

Au printemps 2007, les travaux ont été interrompus temporairement, alors que le stationnement était terminé (à l'exception de la guérite de l'entrée), que la gare était pratiquement achevée sans être reliée au métro et que le squelette des résidences étudiantes était monté. Le pavillon et la tour de bureaux ne sont cependant jamais sortis de terre.

Selon nos informations, le négociateur de l'UQAM, Lucien Bouchard, a reporté à maintes reprises la tenue de discussions sur les modalités de bris de contrat, puisque la construction du pavillon et de la tour de bureaux avait avorté. En septembre 2007, le gouvernement a annoncé qu'il reprenait le dossier de l'îlot Voyageur à sa charge. Les discussions ont alors été reportées jusqu'au dépôt du rapport du Vérificateur général, dévoilé en juin dernier.

À la suite du dépôt du rapport, Busac aurait fourni au ministère des Finances une évaluation du montant souhaité pour rompre le contrat avec l'UQAM. Cette demande serait restée sans suite de la part des procureurs du gouvernement.

Me Lucien Bouchard n'est plus impliqué dans le dossier depuis la fin de l'été. Interrogé sur l'état d'avancement des négociations il y a de cela deux semaines, M. Bouchard affirmait ne pouvoir en parler et se disait bien «marrri» de cette situation.



Une entente de confidentialité entoure ces discussions depuis plus d'un an. En mars dernier, Le Devoir révélait qu'une filiale de la Caisse de dépôt et placement, la Société immobilière Trans-Québec (SITQ), analysait depuis plusieurs mois la possibilité de mettre la main sur l'îlot Voyageur pour redéployer le site qui a une valeur commerciale importante. Ce scénario n'a guère évolué depuis. Vendredi dernier, la porte-parole de la SITQ, Amélie Plante, affirmait que le projet était «toujours à l'étude».

«Il y a des discussions, mais on est loin d'une phase de négociations» avec le ministère des Finances, a en fait indiqué Mme Plante. En fait, avant que la SITQ puisse reprendre le dossier, le gouvernement devra avoir fait place nette avec Busac. La SITQ n'a donc pas eu de contact direct avec le promoteur sur les conditions d'une éventuelle reprise du projet. Québec a mis de côté une réserve de 200 millions pour dégager l'UQAM de ses responsabilités financières en lien avec l'îlot Voyageur. Déjà, le gou-

vernement assume depuis quelques mois les factures adressées à l'UQAM qui concernent l'îlot Voyageur. La firme Busac est par ailleurs sur les rangs pour un autre imposant projet au centre-ville de Montréal, financé par l'État. Elle fait en effet partie d'un des deux consortiums sur la ligne de départ pour construire la nouvelle salle de l'Orchestre symphonique de Montréal, en mode de partenariat public-privé.

**24 HEURES : Crise financière à l'UQAM : Les étudiants continuent de s'interroger – Mercredi 15 octobre 2008**

**THE GAZETTE : Editorial : UQAM bailout was Quebec's least bad option – Tuesday, October 14, 2008**



PHOTO ARCHIVES

Beaucoup d'insatisfaction chez les étudiants de l'UQAM.

**■ CRISE FINANCIÈRE À L'UQAM**

**Les étudiants continuent de s'interroger**

PAR JEAN-CLAUDE GRENIER

Les étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont accueilli avec un brin de soulagement l'annonce de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne de redonner les subventions retenues depuis les trois dernières années par le ministère de l'Éducation ainsi que d'assurer la prise en charge d'une part de 180 millions \$ de l'endettement encourue par la construction du Complexe des sciences. Toutefois, les membres de

l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion et l'Association des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM s'inquiètent du silence de la ministre sur le prise en charge par le gouvernement du Complexe de l'îlot Voyageur comme elle s'était engagée à le faire, il y a un an. Selon les regroupements étudiants de l'UQAM, ce sont les étudiants, les professeurs, les chargés de cours et les employés de l'institution qui

font les frais de la crise financière à coût d'augmentation des frais institutionnels ainsi qu'un gel de l'embauche de professeurs. «La ministre Courchesne ne répond pas au rapport des experts qu'a mis sur pied le recteur Claude Corbo et qui a démontré que l'UQAM est désavantagée par le méthode de financement des universités», indique Frédéric Tremblay, président de l'École des sciences de la gestion.

**UQAM bailout was Quebec's least bad option**

Quebec City had no choice at this point about bailing out the Université du Québec à Montréal. The university was paying \$9 million a year to cover costs on an outrageous and totally unnecessary \$400-million debt – that the province had a hand in creating. But abandoning the university to struggle with the debt would have been tantamount to letting it go under.

*“Other universities rightfully complain that they are all being punished for UQAM’s failings.”*

education minister, should have been more alert to signs of the impending crisis. Fournier approved large-scale financing for UQAM. It was a time to ask questions, and he didn't.

UQAM, which plays Concordia to Université de Montréal's McGill, has too important and too big a role in Quebec's university system to allow that to happen.

Other universities rightfully complain that they are all being punished for UQAM's – and the province's – failings. McGill University principal Heather Monroe-Blum said last fall. “University establishments are already boxed in by laws, regulations, decrees and protocols.” She added that Quebec universities have managed their finances fine – even in the face of chronic underfunding by the province.

But if the government has done the right thing by mopping up the mess, that still leaves a whole host of questions that Quebec City needs to answer: The first that comes to everyone's mind is: How was it possible for UQAM to rack up so much debt without the province knowing about it, much less approving it?

Only part of the answer is that universities could undertake on their own loans and issue bonds, a freedom that Finance Minister Monique Jérôme-Forget intends to put an end to with Bill 44, which requires universities to clear large financial transactions with the Quebec cabinet.

With this \$400-million gift to UQAM, the Charest government has handed over what otherwise might have been shared among all the universities. The other schools feel, with some justice, that UQAM is being compensated for its profligacy: Spend like a drunken sailor on expansion plans for which there is no pressing need and not enough students – and the government will bail you out.

Another part of the problem was that UQAM's rector at the time was less than forthright with the university's board. But Jean-Marc Fournier, then

It is unfair that the so much money will go toward a bailout. The other universities that played by the rules and are doing their best in a bad situation should at least receive more adequate funding. Bullying and short-changing the conscientious makes no sense.

**JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM | 400 M\$ : Trop tard - Une fuite en avant, croit l'opposition - Mise à jour: samedi 11 octobre 2008, à 09:09**

Mathieu Boivin  
QUÉBEC | Les 400 M\$ que le gouvernement québécois allongera finalement pour libérer l'UQAM de ses dettes immobilières arrivent un an trop tard, estiment les partis d'opposition. «La ministre (de l'Éducation) Courchesne a perdu un an à essayer de nous faire croire que les contribuables ne paieraient pas et que les programmes d'enseignement ne seraient pas coupés, pour finalement revenir au point de départ et faire ce que le vérificateur général avait prédit en déposant son rapport, en novembre 2007», a analysé le député adéquiste Éric Laporte.

«Tout le temps perdu dans cette fuite en avant fait que ça coûte encore plus cher que ce que c'était censé coûter en frais d'experts, d'avocats et de comptables», a-t-il poursuivi. Selon lui, Mme Courchesne a «très mal géré le dossier». **Un «désastre annoncé»**  
Au Parti québécois, le député Sylvain Simard a admis que Mme Courchesne n'avait d'autre choix que d'éponger la dette de l'université montréalaise, qui était en train de couler à pic au milieu de frais d'intérêt évalués à plus de 55 000 \$ par jour.

Mais ces 400 M\$, a-t-il dit, auraient pu être éparpillés «si (l'ex-ministre de l'Éducation) Fournier avait fait son travail. Or, il n'a pas réagi aux signaux et c'est une catastrophe que paieront maintenant tous les Québécois.» M. Simard a d'ailleurs ajouté que «les bâtiments de l'îlot Voyageur -- un projet dont on ne sait toujours pas où il s'en va -- demeurent un monument bien visible à l'incompétence des gestionnaires et d'un ministre qui n'a pas su arrêter un désastre annoncé».

**LE DEVOIR : Éditorial : UQAM - Monsieur Net, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du vendredi 10 octobre 2008**

Faisant contre mauvaise fortune bon coeur, le gouvernement du Québec se résout à éponger la dette de l'UQAM, toujours étouffée sous le poids de ses erreurs et créances. Il n'avait d'autre choix que de mener ce sauvetage, étant donné sa part de responsabilité dans le désastre. À tous égards, le prix à payer est toutefois lourd. En annonçant hier qu'elle sortait l'UQAM du gouf-

fre, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, confirme un engagement de 380 millions. C'est une belle bouée dorée: pour sauver un seul établissement, Québec verse la totalité du réinvestissement revendiqué par toutes les universités depuis des lustres! On en entend grogner en coulisses...

Le montage est simple: pour l'îlot Voyageur, cette carcasse neuve mais vide dont l'avenir reste incertain, Québec promet 200 millions de dollars. Il ajoute 180 millions pour soulager l'UQAM du fardeau du Complexe des sciences, cet autre projet immobilier par lequel les déboires de l'université ont commencé.



La situation était devenue intolérable: noyée sous les dettes, l'UQAM accumulait des intérêts de plus de 50 000 \$ chaque jour, de quoi l'égorger! Elle a présenté plan d'équilibre sur plan d'équilibre depuis des mois sans jamais trouver écho favorable. Pourquoi lui venir maintenant en aide? Un peu sans doute parce que l'UQAM n'est pas seule à traîner une réputation de polissonne depuis le dévoilement de sa déconvenue. Comme témoin passif, le gouvernement est aussi responsable de cette descente aux enfers. Il a été établi que le ministre de l'Éducation d'alors, Jean-Marc Fournier, avait suffisamment d'éléments pour prévoir une crise. Au printemps 2006, le ministère des Finances a soutenu une imposante émission

d'actions pour l'UQAM. Il aurait dû alors poser des questions. Ce «cadeau» de 400 millions est peut-être aussi une manière implicite de reconnaître un sous-financement chronique contre lequel l'établissement se bat depuis des années. Le dernière distribution du réinvestissement fédéral fait de l'UQAM une des grandes perdantes car elle n'a pas de «statut spécifique», ce qui atteste son statut d'université lésée. En soulageant l'UQAM de ce fardeau, Québec pige dans ses coffres mais il paie aussi cher de ses liens avec les autres universités. Celles-ci rageront d'assister, impuissantes, à cette rédemption relativement «aisée». Antipathique, l'UQAM leur

enlève autant d'argent qu'elle en reçoit, en plus de leur laisser dans la gorge une future loi sur la gouvernance qui n'a rien pour les ravir. C'est le candidat au rectorat Claude Corbo qui convenait lui-même de la position inconfortable du gouvernement, qui hésitait à aider l'UQAM pour ne pas être accusé de «récompenser l'aventurisme immobilier, l'irresponsabilité administrative, la délinquance financière». Monsieur Net a fait son travail. Mais la partie n'est pas gagnée. Des négociations restent à mener avec les syndicats; la confiance est à rétablir avec de nombreux partenaires; le déficit est à résorber d'ici 2013. Mais on a affranchi l'UQAM de ses chaînes. Il le fallait. □

**THE GAZETTE : \$400-million UQAM bailout « good for Quebec society » - Student associations fear the move does not address root causes of the crisis - Saturday, October 11, 2008**

**\$400-million UQAM bailout  
'good for Quebec society'**

which was spending about \$8 million each year just to cover debts on the science pavilion, could not have recovered, Courchesne maintained Thursday. Without intervention, UQAM's capital debt was expected to top half a billion dollars by 2012.

Two UQAM student associations greeted news of the bailout with a sigh of relief but questioned why the government hasn't said what it'll do about the stalled Ilot Voyageur complex. "Since the start of the crisis, UQAM's students, professors, lecturers and employees have been paying the price through increased fees and a hitting freeze," the 17,000-member education and management student bodies said in a joint statement.

Holding back subsidies from UQAM cost the university \$26,000 a day in extra interest payments, the bailout does nothing to reimburse that and the Ilot Voyageur misadventure still is a financial burden, said Maxime Tasse, president of the education students association.

Courchesne's announcement also doesn't address UQAM's chronic underfunding, added management students president Frederik Tremblay. "In that sense, the causes that aggravated the crisis are still not settled," he said.

**montrealgazette.com**  
**SOUNDOFF!**  
Do you think Quebec's bailout of UQAM is fair to our other universities? Did Quebec have any alternative? Give us your views at [montrealgazette.com/soundoff](http://montrealgazette.com/soundoff)

**Student associations fear the move does not address root causes of the crisis**

hasn't been able to balance its budget for the last three years. Last year, Courchesne gave UQAM a \$20-million advance on the operating grants as an emergency measure to stay afloat. Withholding funding from universities that fail to meet their operating budgets has been standard practice for years.

In exchange, the university has committed to getting its financial house in order and operating in the black no later than 2013-14.

The minister repeated her vow to introduce legislation within

**"For the well-being of Quebec, UQAM has to turn to the future."**

Heather Munroe-Blum

weeks to require more stringent control over university administrations and closer oversight on large-scale construction. "We're not just putting money in UQAM and (saying) do as you wish," Courchesne said. "We are restructuring all the governance."

Munroe-Blum agreed. "Quebec universities firmly believe that putting principles of good governance into practice must be effective, be done in accordance with the values, traditions and culture of each university," she said, adding it is very possible each one will sign an agreement with the minister to that effect. Without the bailout, UQAM

**THE GAZETTE**

The \$400-million Quebec government bailout of financially troubled Université du Québec à Montréal is good for all of the province's cash-strapped universities and for Quebec society in general, the group that represents its top administrators said yesterday.

"For the well-being of Quebec society, UQAM had to be allowed to turn toward the future," Heather Munroe-Blum, president of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, said in a statement.

"We express our support to the rector of UQAM, Claude Corbo, and hope that he meets the challenge his establishment now faces," said Munroe-Blum, who is principal and vice-chancellor of McGill University.

Ensuing the financial pressures on UQAM with a special fund does not deprive the other universities of the funding they currently have, she added.

Saying it's time to "turn the page" on UQAM's disastrous real-estate ventures, Education Minister Michelle Courchesne announced the bailout Thursday. It includes picking up the \$160-million tab on UQAM's Pierre Dansereau science complex and comes on top of the \$200 million the government is already spending to cover costs on the stalled Ilot Voyageur site. Quebec will also fork over the \$67 million in operating grants it had withheld because UQAM

**LE DEVOIR : 1ère page : Québec épongera la dette de l'UQAM : Le fiasco immobilier coûtera près de 400 millions aux contribuables - Édition du vendredi 10 octobre 2008**

Claïrandrée Cauchy  
Le scandale immobilier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) coûtera près de 400 millions aux contribuables québécois. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a annoncé hier son plan de sauvetage pour renflouer les finances de l'université: Québec épongera complètement l'ardoise du fiasco immobilier que constituaient les projets du Complexe des sciences et de l'Ilot Voyageur. Aux 200 millions déjà mis en réserve pour décharger l'UQAM du projet de l'Ilot Voyageur, le gouvernement du Québec a décidé cette semaine d'allonger un nouveau montant de 180 millions pour effacer en entier la dette liée à la construction du Complexe des sciences. La ministre Courchesne, qui avait écarté un tel scénario à plusieurs reprises par le passé, a refusé de voir un lien entre le soudain déblocage des fonds et l'imminence d'une campagne électorale provinciale.

«Cela n'a rien à voir avec des élections ou des rumeurs d'élections», a assuré Mme Courchesne, liant plutôt le règlement au renouvellement du conseil d'administration de l'UQAM. Rappelons que la présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon, a récemment été nommée au conseil, puis élue à sa présidence. «On voulait s'assurer que [le recteur Claude] Corbo pouvait amorcer les mesures qu'il a décrites, qu'il aurait la collaboration de la communauté. Le Conseil des ministres avait besoin de s'assurer qu'il y avait un nouveau conseil d'administration et de connaître ses intentions, sa volonté. On ne dégage pas 400 millions pour une seule université comme cela», a expliqué Mme Courchesne. La ministre multipliait néanmoins les remerciements à l'intention de ses collègues, et plus particulièrement à l'égard de la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget: «Ce n'est pas

facile de pouvoir gérer les finances publiques et en même temps d'investir 400 millions dans le dossier de l'UQAM.» Il ne faut pas non plus voir dans cette décision une reconnaissance d'un «sous-financement» chronique et historique de l'université montréalaise. «La décision a été prise parce qu'on reconnaît l'importance de cette université dans l'univers éducatif du Québec», a ajouté Mme Courchesne. En plus de doubler sa mise pour éponger la dette immobilière de l'UQAM, le gouvernement a accepté de verser les 65 millions de dollars des subventions conditionnelles retenues, ce qui désengorgera la marge de crédit de l'UQAM. En contrepartie, l'université s'engage à atteindre l'équilibre budgétaire complet d'ici six ans, soit en 2013-14. L'UQAM présentera aussi un plan stratégique de développement pour la période allant de 2009 à 2014.  
**Soulagement**

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, a poussé un soupir de soulagement hier. «Par ces décisions, le gouvernement nous libère véritablement d'un long cauchemar collectif. Cela tranche de façon résolue le nœud gordien financier qui a trop longtemps étouffé l'UQAM et qui a mis en péril sa capacité d'assumer pleinement sa mission», a fait valoir le recteur en se faisant le porte-voix de la communauté uqamienne.

«Maintenant que l'hypothèque immobilière est levée, il est possible de voir clair dans nos perspectives financières», a poursuivi le recteur, qui devra au cours des prochains mois négocier des conventions collectives avec tous les syndicats de l'UQAM, à l'exception de celui des chargés de cours, dont la convention a été signée récemment.

Concrètement, la dette effacée du Complexe des sciences allège le budget annuel de quelque neuf millions. Sans l'aide du gouvernement, l'UQAM n'arrivait pas à remettre ses finances à flot. «La situation de l'UQAM était cauchemardesque. On ne peut pas tout régler d'un seul coup, on y va morceau par morceau... Cela va faire un bien immense à la communauté de l'UQAM de sentir qu'un poids s'est enlevé de sur ses épaules. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on est dans l'allégresse jovialiste complète», a indiqué M. Corbo.

Dans la première tranche de son rapport déposé en octobre 2007, le Vérificateur général estimait que l'UQAM ne pouvait se sortir de la spirale d'endettement dans laquelle elle était plongée sans une aide supplémentaire. Le VG estimait alors que l'endettement lié aux projets immobiliers atteindrait le demi-milliard en 2012, dont la majeure partie était attribuable au Complexe des sciences et à la construction avortée de l'îlot Voyageur.

La perspective d'un retour à l'équilibre, autrefois impossible sans sabrer le cœur même de la mission de l'UQAM, devient ainsi possible. Il reste cependant encore du pain sur la planche. Selon des données préliminaires, en excluant la dette immobilière, il subsisterait un manque à gagner de quelque 15 millions sur six ans.

Pour clore une fois pour toutes le dossier, les négociations devront en outre se conclure entre le ministère des Finances et la firme Busac, pour dénouer les liens contractuels qui unissent le promoteur immobilier à l'UQAM. La ministre se montrait cependant confiante hier d'en arriver à un règlement, alors que les négociations s'étirent depuis plus d'un an. «Cela va plutôt bien. C'est long, parce que tout cela est légalement très complexe. [...] C'est un terrain bien situé, un endroit de choix au centre-ville de Montréal. Il faut comprendre que c'est sur les plans contractuel et juridique très complexe. On ne peut, comme gouvernement, briser ce lien par simple décret du Conseil des ministres», a fait valoir Mme Courchesne, reconnaissant du même soufflé que le montant de 200 millions mis de côté à cette fin par le gouvernement pouvait «varier».

Pour l'heure, le promoteur immobilier Busac est toujours propriétaire de la gare d'autobus, qui est pratiquement terminée mais n'est toujours pas reliée au métro, du stationnement ainsi que de la structure de ce qui devait devenir des résidences

étudiantes. Le pavillon universitaire et la tour à bureaux prévus à l'origine dans le projet n'ont cependant pas vu le jour. D'ici à ce qu'une entente soit conclue, le gouvernement paie les factures envoyées par Busac et ses sous-contractants à l'UQAM.

S'il est maintenant clair que l'UQAM ne bénéficiera jamais des installations de l'îlot Voyageur, elle demeure toujours propriétaire du Complexe des sciences et pourra disposer comme elle l'entend des revenus de location qu'il génère.

#### Réactions

Le secours de Québec a été accueilli positivement par la CSN et la FTQ, qui représentent toutes deux des employés de l'UQAM, ainsi que par certaines associations étudiantes. «Nous avons besoin d'une université comme l'UQAM, dont la vocation et le rôle social ont déjà permis de former plusieurs générations d'étudiants. Nous devons saluer l'intervention avisée de la ministre», a déclaré le secrétaire général de la FTQ, René Roy.

Sa collègue de la CSN, Denise Boucher, a qualifié le geste de Québec de «pas dans la bonne direction». La centrale, qui représente notamment le syndicat des chargés de cours, invite néanmoins le gouvernement à réinvestir dans l'ensemble du réseau des Universités du Québec.

Les associations représentant les étudiants en gestion et en éducation ont aussi applaudi à l'injection de fonds. Elles déplorent cependant que celle-ci survienne si tardivement, alors que des intérêts quotidiens de quelque 56 000 \$ courent depuis plus d'un an.

## LA PRESSE : Gouffre financier de l'UQAM: Québec éponge la dette du Complexe des sciences – vendredi 10 octobre 2008

Judith Lachapelle, La Presse

Dans une volonté affirmée de «tourner la page sur l'épisode le plus sombre» de l'UQAM, Québec accepte d'éponger la dette de 180 millions du projet du Complexe des sciences. Avec les 200 millions qu'a également coûtés le chantier - toujours abandonné - de l'îlot Voyageur, ce sont près de 400 millions qu'a dû verser jusqu'ici le gouvernement pour sortir l'UQAM du pétrin financier.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est dite «soulagée» hier de l'entente avec la direction de l'UQAM et son conseil d'administration. La situation financière reste «préoccupante», a-t-elle souligné, mais les efforts déployés jusqu'ici par le recteur Claude Corbo et le conseil d'administration pour redresser la barre justifient l'engagement de Québec.

Les nouveaux millions vont enlever «un poids énorme dans le financement de l'université, puisqu'elle a un taux d'endettement très élevé, a dit la ministre Courchesne. Ce taux d'endettement se traduit par des taux d'intérêts à verser annuellement qui pèsent très lourd sur son budget de fonctionnement.» Ces intérêts ont été évalués à 56 000\$ par jour et menaçaient de plonger l'UQAM dans un gouffre financier de plus d'un demi-milliard d'ici 2012.

L'aide est conditionnelle à ce que l'UQAM atteigne l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014. Le conseil d'administration s'y est engagé hier, et le recteur Corbo n'a pas douté une seconde qu'il y parviendrait. «L'UQAM était en équilibre budgétaire au début des années 2000», a-t-il dit. Pour l'exercice 2008-2009, le déficit est d'un million de dollars, sans les frais financiers évalués à 19 millions avant que Québec n'éponge la dette de 180 millions.

#### Îlot à vendre

Le règlement du dossier à ce moment-ci n'a «rien à voir» avec une volonté de faire le ménage avant des élections provinciales, a affirmé la ministre Courchesne. C'est plutôt le temps qu'il aura fallu pour obtenir de la direction de l'UQAM l'assurance qu'elle allait gérer son budget avec rigueur, a-t-elle répété.

Le chantier de l'îlot Voyageur, qui devait accueillir des résidences et des locaux pour l'Université en plus de la nouvelle gare d'autobus, reste désert. L'UQAM est toujours liée juridiquement au promoteur Busac, mais le gouvernement est présentement en négociations pour trouver un promoteur qui reprendra le projet, sans l'UQAM.

Le recteur Claude Corbo a également indiqué que «l'Université a demandé à ses conseillers juridi-

ques d'examiner toutes les bases juridiques de recours civil possible» contre les responsables du fiasco financier.

Le vérificateur général du Québec, dans un rapport publié en juin, a notamment identifié trois anciens dirigeants de l'UQAM - l'ancien recteur Roch Denis, l'ancien vice-recteur Mauro Malservisi et l'ancien directeur des investissements, Nicolas Buono - pour leur mauvaise gestion des projets immobiliers. Le partenaire privé de l'UQAM, Busac, a aussi été blâmé. La Sûreté du Québec mène une enquête criminelle dans ce dossier.

#### D'autres subventions débloquées

Avec la résolution de l'Université d'atteindre l'équilibre budgétaire, le ministère accepte de verser à l'UQAM le reste des 85 millions de subventions conditionnelles qu'il retenait. Le mois dernier, Claude Corbo avait dénoncé cette pratique qui «a pour effet de creuser davantage les difficultés financières» des universités.

Michelle Courchesne a reconnu hier que la mesure «n'était pas le meilleur outil» pour forcer les universités à atteindre l'équilibre budgétaire et qu'il fallait en trouver un autre.

## MÉTRO : Brève : Dettes de l'UQAM : Une partie assumée par Québec – Vendredi 10 octobre 2008

**Dettes de l'UQAM**  
**Une partie assumée par Québec**  
 Montréal. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a annoncé hier, la prise en charge par le gouvernement québécois de l'endettement encouru par l'UQAM pour son projet du Complexe des sciences, ce qui représente une somme de 180 M\$.  
 En plus, le gouvernement du Québec a accepté de verser des subventions de 85 M\$ à l'UQAM.  
 LA PRESSE CANADIENNE

**THE GAZETTE : First page : UQAM bailout : Tax payers to pick up \$400M tab – Time to « turn the page » Science complex alone to cost Quebec \$180 million, minister says – Friday, October 10, 2008**

Quebec taxpayers will spend nearly \$400 million to bail out financially strapped Université du Québec à Montréal.

Saying it's time to "turn the page" on the university's disastrous real-estate ventures, Education Minister Michelle Courchesne said Quebec will pick up the \$180-million tab on the Pierre Dansereau science complex.

Yesterday's rescue comes on top of the \$200 million the government is already spending to cover costs on the Îlot Voyageur site. Still unfinished, UQAM is desperately seeking a promoter to take over from Busac, a real estate developer that owns the property through a complicated and controversial leasing agreement with UQAM's previous administration.

Meanwhile, Quebec will fork over the \$65 million in operating grants it had withheld because UQAM hasn't been able to balance its budget for the last three years. Last year, Courchesne gave UQAM a \$20-million advance on the operating grants as an emergency measure to stay afloat. Withholding funding from universities that fail to meet their operating budgets has been standard practice for years.

**UQAM : New rector Corbo shows tenacity: minister**

Yesterday, Courchesne said she's no longer sure that's the best way to go and is willing to review the policy.

No solution has been found for the Îlot Voyageur on Berri St., a building that UQAM no longer wants or expects to use.

Courchesne said her decision reflects the pivotal role UQAM plays on the education scene in Quebec and was spurred by encouraging changes since Claude Corbo took the helm as rector last winter.

Courchesne applauded Corbo's efforts to develop a strategic plan, saying he had shown courage, tenacity and wisdom when most people would have thrown in the towel.

Last month, Isabelle Hudon, president of the Chambre de commerce du Montréal métropolitain, was named chair of the university's board of governors. And yesterday, the university named its new chancellor, Réal Raymond, a UQAM alumnus and former president of the Banque Nationale du Canada.

In exchange, the university has committed to getting its financial house in order and operating in the black no later than 2013-14.

Corbo said when he took office last winter, the situation at UQAM was "nightmarish on every level." Some of those headaches remain. The university still needs to reach deals with personnel on which programs can be eliminated or pared down. Corbo is waiting for legal advice on a possible lawsuit against former rector Roch Denis and two senior advisers who okayed the projects. But the rector expects the mood will ease now that the bulk of the financial burden has been lifted.

The minister repeated her vow to introduce legislation within the coming weeks to demand more stringent control over university administrations and closer oversight on large-scale construction.

There was no immediate reaction from other Montreal universities. Publicly diplomatic, rectors

and principals have been privately outraged by proposals seen to punish others for UQAM's extravagant and ill-conceived construction projects.

"I'm not saying it's their first choice, but other universities understand the rationale for this," Courchesne said. "We're not just putting money in UQAM and do as you wish. We are restructuring all the governance."

The sad truth, Courchesne said, is that without the bailout, UQAM, which was spending roughly \$9 million each year just to cover debts on the science pavilion, could not have recovered. Without intervention, UQAM's capital debt was expected to top half a billion dollars by 2012.

"That was a really, really terrible situation we had to go through," Courchesne said. "We don't want that to happen again, and we are taking measures as a government to make sure it doesn't happen again."

Support from student leaders at UQAM was muted. Representatives of the education faculty and business school welcomed news the debt load had been reduced but were troubled to learn no solution had been found for the Îlot Voyageur, a building that UQAM no longer wants or expects to use.

Frédéric Tremblay, president of the business students' association, noted the minister still hasn't addressed inequities in the government's funding formula, which continue to aggravate the university's financial picture.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Aventure immobilière : Québec sort l'UQAM du gouffre - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 17 h 09**

Le gouvernement du Québec sort l'Université du Québec à Montréal (UQAM) du gouffre financier dans lequel elle s'était plongée au cours de son aventure immobilière. Québec allonge 180 millions de dollars pour soulager l'institution de sa dette contractée lors de la construction du Complexe des sciences.

Cette dette époncée par Québec s'ajoute à celle de 200 millions que le gouvernement avait réglée dans le dossier de l'îlot Voyageur. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ajoute à ces sommes les 85 millions de dollars de financement que le gouvernement retenait en vertu de la loi sur les déficits des universités.

*La décision du gouvernement s'est prise parce que nous reconnaissons l'importance de cette université dans l'univers édu-*

*catif du Québec. C'est une université importante.*

— Michelle Courchesne

L'institution peut maintenant respirer un peu plus à l'aise, puisque les coûts en intérêts de ces dettes menaçaient son bon fonctionnement.

En revanche, l'UQAM s'est engagée à équilibrer son budget d'ici l'année 2013-2014. L'exercice sera plus difficile qu'il n'y paraît pour la direction, car les coûts augmentent plus rapidement que les revenus.

*Les nouvelles décisions permettent de fermer une fois pour toutes une page douloureuse de l'histoire de notre université. Enfin, nous pouvons surmonter les*

*effets financiers de cette dérive immobilière et nous concentrer sur notre avenir.*

— Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo

Écorchée par un rapport de la protectrice du citoyen pour son manque d'encadrement de l'UQAM, la ministre Courchesne a également annoncé la présentation d'un projet de loi pour l'automne. Ce projet de loi proposera l'encadrement de la gouvernance des universités. Ces dernières auront l'obligation de faire approuver leurs emprunts et leurs projets immobiliers par le gouvernement.

[audio-vidéo](#)

[L'UQAM s'en sort avec l'aide de Québec, explique Francine Plourde.](#)

**Le Devoir : Cahier spécial : Doctorats**

**Doctorats : avenue du savoir – Mercredi 08 octobre 2008**

**Il faut du courage pour être «docteur»**

*Normand Thériault*

Tous s'entendent, au point de le répéter, voire de le proclamer: le savoir est la première ressource qui établit en ce siècle la valeur d'une nation, d'un pays, d'un État. Investir dans ce secteur serait une priorité. Mais voilà que Revenu Canada banalise la recherche, considérant l'activité comme un

travail très ordinaire, d'où, pour l'organisme, la nécessité de fiscaliser les choses. Et tout cela au moment où on peine souvent à garder aux études ceux qui poursuivent au-delà de la seule maîtrise. Faisiez-vous un film, et vous pouviez recevoir un crédit d'impôt. Êtes-vous à la tête d'une grande entreprise que, lors de la planification de votre

budget, pour le secteur recherche, vous pouvez non seulement prévoir l'accès à ces mêmes crédits d'impôt, mais aussi inscrire dans la ligne des dépenses les sommes prévues à ce chapitre.

Mais si vous êtes un simple étudiant, avec en banque plus d'une vingtaine d'années d'étude, donc avec un DEC, un baccalauréat, une maîtrise



et un doctorat en poche, et si vous avez reçu une bourse de recherche qui vous permet de vivre pourtant bien simplement, alors vous devriez savoir qu'en 2008 le gouvernement fédéral a en réserve pour vous une petite surprise: la bourse reçue, souvent une trentaine de milliers de dollars, est maintenant devenue imposable. Dans le jargon administratif, le formulaire T2202A, dit Certificat pour montant relatif aux études et montant pour manuel, n'est plus remis aux divers boursiers, et c'est à la clé un T4 qui est devenu l'outil d'imposition. La mesure est-elle là pour durer? «Pour l'instant, informe Christiane Joachim, porte-parole de l'Agence du revenu du Canada, il faut s'en tenir à la position de notre agence et donc à la Loi de l'impôt sur le revenu. Je ne peux ni vous confirmer ni vous infirmer si cette décision peut être renversée.»

Alors, un seul conseil s'impose, pour qui trouve ce renversement de situation injuste: allez ailleurs. On appellera ça la «fuite des cerveaux», mais c'est la seule façon d'empêcher le gouvernement fédéral de reprendre d'une main ce que lui ou Québec donne de l'autre.

#### **Doctorats en péril**

Mais des chercheurs, au Québec, il en faut pourtant. Déjà, les universités lancent des cris d'alarme car elles constatent un fort taux d'abandon chez les étudiants inscrits dans les programmes menant à l'obtention d'un doctorat.

Ainsi, à l'Université de Montréal, dans le sillage d'un rapport publié en 2001 qui démontrait que le taux moyen d'abandon au doctorat était de 41 %

**«Special Individualized Programs» à Concordia - Un étudiant peut proposer son propre programme d'études : « La charge de travail est considérable »**

#### *Émilie Corriveau*

Mener à la fois des études en microbiologie, en chimie organique et en ingénierie de l'environnement peut paraître un programme un peu chargé aux études supérieures. Pourtant, la chose est tout à fait envisageable à Concordia, grâce aux Special Individualized Programs (SIP) de la School of Graduate Studies, qui permettent aux étudiants d'élaborer leur propre cursus, selon leurs intérêts et leurs aspirations de recherche. Les SIP à l'université Concordia sont en fait des programmes sur mesure, conçus spécialement pour des étudiants qui souhaitent entreprendre une formation à la maîtrise ou au doctorat, mais dont l'objet d'étude ne cadre pas tout à fait dans un programme traditionnel. On combine alors plusieurs disciplines pour obtenir un cursus extrêmement personnalisé.

Fait intéressant, les SIP permettent aussi aux étudiants de poursuivre un doctorat dans des domaines d'études pour lesquels des programmes de ce niveau n'ont pas encore été élaborés. C'est notamment le cas en Creative Arts Therapy, pour lequel on offre une maîtrise, mais pas de doctorat pour l'instant.

«Ce que signifie "individualisé", c'est que les prémisses du programme ne sont pas les diktats d'un domaine, explique simplement David Howes, directeur des SIP. Une des choses les plus importantes à retenir, c'est qu'il s'agit d'un programme d'études proposé par les étudiants eux-mêmes. Ils doivent présenter une question qui les préoccupe d'une manière qui leur est propre et tenter d'explorer cette question par le biais de l'université.»

Une fois l'objet de recherche déterminé, les étudiants doivent préciser les champs d'étude qui les intéressent pour composer leur programme. «Un des défis est de bien expliquer ce qu'on veut étudier et ensuite de l'expliquer en rapport avec les disciplines existantes», souligne M. Howes. Mais ici, comme j'aime bien le dire, on ne discipline pas les étudiants! On ne les enferme pas dans une

après huit ans d'inscription, que la durée moyenne des études dépassait largement les trois ou quatre ans prévus et que le taux de diplomation après cinq années d'inscription n'était que de 24 %, on est à travailler avec les divers professeurs et chargés de programme pour trouver moyen d'aider l'étudiant à poursuivre. On parlait de l'abandon au niveau secondaire comme d'un «scandale», faudra-t-il bientôt utiliser le même vocabulaire pour décrire ce qui se passe à l'université?

À Sherbrooke, on entend des démarches qui vont dans le même sens. Là, on innove en mettant en place un micro-programme de troisième cycle sur l'enrichissement des compétences en recherche: «Nous voulons aussi accroître la motivation des doctorants», déclare Jean Nicolas, professeur et titulaire de la Chaire pour l'innovation dans la formation à la recherche, en leur offrant la possibilité de sortir du laboratoire pour mieux s'outiller, rencontrer leurs pairs, échanger et avoir l'occasion de s'intéresser à d'autres disciplines et d'autres façons de faire. Nous cherchons ainsi à augmenter le taux de réussite des doctorants.»

Et, pour intéresser les étudiants, Concordia y va même d'une initiative en vertu de laquelle il devient possible, pour le futur diplômé, de se construire un doctorat selon ses goûts et ses priorités. Les Special Individualized Programs, comme on nomme ces programmes qui chevauchent les disciplines et font appel à plus d'un secteur de recherche, sont ainsi mis en place pour que les disciplines s'adaptent à l'étudiant plutôt

voie préalablement définie par l'établissement. Il s'agit plutôt de conjuguer les disciplines offertes à l'université. Cela nous permet de rester à l'avant-garde, car les sujets de recherche sont émergents et ne proviennent jamais de disciplines établies, mais plutôt de croisements entre elles.»

#### **Double effort**

Savoir conjuguer habilement les disciplines n'est pas chose facile. Les étudiants désireux de participer aux programmes SIP doivent s'attendre à mettre les bouchées doubles. Louise Hénault-Éthier a vécu l'expérience à la maîtrise et envisage de poursuivre au doctorat. Elle désireait poursuivre des recherches sur le compost, mais aucun chercheur ne travaillait sur le sujet à l'université. Elle s'est alors tournée vers les SIP: «Ce programme-là me permettait de faire des études pluridisciplinaires. En alliant différents chercheurs issus de différents domaines qui pouvaient m'apporter chacun sa propre contribution, j'allais être capable de travailler sur un projet de compostage.»

Pour réussir à mener les recherches dont elle avait envie, l'étudiante, qui détenait un bac en biologie, a dû s'intéresser à l'ingénierie de l'environnement, à la chimie organique et à la microbiologie. La chose n'a pas été de tout repos: «Je suis allée chercher ce dont j'avais besoin dans chaque discipline et chez chaque professeur qui m'encadrerait dans ce projet-là. Je me suis fait un programme sur mesure avec des cours particuliers. J'ai dû suivre les mêmes cours que ceux qui avaient fait leur bac au complet dans une discipline. Ça m'a demandé beaucoup de travail et de préparation!»

#### **Un programme pour étudiants doués**

Bien que l'idée de poursuivre un programme sur mesure puisse paraître fort intéressante pour plusieurs, peu nombreux sont les étudiants capables de suivre une telle formation. L'an dernier, seulement huit postulants ont pu s'inscrire au programme de doctorat.

que de tenter, comme c'est ailleurs le mode normal, de l'inscrire dans le moule institutionnel.

Plus encore

Il faut comprendre que la vie des étudiants et des chercheurs de haut vol n'est pas le paradis que le «bon peuple» s'imagine. On tait souvent l'isolement dans lequel vit quiconque est dans un secteur de pointe, souvent sans personne avec qui partager son discours ou ses découvertes, et qui est voué à résoudre des problèmes dont lui seul aura la solution: une vraie recherche a une part d'invention et va bien plus loin que la seule acquisition des connaissances.

De plus, les années augmentant en nombre, il est normal de voir plus d'une et d'un se dire que le temps est venu de ne plus être un autre «Tanguy», tout comme il serait agréable de jouir au moins des mêmes avantages financiers que les personnes du même groupe d'âge. Si la vie d'étudiant a du bon, il arrive un moment où on en constate les limitations.

Car, dans nos sociétés, il faut admettre que la formule «à travail égal, salaire égal» est peu courante: aux divers groupes, qu'ils proviennent des minorités, ou qu'il y règne une discrimination dont les femmes sont normalement les premières victimes, à ces groupes il faut ajouter celui dont normalement s'enorgueillissent les politiciens et dirigeants de tout ordre: les universitaires, qui ont le droit de réclamer un meilleur sort.

Ainsi, que le fédéral trouve bon de «taxer» leurs faibles revenus semble s'inscrire dans un manque de vision.

«C'est très complexe de suivre le programme, insiste le directeur. Moi, je suis ici pour conseiller. Toutes les personnes qui veulent participer doivent être très capables. Le ratio de sélection est d'à peu près trois pour un. Il y a déjà une sélection naturelle qui se fait en raison des critères stricts du programme.»

Louise Hénault-Éthier abonde dans le même sens que M. Howes. «Ça prend vraiment des étudiants qui sont autonomes, qui sont capables de gérer leur temps, parce que la charge de travail est considérable. Il faut aussi des étudiants motivés, qui veulent apprendre pour eux-mêmes, pas simplement pour avoir un diplôme!»

Aussi, la plupart des individus poursuivant leurs recherches dans le cadre des SIP sont des étudiants matures, un peu plus âgés que la norme. Ils ont quitté l'université depuis un certain temps et reviennent avec des questionnements précis, auxquels ils ne trouvent pas de réponse ailleurs.

#### **Des courants de recherche**

Grâce à des rencontres avec ses collègues d'autres départements, à de longues discussions et à beaucoup d'écoute, M. Howes a préparé une sorte de carte des domaines d'expertise susceptibles d'intéresser les étudiants voulant poursuivre leurs études dans le cadre des programmes spéciaux. Disponible sous l'onglet «Research Currents» dans le site Internet des SIP, cet outil est fort utile pour les étudiants à la recherche de superviseurs et de nouvelles idées.

«Ces thèmes de recherche ne sont pas des centres, explique David Howes. Ce sont des ramifications. Des chemins qui sont de plus en plus empruntés, mais qui ne forment pas encore les routes principales. Nous essayons de les mettre en lumière pour que de plus en plus de gens y aient accès!»

Les efforts de M. Howes et ses collègues semblent porter fruit, puisque la School of Graduate Studies agit constamment comme un incubateur d'idées. Les courants de recherche identifiés sont susceptibles de se transformer d'ici quelques années en

réels programmes de maîtrise ou de doctorat, ce qui permettrait ainsi à un plus grand nombre d'étudiants de profiter des bénéfices d'un cursus pluridisciplinaire. «J'imagine que, dans le futur,

grâce à tous ces projets en incubation, le visage de Concordia va changer et créer de nouvelles perspectives», conclut gaiement le directeur.

Pour plus d'information sur les SIP, on consulte le site

<http://graduatestudies.concordia.ca/SIP/index.php>.

## Centre international de recherches et d'études en management - Une «petite» école a pour étudiants les gestionnaires de haut vol : « On se restreint à une trentaine de participants par session de quatre semaines »

Émilie Corriveau

Retourner sur les bancs d'école n'est jamais chose facile. À 40 ans, lorsqu'on est gestionnaire et que la carrière va bon train, c'est encore moins évident. Le CIREM offre une formation unique de haut niveau qui pousse, depuis 35 ans, de nombreux cadres supérieurs à rouvrir leurs livres d'école! Fondé à Montréal en 1973, à l'initiative de quatre gestionnaires, dans le but d'offrir aux cadres supérieurs francophones une occasion de se perfectionner, le Centre international de recherches et d'études en management (CIREM) est aujourd'hui un organisme à but non lucratif qui est très bien reconnu au sein du milieu des affaires. Depuis ses débuts, plus de 230 entreprises ont délégué leurs employés les plus prometteurs au programme du CIREM, spécialement conçu pour les cadres supérieurs.

Depuis 1996, l'organisme s'est associé à l'École des hautes études commerciales (HEC) afin d'assurer le soutien de sa formation et d'appuyer la qualité du perfectionnement qu'il propose.

### Un programme de haute voltige

Chaque session, le CIREM accueille tout au plus une trentaine d'étudiants. Ceux-ci possèdent une expérience en gestion, dans des postes de haut niveau. Ils proviennent de tous les secteurs et de tous les types d'entreprises et ils ont des spécialisations variées. «On se restreint à une trentaine de participants par session de quatre semaines, pour stimuler l'échange et l'interrelation entre les disciplines, explique Georges Bourelle, président-directeur général du CIREM. Souvent, les programmes de ce genre vont prendre 50, 60, 75 participants. Nous, on se restreint. On ne veut pas plus que ça, pour garantir l'excellence de l'enseignement!»

Lorsqu'ils participent au programme, les étudiants sont appelés à acquérir une meilleure compréhension et une plus grande maîtrise des différents rouages de leur entreprise. On les incite à voir au-delà de leur champ d'activité quotidienne et on les pousse à développer une vision stratégique intégrée de leur milieu. Le tout, en français!

«Les candidats sont choisis par leur entreprise ou leur organisme. Ce sont des gens à haut potentiel ou à haute performance, qui vont atteindre des

niveaux de gestion élevés dans leur entreprise. On suggère que les gens aient au moins une dizaine d'années d'expérience dans un poste de responsabilité. On préfère que ce soient des diplômés, parce que le cours vise des gens qui ont une spécialité et qui souhaitent élargir leur vision stratégique. Toutefois, à l'occasion, on accueille des gens qui ne sont pas passés par l'université, mais qui performant extrêmement bien sur le marché du travail», précise M. Bourelle.

Cette occasion n'est pas donnée à tout le monde. Étant donné les frais d'admission très élevés et la complexité du programme, le CIREM accueille uniquement les participants envoyés par les entreprises. «Le coût est de près de 20 000 \$, alors il faut être sérieux dans la démarche. Quand une entreprise décide d'envoyer quelqu'un, c'est parce que la sélection est faite sérieusement au préalable. Si je regarde la qualité des participants que l'on a, je peux affirmer que c'est exceptionnel. Je n'ai jamais vu quelqu'un participer aux cours et songer qu'il n'était pas à sa place», assure le président.

### Un programme modulaire

Lorsqu'il a vu le jour, au début des années 1970, le CIREM offrait un programme de six semaines intensives de cours. Quelque 35 ans plus tard, l'organisme propose plutôt une démarche modulaire de quatre semaines, entrecoupées en plein milieu d'un mois de retour au travail.

«La raison principale, c'est d'accommoder les entreprises pour ne pas que les cadres soient hors du travail pendant une trop longue période de temps. Toutefois, une chose qu'on a notée au fil des années, mais à laquelle on n'avait pas songé en mettant en place le programme modulaire, c'est le fait que les participants font mûrir ce qu'ils ont appris au CIREM lorsqu'ils retournent un mois en entreprise. Quand ils reviennent pour poursuivre les cours, on se rend compte qu'ils sont encore plus préparés à recevoir le reste de la matière. Ils ont eu le temps de mettre en application leurs acquis», souligne M. Bourelle.

La démarche modulaire n'est pas la seule chose qui distingue le programme du CIREM d'un cursus traditionnel. La façon dont l'enseignement y est dispensé compte aussi pour beaucoup.

«Comparativement à d'autres programmes, on utilise une grande variété de méthodes pédagogiques. Beaucoup de programmes, par exemple, se concentrent sur les études de cas. Nous, on en fait, des études de cas, mais aussi des jeux de rôle, des présentations. Il y a une grande variété aussi au niveau des cours. Beaucoup de travail en atelier, beaucoup de travail de groupe, pour stimuler les échanges, et ça, je crois, nous différencie des autres programmes», affirme Georges Bourelle.

### Un corps professoral composite

Étant un organisme à but non lucratif, le CIREM peut se permettre de former un corps professoral très varié. Les professeurs sont sélectionnés parce qu'ils ont des compétences particulières pour enseigner à des gens qui ont beaucoup de vécu. Leur démarche est différente de celle qu'on préconise généralement à l'université.

«Une chose qu'il faut savoir, c'est que nous choisissons nos professeurs. C'est sûr, la plupart viennent des HEC, étant donné notre partenariat, mais nous en avons qui viennent de l'UQAM et de John-Molson, et on fait appel à quelques praticiens pour avoir un équilibre entre les professeurs et les gens en entreprise. Aussi, tous les professeurs sont au courant de ce que les autres font. Ça leur permet de très bien enchaîner d'un cours à l'autre et de créer un lien entre la matière. Même si les professeurs utilisent des termes différents, des démarches théoriques différentes, il y a un enchaînement et ça engage l'échange», explique le président.

Georges Bourelle est particulièrement fier de la qualité de l'enseignement dispensé au sein de l'organisme. Le fait de regrouper, pour une courte période, des leaders d'expérience aux expertises variées et de demander à un groupe d'enseignants habiles et expérimentés de les accompagner ne peut faire autrement que d'avoir un impact positif sur la carrière d'un gestionnaire. En effet, pour plusieurs d'entre eux, un passage au CIREM devient souvent synonyme de promotion. Comme quoi un bref retour à l'école peut permettre l'ouverture de nouvelles portes bien stimulantes, une fois que la cloche a sonné.

## 1500 étudiants québécois sont visés - Revenu Canada déclare que les «postdocs» ne sont pas des étudiants : les bourses de recherche sont devenues imposables au Canada

Thierry Haroun

Dès la prochaine déclaration fédérale d'impôt, les bourses des postdoctorants seront imposables au titre de la Loi de l'impôt sur le revenu. C'est du moins ce qu'a confirmé au Devoir l'Agence du revenu du Canada. Des milliers de dollars sont donc en jeu pour chaque boursier. Depuis que l'université Laval a sonné l'alarme il y a quelques mois, c'est maintenant l'ensemble du monde universitaire qui se mobilise pour tenter de faire renverser la décision de l'organisme fédéral qui, pour l'instant, reste sur ses positions. Crise en vue? Exode des cerveaux? Autopsie d'une décision qui ne serait pas sans conséquences pour l'élite universitaire à la grandeur du pays. Si les bourses destinées aux postdoctorants ne sont toujours pas imposables chez Revenu Québec, elles le seront au niveau fédéral, et ce, dès la prochaine déclaration d'impôt. Cette décision de l'Agence du revenu du Canada est récemment tombée, par voie de lettre, comme une tonne de briques sur les bu-

reaux de l'université Laval et de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), qui avaient pourtant, au cours des derniers mois, multiplié les démarches au niveau fédéral dans le but de renverser la vapeur. En réponse à l'argumentaire des instances universitaires, Revenu Canada a déclaré ceci dans cette lettre, expédiée en juillet dernier et dont Le Devoir a obtenu copie: «Nous sommes d'avis que, lorsqu'un stagiaire postdoctoral poursuit un stage dont le but vise l'acquisition d'une expertise de recherche plus spécialisée ou complémentaire, il n'est pas un étudiant aux fins de la Loi. Aucun feuillet T2202A (Certificat pour montant relatif aux études et montant pour manuel) ne devrait être émis en faveur d'une personne qui n'est pas un étudiant inscrit à un programme d'études visé par la Loi. Le fait que le stagiaire postdoctoral reçoive une bourse ne constitue pas un facteur déterminant quant à la pertinence d'émettre un feuillet T2202A».

En suivi, le service des finances de l'université Laval a émis, le 26 septembre dernier, une note de service destinée à ses stagiaires postdoctoraux et indiquant que, «compte tenu que nous devons nous conformer à cette décision, l'université Laval ne pourra émettre le formulaire T2202A aux stagiaires postdoctoraux pour l'année 2007 et les années subséquentes».

### Laval s'oppose

Il faut savoir que cette décision de Revenu Canada, qui soulève déception, inquiétude et angoisse au sein du réseau universitaire québécois, touche directement le portefeuille de plus de 1500 étudiants boursiers, dont 254 à l'université Laval. Il n'empêche, personne ne compte baisser les bras, selon les commentaires recueillis par Le Devoir.

«Au moment où on a été mis au courant de cette décision, en novembre 2007, lance Marie Audette, doyenne de la faculté des études supérieures de l'université Laval, nous avons fait des démarches auprès de Revenu Canada avec l'appui du réseau



universitaire pour tenter de sensibiliser cette agence à cette question. Cette décision aura notamment des conséquences sur le plan de l'aspect concurrentiel des universités québécoises. Nous lui avons demandé de réviser sa décision. Écoutez, selon notre perception des choses -- et cela est partagé par le réseau universitaire québécois -- un stagiaire postdoctoral est bel et bien en formation, c'est un étudiant.»

Mme Audette compte maintenant «s'asseoir avec nos partenaires, soit la CRÉPUQ et l'Association des doyens des études supérieures au Québec (ADESAQ), pour tenter encore une fois de sensibiliser cette instance fédérale. C'est un dossier très important. On ne tourne pas la page, d'autant que les étudiants sont angoissés.»

#### **Fuite de cerveaux ?**

Stéphane Chabaud, président de l'Association des stagiaires postdoctoraux de l'université Laval, ajoute sa voix à cette mobilisation. «On pense qu'on devrait être considéré comme faisant partie d'un programme admissible au crédit d'impôt. Nous ne sommes pas dans un contexte où on occupe un emploi, nous sommes en formation. On a bien du mal à comprendre en vertu de quoi notre formation n'est pas considérée comme une formation par l'agence fédérale.»

Concrètement, ce sont des milliers de dollars que lui et ses centaines de collègues devront verser en impôt fédéral dès 2008. «Sur environ 30 000 \$ ou 35 000 \$ que nous recevons, on devra payer

autour de 3500 dollars d'impôt. En plus, on nous demande de payer des acomptes provisionnels également de

3500 \$ pour l'année prochaine.» Un débours annuel qui, à terme, risque d'induire de fâcheuses conséquences, ajoute Stéphane Chabaud. «Ça risque d'en décourager plusieurs de vouloir faire un stage postdoctoral au Québec. On se dit que si un étudiant a le choix, avec une même bourse en main, il pourrait aller juste à côté, à l'Université d'Ottawa, par exemple. Il se dit: "Eh bien, je peux faire 3000 \$ de plus". L'argent peut parfois être un facteur déterminant dans son choix.»

Et si rien ne change, «c'est sûr que nous, en tant qu'association, on va commencer à faire des pressions», laisse-t-il entendre.

Cette cause reçoit l'appui entier de l'ADESAQ. Son président, Pierre Lefrançois, insiste sur le fait que «l'étudiant postdoctoral est toujours une personne en formation. On le forme à devenir un chercheur, à être autonome. Il n'est pas un professionnel de recherche au sens de quelqu'un qui travaille dans un laboratoire avec des tâches particulières.» Bref, cette décision de Revenu Canada aura des «conséquences graves!», tranche-t-il. Selon lui, cela «pourrait décourager» certains étudiants de venir étudier au Québec.

#### **«Flou artistique» au Canada**

Pour Louise Dandurand, vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures à l'université Concordia et présidente du comité de la recherche

de la CRÉPUQ, cette cause est de la plus haute importance. «Toutes les instances universitaires sont unanimes pour dire que les stagiaires postdoctoraux sont des gens qui poursuivent leurs études dans le cadre de ce qu'on pourrait associer à un quatrième cycle d'étude. L'étudiant est sous la supervision d'un professeur. Le stage postdoctoral est éminemment un geste de formation!»

Reste que, à l'échelle canadienne, un flou artistique règne toujours. «Au Canada, dit-elle, plusieurs universités ont entrepris, de manière individuelle, cette démarche auprès de Revenu Canada. Par contre, elles ont obtenu des réponses très différentes. Par exemple, les universités de Toronto et de Calgary ont obtenu des réponses contradictoires selon que l'on s'adresse à l'un ou l'autre agent de Revenu Canada. Il y a beaucoup de confusion. Nous allons poursuivre nos démarches.» Chose certaine, dit-elle, toute cette question sera à l'ordre du jour lors du prochain congrès de l'Association canadienne pour les études supérieures, qui se tiendra sous peu à Edmonton.

En entrevue au Devoir, Christiane Joachim, porte-parole de l'Agence du revenu du Canada, a indiqué que, «pour l'instant, il faut s'en tenir à la position de notre agence et donc à la Loi de l'impôt sur le revenu. Je ne peux ni vous confirmer ni vous infirmer si cette décision peut être renversée».

## **Université de Sherbrooke - Un programme spécifique vise à l'enrichissement des compétences - «Nous cherchons à augmenter le taux de réussite des doctorants»**

*Claire Harvey*

Rehausser la qualité de la formation doctorale, voilà l'un des principaux objectifs du microprogramme de troisième cycle d'enrichissement des compétences en recherche de l'Université de Sherbrooke. Le point. Au cours des deux dernières décennies, les réalités du marché du travail des chercheurs hautement qualifiés ont bien changé. Alors qu'il y a 20 ans les deux tiers des diplômés au doctorat se destinaient à une carrière de professeur-chercheur dans les universités, aujourd'hui, seulement le quart d'entre eux sont affectés à la recherche universitaire. La formation doctorale doit prendre en compte les différents profils de carrière en recherche, lesquels font appel à diverses compétences.

#### **Les besoins des étudiants**

Selon Jean Nicolas, professeur et titulaire de la Chaire pour l'innovation dans la formation à la recherche de l'Université de Sherbrooke, le microprogramme de troisième cycle d'enrichissement des compétences en recherche souhaite répondre aux besoins d'une nouvelle génération de doctorants. «Le contenu des ateliers est étroitement lié au projet de recherche des étudiants, dit-il. Ainsi, les doctorants se pencheront sur les problèmes d'éthique dans leur domaine de recherche ou encore dans le secteur d'emploi dans lequel ils envisagent de faire carrière. Au terme de leur formation, les étudiants seront mieux préparés à accéder au marché du travail et auront une vision plus large des métiers de la recherche.» Ce programme est optionnel.

Créé en 2004, ce microprogramme permet de créer une synergie entre les étudiants des facultés des sciences, du génie, de la médecine et des sciences de la santé. Ces facultés comptent ensemble 17 programmes de doctorat offerts à 500 personnes. «Dans le cadre du microprogramme, les étudiants ont l'occasion de dialoguer entre eux, avec des chercheurs et des formateurs de diverses disciplines, ce qui enrichit la formation et développe l'interdisciplinarité», ajoute Jean Nicolas.

#### **Être mieux outillé**

En décloisonnant les disciplines, l'Université de Sherbrooke souhaite mieux refléter la réalité du marché. «Nous voulons aussi accroître la motivation des doctorants en leur offrant la possibilité de sortir du laboratoire pour mieux s'outiller, rencontrer leurs pairs, échanger et avoir l'occasion de s'intéresser à d'autres disciplines et d'autres façons de faire, précise le professeur. Nous cherchons ainsi à augmenter le taux de réussite des doctorants.»

Premier du genre au Québec, ce microprogramme offre une dizaine d'activités de formation au cours desquelles le doctorant pourra soit renforcer ses compétences scientifiques, soit développer ses compétences personnelles, soit accroître ses compétences professionnelles. «Par exemple, l'étudiant apprendra à construire un projet de recherche, à maîtriser les règles entourant la propriété intellectuelle ou encore à enseigner dans un contexte universitaire», précise le coordonnateur.

Chaque activité de formation correspond à une série de quatre à six ateliers, d'une journée chacun, offerts toutes les trois ou cinq semaines, ce qui nécessite un investissement de sept jours, y compris les travaux. Cette formule respecte une requête des directeurs de thèse, qui ne veulent pas que les formations nuisent à la qualité des travaux de recherche des étudiants. Elle laisse aussi à ces derniers le temps d'absorber les concepts et de les lier à leurs travaux de recherche ou à leurs publications. Le doctorant devra accumuler 15 crédits pour obtenir le certificat correspondant au microprogramme. À ce jour, environ 200 personnes s'y sont inscrites. De ce nombre, quelques dizaines ont obtenu leur diplôme.

#### **Améliorer l'employabilité**

Jean Nicolas est coauteur d'une récente étude sur la formation doctorale, réalisée par le Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Dans le cadre de ses travaux, le chercheur a observé que, depuis 15 ans, la formation doctorale s'est beaucoup améliorée aux États-Unis et en

Europe. «Pour des raisons de compétitivité, il est impératif de se pencher sur l'employabilité des diplômés au doctorat au Québec», précise-t-il.

#### **Faire le pont entre les chercheurs et les employeurs**

Le microprogramme cherche à combler des lacunes observées par les employeurs du secteur privé. «Ceux-ci nous ont dit que les diplômés avaient du mal à conduire des projets, qu'ils avaient tendance à travailler en vase clos, qu'ils ignoraient les questions liées à la propriété intellectuelle et qu'ils avaient de la difficulté à gérer leur temps ainsi qu'à établir des priorités», explique Jean Nicolas. Bref, la formation est trop étroite; elle ne favorise pas l'interdisciplinarité ni l'ouverture. «Au-delà des connaissances scientifiques, les chercheurs doivent accroître leurs compétences personnelles et professionnelles, par exemple, en gestion de projet, en rédaction scientifique et en réseautage, dont ils auront besoin tout au long de leur carrière», note-il.

Afin de bien arrimer le microprogramme aux besoins du marché, celui-ci est offert non seulement par des universitaires, mais aussi par des experts en recherche et développement travaillant dans l'industrie ou encore par des experts dans leur domaine. Ainsi, l'atelier sur la propriété est enseigné par des avocats spécialisés en la matière et par des agents de brevet. «Nous voulons que les étudiants bénéficient de l'expertise des personnes travaillant sur le terrain», ajoute-t-il.

Et de conclure le professeur: «On a longtemps reproché au Québec de produire moins de doctorats qu'ailleurs, ce n'est plus le cas, dit-il. Aujourd'hui, nous n'avons plus besoin de nous préoccuper de la quantité de personnes étudiant au doctorat, mais plutôt de la qualité et de la pertinence de la formation. Je souhaite que des programmes comme le nôtre se multiplient, dans l'intérêt des étudiants, de la recherche et du transfert des connaissances.»

Un chantier auquel, selon lui, devrait s'atteler le Québec.

## Université du Québec en Outaouais - Les sciences sociales appliquées auront elles aussi leurs docteurs - « Quand on est petit, on est condamné à innover »

Marie-Ève Maheu

Il y a trois ans, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a accouché de deux premiers programmes de troisième cycle, dont un doctorat en sciences sociales appliquées. À l'époque, l'établissement n'offrait que des doctorats en partenariat avec d'autres universités québécoises. Professeur de sociologie à l'UQO, Martin Robitaille a travaillé durant trois ans pour mettre sur pied le doctorat en sciences sociales appliquées. «Ce programme est unique au Canada!», soutient celui qui en est aujourd'hui le responsable.

L'unicité de ce doctorat vient du fait qu'il combine plusieurs disciplines des sciences sociales. «C'est un cliché, mais c'est vrai ici: quand on est petit, on est condamné à innover», dit Martin Robitaille. Le nouveau doctorat s'étend à trois domaines d'études: les transformations du milieu de vie, du monde du travail et des territoires. Un pot-pourri de sociologie, de relations industrielles, de travail social et de géographie humaine. Dans le cadre d'une thèse, il ne s'agit donc plus d'étudier un phénomène social en se basant sur une seule discipline, comme la sociologie, mais plutôt d'intégrer plusieurs théories.

Le programme remporte un très bon succès. Seize étudiants y sont inscrits, dont la moitié d'entre eux se sont ajoutés cet automne «C'est la preuve qu'il y a un besoin», croit Martin Robitaille.

### Un atout

Christiane Guay étudie au doctorat en sciences sociales appliquées depuis deux ans. Son parcours n'est pas commun. Elle détient une maîtrise en travail social et elle a travaillé 20 ans dans son domaine. Son retour sur les bancs d'école était bien réfléchi. «C'est le programme qui répondait le mieux à mes besoins, dit celle qui s'intéresse à la question autochtone. Je trouvais ça intéressant de pouvoir marier la sociologie, l'anthropologie et le travail social.»

Autre avantage, les cours sont souvent donnés par deux ou parfois même trois professeurs provenant de disciplines différentes. «Chacun traite

de sa spécialité. C'est le fondement de l'approche interdisciplinaire», explique Martin Robitaille.

Dans les séminaires, Christiane Guay côtoie des étudiants issus de plusieurs domaines. Certains ont une maîtrise en sociologie, d'autres, en politique, en géographie ou encore en travail social. Quelques-uns ont étudié les relations industrielles, le développement régional ou international. «Tout le monde a eu du rattrapage à faire pour être au même niveau dans tous les champs d'étude», dit l'étudiante.

Pour Christiane Guay, l'expérience s'est avérée plus difficile que prévu, mais elle en a valu le coup. «Au début, ce n'était pas évident d'être plongée dans des théories qui sont loin de mes intérêts, avoue-t-elle. Mais, après deux ans, je vois que c'est un atout d'avoir passé à travers tout ça. Ça m'a permis de voir mon projet d'étude dans une perspective plus large et de le mettre en lien avec d'autres courants de pensée des sciences sociales.»

### Sur le terrain

Le doctorat en sciences sociales appliquées privilégie les applications pratiques plutôt qu'une recherche très théorique. «Ce doctorat est pour les gens qui se disent: "J'ai le goût de faire quelque chose d'utile!», dit Martin Robitaille.

Christiane Guay a été attirée par cet aspect plus «terrain». Sa thèse est d'ailleurs très terre à terre. Elle ira bientôt dans une réserve du nord du Québec pour étudier la démarche des intervenants sociaux autochtones. «Ma thèse de départ est que ces intervenants autochtones n'ont pas subi le modèle occidental du travail social, mais qu'ils ont été capables d'innover.»

Durant le doctorat, un laboratoire de recherche est aussi au programme. «Les étudiants doivent s'intégrer à une équipe de recherche et se faire publier, explique Martin Robitaille. On veut que les gens puissent appliquer leurs connaissances.»

### Débouchés prometteurs

Selon Martin Robitaille, les diplômés du doctorat en sciences sociales appliquées n'auront aucune difficulté à décrocher un emploi. «Ils pourront

facilement travailler comme professeur ou être recrutés par la fonction publique, par exemple.»

Surtout que la région de l'Outaouais manque de travailleurs qualifiés dans le domaine social.

Martin Robitaille ajoute que les finissants du programme multidisciplinaire seront très prisés sur le marché du travail grâce à leur flexibilité. «Ils pourront non seulement traiter des questions sous divers angles, mais aussi avec un regard nouveau.»

Selon lui, ce sont des qualités qu'on attend des chercheurs et des professeurs. Par exemple, note-t-il, l'UQO a récemment engagé dix nouveaux professeurs et huit d'entre eux avaient une formation dans deux disciplines. Même phénomène du côté des chaires de recherche, où l'on recrute des gens de divers champs d'étude, soutient-il.

Christiane Guay, qui souhaite être engagée comme professeure à la fin de son doctorat, n'a pas de doute qu'elle sera mieux outillée pour y arriver. «On est dans une société complexe où les transformations sont rapides. On ne peut plus se contenter d'un seul cadre théorique pour la comprendre. Il faut ratisser plus large.»

### Voir grand

L'UQO, qui ne compte que 5600 étudiants entre ses murs, a fait un pas de géant depuis 2005 en créant deux premiers doctorats. L'établissement a maintenant l'intention de développer davantage son offre dans le domaine des études de 3e cycle. Elle aimerait notamment offrir un doctorat en psychologie. La demande est actuellement étudiée par la Conférence des recteurs et des principaux d'université du Québec. Il ne manquera ensuite que l'approbation du gouvernement du Québec pour que le projet devienne réalité.

Les ambitions de l'université ne s'arrêtent pas là. L'UQO veut développer des programmes pour répondre aux besoins en main-d'œuvre de la région, notamment dans les secteurs de la santé et de l'industrie forestière. «On n'a pas fini de grandir, soutient Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Vous n'avez rien vu encore!»

## École nationale d'administration publique - Quand l'État est mis en pièces... : « Nos étudiants travaillent de très près avec leur directeur de recherche afin de privilégier une grande synergie

Thierry Haron

Plus d'une soixantaine d'étudiants sont présentement inscrits au programme de troisième cycle que dispense l'École nationale d'administration publique. Contexte, en compagnie de Nelson Michaud, directeur de l'enseignement et de la recherche à l'ÉNAP. L'École nationale d'administration publique (ÉNAP) est le seul établissement universitaire de deuxième et de troisième cycles qui est spécialisé en administration publique au Québec. Cet établissement d'enseignement compte quelque 1900 étudiants répartis entre ses cinq campus situés à Québec, Montréal, Gatineau, Saguenay et Trois-Rivières. L'ÉNAP a également des points de service à Sherbrooke, Saint-Georges-de-Beauce et Saint-Jérôme ainsi que sur la rive sud de Montréal.

Maintenant, dans le cadre de son programme de troisième cycle, l'ÉNAP dispense depuis une douzaine d'années un doctorat en administration publique qui se décline en deux concentrations: une se consacre à l'analyse et à la gestion des politiques publiques et l'autre porte sur la théorie des organisations et du management public. À cela s'ajoute un programme court en administration publique.

### Programme court

Présentement, 18 étudiants suivent le programme court de troisième cycle en administration publi-

que qui est offert depuis une dizaine d'années. Ce programme s'adresse particulièrement aux administrateurs publics ayant une formation de maîtrise en administration publique ou l'équivalent et qui désirent poursuivre des études de troisième cycle, sans toutefois s'inscrire dans un cheminement avec thèse. Cette formation est aussi susceptible d'intéresser ceux et celles qui souhaitent porter une réflexion de haut niveau, à partir de la théorie des divers champs d'étude de l'administration publique, en vue d'améliorer leur pratique professionnelle.

En clair, ce programme permet de développer une compréhension des débats théoriques majeurs sur l'administration publique qui ont cours dans diverses disciplines des sciences sociales, en particulier en théorie des organisations, en management public et en analyse de politiques publiques.

«Il est possible, pour quelqu'un qui est inscrit au programme court, de passer ensuite au doctorat, explique Nelson Michaud. La différence entre le doctorat en administration publique et le programme court repose essentiellement sur le fait que le doctorat détient une phase de recherche appliquée, tandis que le programme court se compose de cinq séminaires qui permettent d'alimenter la réflexion de l'étudiant. Dans chacun d'eux, il y a des travaux à compléter, mais sans cours terminal ou recherche terminale à l'intérieur

de laquelle l'ensemble de cette réflexion est reflété sur un objet de recherche.»

### Toujours la théorie

Le doctorat en administration publique, qui s'adresse à ceux qui désirent entreprendre une carrière dans le milieu de l'enseignement, de la recherche ou encore dans les hautes instances de l'administration publique, offre deux concentrations. Premièrement, 23 étudiants sont présentement inscrits dans la concentration qui se consacre à la théorie des organisations et du management public.

Cette concentration comprend l'étude des organisations publiques et de leur gestion à différents niveaux d'analyse, soit le contexte politique, juridique et institutionnel de la gestion publique, la structure de l'appareil gouvernemental et des organisations publiques, la gestion des ressources humaines ou encore la gestion financière.

Il est également question de culture et de changement organisationnel dans le secteur public, de communication et de marketing des services publics, d'enjeux propres à la gestion des organisations publiques (imputabilité, impartialité, performance, qualité des services, délégation de pouvoirs, éthique) et d'approches novatrices.

«Les grandes réflexions qui se posent largement dans le cadre de cette concentration, poursuit M. Michaud, sont les suivantes: comment est organi-



sé le gouvernement? Comment doit-on conduire la gestion à l'intérieur de l'appareil gouvernemental? La structure gouvernementale est-elle optimale au regard des buts recherchés?»

#### Toujours l'analyse

L'autre concentration s'intitule «Analyse et management des politiques publiques». Vingt-deux étudiants y participent présentement. Cette concentration comprend l'analyse positive et l'analyse normative des politiques publiques selon diverses perspectives (perspective économique du secteur public, analyse de politiques publiques,

management stratégique et théorie de la décision).

L'analyse positive des politiques publiques consiste à décrire et à expliquer les phénomènes qui donnent lieu à l'émergence, à la formulation, à l'adoption, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques et programmes publics. L'analyse normative, elle, vise à évaluer les différents modes et mécanismes de décision et d'intervention et à suggérer des voies de gestion publique plus efficaces.

#### Une école attentionnée

**Soutien aux étudiants - En 2001, l'Université de Montréal ne comptait que 24 % de diplômés après cinq années d'inscription - Ce sont 40 % des étudiants inscrits au doctorat qui abandonnent au Québec**

#### Assia Kettani

Le premier colloque annuel de la Faculté des études supérieures et postdoctorales, intitulé Soutien à la réussite des étudiants aux cycles supérieurs, a eu lieu le vendredi 3 octobre à l'Université de Montréal. Compte rendu d'une rencontre qui veut favoriser le maintien aux études de l'étudiant inscrit à un cycle supérieur. Abandonner un travail de doctorat après deux, trois, cinq années de travail ou parfois plus, c'est le drame auquel ont été confrontés près de 40 % des étudiants inscrits au doctorat dans les universités québécoises. En matière de taux de diplômés et de durée moyenne des études, l'Université de Montréal ne figure pas parmi les meilleurs élèves: un rapport publié en 2001 indiquait que le taux moyen d'abandon au doctorat était de 41 % après huit ans d'inscription. La durée moyenne des études excède aussi largement les trois ou quatre ans prévus par la plupart des programmes de bourses: en 2001, l'université ne comptait que 24 % de diplômés après cinq années d'inscription.

Améliorer les taux de réussite et la durée moyenne des thèses: voilà le cheval de bataille de la Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP) qui se place, d'après les mots de Louise Béliveau, doyenne de la FESP, «dans un objectif de qualité et d'excellence» et qui «met tout en œuvre pour favoriser la réussite des étudiants». Même si le grand plan de financement des étudiants aux cycles supérieurs lancé en 2001 semble déjà porter ses fruits (on compte un taux moyen de 31 % d'abandon après quatre ans), il reste, selon elle, «encore bien du chemin à parcourir et beaucoup de travail à faire...»

#### Un meilleur encadrement

À la lumière de ce constat et de ces chiffres peu encourageants, la FESP a organisé un colloque, Soutien à la réussite des étudiants aux cycles supérieurs, le premier à ce sujet, dans le souci d'éviter à tout prix le cas de figure regrettable d'un abandon après plusieurs années de thèse, sachant que la durée moyenne des études avant abandon est d'environ trois ans: un temps «beaucoup trop long», estime Louise Béliveau.

En plaçant l'encadrement des étudiants au cœur du débat, ce colloque n'obéit qu'à un seul mot d'ordre: l'échange. Dans une rencontre entre professeurs et intervenants issus de tous secteurs, il s'agit de partager des idées et de réfléchir à des projets afin d'aider les étudiants à terminer leur doctorat dans des délais raisonnables. Il faut tenir compte de la diversité des secteurs, des expériences et des domaines de recherche pour enrichir les pistes de réflexion de chacun: les données des doctorats scientifiques ne sont pas les mêmes que

celles des doctorats en sciences humaines. Ce colloque ouvre donc la voie vers des solutions qui peuvent venir d'ailleurs, et Louise Béliveau place au cœur de ce projet l'«intérêt que nous avons à partager et à échanger».

«L'objectif est de développer un forum d'échange et de discussion entre des intervenants des études supérieures, de partager les expertises, les informations et les points de vue.» Cette volonté d'échange doit venir répondre aux principales causes d'abandon du doctorat. Car, souvent, ce sont les mêmes raisons qui reviennent: 35 % pour des raisons financières, 34 % pour sentiment d'isolement ou encore 34 % pour des raisons personnelles, telles que la santé ou la famille.

#### Rompres l'isolement

La question de l'isolement touche particulièrement les sciences humaines, où, ne faisant pas partie d'un laboratoire, les étudiants se retrouvent souvent seuls face à un corpus important et parfois en marge des domaines de recherche de leur directeur de thèse, et ils ne peuvent donc pas bénéficier des mêmes réseaux de diffusion et de publication. Un isolement renforcé par le sentiment d'étrangeté lié au sujet même du doctorat, souvent complètement hermétique pour tous sauf une poignée de spécialistes.

Francis Gingras, professeur de littérature de langue française, à l'exemple de tous les doctorants, a vécu ce sentiment d'étrangeté de son sujet de thèse, se heurtant à l'incompréhension générale de tous. Il dit s'être retrouvé tristement dans le film d'Alain Resnais, On connaît la chanson, dans lequel l'histoire évoque une étudiante au doctorat, jouée par Agnès Jaoui, qui, au terme de dix ans de thèse sur les chevaliers de l'an mil autour du lac de Paladru, suscite l'hilarité générale: «Tout le monde dans la salle a éclaté de rire... sauf moi, qui trouvais que c'était un très bon sujet!»

À côté des idées loufoques lancées au hasard, comme des thérapies de groupe pour étudiants souffrant du syndrome de la solitude du doctorant, des rencontres dans des forums d'Internet, des groupes dans Facebook, d'autres suggestions ont cependant trouvé des échos dans la salle parmi les quelque quatre-vingts personnes présentes.

Un des axes proposés notamment par les professeurs de lettres et de philosophie se concentre sur la présentation aux pairs. L'idée évoquée par Francis Gingras vise à sortir les étudiants des années d'isolement du travail de thèse qui, contrairement aux personnages de Gabriel García Márquez, ne devraient pas être condamnés à souffrir de cette solitude. Il avance ainsi l'idée d'un «séminaire collectif de conférence», dans

Plus largement, Nelson Michaud tient à dire que son établissement scolaire est pourvu «de spécialistes dans différents secteurs, de sorte que si quelqu'un veut poursuivre notre programme de doctorat, eh bien, il sera en mesure d'y trouver un spécialiste dans un domaine pointu. Nos étudiants travaillent de très près avec leur directeur de recherche afin de privilégier une grande synergie et de favoriser un enrichissement mutuel. Nous privilégions également une démarche qui permet à l'étudiant de savoir le plus tôt possible ce sur quoi va porter sa thèse.»

lequel les étudiants seraient amenés à venir présenter un chapitre de leur thèse.

Daniel Dumouchel, professeur et directeur du département de philosophie, insiste sur l'importance de l'intégration des doctorants dans un réseau et considère que «le principal facteur de persévérance est l'intégration dans une communauté de recherche». Il propose ainsi une socialisation à la fois académique et professionnelle des étudiants, tant par la diffusion de leurs résultats de recherche que par le rôle de revues, de colloques et de séminaires d'étudiants.

#### S'ouvrir au monde du travail

D'autres pistes de réflexion sont davantage axées vers une intégration anticipée dans le monde du travail. Sophie Parent, professeure et directrice de l'École de psychoéducation, constate qu'une expérience de recherche ne peut qu'enrichir l'approche professionnelle d'un éducateur et qu'inversement une expérience professionnelle peut apporter un pendant empirique intéressant à un travail de recherche. La formule s'orienterait donc, dans le sillage d'une tendance inspirée des États-Unis, vers l'arrivée des programmes professionnels dans les études supérieures, vers un nouveau type de doctorat comprenant un stage en plus du travail de thèse classique, combinant la formule de recherche avec la formule professionnelle.

Moins confrontés à l'écueil de l'isolement car souvent intégrés dans des laboratoires de recherche, les intervenants du domaine scientifique soumettent des propositions plus pragmatiques. Martine Raymond, professeure de biochimie, propose une «pratique professionnelle de la recherche en sciences biomédicales» axée sur un encadrement rigoureux et méthodique des étudiants dans leur travail. Dans des séminaires consacrés aux techniques de rédaction d'articles scientifiques, de dossiers de subvention ou encore de projets de recherche, il faut avant tout «leur apprendre à développer et à exercer une pensée critique».

Au terme du colloque, Louise Béliveau se dit satisfaite des réactions de tous. C'est un succès si «tout le monde repart d'ici avec une seule nouvelle idée», ce qui semble être le cas.

Il s'agit maintenant de «regarder l'impact de nos interventions», de mesurer l'efficacité de ces idées échangées en constatant l'amélioration des succès des étudiants et, à l'avenir, de faire de ce colloque un événement annuel qui permettra de renouveler et d'enrichir la réflexion autour du cheminement des étudiants dans les cycles supérieurs.

## Élections fédérales: Éducation

**RADIO-CANADA / CANADA 2008 : [Saguenay-Lac-Saint-Jean] Cégep de Jonquière : Promesse de centre sportif - Mise à jour le jeudi 9 octobre 2008 à 15 h 04**

Le candidat conservateur dans Jonquière-Alma, Jean-Pierre Blackburn, s'engage à faire construire un centre sportif au Cégep de Jonquière s'il est élu pour un prochain mandat, le Centre d'amélioration de maintien et de prévention en santé. Jean-Pierre Blackburn a profité d'une conférence de presse organisée jeudi par le Cégep et l'hôpital

de Jonquière pour promettre ce centre sportif de 27 millions de dollars. Le maire de Saguenay, Jean Tremblay, qui était présent à la conférence de presse, promet lui aussi d'allouer de l'argent à la réalisation de ce projet.  
« Jonquière, ça va être dans très peu de temps le point de mire du Canada. Le plus gros projet du

Canada est débuté. Il y a 300 ouvriers qui travaillent actuellement à Arvida [grâce aux investissements de Rio Tinto Alcan]. Il va y en avoir 1000. Plus de 2 milliards de dollars qui vont s'investir », commente le maire.

## RADIO-CANADA / CANADA 2008 / QUÉBEC : Cégep de Sainte-Foy : Luc Harvey participe à un débat - Mise à jour le mercredi 8 octobre 2008 à 17 h 47

Audio et vidéo

[Alain Saint-Ours a assisté au premier débat de la campagne de Luc Harvey](#)

Pour une première fois depuis le début de la campagne électorale, le candidat conservateur et député sortant dans la circonscription de Louis-Hébert, Luc Harvey, a participé à un débat électoral. Cependant, il a accepté l'invitation à condition d'être en duel avec un seul de ses adversaires, celui du Bloc québécois, Pascal-Pierre Paillé.

Le débat, organisé par les étudiants du cégep de Sainte-Foy, en a déçu plus d'un qui ont déploré de ne pas pouvoir entendre les candidats des autres partis. Certains affirment qu'ils espéraient assister à un débat d'idées, mais qu'ils ont dû se contenter d'un débat qui frisait le mépris. Pascal Pierre Paillé a tenté de faire le bilan du député sortant, mais Luc Harvey, d'un ton arrogant, n'a cessé d'attaquer le bloquiste. Le conservateur a dû défendre plus d'une fois la position de

son parti sur les changements climatiques et à la fin, les opinions étaient partagées quant au vainqueur du débat. Les candidats exclus du débat, soit le libéral Jean Beaupré et le néodémocrate Denis Blanchet, ont déploré de n'avoir pu y participer.

## LE QUOTIDIEN : De grands absents au débat de l'UQAC – Mardi 07 octobre 2008

Isabelle Labrie, Le Quotidien

(CHICOUTIMI) Il y avait plusieurs absences, à l'occasion du débat organisé par les associations étudiantes de l'UQAC, hier midi. Mais les deux principales étaient sans contredit celle des conservateurs, qui avaient laissé leur siège vide, et celle des étudiants, qui n'ont pas assisté en grand nombre à l'exercice.

Si le premier phénomène ne peut expliquer à lui seul le second, la vice-présidente aux affaires externes du Mouvement des associations générales étudiantes de l'université (MAGE-UQAC), Guylaine Bertrand, déplorait le refus des conser-

vateurs de prendre part au débat. Elle raconte que l'invitation avait été faite à l'organisation conservatrice régionale pour l'un ou l'autre des candidats, mais qu'ils ont tous décliné l'offre, ce qui peut avoir nui à l'intérêt des étudiants pour le débat.

«Ils étaient réticents mais après deux semaines, ils ont finalement répondu par la négative. C'est décevant parce que nous voulions présenter les visions de tous les partis aux étudiants. Il nous manque le Parti conservateur, qui était au pouvoir, et le Nouveau parti démocratique», indique Mme Bertrand.

Cette dernière, étudiante au baccalauréat interdisciplinaire en art, raconte qu'elle entend souvent parler des élections, même si elle est consciente que le vote des jeunes est difficile à faire sortir. Elle trouve donc d'autant plus déplorable l'attitude des candidats qui n'ont pas voulu se présenter devant les étudiants.

Quant à la faible assistance au débat, on parle d'une quarantaine de jeunes au plus fort de l'exercice pour terminer à moins de 10 à la fin, elle l'attribue en grande partie à la semaine d'examens qui se déroule actuellement à l'UQAC et qui précède la semaine de mi-session.

## LA PRESSE : Cinq jeunes à La Presse : Pas tellement de gagnants, mais un perdant... – Jeudi 02 octobre 2008



Jules Laurent-Allard, Gabriel Borduas, Annie-Pier Trotter, Rachele Puget et Charles-William Fradet pourront tous les cinq voter pour la première fois le 14 octobre. Ils étaient à La Presse pour commenter le débat en français.

Photo: David Boily, La Presse

Louise Leduc, La Presse

Trouver cinq jeunes qui auront le droit de voter pour la première fois et les convaincre de venir regarder le débat des chefs avec nous, à La Presse, ce n'est pas de la tarte. Après maints refus - «je ne vote pas», «c'est plate», «n'y a-t-il pas le débat des vice-présidents américains ce soir?» -, on a trouvé. Trois gars, deux filles, pour une histoire politique d'un soir...

Premier constat: ce débat, ça se laisse écouter, disent les étudiants. Pas trop ennuyeux, plutôt respectueux. «De toute façon, à l'autre chaîne,

Loft Story est fini!» blague Charles-William Fradet, en première année de médecine à l'Université de Montréal.

Choisis tout à fait au hasard, les cinq jeunes adultes retenus se sont révélés hyper-allumés et informés.

En entendant Stephen Harper dire que le président de la Fraternité des policiers de Montréal était d'accord avec sa judiciarisation de très jeunes contrevenants, Jules Laurent-Allard, qui étudie au cégep du Vieux-Montréal, lâche les hauts cris. «C'est pas vrai, ça! Le gars a dit exactement le contraire dans une lettre publiée dans La Presse la semaine dernière. Allez voir! Ça a été publié dans la page Forum. Une page de droite.» Jules se montre tout aussi scandalisé quand Stéphane Dion se met à parler avec enthousiasme de la nation québécoise. «La loi de la clarté, c'est lui, ça! Il dit qu'il respecte la nation québécoise alors qu'il ne respecte même pas la démocratie!»

Nos jeunes ont aussi sursauté en entendant Harper dire que les autres chefs d'État l'ont souvent félicité pour ses préoccupations environnementales. Pas sûr que ce soit les échos qu'on ait eus du sommet de Bali, en décembre dernier, dit encore Jules. De l'avis de tous, M. Harper a été largement attaqué et s'est mal défendu. «Harper, il a répliqué avec des trucs qui sont faux. L'ennui, c'est que je ne suis pas sûre que tous les Québécois s'en rendent compte», s'inquiète Annie-Pier Trot-

ter, étudiante en cinéma et en communication au cégep Lionel-Groulx.

«C'est sûr que son bilan environnemental est dur à défendre», enchaîne Charles-William.

Aux yeux de Gabriel Borduas, qui va au cégep du Vieux Montréal, Stephen Harper a aussi manqué de crédibilité quand il a tenté de nier avoir dit que le Bloc coûtait 350 millions. Et Jules n'en est pas revenu d'entendre Harper prêcher le respect. «Ça ne paraît pas trop quand on consulte la page web de son site qui tourne en ridicule Stéphane Dion depuis le début de la campagne»

Selon Gabriel, le chef du Parti libéral a par ailleurs fait exprès d'évoquer son plan vert sans jamais le nommer, ou presque. «Il a tellement mal passé qu'il en parle de façon détournée.»

Rachele Puget, élève en technique juridique au Collège Ahuntsic, trouve en tout cas que sur le fond, M. Dion s'est bien défendu, notamment quand il a énuméré une série d'exemples illustrant le manque de respect et la démagogie des conservateurs à son égard.

Qui a gagné? Les jeunes ont tous accordé de bonnes notes à Stéphane Dion (trois des cinq plaçant Gilles Duceppe au deuxième rang), mais leur verdict final a été résumé par Gabriel. « Plus qu'un gagnant, ce débat des chefs a surtout fait un perdant: Stephen Harper.»

## RADIO-CANADA / [Estrie, Mauricie, Centre] Saint-Maurice-Champlain : Trois candidats défendent leur plateforme - Mise à jour le mercredi 1 octobre 2008 à 12 h 13



Trois des cinq candidats dans la circonscription de Saint-Maurice-Champlain ont pris part au forum organisé par l'association étudiante du Collège

Shawinigan mardi. Les représentants du Bloc québécois, du Parti libéral et du Parti vert ont présenté leurs points de vue sur différents sujets et ont répondu aux questions de la quarantaine d'étudiants présents. Les candidats ont notamment parlé de leurs programmes en matière de culture, d'économie, de développement régional et d'éducation. Ronald Saint-Onge-Lynch, du Parti libéral, a parlé à plusieurs reprises de diversification économique à saveur environnementale. « Les ressources que l'on a ici sur le territoire, on n'a pas besoin de les faire importer. Elles sont à nous autres. Avec le tournant vert, si on crée des nouvelles industries, on va pouvoir créer de nouveaux emplois », a-t-il déclaré. Le député sortant du Bloc québécois, Jean-Yves Laforest, a de son côté été appelé à parler des gestes qu'il a faits dans le dossier de l'avenir de

l'usine Alcan. « J'ai envoyé dans 48 000 foyers un document leur demandant de signer la pétition pour dire à Alcan : " Écoutez, nous autres on tient dans la région à ce qu'Alcan continue à investir, continue à participer au développement de Shawinigan " », a rappelé M. Laforest. Quant au candidat vert, Martial Toupin, il a dit qu'il faut inciter les jeunes à poursuivre leurs études. « On doit former encore plus de personnes qualifiées pour rester concurrentiel. » Les étudiants ont aussi posé des questions sur la promotion du sport, le salaire minimum, les frais de scolarité et le transport en commun. La candidate du NPD, Anne Marie Aubert, était absente, tout comme le candidat conservateur, Stéphane Roof, qui a décliné l'invitation parce qu'il avait d'autres engagements.

## RADIO-CANADA / CANADA 2008 : [Manitoba] Parti conservateur : L'université, cette «zone interdite» - Mise à jour le mardi 30 septembre 2008 à 16 h 24

Des leaders étudiants du Manitoba déplorent l'attitude du Parti conservateur du Canada (PCC) sur leur participation aux débats publics. Lundi, la candidate de la formation politique dans Winnipeg-Centre, Kenny Daodu, s'est désistée d'un forum à l'Université de Winnipeg avec des candidats d'autres partis. Lorsque l'organisateur de l'événement, David Jacks de la Fédération canadienne des étudiants, a demandé si un autre représentant conservateur était disponible, il a reçu un courriel indiquant que son université était une « zone interdite » (*no-fly zone*). M. Jacks souligne avoir été choqué par cette réponse de l'organisatrice du PCC, Marni Larkin. Il s'agit d'un affront aux étudiants et à toute la communauté winnipegoise, selon lui. Le sujet de la rencontre, à laquelle seuls les conservateurs étaient absents d'ailleurs, était l'importance de l'éducation, la pauvreté et le rôle du gouvernement fédéral. De son côté, le président de l'Association étudiante de l'Université du Manitoba, Jonny Sopotiuik, se demande ce qu'est une « zone interdite ». Un campus ne devrait pas être considéré comme un endroit à éviter pour quelqu'un qui souhaite être élu, ajoute-t-il. Seul le Parti conservateur sera d'ailleurs absent d'un forum de candidats à l'Université du Manitoba mardi après-midi. **Aller de porte en porte plutôt que débattre** L'organisatrice conservatrice Marni Larkin a précisé que dans son courriel, elle voulait dire que les candidats recevaient beaucoup d'invitations. La

priorité de son parti, a-t-elle expliqué, est de miser sur les rencontres individuelles. « Toute personne qui serait à un forum ou à un panel, nous espérons la rencontrer en allant de porte en porte (*traduction libre*) », a indiqué Mme Larkin. Elle blâme aussi les organisateurs du débat à l'Université de Winnipeg qui auraient donné trop peu de détails, notamment sur la forme de l'exercice. **Privilégier l'individualisme** Les candidats conservateurs de la région de Winnipeg ne sont pas les seuls à refuser des invitations pour débattre du programme de leur formation politique avec les représentants d'autres formations politiques et des citoyens. Ils ont été nombreux à le faire ailleurs au pays dans les derniers jours. La semaine dernière, un débat a été organisé dans la circonscription québécoise de Louis-Hébert par des étudiants de l'Université Laval. Seul le député sortant, le conservateur Luc Harvey, était absent. Il préférerait aller de porte en porte pour rencontrer des électeurs. Par contre, le conservateur Steven Blaney, candidat dans Lévis-Bellechasse, était présent au débat organisé au cégep Lévis-Lauzon lundi. Dans la circonscription de Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques, le candidat conservateur, Gaston Noël, a été le seul à refuser de participer à deux débats, dont l'un au cégep de Rimouski mardi. Il a déclaré qu'il souhaitait attendre

la tenue des débats des chers avant d'échanger ses idées avec ses adversaires. À Trois-Rivières, la conservatrice Claude Durand a décliné au moins trois invitations pour des débats, notamment celle de l'Association étudiante de l'Université du Québec à Trois-Rivières et de Radio-Canada. Elle a affirmé, elle aussi, vouloir privilégier une approche plus individuelle avec les électeurs. Mme Durand doit toutefois prendre part au débat de la Jeune Chambre de commerce. **Choisir ses luttes** Dans la région d'Ottawa-Gatineau, les candidats libéraux accusent d'ailleurs le Parti conservateur de museler ses candidats, puisque ceux-ci refusent également de participer à certains débats. Lundi matin, Paul Fréchette a été le seul candidat de la circonscription d'Hull-Aylmer à ne pas participer à une émission de la radio anglaise de Radio-Canada. Trois candidats conservateurs ont aussi refusé de participer à des rencontres organisées par l'Alliance de la fonction publique du Canada dans les circonscriptions d'Hull-Aylmer, de Gatineau et d'Ottawa-Centre. Les autres principaux partis politiques ont accepté l'invitation. Toutefois, au moins deux candidats conservateurs devraient participer à des forums organisés par Radio-Canada dans cette région. Au cours des derniers jours, plusieurs débats se sont déroulés avec tous les candidats qui cherchent à se faire élire dans les circonscriptions ontariennes.

## Répression

### LE DEVOIR : La Cour suprême raboue le SPVM et la Couronne : 67 manifestants accusés d'attroupement illégal sont acquittés – Édition du jeudi 02 octobre 2008

Brian Myles Le Service de police de Montréal (SPVM) et la Couronne viennent d'essuyer un camouflet de la Cour supérieure, qui a prononcé l'acquittement de 67 manifestants accusés d'attroupement illégal à la suite de la manifestation contre la brutalité policière de mars 2002. Les procédures ont traîné pendant plus de six ans, pour une infraction mineure documentée par une preuve relativement simple de surcroît. Une poignée des quelque 350 personnes prenant part à la manifestation du 15 mars 2002 ont endommagé la façade du quartier général du SPVM et une camionnette de police, rue Saint-Urbain. La manifestation s'est ensuite déplacée vers le palais de justice, angle Saint-Laurent et Saint-Antoine. C'est à cet endroit que les policiers ont procédé à l'arrestation en bloc de

275 à 350 personnes qui, après plus de 12 heures de délai, ont été accusées d'attroupement illégal en Cour municipale. Neuf procès ont été tenus devant neuf juges différents, avec des résultats radicalement différents. Deux groupes d'accusés ont été reconnus coupables, quatre groupes ont été acquittés et trois autres groupes ont bénéficié d'un arrêt des procédures en raison des délais déraisonnables. Restaurer la confiance En appel, la Cour supérieure a acquitté tous les appelants et elle a ordonné l'arrêt définitif des procédures. Dans sa décision, la juge Sophie Bourque résume bien l'absurdité de la situation par une analogie éloquent. « C'est ainsi que Pierre, Jean et Jacques, qui ont pourtant marché toute la manifestation ensemble jusqu'à ce que la police

les sépare, lors de l'arrestation, ont vécu un événement différent aux conséquences juridiques opposées. Pierre a pris part à une manifestation pacifique et a été acquitté. Jean a participé à un attroupement illégal et a été condamné. Quant à Jacques, il ne sait à quel genre d'événement il est allé puisque dans son dossier, les procédures ont été arrêtées en raison de délais déraisonnables », écrit-elle. Les juges ont rendu tous ces verdicts contradictoires en se basant pourtant sur une même preuve, bien mince. En effet, la preuve de la participation des accusés à l'attroupement illégal et leur connaissance de cet état de fait reposaient uniquement sur... leur arrestation dans le stationnement du palais de justice. La méthode utilisée par



les policiers «n'était pas des plus heureuses», constate la juge Bourque. Afin de ne pas discréditer l'administration de la justice, il est essentiel que les juges évitent de rendre des jugements contradictoires, rappelle la juge Bourque, car de telles décisions mettent en évidence l'incertitude du droit. Les juges doivent également veiller à restreindre la multiplicité et le

coût des procès. «Plusieurs juges se sont penchés sur les mêmes questions, sur la base de faits presque identiques. Ceci a entraîné un gaspillage de ressources judiciaires et porté atteinte à l'intégrité de l'administration de la justice par le prononcé de plusieurs décisions contradictoires», écrit-elle.

«Il importe peu de savoir aujourd'hui que la manifestation ait été tumultueuse ou pacifique, savoir qui avait raison ou qui avait tort. Ce qui compte, c'est de restaurer la confiance dans l'administration de la justice», conclut la juge Bourque.

## Réflexions, idées

### LE DEVOIR : ESSAIS : Essais québécois - La gauche : entre vertu, révolution et réforme, par Louis Cornellier - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 octobre 2008

Les penseurs et militants de gauche, au Québec, n'occupent pas souvent les tribunes médiatiques grand public, mais ils s'expriment néanmoins beaucoup, depuis quelques années, dans des revues et des essais à diffusion restreinte. Dans les dernières semaines, par exemple, ont paru le plus récent numéro (hiver-printemps-été 2008) de la revue Possibles, consacré à l'avenir de la gauche au Québec et à celui, menacé, de la revue elle-même, Les Échos du Refus global (Michel Brûlé, 2008), un essai un peu brouillon de Jonathan Mayer qui donne la parole à des artistes engagés (Biz, Christian Vanasse, Yvon Deschamps, Hélène Pedneault et plusieurs autres) dans le but d'en finir avec le cynisme politique actuel, et Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines, un ouvrage collectif sous la direction de Francis Dupuis-Déri qui propose «un état des lieux de la scène militante au Québec».

Peut-on conclure de ce dynamisme éditorial que la gauche québécoise est en santé? Rien n'est moins sûr. Si elle parle, réfléchit et dénonce beaucoup, cette gauche, pour autant, semble avoir peu d'effet dans le réel. Dans un essai publié dans Québec en mouvements et qui détonne par rapport à l'ensemble, le sociologue Jean-Philippe Warren se penche sur les raisons de cette inefficacité et propose des solutions pour la surmonter.

#### Entre le bavardage et la vertu

Warren, pour faire le point, a étudié des revues de gauche lancées par de jeunes intellectuels dans les années 1990 et 2000. Mal défini, son corpus l'amène parfois à tourner les coins rond. Il cite, par exemple, André Beaudet, de la revue L'Impossible, qui n'est déjà plus un «jeune» intellectuel à l'époque. La revue Combats, dont j'ai été le rédacteur en chef pendant dix ans, figure aussi dans sa liste, même si elle ne correspond en rien à l'analyse générale développée par Warren. Ouvertement souverainiste et social-démocrate, cette revue, malgré ses faiblesses, n'a jamais flirté avec les dérives identifiées par le sociologue. Ce dernier, d'ailleurs, reconnaît le caractère par trop généralisateur de sa thèse, qui contient néanmoins plusieurs pistes intéressantes. Il n'est pas facile, écrit Warren, d'être un intellectuel de gauche en une époque où le néolibéralis-

me impose le règne de l'individualisme, de l'hyperconsommation et de la technocratisation. La jeune gauche s'oppose bien sûr à cette tendance, mais elle semble en panne de projet. Son engagement, trop souvent, se limite à une prise de parole et à un questionnement critique. Elle dit ce qu'elle ne veut pas, mais n'arrive pas à formuler de solutions de rechange convaincantes.

Sans s'opposer à l'État interventionniste, elle entretient envers lui une méfiance (voir les anarchistes) qui reconduit l'esprit du discours néolibéral. Elle est, la plupart du temps, plutôt nationaliste, mais avec mille réserves. «Le langage de la vertu», dans une bonne partie de ses rangs, tient lieu de projet. On parle de démocratiser la démocratie, de responsabiliser les entreprises et d'inciter à la «consommation action». «C'était tout à l'heure parler qui était un geste politique, ironise Warren, maintenant c'est de boire son café ou de bien gérer ses déchets, c'est bientôt celui d'avoir des enfants, quand ça ne sera pas demain celui de choisir la couleur (noire pour anarchisme!) de son automobile.»

Cette gauche s'engage, mais sur le mode de «la privatisation du militantisme social», qui ne doit exclure ni l'individualisme ni l'hédonisme. Elle y va d'une marche festive contre la guerre et d'une pétition sur Internet plutôt que d'une action collective et politique contraignante. «Quand une gauche ne parle plus des classes sociales, constate Warren, on peut se demander quelle place elle occupe sur l'échiquier politique. Quand une gauche finit par sanctionner le discours le plus naïvement individualiste, on peut s'interroger sur son engagement communautaire. Quand une gauche parle le langage de la vertu, on peut s'interroger sur son potentiel révolutionnaire.»

Inefficace, cette jeune gauche «vertuiste» a un envers qui l'est tout autant et dont Warren, curieusement, ne parle presque pas. Il s'agit de cette gauche radicale, d'inspiration anarchiste, très présente dans cet ouvrage, qui prône le renversement complet du système actuel au profit d'une planification populaire de l'économie et de la société. Jean-Marc Pionte, dans son plus récent essai titré Un certain espoir, en parle comme d'une «utopie stérile, car elle empêche toute emprise réelle sur l'économie et nous réduit à

l'impuissance». Archiminoritaire, cette frange de la gauche québécoise, qui séduit certains altermondialistes, n'est pas sans vertus critiques, mais son radicalisme déconnecté du réel la condamne à la marginalité.

#### Une gauche efficace

Pendant ce temps, la seule gauche vraiment efficace au XXe siècle, c'est-à-dire la gauche réformiste ou social-démocrate, s'étirole, au profit d'une droite économique qui a beau jeu de se présenter comme détentrice du monopole de la modération et du réalisme. «Il est dès lors grand temps, écrit Warren avec raison, que la gauche québécoise se mette de l'avant en revenant légèrement en arrière, quand elle parlait encore avec enthousiasme et confiance de régulations étatiques et de mondialisation politique.» Le néolibéralisme, c'est vrai, a modifié le visage du capitalisme, mais l'État, quoi qu'en disent certains, n'est pas mort et l'action collective et politique, notamment par l'entremise de partis constitués, peut encore quelque chose.

Il importe donc, ajoute Warren, de «faire plus souvent l'éloge de l'impôt», «de sortir de la complaisance et du verbalisme, de [se] réapproprier la critique économique, d'accepter le réformisme et de renouer avec le providentialisme». Solutions usées? «Les vieilles solutions, réplique le sociologue, ne sont pas nécessairement démodées parce qu'elles sont vieilles.»

Peut-on encore compter, dans cette entreprise de ressaisissement, sur un Parti québécois devenu exsangue à force de boire la tasse néolibérale, mais qui conserve peut-être une capacité de ressort? Sur un Québec solidaire dynamique, mais en panne de crédibilité? Et si la seule solution porteuse passait par une alliance entre tous les sociaux-démocrates convaincus qui donnerait au Québec une vraie option de centre-gauche?

\*\*\*

#### Québec en mouvements

##### Idées et pratiques militantes contemporaines

Sous la direction de Francis Dupuis-Déri

Lux

Montréal, 2008, 278 pages

### LE DEVOIR : Idées : Les colonnes du temple néolibéral ébranlées, par Jacques Rouillard, Professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal - Édition du vendredi 03 octobre 2008

Les médias rappellent que la crise financière qui secoue les États-Unis est la plus importante depuis le choc causé par la Grande Dépression des années 30. Dans les deux cas, l'État est en effet appelé à la rescousse pour remettre à flot un système économique qui bat de l'aile. Et comme dans les années 30, la crise touche actuellement les institutions bancaires qui sont au cœur du système économique états-unien.

Et voilà que l'État, dont l'administration Bush voulait marginaliser le rôle, se voit obligé d'injecter des sommes gigantesques à même les taxes et les impôts des citoyens, dont la grande majorité n'ont pas profité de la bulle financière et de la croissance économique depuis plus de trente ans. La loi du marché, qui voudrait que les institutions fautive paient pour les pots cassés, ne peut plus s'appliquer compte tenu du gigantisme de ces firmes et des répercussions économiques considé-

rables qu'entraînerait leur faillite. Et s'applique donc plus que jamais l'adage voulant que les entreprises privées récoltent les profits et que les pouvoirs publics se débrouillent avec les pots cassés.

#### Faiblesse de la demande

Le parallèle le plus intéressant de cette crise avec celle des années 30 vient de ce que le gouvernement américain, depuis l'administration de Ronald Reagan au début des années 80, a voulu rompre



avec les politiques économiques mises en place dans le sillage du New Deal. À partir de 1933, l'administration du président Franklin D. Roosevelt a adopté des lois régulant sévèrement le fonctionnement des institutions bancaires et monétaires. Le sentiment populaire rendait largement responsables les trusts et les monopoles de la crise économique.

D'autre part, cette administration avait diagnostiqué que la crise résultait de la faiblesse de la demande de biens et qu'il fallait relancer la consommation en redonnant du travail aux chômeurs grâce à des mesures d'assistance sociale et en facilitant la syndicalisation des travailleurs. La négociation collective permettrait de renforcer la capacité des salariés d'obtenir des hausses de salaire et une diminution de leurs heures de travail. On pensait ainsi redonner du pouvoir d'achat aux consommateurs qui seraient mieux en mesure de jouir des fruits de la production industrielle. C'est un revirement majeur des politiques économiques du gouvernement qui estimait, jusque-là, que les lois du marché, même en situation de crise, rétabliraient l'équilibre économique.

#### Libre jeu du marché

La mise en place des politiques tracées par le New Deal a permis aux États-Unis de sortir de la récession et de connaître une prospérité inégalée au cours des 40 années qui ont suivi. Les salaires réels moyens des travailleurs viennent bien près de doubler, leurs heures de travail se replient, les avantages sociaux se font plus généreux et un filet de protection sociale commence à être mis en place. Les salariés peuvent ainsi profiter de la croissance de l'économie et participer à la société de consommation (auto, maison, appareils électriques).

Mais ces années glorieuses pour les salariés vont prendre fin au début des années 1980, avec la «révolution capitaliste» de Ronald Reagan qui, pour mettre fin à l'inflation qui fait rage, tourne la page au New Deal pour effectuer un retour au libéralisme classique d'antan. Ce courant de

pensée, qui est porté par le patronat, mise, largement pour réguler le développement économique, sur le libre jeu des forces du marché et repousse l'interventionnisme étatique. Comme le disait Reagan, «l'État n'est pas la solution à nos problèmes, en fait l'État est le problème».

#### Favoriser les entreprises

Quatre principes cardinaux animent ce néolibéralisme: la déréglementation, la privatisation, la libéralisation des marchés et l'allègement de la fiscalité. Pour assurer la croissance, l'objectif de l'État n'est plus de stimuler la demande, comme on le faisait depuis les années 30, mais de soutenir l'offre de biens en privilégiant des politiques favorables aux entrepreneurs, aux entreprises et aux détenteurs de capitaux. Et les administrations qui vont suivre aux États-Unis s'appliqueront à appliquer ces principes.

Au chapitre de la déréglementation, elles ont éliminé des lois importantes touchant le secteur financier, refusé de les moderniser ou simplement négligé d'agir. [...] Et il est d'autres conséquences de la déréglementation et du laxisme à appliquer les lois du travail, dont on ne fait pas état, mais qui pèsent lourdement sur les épaules de la majorité de la population, celle-là même qui tire son revenu d'un salaire. Elle explique sa grogne actuelle envers le sauvetage d'institutions dirigées par des financiers qui ont encaissé des revenus faramineux.

#### Pouvoir d'achat qui stagne

Malgré une hausse de la productivité et de la richesse de la société états-unienne, les travailleurs salariés n'en ont pas vu la couleur depuis plus de trente ans. En effet, quand on tient compte de l'inflation, leur salaire hebdomadaire réel moyen n'a pas augmenté depuis la fin des années 70. Pour joindre les deux bouts, il leur a fallu de plus en plus deux revenus par ménage et un allongement de la semaine de travail, qui est passée de 38,8 heures en 1978 à 39,6 en 2004. Depuis qu'on détient des statistiques, il n'y a jamais eu une aussi longue période où le pouvoir d'achat des salariés soit demeuré stagnant. Il en a

résulté une inégalité des revenus supérieure aux États-Unis à celle de tous les pays industrialisés, écart qui s'est particulièrement accentué depuis les années 80. [...]

#### Ratés de la croissance économique

Même si leur salaire demeure stagnant, de nombreux travailleurs ont continué à consommer, mais en s'endettant de plus en plus pour maintenir leur niveau de vie. Ils sont vivement sollicités de mille façons par les institutions financières, les commerces et la publicité, qui invitent à acheter maintenant et à payer plus tard. Le maintien de très bas taux d'intérêt a facilité l'endettement des ménages, qui a doublé depuis 30 ans; il atteignait 127 % de leur revenu disponible en 2005 (Monthly Review, mai 2006).

Beaucoup de ces ménages ne peuvent joindre les deux bouts lorsque les taux d'intérêt sont à la hausse. C'est ce qui est arrivé pour les prêts hypothécaires, premier poste d'endettement des ménages, engendrant la crise financière que nous connaissons. Mais il est d'autres sources d'endettement, prêt auto et cartes de crédit, où les institutions financières n'ont pas montré plus de prudence. La hausse des taux d'intérêt annoncée risque encore une fois de mettre à mal les ménages et les institutions financières.

La crise met à nu les ratés d'une croissance économique basée sur les principes néolibéraux. En effet, la déréglementation et la libéralisation des marchés n'ont pas eu seulement pour effet de révéler le dysfonctionnement des institutions financières. Elles illustrent aussi les conséquences d'une croissance de la consommation résultant plus de l'endettement des ménages que d'une hausse de leur revenu réel. Le candidat à la présidence Barack Obama a bien raison de dire que le système n'a pas fonctionné et que «l'essentiel en économie doit se mesurer à savoir si la classe moyenne a tiré ou non une juste part de la croissance économique». Et manifestement, la classe moyenne n'a pas tiré profit de la prospérité des dernières décennies.

## Les titres du Courrier international

### les titres du 31 octobre 2008



#### THE ECONOMIST

**"Barack Obama mérite d'être élu président"**

"Les Etats-Unis devraient saisir leur chance et faire de Barack Obama le nouveau leader du monde libre." L'hebdomadaire libéral britannique, qui effectue la moitié de ses ventes aux Etats-Unis, a décidé de soutenir la candidature de Barack Obama à la Maison-Blanche. "Nous le faisons de tout cœur : le démocrate a clairement montré qu'il offre la meilleure chance de rétablir la confiance des Etats-Unis en eux-mêmes." Le magazine souligne toutefois qu'il s'agit d'un "pari", compte tenu de l'inexpérience du candidat et du "manque de clarté de certaines de ses convictions".



#### THE INDIAN EXPRESS

**Une vague de terreur ébranle le nord-est de l'Inde**

"Neuf explosions, quatre villes touchées, 76 morts, 300 blessés". Le quotidien de Bombay dresse un premier bilan de la vague d'attentats qui a secoué le 30 octobre l'Etat d'Assam (nord-est). En l'espace de sept minutes, neuf bombes ont explosé à Guwahati, la plus grande ville de l'Etat, et dans trois autres villes. Les indices recoltés semblent accuser le Front de libération de l'Asom (UFLA), une guérilla qui se bat depuis 1979 pour l'indépendance de l'Assam.



#### LE POTENTIEL

**Paix en république démocratique du Congo : est-il trop tard ?**

Devant l'offensive des rebelles congolais dans le Nord-Kivu (à la frontière avec le Rwanda), l'ONU et l'UE ont entrepris un "ballet diplomatique" pour rétablir la paix. Le journal de Kinshasa attend peu de chose de leur "boulevard de vœux pieux et de condamnations verbales [...] : il intervient trop tard". Selon lui, les signes d'un "complot internet et externe" étaient depuis longtemps visibles : multinationales étrangères, rebelles congolais et pays voisins hostiles se sont ligués pour démanteler la RDC.



#### THE WASHINGTON POST

**Jusqu'à la dernière minute, l'administration Bush dérégule**

"Avant que Bush ne quitte le Bureau ovale, en janvier, la Maison-Blanche veut faire adopter un large éventail de règlements fédéraux, dont beaucoup affaibliraient les lois gouvernementales qui protègent le consommateur et l'environnement." Selon le quotidien de Washington, cette vague de dérégulations compte "parmi les plus contestables de l'ère Bush, et son successeur pourrait avoir du mal à s'en dépêtrer". Par exemple, la Maison-Blanche voudrait assouplir les contrôles sur les émissions de polluants.



#### HOY

**Le gouvernement dominicain condamne les violences xénophobes**

Des attaques se sont produites cette semaine contre des ressortissants haïtiens dans la région de Neyba, située dans le sud-ouest de la République dominicaine, à la frontière avec Haïti. Selon la police locale, il

s'agirait d'actes de représailles après l'assassinat d'une Dominicaine par des Haïtiens. Cinq personnes auraient été tuées. "Le gouvernement dominicain a condamné ces actes de violence", rapporte le quotidien. Il ajoute que des Haïtiens ont également été pris pour cible dans une autre ville de l'île.



#### THE STAR

**Les dissidents de l'ANC devraient former un nouveau parti**

Le 1er novembre, des dissidents du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, doivent se réunir en convention. Ils devraient créer un nouveau parti, rival de celui actuellement dirigé par Jacob Zuma, en vue des élections de 2009. Ce 31 octobre, la presse sud-africaine publie le contenu d'une lettre de Thabo Mbeki, ex-président de la République et ex-chef de l'ANC, à Jacob Zuma. Il "refuse de rouler pour le parti", résume le quotidien, qui y voit un soutien implicite aux dissidents.



#### VREMIA NOVOSTIEÏ

**Medvedev nommé un nouveau président en Ingouchie**

Le chef de l'Etat russe, Dmitri Medvedev, a nommé le 30 octobre le colonel Iounous-Bek Evkourouov président intérimaire de l'Ingouchie. Il venait d'accepter la démission du général Mourat Ziadzikov, qui dirigeait la République nord-caucasienne d'une main de fer. La situation sécuritaire en Ingouchie est devenue très instable. La lutte contre les rebelles islamistes s'intensifie. Les opposants ingouches réclamaient le départ

de Ziazikov, issu des forces de police, qu'ils accusaient de vouloir éliminer l'opposition.



### **EL PAÍS** **ETA a essayé de perpétrer un massacre à l'université de Navarre**

Une voiture piégée a explosé le 30 octobre sur le campus de l'université de Navarre, faisant une vingtaine de blessés légers. Attribuée à ETA, cette explosion a eu lieu deux jours après l'annonce du démantèlement d'un commando du groupe basque armé qui était prêt à commettre un attentat dans cette région. "Seule la chance a permis d'éviter que cette explosion ne tue des étudiants ou des professeurs", explique le

quotidien. L'explosion s'est en effet produite à 11 heures du matin, une heure où le campus est plein.



### **THE JAKARTA POST** **Les députés indonésiens votent une loi antipornographie contestée**

Le texte, présenté par des musulmans conservateurs, avait suscité des mois de débats houleux. "Le 30 octobre, la Chambre des représentants indonésienne a adopté une loi antipornographie malgré la mobilisation d'artistes, des partis politiques modérés et des militants des droits de l'homme", rapporte le quotidien anglophone de Jakarta. Censé aider à combattre l'immoralité grandissante de la société, le

texte punit tout acte ou attitude jugée obscène. Les islamistes jubilent.



### **DIE WELT** **Le marché de l'emploi a atteint son zénith en Allemagne**

Jamais leur nombre n'était tombé aussi bas depuis 1992 et le boom économique qui a suivi la réunification. En octobre, 2 997 000 personnes étaient au chômage en Allemagne, soit 84 000 de moins qu'en septembre. Olaf Scholz, le ministre du Travail, y voit "un encouragement persistant à la confiance", sur fond de crise économique mondiale. La tendance devrait cependant s'inverser : les experts tablent sur 400 000 chômeurs de plus à la mi-2009..

## les titres du 30 octobre 2008



### **DAWN** **Après le séisme, les secours s'organisent au Pakistan**

Le gouvernement de la province du Baloutchistan a dégagé de vastes moyens pour venir au secours des victimes du séisme qui a ébranlé le sud-ouest du Pakistan le 29 octobre. Des bilans encore provisoires font état de plus de 200 morts, de centaines de blessés et de milliers de sans-abri. Mais, pour le journal anglophone de Karachi, les autorités ont été malgré tout trop lentes à réagir. Selon lui, elles n'ont pas su tirer les leçons du séisme qui, en 2005, avait fait environ 75 000 morts au Cachemire.



### **LE POTENTIEL** **La confusion règne à Goma, dans l'est de la RDC**

Vainqueur Mayala, général des forces armées de la république démocratique du Congo (RDC), est intervenu le 29 octobre à la radio : "Je voudrais vous rassurer : nous contrôlons toujours Goma." Les médias étrangers rapportent pourtant que l'armée a abandonné la capitale du Nord-Kivu devant l'avancée des rebelles de Laurent Nkunda. Arrivés à 15 kilomètres de la ville, ceux-ci ont décrété un cessez-le-feu unilatéral "pour ne pas paniquer la population", les habitants fuyant déjà par milliers. Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné l'offensive des rebelles.



### **FINANCIAL TIMES** **La Réserve fédérale américaine abaisse ses taux à 1 %**

Le 29 octobre, pour la seconde fois en trois semaines, la Réserve fédérale américaine (Fed) a baissé son taux directeur d'un demi-point. Le coût de l'argent aux Etats-Unis est à son plus bas niveau depuis 2003, à 1 %. Alors que "les indicateurs économiques révèlent que le pays est déjà en récession", la Fed "a clairement montré qu'elle ferait tout ce qu'elle pourrait" pour contenir la crise, salue le quotidien financier anglais. Il espère que la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre feront de même.



### **NEZAVISSIMAJA GAZETA** **Les mesures anticrise ne sauvent pas l'économie russe**

Un rapport ministériel russe livre de sombres perspectives pour l'économie du pays : sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance du PIB devrait être désormais de 7,3 %, contre 7,8 % estimé jusqu'ici. Elle était de 8,1 % en 2007. Le ralentissement de l'activité se poursuit malgré les sommes gigantesques mobilisées par l'Etat russe pour soutenir l'économie, constate le quotidien libéral moscovite. Ce soutien de l'Etat s'élève à plusieurs milliers de milliards de roubles, soit environ 13 % du PIB.



### **IL GIORNALE** **Des échauffourées estudiantines font quatre blessés à Rome**

"Depuis des semaines, la gauche souffle sur les braises. Résultat : les étudiants se battent dans la rue", titre le quotidien, détenu par le frère de Silvio Berlusconi. Le 29 octobre, une manifestation contre une réforme de l'éducation a dégénéré à Rome. Des étudiants de gauche et de droite se sont affrontés devant le Sénat, au moment du vote d'une loi prévoyant 9 milliards d'euros de coupes budgétaires et 130 000 suppressions d'emplois. Ce 30 octobre, les écoles primaires sont en grève.



### **GRANMA** **Cuba se réjouit d'avoir le soutien de l'ONU contre Washington**

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 29 octobre, pour la 17e année de suite, une résolution appelant les Etats-Unis à lever leur embargo contre Cuba, en vigueur depuis quarante-six ans. Cette résolution non contraignante a été adoptée par 185 voix contre 3, et 2 abstentions. C'est "la victoire de la raison", titre le quotidien officiel. Il relève que ce texte n'a jamais été adopté par autant de pays dans le passé, passant de 184 en 2007 à 185 cette année, grâce au soutien de l'Albanie.



### **L'EXPRESSION** **Le président algérien fait route vers un troisième mandat**

"C'est la fin du suspense politique", annonce le quotidien algérien. Le 29 octobre, après de longues tergiversations, le chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, a officiellement déclaré vouloir procéder à une révision partielle de la Constitution. Elle sera conduite dès le mois prochain par voie parlementaire. A l'approche de

la présidentielle de 2009, le président est resté discret sur ses intentions. Mais pour la presse, cela ne fait pas de doute : il veut pouvoir accomplir plus de deux mandats présidentiels.



### **THE WASHINGTON POST** **Guerre des images : la dernière salve de Barack Obama**

Le 29 octobre au soir, Barack Obama s'est invité sur sept chaînes de télévision américaines. Pour plusieurs millions de dollars, il s'est offert un spot d'une demi-heure pour vanter ses mérites, à six jours de la présidentielle. Le chroniqueur du journal juge l'entreprise plutôt réussie, le candidat démocrate ayant réussi à communiquer le sentiment d'espoir qu'il entend incarner. Plus tard dans la soirée, il a, pour la première fois de la campagne, fait meeting commun avec l'ancien président Bill Clinton.



### **EL DIARIO DE HOY** **La crise économique s'invite au Sommet ibéro-américain**

Les chefs d'Etat et de gouvernement de 22 pays, réunis à partir de ce 30 octobre au Salvador pour le 18e Sommet ibéro-américain, vont préparer une réponse commune à la crise financière mondiale. Le président du Salvador, Elias Antonio Saca, espère déboucher sur un accord qui inspire la communauté internationale. Initialement, cette réunion devait avoir pour thème "jeunesse et développement". Les deux grands absents de ce sommet annuel sont le leader cubain Raúl Castro et le président du Venezuela, Hugo Chávez.



### **BERLINER MORGENPOST** **Les Berlinoises disent adieu à l'aéroport de Tempelhof**

"L'aéroport, situé dans le cœur de Berlin, symbolisait le progrès et la liberté. Il vit aujourd'hui [30 octobre] son dernier jour", titre le quotidien de la capitale allemande. Mis en service en 1923, l'aéroport avait permis aux habitants de Berlin-Ouest d'échapper au blocus soviétique en 1948. Il doit être fermé ce jeudi. C'est "un jour de deuil pour la ville et pour l'Allemagne", écrit le quotidien, qui conteste sa fermeture, jugée arbitraire et placée sous le signe de "l'oubli historique".

## les titres du 29 octobre 2008



### **INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE** **Les rebelles du Nord-Kivu sont aux portes de Goma**

Pendant que des milliers de civils fuient les combats, l'armée de la République démocratique du Congo (RDC) est sur le point d'abandonner la ville de Goma, la capitale de la région du Nord-Kivu, aux rebelles de Laurent Nkunda, rapporte le quotidien américain édité à Paris. "L'armée ne peut plus garantir la sécurité", a déclaré le colonel Delphin Kahimbi, commandant en chef des opérations dans cette région située dans l'est du pays et ravagée depuis des années par la violence et l'insécurité.



### **THE TIMES** **Gordon Brown appelle la Chine et le Proche-Orient au chevet du FMI**

"L'Occident sollicite humblement l'aide de l'Orient face à la crise financière", titre le quotidien londonien. Le 28 octobre, le Premier ministre britannique Gordon Brown a appelé la Chine et les pays du Golfe à aug-

menter les ressources financières du FMI pour venir en aide, entre autres, aux Etats européens en difficulté : l'Islande, l'Ukraine et la Hongrie. Les experts craignent que les fonds actuels du FMI (250 milliards de dollars) ne suffisent pas à répondre à toutes les demandes.



### **NÉPSZABADSÁG** **FMI et UE se mettent d'accord sur un plan de sauvetage de la Hongrie**

Le Fonds monétaire international, l'Union européenne et la Banque mondiale ont élaboré un plan de sauvetage de 25,1 milliards de dollars en faveur de la Hongrie, touchée par les effets de la crise financière. Le FMI propose l'octroi d'un prêt de 15,7 milliards de dollars, la Banque mondiale un prêt de 1,3 milliard et l'UE un prêt de 12,5 milliards d'euros. Ce plan global devrait être présenté début novembre au FMI pour approbation.



### **LE SOIR** **Crise bancaire : Fortis aurait trompé les actionnaires**

Le 28 octobre, le parquet de Bruxelles a annoncé qu'il allait enquêter sur d'éventuelles infractions pénales commises par les dirigeants de Fortis. Ce 29 octobre, le quotidien belge déclare avoir eu accès à des documents exclusifs qui accablent le bancassureur. En 2007, l'établissement, alors entre les mains de capitaux belges et néerlandais, aurait caché son exposition dramatique aux subprimes avant son rachat par ABN-Amro. Balayé par la crise financière, Fortis a été démantelé début octobre.



### **DAWN** **Un séisme fait plus de 135 morts au Baloutchistan**

Le bilan s'alourdit d'heure en heure, après le violent tremblement de terre qui a ébranlé le sud-ouest du Pakistan tôt dans la matinée de ce 29 octobre. La secousse - d'une magnitude de 6,4 sur l'échelle de



Richter - aurait fait plus de 160 victimes et provoqué d'importants dégâts dans la province du Baloutchistan. Des centaines de personnes seraient blessées, des milliers sans abri. Les secours n'ont pas encore atteint les villages les plus reculés.

### **DER STANDARD** **Un nostalgique du IIIe Reich devient vice-président du Parlement autrichien**

Par 109 voix sur 156, Martin Graf a été élu le 28 octobre troisième président du Parlement autrichien. Le poste, avant tout honorifique, récompense habituellement le parti arrivé troisième aux dernières élections : en l'occurrence, le Parti libéral d'Autriche (FPÖ, ancien parti de Jörg Haider). Martin Graf appartient également à une corporation néonazie, Burschenschaft Olympia. Son élection "entache l'image de l'Autriche à l'étranger et la culture démocratique dans notre pays", déplore le quotidien viennois.

### **LA NACION** **Maradona espère réaliser son rêve d'entraîner l'équipe d'Argentine**

"Il s'agira de la nouvelle de l'année pour le football argentin. Il ne manque plus qu'à l'officialiser, probablement mardi [le 4 novembre]", prévient le quoti-

dien. Ensuite, Diego Maradona - qui a rencontré le président de la Fédération argentine de football le 28 octobre - pourra prendre les rênes de la sélection argentine de football et tenter de la qualifier pour la Coupe du monde 2010. Il affirme depuis des années qu'il rêve d'entraîner cette sélection avec laquelle il a tellement brillé.

### **HAVEERU DAILY** **Le plus ancien chef d'Etat d'Asie cède sa place**

Président des Maldives depuis 1978, Maumoon Abdul Gayoom a reconnu sa défaite, ce 29 octobre. D'habitude réélu avec plus de 90 % des voix, il termine cette fois bon second de l'élection présidentielle du 28 octobre, derrière Mohamed Nasheed. Le dépouillement du scrutin, même provisoire, lui donne près de 9 % de voix de retard, à 45,79 % contre 54,21 %. Mohamed Nasheed, militant pour la démocratie et vieux rival de Gayoom, a réussi entre les deux tours à fédérer les forces d'opposition.

### **JERUSALEM POST** **Tsahal songe à laisser tomber le saut en parachute**

L'état-major de l'armée israélienne envisage de supprimer les cours de saut en parachute. Il met en avant deux arguments, explique le quotidien de Jérusalem : le caractère risqué de la discipline, qui a donné lieu récemment à plusieurs incidents, et surtout son coût économique. Sur le terrain, Tsahal n'a plus eu recours à des parachutistes depuis la crise de Suez, en 1956. Or même les soldats des forces navales ou ceux cantonnés à des emplois du bureau bénéficient aujourd'hui de la formation.

### **THE DETROIT NEWS** **L'ancien maire de Detroit dort en prison**

Kwame Kilpatrick aura marqué l'histoire de Detroit de deux manières : en 2001, il était devenu le plus jeune maire de la ville ; en 2008, il est devenu le premier édile à être condamné en justice et à démissionner. Kilpatrick a été condamné le 28 octobre à quatre mois de prison. Son crime : avoir menti sous serment en 2007, provoquant la perte par la ville d'un procès coûteux où trois policiers contestaient leur limogeage. Dès cette nuit, il a dormi en prison sous le matricule 2008-34589.

## les titres du 28 octobre 2008

### **THE GUARDIAN** **Le coût de la crise bancaire mondiale : 2 800 milliards de dollars**

Les pertes cumulées par les banques dans le monde entier s'élevaient à 2 800 milliards de dollars depuis le début de la crise, au printemps, chiffre la Banque d'Angleterre. Elle précise toutefois dans un rapport que ces pertes pourront être réduites d'un tiers, voire de la moitié, si les banques ne se précipitent pas pour brader leurs actifs. Le quotidien londonien a fait les comptes : 2 800 milliards de dollars, c'est trois fois les dépenses publiques annuelles du Royaume-Uni, ou 138 millions de bouteilles de pétros-pomerol cru 1947.

### **CIVIL GEORGIA** **Le président géorgien remplace son Premier ministre**

"Nous faisons face à de nouveaux défis et à de nouvelles menaces. Nous avons besoin de nouvelles forces", a expliqué Mikheil Saakashvili, le président géorgien, en faisant référence à la Russie. Le 27 octobre, il a procédé au remplacement de son Premier ministre. Lado Gourguenidzé a été remplacé par Grigol Mgaloblichvili. Le nouveau venu, qui "n'a aucune expérience en politique", était depuis 2004 ambassadeur de Géorgie en Turquie.

### **CHINA DAILY** **Cinq otages chinois ont été tués au Darfour**

Ce serait la première fois depuis le début de la guerre, en 2003, qu'un enlèvement d'étrangers tourne mal au Soudan. Le 27 octobre, Khartoum a annoncé que cinq travailleurs chinois, enlevés le 19 octobre alors qu'ils travaillaient sur un champ pétrolier, avaient été tués par leurs ravisseurs. Le sort de quatre de leurs collègues enlevés avec eux reste incertain : deux seraient portés disparus et deux seraient en fuite. Selon Khartoum, les ravisseurs appartiennent à un groupe rebelle du Darfour.

### **L'ORIENT-LE JOUR** **Nasrallah-Hariri : une rencontre pour étouffer la discorde**

Sayed Hassan Nasrallah et Saad Hariri, chefs du Hezbollah chiite et de la majorité sunnite, se sont

rencontrés "dans le plus grand secret" le 26 octobre. "La rencontre n'aura aucune incidence électorale, mais elle est essentielle pour étouffer la discorde sunnito-chiite", juge le quotidien francophone libanais. Les deux hommes ne s'étaient pas retrouvés face à face depuis l'été 2006 et la guerre contre Israël. Leur lutte politique avait failli dégénérer en guerre civile en mai dernier.

### **LE POTENTIEL** **Le commandant des casques bleus en RDC démissionne**

Le 27 octobre, deux mois après sa nomination, le général espagnol Vicente Diaz de Villegas, commandant de la MONUC, la mission de l'ONU en république démocratique du Congo (RDC), a annoncé sa démission. Les combats s'intensifient au Nord-Kivu, la région que la MONUC est chargée de surveiller. "Chaque jour qui passe fait perdre à cette mission de paix sa crédibilité", estime le journal de Kinshasa, qui s'inquiète de voir que deux bataillons rwandais sont engagés dans les combats aux côtés des rebelles.

### **LE PAYS** **Total fait affaire avec la junte mauritanienne**

Pour la compagnie pétrolière Total, seules les affaires comptent ! s'insurge le quotidien burkinabé en se référant à l'accord signé le 23 octobre entre le groupe français et la junte qui a pris le pouvoir en Mauritanie le 6 août dernier. Total est autorisé à entreprendre des travaux routiers dans le nord du pays afin de faciliter la prospection pétrolière. La présence de Total est une bouée de sauvetage pour la junte, menacée de sanctions internationales, particulièrement de la part de l'Union européenne.

### **LA NACION** **Vers un remaniement ministériel au Chili**

La présidente chilienne, Michelle Bachelet, veut remanier à nouveau son cabinet. Cette annonce, faite par un ministre chilien, intervient alors que le gouvernement a cédé du terrain lors des élections locales du 26 octobre, un an avant un scrutin présidentiel qui pourrait évincer le retour à la démocratie, il y a dix-

huit ans. La droite a gagné à Santiago, la capitale, et dans plusieurs villes traditionnellement ancrées à gauche, comme Valparaiso.

### **MARDOMSALARI** **Ahmadinejad soutient son ministre de l'Intérieur**

A l'appel du président Mahmoud Ahmadinejad, plusieurs députés conservateurs ont assuré qu'ils soutiendraient le ministre de l'Intérieur Ali Kordan, qui doit affronter le 4 novembre une motion de censure. Il est accusé de "manque d'honnêteté" pour avoir affirmé être diplômé de l'université britannique d'Oxford, ce que celle-ci a démenti. "Malgré les appels répétés du président à cesser la cabale contre Kordan, la grogne des parlementaires ne diminue pas véritablement", relève le quotidien.

### **YOMIURI SHIMBUN** **Taro Aso renoncerait à convoquer des élections anticipées**

Devenu Premier ministre en septembre, Taro Aso envisageait de convoquer des élections anticipées pour le 30 novembre, afin de permettre à son parti, le Parti libéral-démocrate (PLD), d'asseoir son emprise sur la Chambre haute. Selon le quotidien, il aurait révisé ses intentions. Taro Aso veut accorder la priorité à la lutte contre la crise financière et ne pas créer un appel d'air supplémentaire alors que, succession présidentielle oblige, un vide politique régnera aux Etats-Unis jusqu'en janvier.

### **THE WASHINGTON POST** **Le sénateur de l'Alaska est épinglé pour corruption**

Ted Stevens, le plus ancien élu du Sénat américain, a été reconnu coupable de corruption le 27 octobre. Le sénateur de l'Alaska - qui, à 84 ans, brigue un septième mandat ce mois de novembre - comparait devant un jury pour ne pas avoir déclaré des cadeaux et des services qu'on lui avait rendus, pour un montant total de 250 000 dollars. "Je combattrais ce verdict injuste de tout mon être", a déclaré Ted Stevens à la sortie de l'audience. Il est passible de la prison.

## les titres du 27 octobre 2008

### **JERUSALEM POST** **Tzipi Livni appelle à des élections anticipées en Israël**

Le 26 octobre, Tzipi Livni a informé le président israélien Shimon Peres qu'elle avait épuisé toutes les possibilités pour former un gouvernement. La dirigeante du parti Kadima, actuelle ministre des Affaires étrangères, avait quarante-deux jours, jusqu'au 3 novembre, pour former une coalition gouvernementale. Devant les exigences du parti religieux orthodoxe Shas, elle a jeté l'éponge avant terme. La Knes-

set devrait donc être dissoute, et de nouvelles élections convoquées d'ici à la mi-février 2009.

### **LA REPUBBLICA** **La manifestation romaine contre Berlusconi a été un succès**

Le 25 octobre, 2,5 millions de personnes sont descendues dans la rue à Rome, à l'appel du Parti démocrate (centre gauche), pour manifester contre la politique de Silvio Berlusconi. Très agacé, le président du Conseil italien a contesté ce chiffre, estimant que les manifestants étaient tout au plus 200 000. Il a en

outre proposé à Walter Veltroni, le leader du PD, d'aller "se reposer". "Sauver l'Italie" a été le slogan le plus entendu lors de cette manifestation nationale.

### **THE NEW YORK TIMES** **Les Etats-Unis renoncent aux opérations terrestres au Pakistan**

Depuis le mois d'août, les forces américaines ont effectué 18 frappes aériennes dans les Zones tribales pakistanaises, contre 5 au cours des sept premiers mois de l'année. Selon le journal new-yorkais, c'est la preuve que les Etats-Unis ont renoncé pour l'instant à

mener des opérations sur le terrain pour combattre les militants islamistes. L'administration Bush aurait été "surprise" par la vigueur des protestations pakistanaïses après un raid qui avait fait 24 morts le 3 septembre, dont des civils.



#### MAIL & GUARDIAN

### Un sommet pour le partage du pouvoir au Zimbabwe se tient à Harare

La capitale du Zimbabwe, Harare, reçoit ce 27 octobre les dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour tenter de trouver un accord sur le partage du pouvoir au Zimbabwe. Le 20 octobre, un premier sommet sur le même thème devait se tenir au Swaziland, mais, en l'absence de Morgan Tsvangirai, la réunion n'avait pu avoir lieu. Le chef de l'opposition à Robert Mugabe n'avait pas reçu son visa à temps.



#### EL ESPECTADOR

### Lizcano, ancien otage des FARC, retrouve la liberté

"Bienvenue à la liberté", titre le quotidien. Après 3 004 jours de détention aux mains de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Oscar Tulio Lizcano a été retrouvé par l'armée le 26 octobre dans le département de Choco (nord-est). L'ancien député conservateur, âgé de 55 ans, avait réussi à s'enfuir trois jours plus tôt, en compagnie de son géolier, "Isaza". A la demande du président Uribe, la France aurait accepté de donner asile à ce dernier et à sa compagne, ex-guérillera elle aussi.



#### O ESTADO DE SÃO PAULO

### Le parti de Lula ne parvient pas à conquérir São Paulo

Le 26 octobre, le second tour des municipales a vu Gilberto Kassab se faire réélire haut la main à la mairie de São Paulo. Avec 60,7 % des suffrages, le représentant du Parti démocrate (DEM) fait subir un sérieux camouflet à Marta Suplicy, la candidate du Parti des travailleurs (PT), soutenue par le président Lula da Silva : il la devance de 1,34 million de votes, chiffre le quotidien local. A Rio de Janeiro, en revanche, Eduardo Paes, un candidat centriste allié au PT, l'emporterait de justesse.



#### YOMIURI SHIMBUN

### Le Japon accroît ses aides au secteur bancaire

Dix mille milliards de yens (86 milliards d'euros) : c'est la somme mise à disposition par le gouvernement japonais le 26 octobre pour venir en aide aux banques en difficulté. Les députés du Parti libéral-démocrate au pouvoir craignaient que le précédent fonds mis à disposition, 2 000 milliards de yens, soit insuffisant pour secourir les banques. Ce 27 octobre, la Bourse de Tokyo a clôturé en baisse de 6,36 %, à son plus bas niveau depuis vingt-six ans.



#### KUWAIT TIMES

### La tempête boursière gagne le Koweït

La panique guette les épargnants koweïtiens. Le 26 octobre, la banque centrale koweïtienne a révélé que la Gulf Bank, la deuxième banque du pays, avait subi "des pertes" dans des transactions sur les produits

dérivés. La cotation en Bourse de l'établissement a été suspendue. Le gouvernement a tenté de calmer les esprits et la banque centrale a annoncé "soutenir la Gulf Bank". Le Koweït est le deuxième pays du Golfe, après les Emirats arabes unis, à garantir des dépôts bancaires sur fond de crise financière.



#### MARDOMAK

### La "troïka du gaz" est mal accueillie par les Occidentaux

L'Iran, la Russie et le Qatar, qui possèdent 60 % des réserves mondiales de gaz, ont conclu la semaine dernière un partenariat pour mettre en place des projets communs. Le directeur de Gazprom a rencontré ce week-end à Téhéran les ministres de l'Energie iranien et qatarien. "Le fait que cet accord puisse se transformer en une OPEP du gaz, avec un haut niveau de collaboration économique et politique, a provoqué des protestations de la part des Européens et des Américains", relate le webzine iranien.



#### THE GUARDIAN

### La police britannique part à la chasse aux empreintes

Ce projet, baptisé Midas, devrait permettre d'accélérer les enquêtes criminelles, avance-t-on du côté de la police britannique. Dans les dix-huit mois qui viennent, les policiers qui travaillent sur le terrain devraient être équipés de mini-appareils leur permettant de faire des contrôles d'empreintes digitales en pleine rue. "Pour rassurer ceux qui redoutent une surveillance de masse, la police assure que les empreintes scannées ne seront ni stockées ni intégrées dans des bases de données", précise le quotidien.

## les titres du 24 octobre 2008



#### THE WASHINGTON POST

### Régulation financière : Alan Greenspan confesse ses erreurs

L'homme passait encore récemment pour "l'architecte infailible de la prospérité américaine". Le 23 octobre, Alan Greenspan, l'ancien directeur de la Réserve fédérale américaine (1987-2006), comparait devant un comité de la Chambre des représentants américaine chargé de déterminer les causes de l'effondrement boursier actuel. Il a confié que la crise avait ébranlé sa compréhension du fonctionnement des marchés et admis qu'une dose de régulation pouvait se révéler parfois nécessaire.



#### THE AGE

### Des milliers de retraités australiens perdent l'accès à leurs économies

Le 23 octobre, alors que des milliers d'Australiens – surtout des retraités – tentaient de retirer leurs économies placées sur des fonds hypothécaires, trois grosses institutions financières ont gelé certains comptes : AXA Asia-Pacific, Perpetual Investment Management et Australian Unity. Le gouvernement australien s'est retrouvé incriminé par ricochet : n'ayant garanti que les dépôts des banques traditionnelles, il aurait de fait encouragé la fuite des épargnants et mis certains établissements en difficulté.



#### EL MUNDO

### L'Espagne demande officiellement à participer au G20

Le gouvernement espagnol n'a pas masqué ces derniers jours son mécontentement de ne pas être invité au sommet international sur la crise financière qui aura lieu le 15 novembre à Washington. "Il est extrêmement important pour Zapatero [chef du gouvernement espagnol] de participer à cette réunion et les autorités espagnoles multiplient les contacts pour y parvenir", explique le quotidien. "L'Espagne espère encore être le 21e participant de cette réunion."



#### VREMIA NOVOSTIEI

### Le président Dmitri Medvedev analyse la crise sur son blog

Dans une vidéo postée le 23 octobre sur le site Internet du Kremlin, le président russe brosse un tableau

de la crise financière globale et explique pourquoi les autorités russes dépensent autant d'argent pour stabiliser l'économie nationale. Medvedev entend assurer à ses concitoyens que la Russie a les moyens de résister au "tourbillon". Néanmoins, le journal rapporte que l'agence internationale de notation Standard & Poor's a revu à la baisse l'évaluation des perspectives de l'économie russe, qui passent de "stables" à "négatives".



#### GRANMA

### La coopération reprend entre l'UE et Cuba

Après un gel de cinq ans dû à de profondes divergences sur la question des droits de l'homme, l'Union européenne et Cuba ont repris officiellement leur coopération le 23 octobre. Un accord-cadre a été signé à La Havane par le chef de la diplomatie cubaine Felipe Pérez Roque et le commissaire européen au Développement Louis Michel. Le quotidien relate la rencontre entre les deux hommes et annonce une aide d'urgence européenne de 2 millions d'euros pour les victimes des récents ouragans.



#### DIE PRESSE

### La justice autrichienne rouvre le dossier Natascha Kampusch

Le chef de cabinet de Maria Berger, la ministre de la Justice autrichienne, l'a confirmé auprès du quotidien viennois : l'enquête sur l'enlèvement de Natascha Kampusch va être rouverte. L'évasion de cette jeune fille avait fait grand bruit en 2006. Elle avait été retenue captive pendant huit ans dans une cave de la banlieue viennoise. Un nouveau témoignage laisse à penser que son ravisseur, Wolfgang Priklopil, n'aurait pas agi seul. Il s'était suicidé le soir de l'évasion de Natascha.



#### THE CITIZEN

### En Afrique du Sud, l'ANC joue avec "la terreur et le chaos"

"Les partisans de Lekota ont dû être secourus par la police", titre le quotidien. Le Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, n'en finit pas de se fissurer. Le 23 octobre, environ 400 sympathisants de l'ancien ministre de la Défense Mosiuoa Lekota, qui menace de former un parti

dissident, s'étaient réunis à Orange Farm (au sud de Johannesburg). Une confrontation avec des contre-manifestants, partisans du président de l'ANC Jacob Zuma, a tourné à l'aigre. La police a dû s'interposer.



#### HA'ARETZ

### Tzipi Livni tente de séduire le parti orthodoxe Shas

La Première ministre désignée, Tzipi Livni, s'est dite disposée à envisager un élargissement des compétences des cours rabbiniques de juridiction, afin d'inciter le parti religieux orthodoxe Shas à se joindre à sa coalition gouvernementale. Livni, apr ailleurs toujours ministre des Affaires étrangères, dispose légalement d'un total de 42 jours, expirant le 3 novembre, pour former son gouvernement. Un accord de coalition a déjà été signé entre Kadima, son parti au pouvoir, et le Parti travailliste.



#### NACIONAL

### L'explosion d'une voiture piégée tue deux journalistes à Zagreb

Aucun mot, aucun commentaire. Le site Internet de l'hebdomadaire croate se réduit ce 24 octobre à une page sur fond noir, avec les portraits d'Ivo Pukanic et de Niko Franjic. Les deux hommes, respectivement propriétaire et directeur marketing de la publication, ont été tués le 23 octobre à Zagreb dans un attentat à la voiture piégée, qui n'a pas été revendiquée. Plusieurs meurtres à caractère mafieux ont été perpétrés dans la capitale croate ces derniers mois.



#### THE TIMES

### Bientôt un bébé garanti sans maladies génétiques au Royaume-Uni

Dès l'an prochain, un test permettra aux couples britanniques qui recourent à la fécondation in vitro de vérifier qu'ils ne transmettent pas de maladie génétique à leur bébé. Le test en question, baptisé "Genetic MoT", coûtera 1 500 livres (près de 1 900 euros). Principales nouveautés : il peut être effectué dès le stade de l'embryon, avant implantation, et permet de dépister quasiment toutes les maladies génétiques connues à ce jour.

## les titres du 23 octobre 2008



#### HINDUSTAN TIMES

### L'Inde rêve de marcher sur la Lune

"Formidable !" titre le quotidien de New Delhi. Le 22 octobre, l'Inde a lancé avec succès sa première mission inhabitée vers la Lune. Elle espère,

pour 2015, être en mesure d'envoyer des hommes sur le satellite de la Terre. Le journal salue "un pas de plus franchi vers la réalisation des objectifs de puis-



sance du pays", après la création d'une base en Antarctique (1983) et surtout la levée de l'embargo nucléaire infligé à l'Inde par le Groupe des fournisseurs nucléaires (6 septembre 2008).



### **CAMBIO** **La question indienne, une bombe à retardement en Colombie**

Plusieurs milliers d'Indiens colombiens ont débuté cette semaine une marche pour obtenir plus de terres, plus d'autonomie et le respect de leur mode de vie. Ils espèrent arriver à Cali le 24 octobre, où ils exigeront un dialogue direct avec le président colombien Alvaro Uribe. Ce mouvement de protestation avait déjà entraîné à la mi-octobre des barrages routiers et provoqué de violents affrontements avec la police. Le magazine estime qu'il s'agit d'une "bombe à retardement" pour les autorités.



### **THE WASHINGTON POST** **Une hémorragie de pertes d'emplois menace les Etats-Unis**

"En septembre, il y a plus de licenciements massifs (plus de 50 personnes à la fois) qu'au cours de n'importe quel mois depuis septembre 2001", s'inquiète le quotidien de Washington. "Les employeurs ont brutalement entrepris de réduire les coûts et de supprimer des emplois face à la crise économique, se préparant à ce que tous redoutent comme devant être une récession longue et douloureuse", explique-t-il. Selon les experts interrogés, l'hémorragie n'en est qu'à ses débuts et devrait s'aggraver.



### **YOMIURI SHIMBUN** **Séoul, Tokyo et Pékin unissent leurs forces dans la crise**

Le Japon, la Chine et la Corée du Sud ont décidé de créer un organisme de régulation financière susceptible d'aider à stabiliser les marchés asiatiques, rapporte le quotidien de Tokyo. L'instance en question, qui pourrait devenir opérationnelle dès novembre, serait calquée sur le Forum de stabilité financière (FSF), créé en 1999 par les pays industrialisés occidentaux. Ce jeudi 23 octobre, toutes les Bourses asiatiques ont

ouvert en fort recul, sur fond de crise bancaire mondiale.



### **LA VOIX DU LUXEMBOURG** **"Non, le Luxembourg n'est pas un Etat voyou !"**

L'éditorialiste du quotidien de Luxembourg s'empare. Le 21 octobre, le Premier ministre luxembourgeois était l'invité du journal télévisé de France 2, interrogé sur la pratique du secret bancaire dans son pays. Jean-Claude Juncker a été "presque traité comme un malfrat", peste le journaliste, qui regrette que le reportage diffusé à l'appui "fasse l'amalgame habituel entre secret bancaire, paradis fiscal et blanchiment d'argent". "Le mal est fait", poursuit-il : "La réputation du pays est désormais entachée."



### **THE DAILY TELEGRAPH** **Les Polonais du Royaume-Uni fuient la récession**

Varsovie s'attend à ce qu'un tiers des Polonais installés au Royaume-Uni reviennent au pays l'an prochain, fuyant la récession. Ils seraient 400 000 à projeter de retourner en Pologne, "là où les perspectives d'emploi sont meilleures et où l'économie a mieux résisté à la crise bancaire", écrit le quotidien anglais. Un tel exode serait un coup dur de plus pour l'économie britannique. Les travailleurs polonais rapportent chaque année 1,9 milliard de livres (2,4 milliards d'euros) à l'Etat.



### **AL HAYAT** **Washington accepte de modifier l'accord sécuritaire avec Bagdad**

Les Etats-Unis ont accusé mercredi 22 octobre l'Iran de chercher "à bloquer et à retarder" la signature de l'accord qui devrait donner un cadre légal à la présence des troupes américaines en Irak après 2008, rapporte le quotidien panarabe. De son côté, Bagdad a dénoncé les pressions exercées par Washington pour "lui forcer la main". Finalement, la Maison-Blanche a annoncé qu'elle était disposée à introduire "de légères modifications" au texte qui venait d'être finalisé.



### **FRATERNITÉ MATIN** **Le verdict est tombé dans le procès des déchets toxiques**

Tard dans la nuit du 22 octobre, la cour d'assises de Côte-d'Ivoire a rendu son verdict dans l'affaire du déversement dans le port d'Abidjan, en août 2006, de déchets toxiques provenant du cargo *Probo Koala*. Neuf personnes étaient poursuivies. Sept d'entre elles ont été acquittées et les deux autres condamnées à des peines de vingt et cinq ans de prison. Le montant des dommages et intérêts devrait être fixé ce 23 octobre. Pour rappel, dix-sept personnes étaient mortes intoxiquées par ces déchets.



### **ZAMAN** **La Cour constitutionnelle turque officialise l'interdiction du voile à l'université**

Le 22 octobre, la Cour constitutionnelle turque a officiellement annulé une loi votée par le Parlement en février. Elle a publié au Journal officiel sa décision du 5 juin, où elle avait jugé contraire à la Constitution laïque l'autorisation du port du voile à l'université. Aussitôt, des critiques se sont élevées "pour dire que la Cour outrepassait ses pouvoirs et qu'elle empiétait sur le territoire du Parlement", relate le quotidien (version anglophone) proche des islamistes modérés du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir.



### **L'EXPRESS** **Les Chagossiens ne sont pas près de revenir chez eux**

Chassés de chez eux il y a quarante ans, les 2 000 habitants des îles Chagos (territoire britannique) n'ont eu de cesse de vouloir y revenir. Le 22 octobre, la Chambre des lords en a décidé autrement : elle a jugé que leur retour serait préjudiciable à l'ordre international. L'archipel abrite en effet la base militaire américaine de Diego Garcia. En première instance, en 2004, les Chagossiens installés à Maurice et aux Seychelles avaient obtenu un droit au retour. Ils comptent faire appel de la décision des Lords.

## les titres du 22 octobre 2008



### **DIE WELT** **Nicolas Sarkozy joue la carte des nationalisations**

"Les pays de l'Union européenne doivent prendre des parts dans les industries clés. Le président français réclame également un gouvernement économique européen", titre le quotidien de Berlin. Le 21 octobre, intervenant devant le Parlement européen de Strasbourg, Nicolas Sarkozy a tiré un premier bilan de la crise financière. Le journal conservateur ne goûte guère les propositions du président en exercice du Conseil européen, qualifiées de "dangereuses". En éditorial, le quotidien raille ces hommes politiques qui "ne connaissent plus de limites", rendus "euphoriques" par la marge de manœuvre dont ils ont joui, ces dernières semaines, pour tenter de juguler la crise.



### **THE ASIAN AGE** **Une bombe explose dans le nord-est de l'Inde : 17 morts**

Le 21 octobre au soir, un attentat a fait au moins 17 morts et une trentaine de blessés à Imphal, capitale de l'Etat de Manipur (nord-est de l'Inde). Une bombe a explosé aux abords d'une caserne. La plupart des victimes sont des civils. L'attaque n'a pas été revendiquée mais, selon le quotidien de New Delhi, la police suspecte le PREPAK, un groupe rebelle local. Le Manipur, situé à la frontière avec le Myanmar, est régulièrement le théâtre de violences séparatistes ou communautaires.



### **DAWN** **Le commerce reprend de part et d'autre du Cachemire**

Pour la première fois depuis soixante ans, les échanges commerciaux ont repris au Cachemire, à la frontière entre l'Inde et le Pakistan, rapporte le quotidien de Karachi. Le 21 octobre, des camions de fruits et de légumes des deux pays ont pu franchir la Ligne de contrôle (LoC) qui sépare le Cachemire indien du Cachemire pakistanais. Cette mesure s'inscrit dans le

processus de paix esquissé en 2004 par Islamabad et New Delhi.



### **BANGKOK POST** **En Thaïlande, l'ex-Premier ministre Thaksin écope de la prison**

A l'annonce du verdict, les militants de l'opposition qui occupent le centre de Bangkok depuis le 26 août ont laissé éclater leur joie. Le 21 octobre, la Cour suprême thaïlandaise a condamné l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, en exil à Londres, à deux ans de prison par contumace. L'homme politique, renversé en 2006, a été condamné pour conflit d'intérêts, à propos d'une transaction immobilière conclue par son épouse alors qu'il était en fonction. Son ombre continue de planer sur la politique thaïlandaise.



### **LA RAZÓN** **Le Congrès bolivien approuve la tenue d'un référendum constitutionnel**

Un référendum sur le projet controversé de Constitution destiné à "refonder" la Bolivie aura lieu le 25 janvier, et des élections présidentielle et législatives se dérouleront en décembre 2009. Le Congrès bolivien a adopté le 21 octobre un projet de loi en ce sens, après plus de douze jours de discussions. Pour parvenir à cet accord, le président bolivien Evo Morales a dû renoncer à la possibilité, en cas de réélection l'an prochain, de se présenter à un mandat de cinq ans après 2014.



### **FINANCIAL TIMES** **Entre Londres et Reykjavík, les bons comptes feront les bons amis**

Trois milliards de livres (3,8 milliards d'euros) : c'est la somme que Londres propose de prêter à Reykjavík. L'objectif affiché est de permettre à l'Islande de rembourser les 300 000 épargnants britanniques qui possédaient un compte sur l'île, et dont les avoirs ont été gelés après la faillite des banques islandaises. Cette mesure avait crispé les relations entre les deux pays comme jamais depuis les années 1970, souligne

le quotidien londonien. La somme avancée représente 30 % du PIB islandais.



### **THE NEW YORK TIMES** **Les investisseurs se détournent du marché automobile américain**

Le milliardaire américain Kirk Kerkorian, qui montait au capital de Ford depuis six mois, a annoncé le 21 octobre son intention de se désengager. A Detroit, ville qui accueille les sièges des trois géants de l'automobile américains (Ford, General Motors et Chrysler), "cette preuve d'absence de confiance a attisé les inquiétudes sur les difficultés grandissantes du secteur", constate le journal new-yorkais. Sur fond de ralentissement économique, l'action de Ford a perdu 75 % depuis l'an dernier.



### **CORRIERE DELLA SERA** **Sarkozy et Berlusconi s'affrontent sur le plan écologique**

"Abandonner le paquet de mesures de réduction des émissions de CO2 serait dramatique et irresponsable", a déclaré le 21 octobre le président français Nicolas Sarkozy. Il répondait ainsi à Silvio Berlusconi, qui avait choqué ses pairs, lors du sommet de Bruxelles du 20 octobre, en proposant que l'Europe abandonne son projet de lutte contre le réchauffement climatique, jugé trop cher pour l'Italie. Berlusconi a réitéré ses déclarations devant des patrons italiens réunis à Naples, qui l'ont vivement applaudi.



### **LE SOLEIL** **Le Sénégal promulgue la loi sur la révision constitutionnelle**

Le président de la république du Sénégal, Abdoulaye Wade, a promulgué, le 21 octobre, les propositions de lois sur la réduction du mandat des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Celui-ci passe de cinq à un an. Wade a dans le même temps signé le décret allongeant le mandat présidentiel de cinq à sept ans. Cette révision constitutionnelle avait été votée par les deux assemblées le 13 octobre. Macky Sall, le président de l'Assemblée nationale, n'a plus d'autre choix que de quitter son poste.





### CHINA DAILY

**En Chine, Microsoft passe pour le roi des hackers**

"Microsoft est le plus dangereux hacker de Chine, qui s'introduit dans l'ordinateur des gens sans leur

consentement", s'emporte un avocat de Pékin interrogé par le quotidien anglophone. Il fustige l'opération "Ecran noir" lancée le 21 octobre par le géant américain. En mettant à jour leur logiciel Windows, les 200 millions de Chinois qui possèdent un ordinateur

téléchargent de fait un logiciel antipiratage. Il fait virer au noir le fond d'écran de tous ceux qui possèdent une version piratée de Windows.

## les titres du 21 octobre 2008



### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

**Deux soldats allemands sont tués en Afghanistan**

Le 20 octobre, un attentat suicide revendiqué par les talibans a fait sept morts près de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan. Cinq enfants et deux soldats de la Bundeswehr ont été emportés par le souffle d'une explosion qui visait un convoi de l'OTAN. En éditorial, le quotidien dénonce la spirale infernale dans laquelle sombre l'Afghanistan. Plus les soldats étrangers sont visés, plus ils doivent se protéger et donc se couper de la population : une situation qu'exploitent à la perfection les islamistes.



### USA TODAY

**Le président de la Fed réclame un second plan de relance**

Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), s'est déclaré, le 20 octobre, en faveur d'un nouveau plan de relance de l'économie. Intervenant devant une commission parlementaire, il a invoqué le risque d'une "récession prolongée" pour justifier l'octroi de facilités de crédit aux consommateurs et aux entreprises. Le président Bush a fait savoir qu'il n'était pas hostile à cette idée. Déjà, en février, il avait signé un plan de relance de 152 milliards de dollars (114 milliards d'euros).



### SUD QUOTIDIEN

**L'UE lance un ultimatum aux putschistes mauritaniens**

Le 20 octobre, lors d'une réunion à Paris, l'Union européenne a donné un mois à la Mauritanie pour libérer l'ex-président Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, renversé le 6 août dernier. Faute de quoi, elle menace le régime putschiste de sanctions, relate le journal sénégalais. Pour l'UE, le coup d'Etat en Mauritanie est une violation grave de l'accord de Cotonou, qui lie les Vingt-Sept aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et qui prévoit des consultations en cas de violation de l'ordre constitutionnel.



### DIE PRESSE

**En Autriche, la future coalition se divise à propos de l'UE**

Ce 21 octobre démarrent officiellement, en Autriche, les négociations pour la formation d'un gouverne-

ment. Arrivés en tête des législatives du 28 septembre, les deux partis de la précédente coalition doivent s'allier à nouveau. Or un sujet en particulier les divise : la politique européenne. Le Parti conservateur (ÖVP) de Josef Pröll réclame un engagement sans faille vis-à-vis de l'UE. Pour sa part, le Parti social-démocrate de Werner Faymann (SPÖ) ne peut renier une campagne aux forts accents antieuropéens.



### CLARÍN

**L'Argentine veut supprimer les systèmes de retraite privés**

La présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, doit envoyer au Congrès ce mardi 21 octobre un projet de loi qui vise à éliminer le système des retraites privées, à savoir les fonds de pension. Beaucoup d'Argentins ont vu fondre leur épargne privée pour la retraite en raison de la crise boursière. Les sommes détenues par les fonds de pension en Argentine devraient être transférées dans un organisme public qui se chargera désormais de gérer les retraites.



### AS-SAFIR

**Israël envisage un traité de non-belligérance avec le Liban**

Le ministère des Affaires étrangères israélien envisage de négocier un accord à long terme avec le Liban. Ainsi pourront être réglés les litiges concernant les fermes de Chebaa et le village de Ghajar, et l'aviation israélienne mettrait fin aux survols du territoire libanais, en échange d'une pacification de la frontière et d'une réduction de l'arsenal de Hezbollah. Toutefois, une traité de paix avec le Liban ne pourrait être signé qu'après la signature d'un traité similaire avec la Syrie.



### CHINA DAILY

**La croissance chinoise continue en sourdine**

Au troisième trimestre de 2008, la croissance chinoise est tombée à son plus bas niveau depuis cinq ans, titre le quotidien anglophone de Pékin. Pour la première fois depuis 2003, l'économie a enregistré un taux de croissance à seulement un seul chiffre : 9 %. Invoquant la crise financière mondiale et la baisse de

la demande étrangère en exportations chinoises, le journal craint que la tendance ne se poursuive. En éditorial, il appelle à l'adoption d'un plan de relance économique.



### DAILY NATION

**L'ancien président du Botswana est récompensé pour sa bonne gouvernance**

Festus Gontebanye Mogae, ancien président du Botswana (1998-2008), a reçu le 20 octobre à Londres le prix Ibrahim 2008 de la bonne gouvernance en Afrique pour avoir su mettre son pays sur la voie de la stabilité et de la prospérité, rapporte le quotidien kényan. Le prix récompense chaque année un ancien dirigeant de l'Afrique subsaharienne démocratiquement élu et qui a quitté ses fonctions depuis moins de trois ans. Mogae a su en outre lancer le combat contre l'épidémie de sida qui accable le Botswana.



### THE TIMES

**Un oligarque russe sème la zizanie dans la politique britannique**

Oleg Deripaska, "l'homme le plus riche de Russie", a invité sur son yacht, cet été, deux figures du Parti conservateur britannique. A cette occasion, George Osborne, porte-parole des tories à propos de l'économie, et Andrew Feldman, chargé des collectes de fonds, se seraient vu proposer un don de 50 millions de livres (64 millions d'euros), selon une procédure illégale au Royaume-Uni. Le travailliste Peter Mendelson, nouveau secrétaire d'Etat au Commerce, a lui aussi des liens avec Deripaska.



### KOMMERSANT

**La Banque centrale russe soutient le cours du rouble**

Pour contrer les rumeurs d'une dévaluation du rouble, lancées le week-end dernier, la Banque centrale de Russie a réagi le 20 octobre en renforçant le cours de la devise de 0,7 %. Selon les experts interrogés par le journal moscovite, la réponse de la Banque centrale face aux spéculateurs est la bonne. Une dévaluation du rouble semble écartée, à court terme tout du moins.

## les titres du 20 octobre 2008



### THE NEW YORK TIMES

**Colin Powell se rallie à la candidature de Barack Obama**

A deux semaines de la présidentielle, tout va bien pour Barack Obama. Le candidat démocrate a annoncé ce week-end avoir récolté 150 millions de dollars de dons (111 millions d'euros) rien qu'en septembre. Surtout, il a reçu le soutien de Colin Powell, ancien secrétaire d'Etat (2001-2005) et poids lourd de l'administration Bush. Le général à la retraite, héros de la première guerre du Golfe, prend ainsi ses distances avec un Parti républicain qu'il regrette de voir céder aux sirènes des ultraconservateurs.



### ZAMAN

**Le "procès du siècle" débute en Turquie**

Ce 20 octobre, 86 membres supposés du réseau clandestin Ergenekon doivent passer en justice à Istanbul. Ils sont accusés d'avoir "perpétré des meurtres politiques et des attaques pour préparer un putsch de l'armée", écrit le quotidien (version anglophone). Parmi eux, des généraux ou d'anciens politiques. "Pour la première fois, ce procès est l'occasion pour la Turquie de se confronter au phénomène des 'Etats profonds'", selon le nom donné aux réseaux clandestins qui agissent au sein de l'Etat, ajoute le journal.



### DAILY MIRROR

**L'armée sri-lankaise déclare avoir conquis un bastion rebelle**

L'état-major de l'armée sri-lankaise annonce ce 20 octobre avoir pris le contrôle du village de Vannerikulam, un bastion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), dans le nord du pays. Peu à peu, l'armée se rapproche de Kilinochchi, la capitale politique du LTTE, située à seulement 25 kilomètres de là. Il a fallu deux mois à l'armée pour s'emparer du village : les rebelles avaient érigé un rempart de terre, long de 10 kilomètres, tout autour du site. Le LTTE n'a pas encore confirmé cette perte.



### LA REPUBBLICA

**L'UE se divise sur la lutte contre les gaz à effet de serre**

Ce 20 octobre à Luxembourg, les ministres de l'Environnement de l'Union européenne ne présenteront pas un front uni, alors qu'ils doivent étudier le Plan européen pour le climat (PEC). Le PEC pose, d'ici à 2020, des objectifs de réduction de gaz à effets de serre et d'économies d'énergie. L'Italie a pris la tête des pays frondeurs. Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, a affirmé que le PEC coûterait trop cher à son pays. Position que partageraient, selon lui, neuf pays de l'ex-Europe de l'Est.



### AL-QUDS AL-ARABI

**Israël se dit favorable à l'initiative de paix saoudienne**

Le ministre de la Défense, Ehoud Barak, a déclaré le dimanche 19 octobre que les dirigeants israéliens étaient en train d'examiner l'initiative de paix proposée par l'Arabie Saoudite en 2002, rapporte le quoti-

dien panarabe. Barak a souligné qu'il avait discuté de ce sujet avec le président Shimon Pérès, ainsi qu'avec la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni. Dans un premier temps, Israël avait rejeté le plan de paix saoudien approuvé par les Etats arabes.



### THE NEW VISION

**Les leaders africains se réunissent à Kampala**

Quatorze chefs d'Etat africains ont rendez-vous le 22 octobre à Kampala, en Ouganda. Pour la première fois, vingt-six pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est (EAC), du Marché commun pour l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) seront représentés afin de chercher des solutions au sous-développement de la région. Robert Mugabe, le très contesté président du Zimbabwe, et le nouveau président de l'Afrique du Sud, Kgalema Mntlanhe, seront du nombre.



### DE VOLKSKRANT

**L'Etat néerlandais vole au secours de la banque ING**

"Même ING est obligée de recourir à l'aide de l'Etat", titre le quotidien d'Amsterdam. Quinze jours après avoir aidé à sauver la banque franco-belge Fortis, l'Etat néerlandais a dû, le 19 octobre, voler au secours d'ING. La plus importante institution financière du pays, qui compte aussi parmi les vingt plus grandes banques du monde en termes de capitalisation boursière, avait annoncé vendredi une perte de



500 millions d'euros pour le troisième trimestre 2008, sur fond de crise financière mondiale.



#### THE OBSERVER

**Immobilier : Londres demande une trêve des expulsions**

Alors que les menaces de récession se précisent au Royaume-Uni, des milliers de gens pourraient se retrouver chômeurs et à la rue, incapables de rembourser leurs emprunts immobiliers. Le gouvernement travailliste, qui vient d'injecter 48 milliards d'euros dans les trois plus grosses banques du pays pour les sauver de la faillite, compte bien exiger une contrepartie : que les institutions financières mettent la pédale douce sur les expulsions dans les mois qui viennent.



#### LE SOIR

**Lin Ling, la clope clandestine qui envahit l'Europe**

Une cigarette russe inonde l'Union européenne en toute illégalité, annonce le journal belge. Nom : Jin Ling. Chiffre d'affaires : plus de 1 milliard d'euros. Depuis 2004, un réseau clandestin d'usines et de routes de trafic s'est construit à travers le continent. La marque, qui n'est pas disponible dans les commerces réguliers, représenterait 7 % des importations légales de l'UE. L'entité derrière ce marché noir serait la Fabrique de tabac balte (BTF), basée dans l'enclave russe de Kaliningrad.



#### LE DEVOIR

**Le sommet sur la Francophonie s'est achevé à Québec**

"A Québec, nous avons vu miracle sur miracle", s'est exclamé le 19 octobre le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Abdou Diouf. Le quotidien de Montréal demande à voir. Selon lui, le sommet de la Francophonie qui s'est achevé ce week-end à Québec a débouché sur une déclaration certes ambitieuse, mais manquant d'engagements précis. Il déplore également que beaucoup de discussions se soient tenues à huis clos et que la presse ait été tenue en marge des événements.

## les titres du 17 octobre 2008



#### PUBLICO

**Le juge Garzón décide d'ouvrir les fosses du franquisme**

Le juge espagnol Baltasar Garzón a ouvert jeudi 16 octobre une instruction sur les dizaines de milliers de "disparus" de la guerre civile (1936-1939) et du franquisme (1939-1975) oubliés dans des fosses communes. Il s'agit de la première enquête judiciaire jamais ouverte sur ces faits par la justice espagnole. Le parquet espagnol fera appel de cette décision, jugeant notamment que les crimes visés sont prescrits par la loi d'amnistie espagnole, votée en 1977 au nom de la réconciliation nationale, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco.



#### THE WASHINGTON POST

**Le "Post" donne son vote à Barack Obama**

Ce 17 octobre, le quotidien de Washington confirme "les énormes espoirs" qu'il place en Barack Obama et apporte officiellement son soutien à la candidature du démocrate : "Nous pensons qu'il est l'homme qu'il faut en ces moments dangereux." Le sénateur de l'Illinois, qui caracole en tête des sondages, part à l'assaut des Etats traditionnellement acquis aux républicains. Ce week-end, il sera en Virginie, un Etat qui vote conservateur depuis quarante-quatre ans, mais où il semble avoir des chances de l'emporter.



#### LA PRESSE

**Sarkozy salue ses "frères" québécois et ses "amis" canadiens**

Sarkozy ratera une bonne partie du sommet sur la Francophonie qui se tient à Québec du 17 au 19 octobre, déplore le quotidien québécois. Actualité financière oblige, le président français ne restera que vingt-six heures dans la Belle Province. Ce 17 octobre, il sera le premier chef d'Etat français à s'exprimer devant l'Assemblée nationale du Québec. "Le lien si spécial qui unit la France et le Québec est un atout formidable pour l'amitié franco-canadienne", a-t-il déclaré dans un entretien au journal.



#### AL-QUDS AL-ARABI

**Le président soudanais lance une initiative de paix au Darfour**

Omar Hassan Al-Bachir a lancé jeudi 16 octobre à Khartoum une initiative pour ramener la paix au

Darfour. Il s'est engagé à consacrer 250 millions de dollars au développement de la province, rapporte le quotidien panarabe. Le président soudanais est accusé par la Cour pénale internationale de génocide dans cette région de l'ouest du Soudan, en guerre civile depuis 2003. Il s'est exprimé devant une assemblée de responsables régionaux, mais en l'absence des représentants des rebelles.

#### DIE PRESSE

**Un voisin en détresse : la faillite menace la Hongrie**

"Le pays est lourdement endetté, les capitaux étrangers n'arrivent plus qu'au compte-gouttes. La Banque centrale européenne (BCE) intervient avec une aide d'urgence", résume en une le quotidien viennois. La BCE a débloqué le 16 octobre 5 milliards d'euros pour la banque centrale hongroise. Après l'Islande, l'Autriche est le deuxième voisin de la zone euro qui se trouve au bord de l'effondrement financier. La Serbie et l'Ukraine ne valent guère mieux, le journal craint un effet domino à l'Est.



#### CLARIN

**L'ex-président argentin Menem comparait pour trafic d'armes**

Le 16 octobre s'est ouvert à Buenos Aires le procès pour contrebande d'armes présumée avec l'Equateur et la Croatie à l'encontre de l'ex-président argentin Carlos Menem (1989-1999), actuel sénateur de l'opposition. Menem n'était pas présent au tribunal en raison de son état de santé. "La justice enverra un expert à son domicile au cours des prochains jours, pour savoir si sa santé lui permettra de comparaître devant le tribunal", explique le journal. Ce procès devrait durer environ sept mois.



#### THE INDIAN EXPRESS

**Le patron indien de Jet Airlines retire son plan de licenciements**

"Les entreprises ne devraient pas prendre de décisions fondées uniquement sur des critères économiques." Avouant qu'il avait "perdu le sommeil" après avoir vu ses salariés en larmes, Naresh Goyal, le patron de la compagnie aérienne indienne Jet Airlines, a décidé le 16 octobre de réembaucher les 1 900 salariés qu'il avait licenciés la veille. La mobilisation de ses personnels et la pression des politiques



#### ZAMAN

**Le quotidien turc "Taraf" subit les foudres de l'armée**

La pression monte sur le quotidien indépendant *Taraf*. Le 14 octobre, il avait révélé que l'armée avait négligé des renseignements qui aurait pu lui permettre de contrer une attaque des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à la frontière irakienne. Le 3 octobre, cet assaut avait tué dix-sept soldats et causé une vive émotion en Turquie. Le 15 octobre, le chef de l'état-major, Ilker Basbug, a lancé des poursuites contre le journal et ses sources. Le 16 octobre, la presse s'est vu interdire par l'armée d'évoquer l'affaire.



#### THE INDEPENDENT

**L'armée britannique change de tête**

"Nous avons besoin de 30 000 soldats supplémentaires [dont 5 000 britanniques] pour battre les talibans." Le général David Richards, fervent partisan d'un renfort des troupes de la coalition en Afghanistan, devrait être nommé ce 17 octobre chef de l'état-major britannique. Selon le quotidien londonien, il remplacerait plus tôt que prévu Richard Dannatt, qui devait partir en retraite fin 2009. Le 16 octobre, le Parlement allemand a par ailleurs décidé l'envoi de 1 000 soldats supplémentaires en Afghanistan.



#### THANH NIEN

**Les vins de contrefaçon font des victimes au Vietnam**

"Producteurs et distributeurs restent sourds aux appels à la prudence lancés par les autorités sanitaires contre les alcools de mauvaise qualité", déplore le quotidien de Hô Chi Minh-Ville. Dans cette ville vietnamienne, la vente d'alcool dépassant les limites autorisées en méthanol est à l'origine d'au moins vingt-sept cas d'empoisonnement, dont neuf mortels. Mais une enquête du quotidien le montre : dans les cafés, les clients se sentent rarement menacés, et continuent de consommer comme avant.

## les titres du 16 octobre 2008



#### LA LIBRE BELGIQUE

**Nicolas Sarkozy : "C'est la crise de trop !"**

Le 15 octobre, la France, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, a ouvert à Bruxelles un conseil européen de deux jours consacré à la crise financière actuelle. D'emblée, Nicolas Sarkozy a appelé à une refonte complète du système financier international. "Il a aussitôt été soutenu, dans un communiqué, par les pays du G8", relève le quotidien belge. Ce qui n'a pas empêché les marchés européens de plonger de plus de 6 % dans la journée.



#### BANGKOK POST

**Des heurts meurtriers opposent soldats thaïlandais et cambodgiens**

Des échanges de tirs entre soldats thaïlandais et cambodgiens se sont produits, mercredi 15 octobre, dans la région du temple sacré de Preah Vihear, qui fait l'objet d'un vif contentieux entre Bangkok et

Phnom Penh. Selon le quotidien de Bangkok, sept soldats thaïlandais ont été blessés et dix sont portés disparus. Et ces combats auraient fait deux morts et deux blessés dans les rangs de l'armée cambodgienne. Les ressortissants thaïlandais au Cambodge pourraient être évacués si le conflit s'envenimait.



#### AL HAYAT

**Washington et Bagdad finalisent leur projet d'accord sécuritaire**

Des responsables américains et irakiens ont affirmé, mercredi 15 octobre, être parvenus à finaliser un accord prévoyant la prolongation de la présence des troupes américaines en Irak jusqu'en 2011, rapporte le quotidien panarabe. Selon ce projet d'accord sécuritaire, les soldats américains ne bénéficieraient d'une immunité qu'à l'intérieur de leurs bases et ne pourraient détenir des Irakiens qu'en conformité avec la loi irakienne.



#### DAILY NATION

**Des bateaux de l'OTAN lutteront contre la piraterie au large de la Somalie**

Dans le cadre d'une lutte internationale contre la piraterie qui sévit au large des côtes de la Somalie, des bateaux militaires affrétés par l'OTAN ont été envoyés sur zone le 15 octobre. Selon James Appathurai, le responsable de l'organisation pour cette région de l'Afrique, leur mission, outre des opérations antipiratage, sera d'escorter les convois du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU qui livre chaque mois à la Somalie jusqu'à trente mille tonnes d'aide alimentaire.



#### THE AUSTRALIAN

**Canberra part en croisade contre les gros salaires bancaires**

La crise financière signe, pour le Premier ministre australien Kevin Rudd, "la faillite du capitalisme

extrême". Le 14 octobre, il avait annoncé un plan de soutien à l'économie de 10,4 milliards de dollars australiens (5,2 milliards d'euros). Hier 15 octobre, il a précisé les conditions de cette aide : les banques n'en profiteront que si elles renvoient la rémunération de leurs cadres et cessent de valoriser les opérations risquées. Kevin Rudd veut convaincre ses partenaires du G20 de suivre son exemple.



#### [THE GUARDIAN](#)

**Les banquiers britanniques font de la résistance**

"L'offre de sauvetage de Gordon Brown bat de l'aile. Les banques cherchent un meilleur arrangement", titre le quotidien londonien. Lundi, le gouvernement travailliste avait annoncé vouloir investir 48 milliards d'euros dans les trois plus grosses banques du pays : Royal Bank of Scotland, HBOS et Lloyds TSB. Le 15 octobre, Lloyds TSB a été la première à monter au créneau pour dénoncer les conditions posées : elle renâcle à suspendre le paiement des dividendes pour rembourser en priorité l'Etat.



#### [THE NEW YORK TIMES](#)

**McCain et Obama se disputent le suffrage de "Joe le plombier"**

Le 15 octobre, dans la banlieue de New York, les deux candidats à la Maison-Blanche se sont affrontés dans

un ultime débat télévisé. Le républicain John McCain, à la traîne dans les sondages, a "réalisé sa meilleure performance", analyse le quotidien. Un invité inattendu a fait irruption dans la discussion : Joe, le plombier qui avait pris à parti le démocrate Obama, le week-end dernier, sur sa politique fiscale. Le citant en référence, les deux candidats ont à nouveau fait état de leurs divergences en matière de politique économique.



#### [THE INDIAN EXPRESS](#)

**En Inde, 1 900 stewards et hôtesses restent sur le tarmac**

Des centaines d'employés de Jet Airlines ont manifesté le 15 octobre à Bombay pour dénoncer le plan social proposé par la plus importante compagnie aérienne privée d'Inde. Huit cents membres du personnel navigant ont été licenciés en début de semaine. En tout, Jet Airlines annonce vouloir procéder à 1 900 licenciements, soit 15 % de sa masse salariale, pour réduire ses coûts. Hausse du prix du pétrole et baisse du trafic passager dans le pays ont rendu inévitable une restructuration du secteur.



#### [GAZETA WYBORCZA](#)

**A Bruxelles, le président polonais peine à laisser la vedette**

Durant dix minutes, le 15 octobre, la Pologne a laissé craindre un esclandre au sommet, lors du Conseil européen de Bruxelles. D'ordinaire, c'est le Premier ministre Donald Tusk (libéral) qui représente le pays auprès de l'UE. Mais le président Lech Kaczynski (conservateur) a joué des coudes pour s'asseoir quelques minutes à la table des négociations. Photo à l'appui, le quotidien décrit en une l'instant fatidique : Tusk, "blême et les lèvres pincées", assis aux côtés d'un Kaczynski tout sourire.



#### [ASAHI SHIMBUN](#)

**La facture d'électricité des Japonais explose**

La hausse du prix du pétrole et des autres combustibles pourrait faire monter en flèche les factures d'électricité des Japonais cet hiver. Selon les estimations du quotidien, une famille standard pourrait bientôt devoir payer par mois 8 812 yens au lieu de 6 844 (65 euros au lieu de 51) : soit une hausse de 21,6 %, du jamais-vu depuis 1996 et l'adoption de nouvelles règles de tarification. Le sujet pourrait devenir un enjeu important en cas d'élections anticipées à la Chambre des représentants.

## les titres du 15 octobre 2008



#### [THE GLOBE AND MAIL](#)

**Les conservateurs canadiens restent minoritaires au Parlement**

Le Premier ministre canadien Stephen Harper retournera à Ottawa avec un mandat renforcé, après les élections législatives anticipées du 14 octobre. Son parti, qui reste toutefois minoritaire, a remporté 143 sièges au Parlement sur 308, améliorant son score par rapport au scrutin de 2006. Les conservateurs avaient alors fait élire 124 députés. La formation de Harper a obtenu les gains les plus importants aux dépens du Parti libéral dans la province de l'Ontario. Les conservateurs ont par contre été incapables de percer au Québec.



#### [THE DAILY STAR](#)

**Damas reconnaît officiellement le Liban**

Le 14 octobre, le président syrien Bachar El-Assad a ordonné par décret l'établissement de relations diplomatiques avec le Liban, du jamais-vu dans l'histoire des deux pays. "Le Liban voit dans cette décision un premier pas prometteur", relate le quotidien anglophone de Beyrouth. Fawzi Salloukh, le ministre des Affaires étrangères libanais, doit rencontrer ce 15 octobre à Damas son homologue syrien, Walid Moallem. Tous deux décideront de la date d'ouverture d'une ambassade syrienne à Beyrouth.



#### [THE MIAMI HERALD](#)

**L'Etat devient actionnaire des banques américaines**

Le gouvernement américain a annoncé, le 14 octobre, sa décision d'entrer dans le capital de neuf des plus grandes banques américaines, pour 125 milliards de dollars (92 milliards d'euros). Cent vingt-cinq milliards de dollars supplémentaires ont été mis à disposition d'autres banques qui seraient en difficulté. Le quotidien de Miami précise que "ce pas vers le socialisme", inédit depuis trente ans, reste loin d'une nationalisation : "L'Etat devient partiellement propriétaire des banques, il ne les dirige pas."



#### [BANGKOK POST](#)

**La Thaïlande renforce ses troupes à la frontière cambodgienne**

"Le conflit menace alors que les soldats se déploient", titre le quotidien anglophone de Bangkok. Le mardi 14 octobre, la Thaïlande a redéployé des troupes à la frontière avec le Cambodge, dans la zone du temple hindou de Preah Vihear, que les deux pays se disputent depuis des décennies. Elle a ainsi répondu à l'ultimatum posé lundi par le Premier ministre cambodgien Hun Sen : il menaçait de déclencher "un conflit armé de grande ampleur" si les Thaïlandais ne se retiraient pas de la zone avant mardi midi.



#### [ZAMAN](#)

**Ankara présente ses excuses après la mort d'un militant politique**

Le 14 octobre, le ministre de la Justice turc, Mehmet Ali Sahin, a présenté des excuses après la mort en détention d'un militant politique la semaine dernière. Engin Ceber avait été arrêté à Istanbul alors qu'il distribuait des magazines de gauche et incarcéré à la prison Metris. Il aurait été battu et torturé par ses geôliers. Sahin a annoncé que 19 gardiens avaient été suspendus. Les associations des droits de l'homme saluent la réaction du gouvernement, plutôt inattendue dans une telle circonstance.



#### [EXPRESO](#)

**Le Sentier lumineux reprend ses attaques au Pérou**

Une embuscade menée contre un convoi de l'armée péruvienne avait fait seize morts la semaine dernière dans le sud-est du pays. Le quotidien publie un communiqué dans lequel le Sentier lumineux revendique cet assaut. Le groupe de guérilla maoïste met en garde également contre de nouvelles attaques. L'armée péruvienne a annoncé que deux autres soldats avaient été tués, et cinq blessés, le 14 octobre dans la région de Vizcatán, considérée comme le dernier bastion du Sentier lumineux.



#### [THE CITIZEN](#)

**Jacob Zuma tente d'éviter l'éclatement de l'ANC**

Lors d'un congrès syndical à Johannesburg, le 14 octobre, Jacob Zuma, le leader du Congrès national africain (ANC), a tenu un discours très virulent à l'égard de ceux qui cherchent, selon lui, à déstabiliser le parti au pouvoir. Il visait explicitement l'ancien

ministre de la Défense Moshuoa Lekota. Ce proche de l'ancien président Thabo Mbeki menace de faire dissidence et de fonder un nouveau parti. Zuma a menacé de le "punir".



#### [CORRIERE DELLA SERA](#)

**L'Italie crée des classes séparées pour élèves étrangers**

Sur proposition de la Ligue du Nord, le parti xénophobe de la coalition gouvernementale, le Parlement italien a adopté le 14 octobre une loi autorisant la création de classes destinées aux étrangers. L'opposition de gauche a qualifié ce texte de "discriminatoire et abject". La majorité estime quant à elle qu'il s'agit de faciliter l'intégration des enfants qui parlent peu ou pas du tout l'italien. La polémique soulevée par ce texte a été rude, 265 députés ont voté pour et 246 contre.



#### [THE TIMES](#)

**Au Royaume-Uni, la justice pâtit de la crise économique**

Le ministère de la Justice britannique va être soumis à une cure d'amaigrissement drastique, révèle le quotidien londonien, qui a eu accès à des notes gouvernementales confidentielles. D'ici à deux ans, un emploi sur dix (9 981 au total) devra être supprimé dans les prisons, services de probation et autres tribunaux. En ces temps de crise, il s'agit d'économiser 900 millions de livres (1,1 milliard d'euros). D'autres services publics devraient être concernés par des restrictions budgétaires.



#### [CHINA DAILY](#)

**Pékin et Moscou mettent un point final à leurs différends frontaliers**

Le 14 octobre, la Chine et la Russie ont inauguré les nouvelles bornes de leur frontière orientale dans la région de Khabarovsk (Extrême-Orient russe). Cette cérémonie, qui marque officiellement la fin du dernier différend frontalier qui opposait les deux pays, est l'ultime étape d'un accord conclu en 2005. En juillet, Moscou avait officiellement accepté de restituer à la Chine la moitié de la Grande île d'Oussouriisk (soit 174 km<sup>2</sup>), sur le fleuve Amour.

## les titres du 14 octobre 2008



#### [ZAMAN](#)

**La Turquie brise la glace avec les Kurdes irakiens**

Ce 14 octobre, une délégation turque pourrait rencontrer en Irak Nechirvan Barzani, le leader kurde irakien, pour obtenir sa coopération dans la lutte contre les terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce serait la première fois depuis l'invasion américaine de l'Irak que de tels pourparlers auraient lieu, note le journal turc (version anglophone), qui tient ces informations de source



#### [LE DEVOIR](#)

**Le Canada plonge dans le suspense électoral**

Les Canadiens sont appelés aux urnes ce 14 octobre, dans le cadre de législatives anticipées. "Le chef des conservateurs, Stephen Harper, estime qu'il devra démissionner en cas de défaite", titre le quotidien. Ce ne sera sans doute pas nécessaire, même si le pari du chef du gouvernement s'avère plus risqué que prévu. Il avait

convoqué des élections en septembre pour gagner la majorité au Parlement. La crise économique, entre-temps, a causé une baisse de sa popularité et pourrait faire échouer son projet.



#### [FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG](#)

**L'UE se divise sur les relations à entretenir avec Moscou**

Réunis le 13 octobre à Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères européens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une reprise des négociations avec la Russie, constate le journal allemand. Pour les pays d'Europe de l'Est et de Scandinavie, le retrait



des troupes russes en Géorgie centrale n'est pas suffisant : ils réclament aussi un retrait d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Le sujet devrait être de nouveau discuté mercredi à Bruxelles, où doit se tenir un sommet européen de deux jours.



#### THE TIMES OF INDIA

**Rebond à la Bourse de Bombay : cela durera-t-il ?**

Le Sensex, l'indice de la Bourse de Bombay, a clôturé le 13 octobre en augmentation de 7,4 %. Le mouvement de hausse s'est confirmé ce 14 octobre, à l'ouverture. Comme ailleurs en Asie, le marché a bien accueilli les plans de sauvetage annoncés ce week-end par les gouvernements occidentaux. Pour autant, les experts restent prudents. Les entreprises indiennes doivent bientôt annoncer leurs résultats trimestriels. De mauvais chiffres pourraient de nouveau ébranler la confiance des investisseurs.



#### THE TIMES

**Antiterrorisme : Londres renonce aux 42 jours de détention**

"La Chambre des lords porte un coup fatal au projet d'étendre à 42 jours la garde à vue des suspects terroristes", titre le quotidien britannique. Le 13 octobre, par 309 voix contre 118, les Lords ont rejeté une mesure antiterroriste controversée, pourtant adoptée par la Chambre des communes en juin dernier. Elle proposait d'allonger à 42 jours la durée maximale de la garde à vue pour les terroristes présumés, au lieu des 28 actuels. Un revers embarrassant pour le gouvernement de Gordon Brown.



#### LOS ANGELES TIMES

**Les incendies de forêts font deux morts près de Los Angeles**

"Quatre mille hectares brûlés, deux morts" : le quotidien de Los Angeles dresse le dernier bilan des deux incendies de forêts qui ravagent, depuis le dimanche 12 octobre, les alentours de la ville californienne. Le 13 octobre, le gouverneur de l'Etat, Arnold Schwarzenegger, a déclaré l'état d'urgence dans les comtés de Los Angeles et de Ventura, avertissant les habitants que le vent rendait la trajectoire des feux très difficile à prévoir.

#### LA RAZÓN

**Le président de la Bolivie marche pour défendre sa Constitution**

Le 13 octobre, Evo Morales a donné dans les Andes le coup d'envoi d'une longue marche de 200 kilomètres pour défendre son projet de nouvelle Constitution. Quelque 5 000 de ses partisans étaient présents. D'ici au 20 octobre, ils doivent rallier La Paz pour réclamer au Congrès la convocation d'un référendum sur le texte, d'inspiration socialiste. Pour Evo Morales, il s'agit d'un mouvement "historique et pacifique, non destiné à faire pression". La réforme est durement combattue par l'opposition de droite.



#### LIBERTÉ

**L'un des principaux chefs rebelles touaregs maliens se retire en Libye**

Alors que des groupes de rebelles touaregs ont accepté ce week-end de discuter avec les autorités maliennes, l'un des principaux chefs de la rébellion, Ibrahim Ag Bahanga, a quant à lui décidé de

s'installer en Libye avec sa famille et quelques-uns de ses proches. Pour les observateurs, il aurait décidé de "prendre du recul". Le quotidien d'Alger estime que cette information va conforter le processus de paix lancé dans le nord du Mali et qu'appuie depuis 2006 une médiation algérienne.



#### LA REPUBBLICA

**Les menaces de mort contre l'auteur de "Gomorra" se précisent**

"D'ici fin décembre, il sera mort", a déclaré à la police un ancien criminel de la Mafia devenu collaborateur de la justice. Il parlait du journaliste Roberto Saviano, coupable d'avoir écrit le best-seller *Gomorra*, récit d'une plongée dans la Camorra, la mafia napolitaine. Selon cet indicateur, un clan mafieux aurait fixé une date avant Noël pour passer à l'acte et tuer Saviano et son escorte, composée des sept carabinieri qui ne le lâchent pas d'une semelle.



#### KARGOZARAN

**L'Iran accueille des invités occidentaux de marque**

L'ex-président iranien Mohammad Khatami, candidat potentiel à la présidentielle de 2009, a réuni le 13 octobre à Téhéran plusieurs personnalités du monde occidental, pour une conférence de deux jours sur "la religion dans le monde moderne". Romano Prodi, Kofi Annan, Lionel Jospin, Jorge Sampaio, entre autres, ont répondu à l'appel du religieux réformateur, favorable à un rapprochement de l'Iran avec l'Occident. C'est la première fois depuis 2005 qu'autant de personnalités occidentales se rendent en Iran.

## les titres du 13 octobre 2008



#### LE SOIR

**Pour arrêter la crise, la zone euro tente un électrochoc**

Les dirigeants de la zone euro ont-ils frappé assez fort ? Réunis le 12 octobre à Paris, ils ont voulu apporter une réponse concertée et solide à la crise financière qui ravage les marchés. Trois mesures ont été adoptées, résume le quotidien belge : la garantie des prêts bancaires jusqu'au 31 décembre 2009, pour redonner vie au marché interbancaire ; la recapitalisation voire la nationalisation des banques menacées de faillite ; le renforcement des fonds propres des banques. Chaque pays doit désormais décliner ces initiatives au plan national.



#### THE INDEPENDENT

**Deux géants bancaires britanniques vont être nationalisés**

Royal Bank of Scotland (RBS) et HBOS, deux des plus grosses banques britanniques, devraient être nationalisées de fait ce 13 octobre. Dans le cadre de son plan de sauvetage du secteur bancaire, le gouvernement travailliste doit annoncer une prise de contrôle majoritaire de ces deux établissements, pour un montant de 40 milliards d'euros. En retour, il pourrait obtenir un siège aux comités directeurs des deux banques. De même, 21 milliards d'euros devraient être injectés dans Lloyds TSB et Barclays.



#### THE WASHINGTON POST

**Barack Obama s'envole dans les sondages**

"A trois semaines de l'élection présidentielle, les deux candidats semblent sur des trajectoires opposées", écrit le quotidien de Washington. Un dernier sondage accorde 53 % des intentions de vote au démocrate Barack Obama, contre 43 % au républicain John McCain. Ce dernier paie ses revirements de stratégie et le durcissement de sa campagne : les électeurs ont le sentiment qu'il passe "plus de temps à attaquer son adversaire qu'à aborder les problèmes qui importent aux gens", relève le journal.



#### RESPEKT

**République tchèque : la trahison de Milan Kundera**

En mai 1950, Miroslav Dvoracek, un militant de l'opposition anticommuniste, a été arrêté à Prague et

condamné à vingt-deux ans de prison. Le magazine pragois révèle cette semaine comment il est tombé dans les filets de la police. Il aurait été dénoncé par Milan Kundera, l'auteur de *L'Insoutenable légèreté de l'être*, qui avait 21 ans à l'époque. L'hebdomadaire se demande si ce n'est pas la raison pour laquelle Kundera ne visite plus son pays natal qu'à la sauvette, sous des noms d'emprunt.



#### KURIER

**Mort de Haider : que va devenir l'extrême droite autrichienne ?**

Le 11 octobre, Jörg Haider s'est tué dans un accident de voiture alors qu'il roulait à 142 km/h. Son parti d'extrême droite, le BZÖ, pourra-t-il survivre à la disparition de son chef charismatique ? Le 12 octobre, Stefan Petzner, ancien porte-parole de Haider, a été désigné à la tête du parti. Pour l'heure, le BZÖ exclut tout accord politique avec le FPÖ, l'autre parti d'extrême droite autrichien. A elles deux, les deux formations avaient réuni 29 % des voix lors des législatives du 28 septembre.



#### FRATERNITÉ MATIN

**Les ex-rebelles ivoiriens demandent le report de la présidentielle**

Les ex-rebelles des Forces nouvelles (FN) ont réclamé, le 12 octobre, un report du premier tour de l'élection présidentielle, prévue le 30 novembre. "La messe de requiem du 30 novembre a été presque dite par les FN", accuse le quotidien gouvernemental ivoirien. Les ex-rebelles, qui contrôlent le nord du pays, dénoncent les retards accumulés dans le recensement des électeurs et le désarmement des milices. Déjà en septembre, l'opposition avait demandé un report du scrutin, le premier depuis l'accord de paix de 2007.



#### L'ORIENT-LE JOUR

**Le Liban annonce le démantèlement d'une cellule terroriste**

Les autorités libanaises ont annoncé avoir arrêté le 12 octobre des membres d'une cellule terroriste responsable des récents attentats meurtriers à Tripoli, dans le nord du pays. "Fait rare dans l'histoire des attentats meurtriers qui endeuillent le pays depuis plus de trois ans, un réseau terroriste relevant du groupuscule Fateh El-Islam a été démantelé hier à

l'aube", rapporte le quotidien. L'un des membres principaux de cette cellule, Abdel Ghani Ali Jawhar, est toujours recherché.



#### CHINA DAILY

**La Chine se préoccupe des revenus de ses paysans**

"La nation chinoise s'est donné comme objectif de doubler le revenu des habitants des zones rurales d'ici à 2020", rapporte le quotidien anglophone de Pékin. Le 12 octobre, en clôture d'une session plénière de quatre jours, le Comité central du Parti communiste chinois a adopté un plan de réformes pour "éliminer la pauvreté absolue dans les campagnes", précise-t-il. Les revenus des ruraux sont en moyenne 3,3 fois inférieurs à ceux des citadins (4 140 yuans mensuels contre 13 786, soit 449 euros contre 1 494).



#### THE ASIAN AGE

**Alfonsa devient la première sainte indienne de l'Histoire**

"Elle a souffert elle-même pour soigner les souffrances des autres." Le 12 octobre, à Rome, le pape Benoît XVI a canonisé sœur Alfonsa (1910-1946). Cette religieuse du Kerala "entre dans l'Histoire" comme la première sainte indienne, titre le quotidien de New Delhi. Dans un discours prononcé après la cérémonie, le pape a dénoncé "les violences contre les chrétiens en Inde". Depuis août, des violences perpétrées par des extrémistes hindous ont fait 35 morts dans l'Etat de l'Orissa (est).



#### GRANMA

**Fidel Castro a une préférence logicienne pour Obama**

Le leader cubain Fidel Castro préférerait voir le candidat démocrate Barack Obama s'installer à la Maison-Blanche plutôt que son rival républicain John McCain. Dans une tribune publiée ce week-end par le quotidien officiel, Fidel Castro juge Obama "plus intelligent et plus serein". Obama s'est déclaré favorable à une détente avec l'île communiste, soumise depuis 1962 à un embargo américain, alors que McCain s'est prononcé pour le maintien de la ligne dure observée par l'actuelle administration.

## les titres du 10 octobre 2008



#### EL ESPECTADOR

**Le président colombien décrète l'état d'exception**

Le 9 octobre, Alvaro Uribe a décrété l'état d'exception en Colombie, pour faire face à une grève du personnel de la justice débutée le 3 septembre. Selon lui, le mouvement social, qui a laissé 160 000 procès en

suspens, pourrait conduire à la remise en liberté de quelque 27 000 criminels. Uribe a pris cette décision sur les conseils de Luis Carlos Sarmiento, chef de la plus grosse banque du pays, relate le quotidien. Sarmiento l'aurait convaincu de l'urgence de ne pas faiblir face aux groupes armés "en marge de la loi". En vigueur pour 90 jours, l'état d'exception permet au

président de prendre des décisions qui ont force de loi. C'est la deuxième fois depuis 2002 qu'Uribe recourt à cette procédure.



#### DIE PRESSE

**La Macédoine et le Monténégro reconnaissent le Kosovo**



La liste des pays reconnaissant l'indépendance du Kosovo s'est allongée le 9 octobre, comptant dorénavant le Monténégro et la Macédoine. Leur décision constitue un revers pour la Serbie. La veille pourtant, Belgrade avait obtenu aux Nations unies la saisine de la Cour internationale de justice sur la légalité de la proclamation d'indépendance de son ancienne province. De toutes les entités qui formaient l'ex-Fédération yougoslave, seules la Bosnie-Herzégovine et la Serbie n'ont pas reconnu le Kosovo.



#### **THE SYDNEY MORNING HERALD** En Asie, les cours boursiers s'effondrent

Le 10 octobre, la Bourse australienne a connu sa pire journée depuis 1987, avec une chute des cours supérieure à 8 %, rapporte le quotidien de Sydney sur son site Internet. La panique a aussi continué de régner sur les autres marchés asiatiques. La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse de 9,6 %, enregistrant une baisse de 24 % sur toute la semaine. Les indices Hang Seng de Hong Kong et Strait Times de Singapour ont eux diminués de près de 7 %.



#### **YOMIURI SHIMBUN** Crise bancaire : Tokyo s'inquiète pour les petits pays

Ce vendredi 10 octobre, le ministre des Finances japonais Shoichi Nakagawa est attendu à Washington pour un sommet du G7 qui sera largement consacré à la crise économique. Selon le quotidien nippon, Nakagawa va proposer la création d'un fonds d'urgence à destination des petits pays. Placé sous la tutelle du FMI et doté d'un budget de 146 milliards d'euros, ce fonds pourrait prêter de l'argent aux économies émergentes et aux petits pays ébranlés par la crise boursière.



#### **THE GUARDIAN** La faillite islandaise fait des malheureux au Royaume-Uni

L'attitude de Reykjavik est "totalement inacceptable et illégale". Le 9 octobre, le Premier ministre britannique Gordon Brown a dénoncé sur la BBC la décision prise par l'Islande de nationaliser ses banques en faillite et de geler les comptes des clients étrangers. Pour le Royaume-Uni, les sommes en jeu sont importantes. Collectivités territoriales, entreprises et particuliers auraient déposé jusqu'à 25 milliards d'euros dans des filiales de banques islandaises. Brown réclame la restitution de cet argent.



#### **DER TAGESSPIEGEL** La Deutsche Bahn devra patienter pour entrer en Bourse

Turbulences sur les marchés financiers obligent, le gouvernement allemand a suspendu, le 9 octobre, la cotation en Bourse de la Deutsche Bahn (DB). A compter du 27 octobre, 24,9 % du capital de la compagnie nationale des chemins de fer devait être introduit en Bourse. Selon le quotidien berlinois, rien ne devrait être entrepris au plus tôt avant février. C'est ce qu'aurait assuré par téléphone Peer Steinbrück, le ministre des Finances allemand, à Harmut Mehdorn, le patron de la DB.



#### **LE TEMPS** Le Clézio décroche le prix Nobel de littérature

Le 9 octobre, le prix Nobel de littérature a été attribué à l'écrivain français Jean-Marie Le Clézio. C'est "un choix judicieux" pour *La Libre Belgique*, "une récompense sur mesure" selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Le quotidien genevois se réjouit que l'Académie suédoise ait choisi de récompenser un auteur "nomade" et voyageur, qui ne revendique d'autre patrie que la langue. "Penser la littérature en nations, la diviser suivant les lignes de frontières ne mène pas très loin", relève-t-il.



#### **LE POTENTIEL** Joseph Kabila appelle les Congolais à la mobilisation générale

"L'heure est grave." Le 9 octobre, le président de la république démocratique du Congo (RDC) est intervenu sur les ondes : "Unissons nos efforts pour garantir la stabilité des institutions." Le journal acquiesce : les Congolais n'ont sans doute pas tourné la page de la guerre. L'est du pays, à la merci des groupes rebelles, connaît "une tragédie". Le 2 octobre, le chef rebelle Nkunda a déclaré caduc l'accord de réconciliation nationale de janvier et clamé vouloir renverser Kabila. Le Rwanda l'appuierait.



#### **SUD QUOTIDIEN** Des habitants de Dakar manifestent contre les coupures d'électricité

"Barricades, pneus brûlés, fumée noire, pierres jonchant le sol." Selon le quotidien local, tel est le spectacle qui prévalait dans plusieurs quartiers de la capitale sénégalaise, le 9 octobre. Des centaines d'habitants sont descendus dans la rue pour dénoncer les coupures d'électricité à répétition, qui les empêchent de conserver leurs provisions en cette période chaude et humide. L'agence de la Senelec, la société nationale d'électricité, a été sacagée dans le quartier de Grand Médine (en banlieue).



#### **ASHARQ AL-AWSAT** Heurts meurtriers dans un camp palestinien en Syrie

Des affrontements violents ont opposé, jeudi 9 octobre, des éléments armés aux forces de l'ordre syriennes dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, au sud de Damas, rapporte le quotidien saoudien édité à Londres. Ces combats ont fait quatre morts, dont un membre des forces syriennes. Des sources palestiniennes affirment que les hommes armés étaient d'origine arabe, notamment irakienne et saoudienne.

## les titres du 9 octobre 2008



#### **FINANCIAL TIMES** Comme un seul homme, les banques centrales baissent leurs taux

Pour le quotidien financier britannique, une telle coordination à l'échelle mondiale est "historique". Le 8 octobre, dans l'urgence, six des plus grandes banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre, ont simultanément baissé leurs taux d'un demi-point. Mais cela n'a pas suffi à "calmer la nervosité des investisseurs", constate l'éditorialiste du journal. Les places boursières ont toutes clôturé en baisse. "Les ministres des Finances [du G7] et les banquiers centraux devront prendre d'autres mesures crédibles lorsqu'ils se rencontreront", demain 10 octobre à Washington, poursuit le quotidien.



#### **CHOSUN ILBO** Pyongyang s'approprierait de nouveau à tester des missiles

Les autorités militaires sud-coréennes sont en alerte, rapporte le quotidien de Séoul. Selon des rapports des services secrets, la Corée du Nord serait sur le point de procéder à un test de missiles de grande ampleur. En tout, elle pourrait tirer jusqu'à 10 missiles de faible portée. Il semble que, le 7 octobre déjà, le régime de Pyongyang ait procédé à deux tirs de missiles en mer Jaune, à l'ouest de la péninsule coréenne.



#### **KYIV POST** Acculé, le président ukrainien dissout le Parlement

Viktor Iouchtchenko a annoncé le 8 octobre la dissolution du Parlement ukrainien, et convoqué des élections pour le 7 décembre. Il a pris acte de l'éclatement de la coalition gouvernementale pro-occidentale qu'il avait formée avec Ioulia Timochenko. Sondages à l'appui, le journal anglophone de Kiev juge la manœuvre à haut risque : l'étoile de l'ancien héros de la "révolution orange" a bien pâli auprès de la population. Et la crise économique ne fait que noircir encore son bilan.



#### **LE SOIR** Paris, Bruxelles et Luxembourg veillent au chevet de Dexia

Le 8 octobre dans la soirée, trois Etats sont revenus au chevet de la banque Dexia. La France, la Belgique et le Luxembourg ont parlementé toute la nuit pour trouver la parade, après que l'action de l'établissement franco-belge eut perdu, en quelques heures, 15,42 % à la Bourse de Bruxelles. Pour éviter un éclatement du groupe, les trois gouvernements sont tombés d'accord pour garantir les emprunts de Dexia sur les marchés, pour un montant maximum de 4,5 milliards de dollars d'ici au 31 octobre 2009.



#### **I KATHIMERINI** Une grève paralyse Athènes

Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues d'Athènes, le 8 octobre, pour dénoncer les projets de privatisation du gouvernement et la hausse du coût de la vie. Conséquence : les transports publics ont été paralysés toute la journée. En tête des cortèges figuraient les salariés des chemins de fer, des ports et de la compagnie nationale Olympic Airlines, premiers concernés par les projets de réforme du gouvernement.



#### **LA REPUBBLICA** En sauvant Alitalia, Berlusconi blanchit les responsables de la faillite de Parmalat

Pour sauver la compagnie aérienne italienne Alitalia, le gouvernement de Berlusconi avait réformé la loi sur les faillites, et garanti une totale impunité aux dirigeants de groupes en crise. Il a du même coup blanchi les responsables de faillites retentissantes telles que celle du groupe alimentaire Parmalat, en 2003, l'un des plus gros scandales financiers en Europe. Le 5 octobre dernier, le parquet de Milan avait pourtant requis une peine de treize ans de prison contre l'ancien patron du groupe, Calisto Tanzi.



#### **BUSINESS DAY** Un pilier de l'ANC cherche à créer un parti dissident

Mosiuoa Lekota a annoncé le 8 octobre qu'il était sur le point de "divorcer" du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir depuis la chute de l'apartheid en 1994. Pour cet ancien ministre de la Défense du président Thabo Mbeki qui a démissionné le 20 septembre, il s'agit de pousser Jacob Zuma, l'actuel



#### **CHINA DAILY** Pékin entend limiter le taux de mélamine dans le lait

Désormais, le lait pour enfants ne pourra contenir un taux de mélamine supérieur à 1 mg/kg, et les autres produits laitiers 2,5 mg/kg : le scandale du lait frelaté a poussé la Chine, le 8 octobre, à fixer des normes calquées sur ce qui se fait en Occident. La consommation de lait contaminé à la mélamine, un produit toxique utilisé pour fabriquer des colles, a causé la mort de 4 bébés. Au moins 54 000 enfants sont tombés malades. Et encore : il s'agit d'un bilan provisoire, non actualisé depuis le 22 septembre.



#### **ETEMAD-E MELLI** Bras de fer entre les commerçants et le gouvernement iraniens

Dans plusieurs grandes villes iraniennes, Téhéran, Ispahan et Tabriz, un mouvement de grève chez les commerçants enfle depuis plusieurs jours. Les vendeurs du bazar gardent le rideau fermé pour protester contre la mise en place d'une TVA par le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad. Ils estiment que cette taxe, de 3 %, ne pourra que favoriser l'inflation (de plus de 25 %). Les joailliers, vendeurs de tissus, etc., semblent décidés à maintenir la grève jusqu'à ce que le gouvernement cède.



#### **LA PRESSE** Sans préavis, la F1 largue Montréal

"Oubliez les fêtes bien arrosées, les départs canon, les grands noms et le mur du Québec [mur de béton dans le dernier virage du circuit Gilles-Villeneuve]. Sans préavis, Montréal a perdu le 7 octobre son Grand Prix de F1, et risque de ne jamais le retrouver." Le quotidien consacre huit pages à la nouvelle : remplacé par Istanbul, le Canada ne figure pas sur la liste des Grands Prix de F1 pour la saison 2009. Sans doute n'avait-il pas assez d'argent à mettre sur la table...



## les titres du 7 octobre 2008



### **THE AUSTRALIAN**

**Crise bancaire : l'Australie va-t-elle donner l'exemple ?**

Ce 7 octobre, pour protéger le pays de la récession, la banque centrale australienne a baissé d'un point ses taux directeurs : une diminution deux fois supérieure à ce qu'attendaient les analystes. Les grandes banques du pays ont déjà entrepris de répercuter cette baisse, observe le quotidien de Sydney. La nouvelle a donné un peu d'air aux marchés asiatiques, qui ont annulé une partie des pertes spectaculaires enregistrées le 6 octobre. Les investisseurs tablent sur des mesures similaires dans les autres pays.



### **DAWN**

**Un attentat suicide fait 22 morts au Pakistan**

Le 6 octobre, un kamikaze s'est fait exploser à Bakhar, dans le centre du Pakistan. Il a déclenché sa bombe devant la demeure du député Rashid Akbar Nowani, qui tenait ce jour-là audience publique. L'attentat a fait de nombreuses victimes : au moins 22 morts et plus de 62 blessés dont le député concerné, membre du parti de l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif (PML-N). C'est le troisième attentat en cinq jours qui prend pour cible des hommes politiques pakistanais.



### **THE ISLAND**

**Un attentat attribué aux Tigres tamouls fait 27 morts au Sri Lanka**

Une attaque suicide a fait au moins 27 morts le 6 octobre dans le nord du Sri Lanka. Janaka Perera, un général à la retraite reconverti à la politique, compte parmi les victimes. Il assistait à l'inauguration d'un bureau du Parti national unifié (UNP), le principal parti de l'opposition, lorsqu'une bombe a explosé. L'attentat a été attribué aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Le mouvement séparatiste n'en est pas à son premier meurtre d'homme politique.



### **ZAMAN**

**L'armée turque réclame des pouvoirs élargis contre le PKK**

L'armée turque a de nouveau bombardé, le 6 octobre, des bases rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak. Il s'agissait d'une

riposte à une attaque du PKK qui a tué 15 soldats, le 3 octobre. A Ankara, l'état-major militaire s'est plaint que ses capacités à lutter contre le terrorisme aient été entamées par les réformes engagées lors du processus d'adhésion à l'UE. Un point de vue que réfute le quotidien d'Istanbul (version anglophone), proche du parti au pouvoir.



### **THE NATION**

**Le vice-Premier ministre thaïlandais démissionne**

Le journal de Bangkok évoque déjà, sur son site Internet, "un octobre noir" pour le royaume. Chavalit Yongchaiyudh, le vice-Premier ministre en charge des négociations avec l'opposition, a démissionné ce 7 octobre. Plus tôt dans la matinée, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour dissiper les milliers de manifestants qui encerclaient le Parlement. Bilan : au moins 65 blessés. Depuis le 26 août, l'opposition réclame le départ d'un gouvernement considéré comme à la solde de l'ancien Premier ministre Thaksin, accusé de corruption.



### **SUD QUOTIDIEN**

**L'ultimatum de l'UA à la Mauritanie expire sans succès**

Le 6 octobre a expiré l'ultimatum de l'Union africaine (UA) à la Mauritanie, relate le quotidien sénégalais. L'UA exigeait, sous peine de sanctions, le retour au pouvoir du président Sidi Mohamed Ould Cheikh, renversé par la junte militaire le 6 août. En réponse à la communauté internationale, le Premier ministre mauritanien, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, a planifié des journées de concertation entre gouvernement, classe politique et société civile, pour discuter, entre autres, de la durée de la transition.



### **ETEMAD-E MELLI**

**"Ahmadinejad vole l'argent du peuple"**

Tahmasb Mazaheri, ex-gouverneur de la Banque centrale iranienne, a vivement critiqué lundi 6 octobre la politique économique du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. "Les biens de la Banque centrale sont pillés. C'est l'argent du peuple qui est pillé", a affirmé Mazaheri au sujet des prêts massifs accordés aux populations pauvres, un plan qui favorise l'inflation [qui est en Iran de plus de 25 %]. Il a été limogé

il y a deux semaines parce qu'il refusait d'appliquer les politiques populistes du président.



### **DAILY NATION**

**Une femme prend la tête du Parlement rwandais**

Le 6 octobre, pour la première fois de son histoire, le Parlement rwandais nouvellement élu a porté à sa tête une femme. Rose Mukantabana, députée de Kigali, la capitale, a été préférée à Abbas Mukama, le seul homme qui s'était porté candidat au poste de président du Parlement. Cette élection n'est pas vraiment une surprise : le quotidien kényan rappelle que le Parlement rwandais est le seul au monde où les femmes sont majoritaires. Soixante-dix députés sur 80 ont voté pour elle.



### **IRISH INDEPENDENT**

**Aer Lingus engage la bataille pour sa survie**

Une grève du personnel menace Aer Lingus, la compagnie aérienne irlandaise à bas coût. Le 6 octobre, celle-ci a annoncé le licenciement de 1 500 personnes, dans le cadre d'un plan d'économie de 76 millions d'euros par an. Les syndicats ne s'attendaient pas à de telles coupes. En éditorial, le quotidien de Dublin les soupçonne d'être "déconnectés des réalités économiques" : si Aer Lingus ne réduit pas drastiquement ses coûts, "elle ne volera plus d'ici un ou deux ans, quoi qu'en disent les syndicats."



### **DIE WELT**

**Un Allemand obtient le prix Nobel de médecine**

"Cette année, le prix Nobel de médecine revient pour moitié à l'Allemagne." Le 6 octobre, à Stockholm, les membres du comité Nobel ont récompensé Harald zur Hausen pour ses recherches sur le cancer. En 1976, il avait rencontré beaucoup de scepticisme lorsqu'il avait été le premier à envisager qu'un virus puisse provoquer le cancer du col de l'utérus. Harald zur Hausen partage sa récompense avec deux chercheurs français, Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier, pour leurs travaux sur le sida.

## les titres du 6 octobre 2008



### **FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**

**Berlin tente de rassurer les petits épargnants**

Après l'"effet domino", une nouvelle tournure a fait son entrée dans le lexique des milieux financiers, submergés par la crise, ironise le quotidien conservateur : la "bouée de sauvetage". Le 5 octobre, le gouvernement allemand a dû à son tour monter sur le pont pour tenter de contenir la panique bancaire. Il a apporté la garantie de l'Etat pour tous les dépôts d'épargne des particuliers, qui représentent 570 milliards d'euros. Il a également accordé 15 milliards de crédits supplémentaires à la banque allemande Hypo Real Estate, au bord de l'effondrement. L'éditorialiste du journal approuve, mais tient à faire une distinction : qui dit sauvetage des banques ne dit pas sauvetage des banquiers. Eux devront payer pour leurs erreurs.



### **LA DERNIÈRE HEURE-LES SPORTS**

**Un fleuron de l'économie belge s'en va vers la France**

"Après un week-end de négociations aussi intenses que discrètes, c'est une solution française qui a été retenue, le 5 octobre, pour sortir Fortis de l'ornière. "BNP-Paribas a pris le contrôle de la banque belge-néerlandaise en Belgique et au Luxembourg, pour 14,7 milliards d'euros. Cela devrait permettre de stabiliser l'établissement, malmené par la crise bancaire. Mais le tabloïd se désole : Dexia, "l'autre grand malade du secteur bancaire belge", est lui aussi convoité par une banque française, la Société générale.



### **THE HINDU**

**En Assam, plus de 80 000 personnes fuient les violences**

Trente-deux morts : c'est le dernier bilan des nouveaux affrontements qui ont opposé ce week-end, dans l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde), des musulmans à des séparatistes de la tribu Bodo. La police a ouvert le feu pour tenter de rétablir l'ordre et tué au moins dix personnes. En tout, plus de 80 000 personnes appartenant aux deux communautés ont dû chercher refuge dans les trente-six camps de fortune installés pour l'occasion.



### **THE NATION**

**La police thaïlandaise arrête un dirigeant de l'opposition**

Chamlong Srimuang a été interpellé le 5 octobre dans un bureau de vote de Bangkok, le jour même de l'élection d'un nouveau maire. De sa prison, ce général à la retraite a appelé ses partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD, coalition de partis d'opposition) à cesser toute négociation avec le gouvernement. Depuis le 26 août, la situation est tendue entre le PAD et le Parti du pouvoir du peuple (PPP), au pouvoir. En tout, neuf dirigeants du PAD sont sous les verrous.



### **GAZETA WYBORCZA**

**La mission polonaise en Irak prend fin**

La Pologne a mis officiellement fin, le 4 octobre, à sa mission aux côtés de l'armée américaine en Irak. Elle compte actuellement sur place 900 militaires qui quitteront l'Irak d'ici la fin du mois. L'armée polonaise est présente en Irak depuis le début de l'intervention armée des Etats-Unis, en mars 2003. Elle

annonce avoir perdu 21 hommes depuis le début du déploiement, et dénombre 70 blessés. Au total, plus de 15 000 soldats polonais auront participé à l'opération américaine depuis cinq ans.



### **EL WATAN**

**De graves inondations ont frappé le sud de l'Algérie**

Le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, s'est rendu le 5 octobre à Ghardaïa (sud) accompagné d'une délégation de douze ministres pour s'enquérir de l'ampleur de la catastrophe. Les inondations qui ont frappé la région le 1er octobre dernier ont fait au moins 33 morts et 48 blessés. Ahmed Ouyahia a annoncé le déblocage de 10 millions d'euros pour venir en aide à une population très remontée contre le gouvernement. Les eaux ont provoqué des dégâts considérables.



### **HA'ARETZ**

**Livni confie à Kouchner son désaccord avec les propositions de paix d'Olmert**

La ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, a fait part à son homologue français Bernard Kouchner, en visite officielle en Israël, de ses divergences avec le Premier ministre sortant Ehoud Olmert. Ce dernier a proposé aux Palestiniens un plan comportant une solution pour les frontières et la question des réfugiés palestiniens, mais repoussant à plus tard le statut de Jérusalem. Selon Livni, "la situation politique en Israël ne permet pas de signer un tel accord".



### **THE WASHINGTON POST**

**Les crédits carbone : un marché qui ne connaît pas la crise**

Alors que Wall Street plonge, "quand presque tout semble se vendre moins cher, des milliers de particuliers et d'entreprises persistent à payer plus pour acheter du rien, ou en tout cas rien qui ne soit tangible." Le quotidien s'étonne du maintien, voire de la hausse, du cours des crédits carbone, ces quotas de CO2 achetés pour compenser des émissions de gaz à effet de serre. La preuve, selon lui, que les mentalités sur les questions environnementales sont bien en train d'évoluer.



**THE TIMES**  
Un verre ça va, deux verres ça va...  
pour conduire au Royaume-Uni

"Le Royaume-Uni pourrait devenir le seul pays d'Europe à autoriser les automobilistes à conduire après avoir bu plus d'un verre d'alcool." Selon le quotidien anglais, le gouvernement britannique renoncerait à baisser le taux d'alcoolémie toléré au volant à 0,5 gramme par litre, et le maintiendrait à la valeur actuelle de 0,8 g/l - une exception en Europe. Pourtant, diminuer l'alcoolémie au volant permettrait de sauver 65 vies supplémentaires par an, précise le journal.



**CORRIERE DELLA SERA**  
Le pape donne le coup d'envoi d'un marathon biblique

Le 5 octobre, jour de l'ouverture d'un synode des évêques sur "la parole de Dieu", Benoît XVI a lancé à Rome une lecture publique intégrale de la Bible. Il a lu les premières pages de la Genèse en direct sur la RAI, la télévision publique italienne. Quelque 1 250 lecteurs doivent lui succéder, pendant sept jours, pour lire les 73 livres de la Bible. L'acteur Roberto Benigni s'est dit très ému de participer au projet, aux côtés de nombreux acteurs, chanteurs et hommes politiques italiens.

## les titres du 3 octobre 2008



**LA LIBRE BELGIQUE**  
La crise bancaire plombe la croissance européenne

"Déjà fortement en baisse, l'économie européenne va subir les effets négatifs de la crise bancaire et financière", titre le quotidien de Bruxelles. Un choc de plus, avec l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat. Au sein de l'UE, l'Irlande est déjà entrée en récession et en voie d'être bientôt rejointe par l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni. La situation n'est guère brillante non plus en France, aux Pays-Bas et en Italie. "Oui, il faut se préparer au pire", martèle l'éditorialiste du journal.



**AL HAYAT**  
En Irak, le ramadan se termine dans un bain de sang

Plusieurs attaques, dont deux attentats suicides devant les mosquées de Jadida et Zafaraniyah, deux quartiers à majorité chiite du sud de Bagdad, ont fait au moins 26 morts et plus de 50 blessés, rapporte le quotidien panarabe. Ces opérations ont eu lieu entre mercredi 1er octobre au soir et jeudi 2 octobre, soit dès la fin du jeûne du ramadan pour les chiites irakiens et le début de l'Aïd Al-Fitr.



**THE TELEGRAPH**  
Les Etats-Unis lèvent à leur tour l'embargo nucléaire sur l'Inde

"Le Sénat américain aime l'Inde", titre le quotidien de Calcutta. Après la Chambre des représentants samedi, le Sénat a approuvé, le jeudi 2 octobre, la relance de la collaboration nucléaire avec l'Inde. Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine, est attendue à New Delhi le 4 octobre pour parapher cet accord. Mardi, l'Inde avait signé avec la France un autre accord de coopération dans le nucléaire civil. Un embargo international était imposé depuis 1974, date des premiers essais nucléaires indiens.



**THE INDEPENDENT**  
Le chef de Scotland Yard remet sa démission

Certains travaillistes vont jusqu'à dénoncer un "putsch". Le 2 octobre, le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, a poussé Ian Blair à la démission en lui

retirant sa confiance. En fonction depuis 2005, le chef de Scotland Yard avait été au centre de nombreuses polémiques. Le quotidien retient qu'il a dû affronter l'une des pires crises traversées par le royaume, lors des attentats de Londres, en 2005. Mais il lui prête un défaut : proche des travaillistes, le policier rêvait trop de politique.



**RZECZPOSPOLITA**  
Le général polonais Jaruzelski plaide non coupable

Le procès de l'ancien dictateur communiste a repris le 2 octobre à Varsovie. Poursuivi pour avoir imposé la loi martiale à la Pologne en 1981, Wojciech Jaruzelski a livré "[sa] version de l'histoire", relate le quotidien. Selon lui, l'instauration de la loi martiale, si elle fut "une décision dramatique et difficile", a cependant permis d'"éviter une catastrophe inéluctable", à savoir l'invasion de la Pologne par l'URSS. Elle a servi à réprimer les velléités de révolte incarnées par le syndicat Solidarnosc.



**NEUE ZÜRCHER ZEITUNG**  
Les relations germano-russes résistent au coup de froid

La chancelière allemande Angela Merkel était à Saint-Pétersbourg, le 2 octobre, pour un forum germano-russe au cours duquel elle a rencontré le président russe Dmitri Medvedev. "Depuis la guerre en Géorgie, les relations entre l'Allemagne et la Russie s'étaient refroidies. Merkel et Medvedev ont joué le rapprochement", explique le quotidien suisse. Sans aller jusqu'aux effusions : "L'intégrité territoriale de la Géorgie reste non négociable", a répété la chancelière.



**LE DEVOIR**  
Elections : les candidats canadiens croisent le fer

A douze jours des élections générales, les principaux leaders canadiens se sont opposés lors de deux débats télévisés successifs. Le premier, tenu en français le 1er octobre, a tourné à l'avantage de Stéphane Dion, le chef du principal parti d'opposition canadien. Le second, tenu en anglais le 2 octobre, a vu le Premier ministre conservateur Stephen Harper

repréendre l'avantage. "Plus à l'aise dans sa langue maternelle", Harper s'est montré convaincant sur l'économie, thème central du débat.



**THE WASHINGTON POST**  
Sarah Palin et Joseph Biden courtisent les classes moyennes

Les deux candidats à la vice-présidence ont tenu le 2 octobre leur seul débat télévisé de la campagne électorale. "Chacun a tenté de convaincre que son colistier [le républicain John McCain pour Sarah Palin et le démocrate Barack Obama pour Joseph Biden] comprenait mieux les inquiétudes de la classe moyenne américaine quant à la crise financière actuelle", constate le quotidien. Il n'a relevé aucune erreur grossière, mais beaucoup d'approximations et déplore des échanges restés superficiels.



**BANGKOK POST**  
L'ex-roi des salons de massage gouvernera-t-il Bangkok ?

Dimanche 5 octobre, les habitants de Bangkok doivent élire un nouveau gouverneur. Alors que les sondages donnent largement favori le maire sortant, Apirak Kosayodhin (Parti démocrate, opposition), c'est son dauphin qui fait la une du quotidien local. Chuwit Kamolvisit (indépendant), autrefois connu pour les maisons de passe haut de gamme dont il était propriétaire à Bangkok, a terminé sa campagne électorale en agressant à coups de poing un journaliste dont les questions avaient, dit-il, "insulté sa virilité".



**GRANMA**  
Fidel Castro demande plus de réalisme au gouvernement

Fidel Castro a certes laissé les rênes de Cuba à son frère Raúl, mais il continue de livrer régulièrement ses réflexions à la presse officielle. Il vient ainsi de reprocher à certains responsables du pays d'oublier la réalité de l'île, qui souffre notamment d'une pénurie énergétique. "On a besoin au sein de l'Etat d'une discipline rigoureuse et d'un ordre rationnel des priorités, sans avoir peur de définir ce qui doit être fait, en partant du principe que rien n'est facile", a écrit Castro.

## les titres du 2 octobre 2008



**HANDELSBLATT**  
Plan européen pour les banques : l'Allemagne tergiverse

Alors que de plus en plus de banques européennes peinent à se refinancer, Nicolas Sarkozy propose la mise en place d'un plan européen pour les banques, calqué sur celui de l'administration Bush. Interviewée par le quotidien des affaires allemand, Christine Lagarde, la ministre de l'Economie française, évoque même la création d'un fonds européen pour prévenir toute faillite bancaire. Pour l'heure, ces propositions "n'ont pas eu grand succès à Berlin", relève le journal. Angela Merkel préférerait une gestion au cas par cas. Ce qui n'est pas du goût des milieux financiers allemands. Joseph Ackermann, patron de la Deutsche Bank, la plus grande banque d'outre-Rhin, a ainsi été l'un des premiers à réclamer un plan de sauvetage européen.



**THE WASHINGTON POST**  
Ce soir, Sarah Palin joue à quitte ou double

Après Barack Obama et John McCain vendredi dernier, c'est au tour de leurs colistiers Joe Biden et Sarah Palin de s'affronter lors d'un débat télévisé, ce 2 octobre à Saint Louis. Propulsée sur le devant de la scène il y a seulement cinq semaines, la candidate républicaine à la vice-

présidence joue gros. Un dernier sondage publié par le quotidien de Washington la donne en perte de popularité. Six Américains sur dix douteraient désormais qu'elle ait les compétences pour codiriger le pays.



**KYIV POST**  
Yulia Tymochenko serait prête à reconstruire la coalition orange

Le Premier ministre d'Ukraine a déclaré, le 1er octobre, qu'elle était prête à accepter les conditions posées par le président Viktor Iouchtchenko et à reconstruire une coalition pro-occidentale. Selon elle, la priorité est d'empêcher des législatives anticipées, qui risqueraient de replonger le pays dans la crise. Elle a cependant émis des doutes sur la bonne volonté de Iouchtchenko. L'adoption d'une loi limitant les pouvoirs présidentiels a de nouveau tendu les relations entre les deux ex-alliés.



**L'INTER**  
La rébellion de soldats ivoiriens fait craindre un regain de violence

A l'approche de l'élection présidentielle ivoirienne, qui devrait avoir lieu le 30 novembre prochain, une rébellion de soldats qui a eu lieu les 26 et 27 septembre à Yamassoukro et Daoukro (sud) fait craindre le pire. Le quotidien d'Abidjan rappelle qu'en 2002 les événements violents qui

ont ensanglanté et déstabilisé le pays avaient été provoqués par des soldats rebelles en fuite. Le 29 septembre, soldats impliqués ont été radiés, soit autant d'hommes qui connaissent le maniement des armes de guerre.



**KOMMERSANT**  
La Russie échappe à une sanction des parlementaires du Conseil de l'Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a refusé, le 1er octobre, la proposition faite par 24 députés de priver les délégués russes du droit de vote afin de sanctionner Moscou pour son intervention militaire en Géorgie. Ce 2 octobre devrait être adoptée une résolution finale sur le conflit, demandant l'annulation par la Russie de la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ainsi qu'un droit d'accès des observateurs européens à ces républiques séparatistes.



**LA LIBRE BELGIQUE**  
La Belgique rejoint la force européenne contre la piraterie

Depuis janvier, 24 actes de piraterie de plus ou moins grande ampleur ont eu lieu dans l'océan Indien, au large des côtes de la Somalie. C'est pour lutter contre ce fléau que la France, en tant que présidente de l'UE, a annoncé la création d'une force navale spécialisée. Selon le minis-



tre de la Défense français, Hervé Morin, neuf pays y participeraient : outre la France et la Belgique, l'Allemagne, Chypre, l'Espagne, la Lituanie, les Pays-Bas et la Suède. Le Royaume-Uni réserve sa réponse.



#### CYPRUS MAIL

**Le leader chypriote grec multiplie les gestes de bon vouloir**

Le président chypriote Demetris Christofias a profité du 1er octobre, jour de la fête nationale et de l'anniversaire de l'indépendance de l'île, pour lancer un appel aux Chypriotes turcs. "Chypriotes grecs et turcs auraient leur place sur une île réunifiée", a déclaré le dirigeant communiste, élu en février. La veille, s'exprimant à Strasbourg devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il avait suggéré que les deux parties de l'île suspendent leurs exercices militaires et démilitarisent le vieux Nicosie.



#### THE TIMES

**Afghanistan : un diplomate anglais met les pieds dans le plat**

Sherard Cowper-Coles, ambassadeur du Royaume-Uni en Afghanistan, est un homme connu pour son franc-parler. Tirant le bilan de sept ans d'occupation de l'Afghanistan par les troupes de la coalition, il n'y est pas allé par quatre chemins. Il a notamment déclaré que "la campagne contre les insurgés talibans [allait] échouer et que la meilleure chose qui [restait] à faire [était] d'installer un dictateur acceptable à Kaboul", rapporte le quotidien londonien sur la foi d'un article du Canard enchaîné - qui approuve.



#### THE AUSTRALIAN

**Les terroristes de Bali attendent la mort avec le sourire**

Leur photo est à la une de tous les quotidiens australiens. Le 1er octobre, Amrozi, Mukhlas et Imam Samudra ont profité de la célébration de l'Aïd El-Fitr dans leur prison de

Java pour, tout sourire, mettre en garde les touristes australiens qui voudraient se rendre en Indonésie. Les trois hommes, jugés coupables des attentats de Bali qui avaient fait 202 morts le 12 octobre 2002 - dont beaucoup d'Australiens - devraient passer devant le peloton d'exécution avant la fin de l'année.



#### THE ASIAN AGE

**Bollywood rejoint le piquet de grève**

Pas un centimètre de pellicule n'a été tourné depuis hier 1er octobre. Cent mille employés de l'industrie cinématographique et télévisuelle indienne ont en effet lancé un mouvement de grève. Ils dénoncent des salaires irrégulièrement versés et l'emploi de personnel non syndiqué. "Tout le monde est concerné, précise le quotidien de New Delhi, des acteurs aux éclairagistes, en passant par les techniciens, les scénaristes, les réalisateurs et leurs assistants, les danseurs et les arrangeurs musicaux."

## les titres du 1er octobre 2008



#### HINDOSTAN TIMES

**Nucléaire : la France rompt la mise au banc de l'Inde**

Le 30 septembre, à Paris, Nicolas Sarkozy a signé avec le Premier ministre indien, Manmohan Singh, un accord de coopération sur le nucléaire civil. La France, en acceptant de livrer réacteurs et combustible, rompt l'"isolement nucléaire" de l'Inde, se réjouit le quotidien de New Delhi. En effet, c'est la première fois depuis 1974 que l'Inde signe un tel accord. A cette date, le Groupe des fournisseurs nucléaires lui avait imposé un embargo international après qu'elle avait mené un premier test nucléaire.



#### THE IRISH TIMES

**Crise bancaire : Dublin met 400 milliards d'euros sur la table**

Le gouvernement irlandais s'est engagé, le 30 septembre, à garantir sur deux ans les dépôts des six principales banques de l'île. Montant des sommes concernées : 400 milliards d'euros. Pour protéger le système financier de la crise, il a adopté une législation d'urgence qui élargit ses pouvoirs : il pourra prendre des parts dans n'importe quelle banque à laquelle il apportera son aide. La loi sur la concurrence a également été momentanément suspendue, pour permettre des fusions bancaires si nécessaire.



#### LE POTENTIEL

**La Centrafrique vote l'amnistie pour mettre un terme aux rébellions**

Avec 72 voix sur 104, le Parlement centrafricain a adopté le 29 septembre une loi d'amnistie, qui permettrait le retour à la légalité aux nombreux rebelles installés dans le nord du pays et poursuivis pour des crimes commis depuis 1999, rapporte le quotidien de Kinshasa. Cette loi permettrait également aux membres du pouvoir actuel de ne pas être poursuivis pour leurs agissements contre la rébellion. Elle devrait rendre enfin possible l'amorce d'un dialogue constructif.



#### PÁGINA 12

**Les agriculteurs argentins reprennent un air (trop) connu**

Un disque vinyle rayé orne la une du quotidien de Buenos Aires. Après un court répit l'été dernier, les agriculteurs

argentins repartent à l'offensive. Le 30 septembre, ils ont annoncé leur décision de suspendre tout commerce de grains entre le vendredi 3 et le mercredi 8 octobre. Leurs revendications : de meilleurs prix de vente pour le lait et la viande, ainsi que de nouvelles baisses des cotisations. Un conflit très dur avait déjà opposé gouvernement et campagnes durant 128 jours au début de l'année.



#### THE DAILY TELEGRAPH

**Les Gurkhas gagnent le droit de s'installer au Royaume-Uni**

"Les Gurkhas sont polis, travailleurs et respectueux de la culture britannique. Il est temps que nous payions la dette d'honneur que nous avons vis-à-vis d'eux." Le quotidien anglais conservateur salue la décision prise par la Haute Cour de Londres, le 30 septembre. Elle a autorisé à s'installer au Royaume-Uni tous les anciens Gurkhas, ces militaires népalais ayant servi la Couronne britannique. Jusqu'à présent, seuls ceux qui avaient pris leur retraite après 1997 avaient ce droit.



#### IKATHIMERINI

**La Grèce va-t-elle devoir retourner aux urnes ?**

"La majorité du parti au pouvoir ne tient plus qu'à une voix", titre le journal athénien (version anglophone). Nouvelle Démocratie, le parti conservateur du Premier ministre Karamanlis, ne dispose plus, depuis le 30 septembre, que de 151 voix sur 300 au Parlement. Motif : l'exclusion du parti du député Stavros Dailakis, coupable d'avoir critiqué trois conseillers de Karamanlis. Les sondages donnent un léger avantage aux socialistes en cas d'élections anticipées. Karamanlis avait été réélu en 2007.



#### MILENIO

**Le président mexicain veut rendre son pays plus sûr**

Le président mexicain Felipe Calderón a annoncé le 30 septembre, lors d'une allocution télévisée, l'envoi au Parlement d'un paquet de mesures destinées à améliorer la sécurité dans le pays. Il souhaite notamment améliorer la coopération entre les différentes institutions policières, fédérales et locales, et renforcer le contrôle des forces de

l'ordre. La violence au Mexique, liée à la lutte entre cartels de narcotrafiquants et aux enlèvements, a fait plus de 3 000 morts depuis début 2008.



#### THE NATION

**Les services secrets militaires pakistanais changent de tête**

Dans un communiqué publié le 30 septembre, l'armée pakistanaise annonce la nomination du général Ahmed Shujaa Pasha à la tête de l'Inter-Services Intelligence (ISI), le principal service secret du pays. Ahmed Shujaa Pasha remplace Nadeem Taj, en poste depuis moins d'un an. Le général Ashfaq Kayani, chef d'état-major des armées, a entrepris ces derniers temps une réorganisation des forces. La nomination du général Ahmed Shujaa Pasha s'est accompagnée de nombreuses autres promotions.



#### EKANTIPUR.COM

**L'industrie népalaise du cinéma menace d'une grève de la faim**

Depuis que, le 19 septembre, le gouvernement népalais a annoncé de nouvelles taxes sur l'industrie cinématographique, rien ne va plus dans la nouvelle république. En signe de protestation, le 29 septembre, 114 salles de cinéma sont restées closes dans tout le pays. Producteurs, distributeurs et exploitants de salles, les premiers visés, ont lancé un ultimatum au gouvernement. Si le projet de loi n'est pas retiré d'ici quinze jours, ils se mettront en grève de la faim.



#### THE NEW YORK TIMES

**A New York, Michael Bloomberg rêve de la passe de trois**

Michael Bloomberg devrait annoncer demain 2 octobre sa volonté de briguer un troisième mandat à la mairie de New York, révèle le quotidien sur la foi des confidences de quatre proches de l'édile. Elu en 2001 et reconduit en 2005, l'ancien républicain, désormais indépendant, devra demander une révision de la loi locale : les élus locaux ne peuvent être reconduits trois fois dans une même charge. Selon lui, la crise financière actuelle rendrait incontournable son expérience en matière économique.